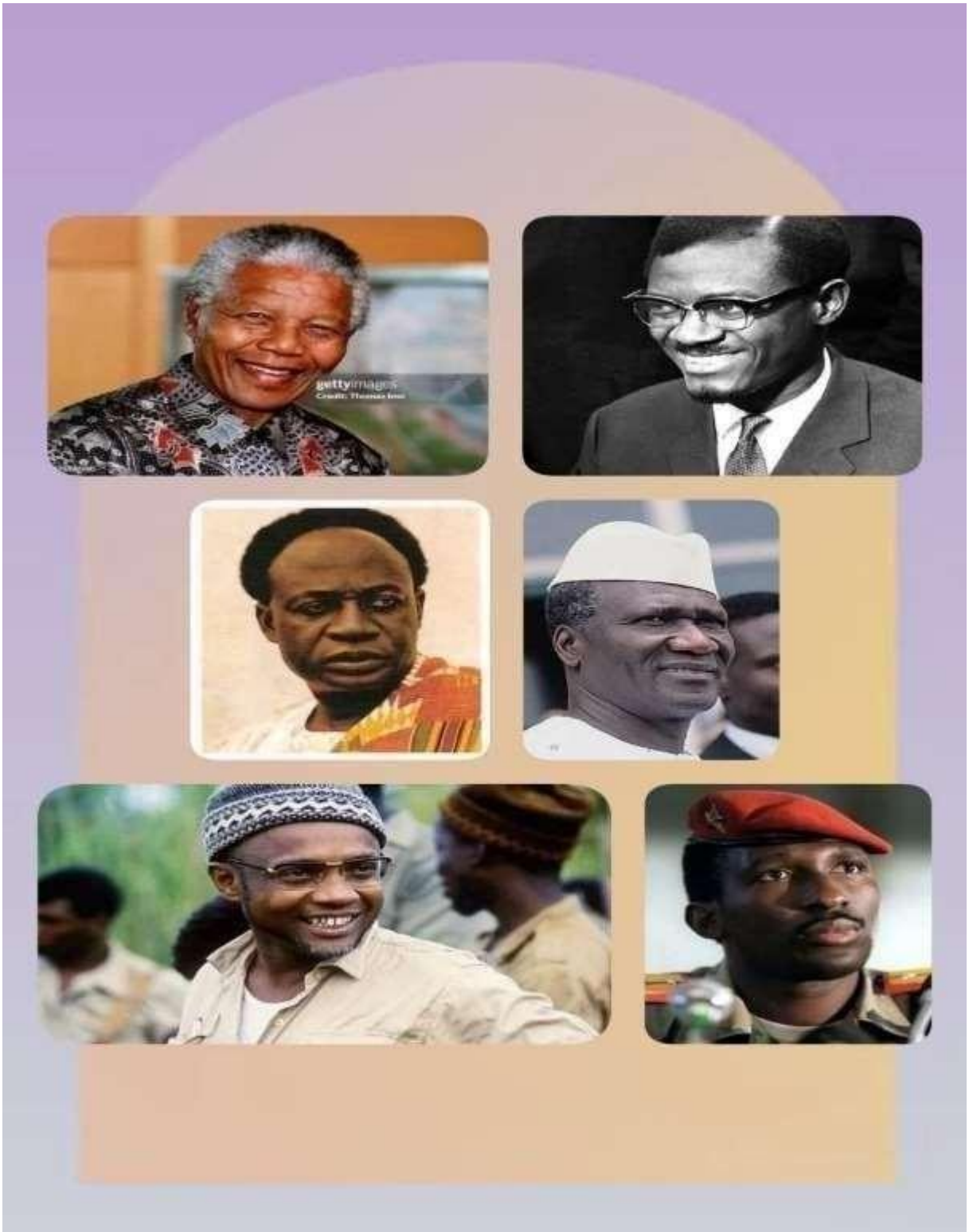
LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

RANG ET TRAJECTOIRE DES HOMMES POLITIQUES AFRICAINS - ESSAI HISTORIQUE



EVARISTE ARTHUR ASSI

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

A M. SOUATIE FEYNIGAMAN DIOMANDE

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE

RANG DES HOMMES POLITIQUES AFRICAINS

no1-KWAME NKRUMAH (GHANA)
no2-THOMAS SANKARA (BURKINA FASO)
no3-NELSON MANDELA (AFRIQUE DU SUD)
no4-PATRICE LUMUMBA (CONGO-LEOPOLDVILLE)
no5-AHMED SEKOU TOURE (GUINEE)
no6-GAMAL ABDEL NASSER (EGYPTE)
no7-AMILCAR CABRAL (GUINEE-BISSAU)
no8-JULIUS NYERERE (TANZANIE)
no9-MOUAMMAR KADHAFI (LIBYE)
no10-HAILE SELASSIE (ETHIOPIE)
no11-SAMORA MACHEL (MOZAMBIQUE)
no12-MODIBO KEITA (MALI)
no13-JOMO KENYATTA (KENYA)
no14-AHMED BEN BELLA (ALGERIE)
no15-AGOSTINHO NETO (ANGOLA)
no16-SYLVANUS OLYMPIO (TOGO)
no17-FRANTZ FANON (ALGERIE)
no18-RUBEN UM NYOBE (CAMEROUN)
no19-STEVE BIKO (AFRIQUE DU SUD)
no20-LAURENT GBAGBO (COTE D'IVOIRE)
no21-MEHDI BEN BARKA (MAROC)
no22-JERRY JOHN RAWLINGS (GHANA)
no23-KENNETH KAUNDA (ZAMBIE)
no24-BARTHELEMY BOGANDA (CENTRAFRIQUE)
no25-ROBERT MUGABE (ZIMBABWE)
no26-ROBERT SOBUKWE (AFRIQUE DU SUD)
no27-HOUARI BOUMEDIENE (ALGERIE)
no28-BENJAMIN NNAMDI AZIKIWE (NIGERIA)
no29-EDUARDO MONDLANE (MOZAMBIQUE)
no30-ANOUAR EL SADATE (EGYPTE)
no31-ABUBAKAR TAFAWA BALEWA (NIGERIA)
no32-MARIEN NGOUABI (CONGO-BRAZZAVILLE)
no33-HABIB BOURGUIBA (TUNISIE)
no34-LEOPOLD SEDAR SENGHOR (SENEGAL)
no35-FELIX HOUPHOUET-BOIGNY (COTE D'IVOIRE)
no36-ARISTIDES PEREIRA (CAP-VERT)
no37-SAM NUJOMA (NAMIBIE)

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre
no38-PAUL KAGAME (RWANDA)
no39-JOHN POMBE MAGUFULI (TANZANIE)
no40-LAURENT-DESIRE KABILA (RDC)
no41-OLUSEGUN OBASANJO (NIGERIA)
no42-NGARTA TOMBALBAYE (TCHAD)
no43-ALBERT LUTHULI (AFRIQUE DU SUD)
no44-WILLIAM TUBMAN (LIBERIA)
no45-MATHIEU KEREKOU (BENIN)
no46-ALI SOILIHI M'TSASHIWA (COMORES)
no47-ABDOULAYE WADE (SENEGAL)
no48-IBRAHIM TRAORE (BURKINA FASO)
no49-AMADOU TOUMANI TOURE (MALI)
no50-ASSIMI GOITA (CONFEDERATION DU SAHEL).

CONCLUSION GENERALE

ANNEXES

BIBLIOGRAPHIE

TABLE DE MATIERES

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

INTRODUCTION GENERALE :

L'Afrique est une terre de luttes, de douleurs, de rêves et de renaissance. Berceau de l'humanité, elle est aussi le creuset de penseurs, de bâtisseurs, de révolutionnaires et de chefs d'Etat qui ont su, chacun à leur manière, inscrire leur nom dans l'histoire du continent et du monde[1]. Pourtant, ces figures politiques africaines sont trop souvent reléguées aux marges des manuels, éclipsées par des récits occidentalo-centrés ou réduites à quelques clichés. Il est temps de leur restituer leur épaisseur humaine, intellectuelle, politique et historique. Ce livre est un hommage. Mais c'est aussi un travail de mémoire, de réhabilitation et de réflexion. Il s'agit ici de proposer un classement critique et analytique des 50 plus grands hommes politiques africains de tous les temps, établi selon une méthodologie rigoureuse. Ce classement ne prétend pas à une vérité absolue - car toute évaluation historique est, en partie, un jugement de valeurs **- mais il se fonde sur des critères précis : impact historique, leadership, politiques et réformes, résilience et vision, relations internationales, révolution politique et sociale, héritage, éthique et morale (intégrité), militantisme.** Un homme politique, dans sa plus haute acception, n'est pas seulement un gestionnaire du pouvoir ou un acteur du quotidien institutionnel. C'est un visionnaire, un bâtisseur d'avenir, un résistant parfois, un artiste du compromis souvent, un penseur du réel toujours. Il est celui qui voit au-delà du visible, qui comprend les dynamiques profondes de son époque, qui sait mobiliser les peuples et qui ose transformer le possible. De Kwame Nkrumah, prophète du panafricanisme, à Thomas Sankara, symbole de la radicalité éthique et révolutionnaire, en passant par Patrice Lumumba, martyr de la souveraineté congolaise, Amilcar Cabral, stratège de la libération, ou Nelson Mandela, figure de la réconciliation post-apartheid - chacun de ces grands politiciens historiques représente une facette de la complexité politique africaine. Ce classement politique inclut également des figures méconnues ou controversées, car l'histoire ne se limite pas aux icônes : elle se nourrit aussi de paradoxes, de silences, de combats inachevés. D'autres, comme Laurent Gbagbo, Paul Kagame, John Pombe Magufuli ou Assimi Goita, incarnent des temps plus récents et des défis nouveaux : souveraineté face au néocolonialisme, redéfinition de l'Etat, géostratégie régionale, combat contre le chaos ou la dépendance. Cette typologie hiérarchique est un classement souverainiste, ce n'est pas un classement réformiste. Pourquoi souverainiste ? Parce qu'il valorise : les leaders qui ont refusé la tutelle étrangère, ceux qui ont défendu l'indépendance réelle (politique, économique, militaire, monétaire), ceux qui ont rompu avec le néocolonialisme, ceux qui ont proposé une vision d'émancipation africaine totale. Parmi les grands noms on peut citer : Kwame Nkrumah, Nelson Mandela, Thomas Sankara, Patrice Lumumba, Ahmed Sékou Touré, Julius Nyerere, Gamal Abdel Nasser, Mouammar Kadhafi, Hailé Sélassié, Samora Machel, Modibo Kéita, Jomo Kenyatta, Ahmed Ben Bella, Agostinho Neto, Sylvanus Olympio[2]. Pourquoi non réformiste ? Parce qu'il ne privilégie pas : les leaders du compromis néolibéral ou du gradualisme institutionnel, les dirigeants technocrates ou ceux ayant œuvré dans le cadre du système mondial dominant sans le contester. Certains ont même collaboré avec l'ordre établi. Des réformistes comme Bourguiba, Senghor, Houphouët-Boigny, Obasanjo ou Kérékou sont

[1] Said Bouamama. Figures de la révolution africaine. De Kenyatta à Sankara. La Découverte poche.
[2] Wendy Bash. Ces pères des indépendances africaines assassinés. Interview avec Karine Ramondy.

présents, mais pas valorisés en tête, car leur posture était davantage marquée par l'adaptation au système que par la volonté de rupture. Ils sont davantage des stratèges du pouvoir et non des émancipateurs au sens strict. Ce ne sont pas des stratèges de libération. Ce palmarès politique incarne un panafricanisme de combat, une vision souverainiste de la politique africaine, anti-impérialiste, engagée et profondément idéologique. Ce n'est pas un classement des bons gestionnaires, mais des hommes de conviction, de rupture et de libération. Pourquoi le classement souverainiste semble plus cohérent d'un point de vue technique que le classement réformiste ? Du seul fait que le véritable rôle d'un leader politique est de servir les intérêts géopolitiques et économiques de son Etat, voire de son continent. La notion de développement, bien qu'omniprésente dans les discours contemporains, reste floue, ambiguë et soumise aux variations du temps et des contextes. En revanche, la souveraineté est une notion claire, bien définie et intemporelle. Elle renvoie à la capacité d'un peuple ou d'un Etat à décider librement de son destin, sans ingérence extérieure[3]. A ce titre, la souveraineté constitue un fondement essentiel, stable et durable, là où le développement peut être variable et circonstanciel. C'est pourquoi, dans ce classement, la souveraineté est considérée comme un principe supérieur au développement. C'est un classement africain au sens strict du terme. Il se fonde sur le principe du panafricanisme et du projet continental. Il évalue donc les leaders politiques africains en fonction de leur action révolutionnaire et non de leur reconnaissance internationale ou de leur capacité à faire consensus. Il s'agit d'évaluer le poids historique des dirigeants en fonction de leur vision et de leur engagement. Il en résulte que vous remarquerez l'absence de certains dirigeants politiques africains assez connus sur la scène internationale mais pas perçus comme souverainistes par les spécialistes (politologues, historiens, sociologues). Il s'agit de valoriser ceux qui ont le plus défendu les intérêts africains. Ce livre s'adresse aux chercheurs, aux étudiants, aux patriotes, aux panafricanistes, mais aussi à toute personne désireuse de mieux comprendre les grands courants politiques[4] (panafricanisme, nationalisme, socialisme, communisme, tiers-mondisme) qui ont traversé et façonné le continent africain actuel. Il ne s'agit pas de faire l'éloge de tel ou tel régime, mais de mettre en lumière des trajectoires singulières, des luttes collectives, et des héritages politiques durables. Ce livre est un hommage rendu aux figures tutélaires des indépendances (Nkrumah, Mandela, Sankara, Lumumba, Sékou Touré) et aux héritiers du nationalisme africain (Gbagbo, Rawlings, Kagame, Kérékou, Obasanjo). C'est aussi un appel. Un appel à renouer avec les idéaux de liberté, de justice, de dignité et d'unité. Un appel à penser l'avenir en s'inspirant du meilleur de notre passé. Car penser l'Afrique, c'est aussi penser ses grands hommes, ses luttes, ses succès, ses échecs et ses espérances. Puissent ces pages nourrir la réflexion, éveiller les consciences, et faire vibrer en chaque lecteur la fierté d'une Afrique renaissante, unie, debout, fière, et libre.

Evariste Arthur Assi.
1er mai 2025.

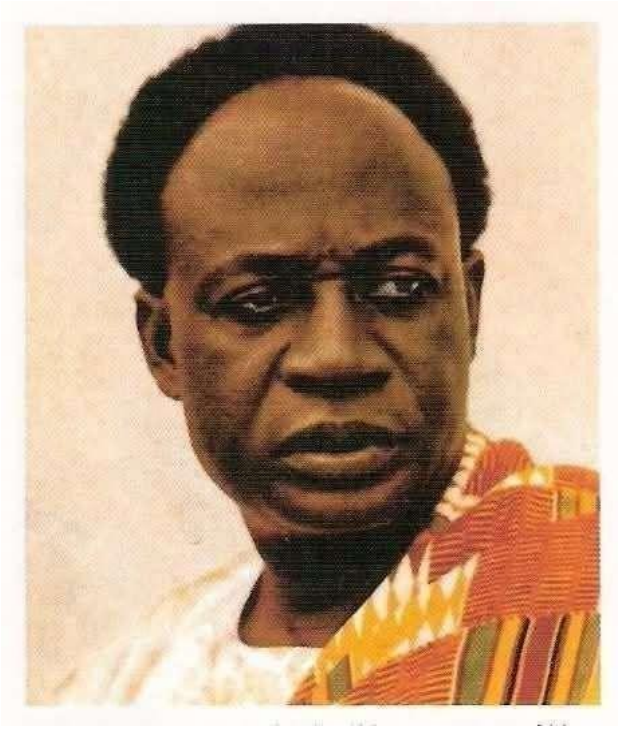
[3] OpenAI, GPT-5, modèle conversationnel d'IA, 2025.
[4] Yves Bénot. Idéologies, nation et structures sociales en Afrique noire. Revue Tiers Monde.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

RANG DES HOMMES POLITIQUES AFRICAINS

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no1-KWAME NKRUMAH (GHANA)



Né le 21 septembre 1909 à Nkroful, dans l'ancienne Côte-de-l'Or (actuel Ghana), et décédé le 27 avril 1972 à Bucarest, en Roumanie. Kwame Nkrumah est un philosophe politique, homme d'Etat indépendantiste et panafricaniste ghanéen. Intellectuel engagé. Docteur en théologie. Docteur en philosophie. Il est le père du nationalisme africain. Il est surnommé l'Osagyefo, un mot de la langue Twi signifiant « le Libérateur », Kwame Nkrumah est parfois qualifié politiquement de « Messie » des peuples africains. Il est connu dans l'histoire comme l'homme qui a libéré le Ghana et l'Afrique de la colonisation. Dirigeant emblématique de la lutte pour l'indépendance totale, il mena la Gold Coast vers une rupture historique avec l'Empire britannique et devint le premier président du Ghana, la première république indépendante d'Afrique subsaharienne, proclamée le 6 mars 1957. Kwame Nkrumah joua un rôle central dans le développement autonome du Ghana et au-delà des frontières nationales, dans la promotion de l'unité continentale, contribuant activement à la création de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), aujourd'hui Union Africaine (UA). Figure tutélaire des indépendances africaines, il est l'un des rares leaders politiques africains de son ère à avoir dénoncé avec rigueur le néocolonialisme et les intérêts économiques étrangers qui freinent l'émancipation réelle de l'Afrique contemporaine. Aux côtés de Nelson Mandela et Thomas Sankara, Kwame Nkrumah est universellement reconnu comme l'un des plus grands penseurs politiques et hommes d'Etat africains de l'histoire du XX ème siècle[5]. Il incarne le génie politique africain, la vision continentale et le leadership révolutionnaire. Il est l'archétype du leader visionnaire.

La vision politique de Kwame Nkrumah repose sur le panafricanisme radical et l'idée que l'indépendance du Ghana n'a de sens que si elle est suivie de la libération totale de l'Afrique.

[5] Pr Abdoulaye Bathily. Panafricanisme et Renaissance Africaine. Parlement panafricain.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Il prône la création des Etats-Unis d'Afrique, une union politique, économique, militaire et monétaire pour contrer le néocolonialisme et les puissances étrangères. La résurgence actuelle de la vision politique de Kwame Nkrumah s'explique principalement par la concrétisation progressive de ses idées jugées autrefois utopiques, face à la persistance du néocolonialisme. Ce qui était rejeté comme radical dans les années 1960-1970 est aujourd'hui perçu comme une nécessité pragmatique pour la survie économique et politique du continent.

Kwame Nkrumah grandit dans un milieu modeste[6]. Il est élevé par sa mère qui est une femme indépendante. Kwame Nkrumah est originaire de Cape Coast. Il appartient à l'ethnie Borbor-Fante, précisément à la tribu Nzema. Après avoir suivi ses premières années d'études chez les jésuites, Nkrumah devient à 17 ans moniteur-élève et est remarqué par un inspecteur qui l'envoie poursuivre ses études dans la banlieue d'Accra, à la prestigieuse Achimota School. En 1935, quelques années après sa sortie de l'université, il embarque pour les Etats-Unis afin de poursuivre des études supérieures à l'Université de Lincoln. Après avoir multiplié les petits boulots parallèlement à ses études. Il décrit sa vie aux Etats-Unis comme des années de misère, il obtient une licence en économie et en sociologie en 1939. En parallèle de son inscription dans un cursus de théologie et d'histoire à l'Université de Lincoln, il s'inscrit en master à l'Université de Pennsylvanie, de laquelle il obtiendra en 1943 un master en philosophie et en droit. Il part en Grande-Bretagne, pour préparer une thèse de doctorat en philosophie et en théologie. Il participe au congrès panafricain de 1945, à Manchester où il fait la rencontre de leaders tels que Jomo Kenyatta ou Benjamin Nnamdi Azikiwe.

Il retourne en Côte-de-l'Or en 1947 et devient Secrétaire général du parti indépendantiste, l'UGCC (United Gold Coast Convention). Le parti est cependant essentiellement constitué de notables indigènes, relativement désintéressés par les problèmes des plus pauvres et aux objectifs arrangeants avec les colonialistes. Il décide de transformer l'UGCC en parti de masses : trois journaux de propagande sont créés et rencontrent un succès croissant, le parti se dote d'une branche jeunesse et Nkrumah multiplie les conférences. L'administration coloniale réagit par la répression : six dirigeants du parti sont incarcérés, ses publications sont censurées. En février 1948, la police ouvre le feu sur des manifestants, provoquant une vingtaine de morts et des centaines de blessés. Les dirigeants de l'UGCC prennent peur et démettent Nkrumah de sa fonction de Secrétaire général. Il est incarcéré pendant deux mois avec d'autres dirigeants de l'UGCC.

A cette période, Nkrumah est déjà connu par ses contemporains pour sa maîtrise de l'art oratoire, pour mener sa lutte politique il s'inspire de la Charte de l'Atlantique élaborée par Roosevelt et Churchill qui stipule « le droit de tout peuple à choisir la forme de gouvernement sous lequel il veut vivre » extrait de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948[7].

Le 12 juin 1949, avec le soutien de l'organisation de jeunesse de l'UGCC, Nkrumah annonce devant 60 000 personnes la fondation d'un nouveau parti : le Convention People's Party

[6] Kwame Nkrumah. Histoire Tragique d'un Visionnaire. Visages d'Afrique. Documentaire.
[7] Déclaration universelle des droits de l'homme (1948). Article 21. Charte de l'ONU. Article 1 § 2.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

(CPP)[8]. Souhaitant l'indépendance, Nkrumah appelle au boycott et à la désobéissance civile, ce qui lui vaut d'être arrêté par les autorités britanniques en 1950 et condamné à trois ans de prison. Pourtant, les grèves et manifestations organisées par le CPP aboutissent cette même année à la promulgation d'une nouvelle constitution prévoyant une assemblée législative dont 75 membres seront Africains et des élections municipales. Le 8 février 1951, le CPP obtient 34 des 38 sièges du conseil municipal d'Accra et remporte également les législatives. En dépit de son incarcération, Nkrumah profite d'une faille juridique pour être candidat à Accra central et y obtient 95 % des voix. Il est finalement libéré et désigné pour constituer un gouvernement.

Il est également membre d'une association d'étudiants africains qu'il contribue à transformer en Association des étudiants africains des Etats-Unis et du Canada et en est le président entre 1942 et 1945. Kwame Nkrumah est perçu par les leaders panafricanistes afro-américains comme un grand militant politique noir. Ils le comparent à Marcus Garvey ou W.E.B Du Bois. Le journal de l'association se fait le relais des idées panafricaines. Nkrumah s'intéresse en effet aux questions du colonialisme et de l'impérialisme. Si la lecture de Marx et Lénine l'impressionne car, dit-il, « j'avais la certitude qu'ils avaient développé une philosophie de caractère à résoudre ces problèmes », il est principalement intéressé par les théories du « Retour en Afrique » et de « l'Afrique aux Africains » de Marcus Garvey. Toutefois, il rejette le concept de « pureté de la race noire » avancé par Garvey et sa rencontre avec W.E.B. Du Bois, lors d'une conférence de la NAACP[9] organisation dirigée par Du Bois à laquelle Nkrumah participe en tant que représentant de la Côte-de-l'Or, représente également une influence décisive avant de quitter les Etats-Unis pour la Grande-Bretagne, où doit se tenir le congrès panafricain de 1945, il rédige la brochure Vers la libération nationale[10] dans laquelle il développe son analyse du colonialisme : celui-ci est décrit comme conséquence des besoins du capitalisme d'accéder à des matières premières au moindre coût, de disposer d'une main d'œuvre bon marché et d'écouler ses surproductions. Les discours sur la mission civilisatrice et sur l'éducation des indigènes ne sont pour lui que des prétextes pour dissimuler la réalité du colonialisme. Nkrumah multiplie les concessions pour rassurer l'administration britannique, contrainte de l'accepter comme son principal interlocuteur. Se basant sur la politique d'« Africanisation de l'administration, de panafricanisme et d'anti-communisme », il décide de développer les infrastructures de son pays grâce aux excédents de l'Office de commercialisation de l'or et du cacao. Ainsi, le domaine de l'éducation et celui de la santé enregistrent de véritables progrès. Les femmes obtiennent le droit de vote en 1954. Après les élections législatives de 1956, le CPP, qui compte plus de 700 000 membres, remporte les trois quarts des sièges. Nkrumah, fort de son succès, oblige alors le Royaume-Uni à concéder l'indépendance, qui est proclamée le 6 mars 1957. Il est élu Premier ministre. La Côte-de-l'Or devient ainsi la première colonie d'Afrique subsaharienne à obtenir son indépendance. Il se marie fin 1957 avec Fathia Rizk, une copte égyptienne. Le jour même de l'indépendance, Nkrumah décide d'abandonner le nom colonial du pays au profit de l'actuel, en référence à l'Empire du Ghana. En outre, contrairement à la Gold Coast (Côte-de-l'Or), ce nom n'est plus de nature à être traduit différemment en fonction des langues étrangères. Tout en demeurant

[8] Jean Nanga. Kwame Nkrumah et la lutte de classe : consciencisme et panafricanisme dans le capitalisme.
[9] National Association for the Advancement of Colored People. Organisation de W.E.B Du Bois.
[10] Kwame Nkrumah. Vers la Libération Nationale - L'Afrique dans la Lutte contre l'Impérialisme.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

dans le Commonwealth, le Ghana devient, le 1er juillet 1960, une république. Kwame Nkrumah devient président. Nkrumah est convaincu qu'aucun Etat ne peut résister individuellement aux grandes puissances. L'arbitraire des frontières des pays anciennement colonisés peut par ailleurs provoquer des guerres. Ami personnel d'un membre éminent du panafricanisme, le Caribéen George Padmore, il organise avec lui les 6ème et 7ème conférences panafricaines en 1953 à Kumasi et 1958 à Accra, qui est également la première conférence des Etats Indépendants d'Afrique. En plus de revendiquer l'indépendance immédiate de l'Afrique, il prône la formation d'une identité supranationale : les « Etats-Unis d'Afrique » qui permettrait au continent de devenir l'une des plus grandes forces du monde. Pour Kwame Nkrumah, les Etats africains sont trop petits malgré leurs immenses ressources pour constituer un contre-poids face à de grands ensembles comme les Etats-Unis d'Amérique, la Chine, l'Inde, la Russie ou encore l'Europe. Seul l'unité de tous les peuples d'Afrique permettra au continent de s'affranchir de son rôle de simple pourvoyeuse de matières premières et de devenir une puissance économique auto-dirigée.

Dans ce but, il s'engage en 1958, à poursuivre avec ses homologues africains « une politique africaine commune ». La même année, il est le premier à apporter son soutien à la Guinée indépendante d'Ahmed Sékou Touré, en lui accordant un prêt de dix millions de livres sterling. Il tente un premier pas vers une réalisation concrète du panafricanisme en formant le 1er mai 1959 une union avec la Guinée, rejointe le 24 décembre 1960 par le Mali : l'Union des Etats de l'Afrique de l'Ouest. Mais si cette union n'est jamais dissoute, elle n'est que purement symbolique. En 1961, George Padmore s'installe au Ghana. Il devient le conseiller des Affaires africaines du président Kwame Nkrumah. Il est une personnalité marquante. Il est celui qui initia Nkrumah à l'éducation politique. Lorsque Kwame Nkrumah prit pour modèle Marcus Garvey. Il critiqua Marcus Garvey pour son anti-communisme. George Padmore transmit une solide connaissance idéologique au dirigeant politique africain le plus important du XX ème siècle[11] (Cf. Amzat Boukari-Yabara). En mars 1963, Nkrumah participe activement à la rédaction de la charte de l'Organisation de l'Unité Africaine, même si son idée de créer un gouvernement central africain n'est pas retenue. Il soutient, officieusement, le camp socialiste bien que se déclarant non-aligné, en juillet 1962. Isolé à l'intérieur de son pays, il l'est également, de plus en plus, à l'extérieur. Ses initiatives progressistes lui valent l'hostilité des puissances impérialistes notamment les pays occidentaux, la CIA indique clairement que Kwame Nkrumah fait plus pour saper ses intérêts qu'aucun autre noir africain ou afro-descendant mais également certains dirigeants africains qui l'accusent, dans ses projets de panafricanisme, de vouloir faire circuler le communisme en Afrique[12].

L'indépendance apporte une transformation politique et sociale du pays. Le gouvernement tente de diversifier l'économie ghanéenne et de réduire sa dépendance extérieure avec le développement d'une industrie lourde ; une série de grands projets est donc lancée. Les infrastructures connaissent un développement significatif avec l'érection du barrage hydroélectrique d'Akosombo (912 MW), l'autoroute Accra-Tema, l'Université des Sciences et

[11] Dr Amzat Boukari-Yabara. Les Leaders Panafricanistes. Kwame Nkrumah. CETIM.
[12] Kwame Nkrumah. Histoire Tragique d'un Visionnaire. Visages d'Afrique. Documentaire.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Technologies Kwame Nkrumah, la réalisation à Tema d'un grand port en eau profonde relié à la capitale par une autoroute, mais les fruits de cette industrialisation naissante ne sont pas directement perceptibles par la population. En outre, le processus de modernisation s'accompagne paradoxalement d'un affaiblissement des fondamentaux économiques : les déficits publics et ceux de la balance des paiements s'accroissent de manière préoccupante. Bien que le pays ait opté pour un cadre économique d'inspiration libérale, les flux d'investissement étrangers connaissent une baisse modérée dans la majorité des régions, traduisant un manque de confiance persistant des investisseurs. Si jusque-là l'inflation est contenue, les salaires des planteurs de cacao ne font que régresser depuis 1954, accentuant ainsi la crise. Sous la direction de Kwame Nkrumah, le Ghana adopte dès l'indépendance une orientation économique fortement interventionniste[13], centrée sur le rôle moteur de l'Etat dans le développement. Inspiré par les doctrines socialistes et panafricanistes, Nkrumah met en place un ambitieux programme de planification nationale, soutenu par la création d'une quantité importante d'entreprises publiques. Dans ce cadre, l'agriculture occupe une place stratégique. Sous sa présidence, le Ghana, se distingue comme l'un des rares Etats d'Afrique post-coloniale à instituer un régime de rémunération des planteurs assimilables à celui des fonctionnaires, illustrant une volonté de valorisation structurelle du monde rural et de redistribution des richesses. Ce modèle visait à rompre avec la dépendance coloniale vis-à-vis des exportations brutes et à inscrire le pays dans une dynamique d'industrialisation endogène, bien que confrontée à de nombreuses contraintes financières et structurelles. Kwame Nkrumah n'est pas initialement opposé à la démocratie. Cependant il affirme qu'il a fondé de nombreuses usines et industries et qu'il n'y a pas assez de personnes compétentes pour les diriger. Il estime que la plupart des personnes compétentes pour les administrer sont dans l'opposition. Il opte pour un système de régime à parti unique comme dans la quasi-totalité des Etats ayant acquis fraîchement l'indépendance. Il accorde l'autonomie aux rois et chefs traditionnels du Ghana. Les rois et chefs traditionnels du Ghana participent aux affaires de l'Etat. Nkrumah ne gouverne pas seul. Il consulte les rois et les chefs traditionnels. A l'instar de Julius Nyerere, qui tente en Tanzanie de promouvoir une démocratie populaire fondée sur les valeurs communautaires à Ujamaa, le Dr. Nkrumah ambitionne de mettre en place un modèle de gouvernance enraciné dans les traditions politiques et sociales du continent. Son ouvrage sur le consciencisme, publié dans un contexte post-colonial de quête identitaire et de reconstruction idéologique, formule les bases d'un projet de société fondé sur la synthèse entre les héritages africains, les valeurs socialistes et les exigences de la modernité. Il accuse les puissances occidentales et la CIA de saboter sa politique[14]. Il échappe à plusieurs tentatives d'assassinat parmi lesquelles l'attentat de l'opposant Suleimana Yeremia. Ce dernier a introduit un explosif dans un présent remis au président Kwame Nkrumah par une jeune fille. L'expression NKRUMAH NEVER DIES nait de cet événement. A l'issue de cet attentat, il arrête tous les dissidents qui sont soupçonnés d'être des agents subalternes au service de l'impérialisme occidental. Il soutient à l'extérieur les nationalistes et les mouvements indépendantistes.

[13] OpenAI, GPT-5, modèle conversationnel d'IA, 2025.

[14] Kwame Nkrumah. Vers la Libération Nationale - L'Afrique dans la Lutte contre l'Impérialisme.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Il mène à l'intérieur une politique de développement économique et de développement de l'éducation. L'éducation est rendue gratuite et obligatoire en 1962, et l'éducation supérieure le devient en 1965. Le nombre d'élèves inscrits dans les écoles, qui ne dépassait pas 150 000 dans les années 1950, atteint 1 135 000 au milieu des années 1960. Kwame Nkrumah s'efforce de promouvoir au Ghana une culture panafricaine. Irrité par l'eurocentrisme des manuels et des institutions culturelles britanniques, il supervise la création d'un Musée National du Ghana (National Museum of Ghana) qui ouvre le 5 mars 1957, d'un Conseil des Arts du Ghana, d'une bibliothèque de recherche sur les affaires africaines en juin 1961, et de la Ghana Film Corporation en 1964. En 1962, il ouvre également un Institut des Etudes Africaines. Une campagne contre la nudité dans le nord du pays, sous l'impulsion d'Hannah Kudjoe, une des responsables de son parti et une militante qu'il avait encouragée à s'investir dans l'action politique, a reçu son attention particulière. Hannah Kudjoe a également formé la Ligue des femmes du Ghana[15], a travaillé sur la nutrition, sur l'éducation des enfants, outre le port de vêtements. La Ligue des femmes a par ailleurs mené une manifestation contre les essais nucléaires français dans le Sahara. Mais Hannah Kudjoe est finalement marginalisée dans la structure du Parti, au profit d'organisations plus faciles à contrôler. Des dispositifs législatifs adoptés en 1959 et en 1960 créent des sièges réservés aux femmes, au sein du Parlement. Quelques femmes sont promues au Comité central du CPP. Un effort est fait pour faciliter l'entrée des femmes en université et dans certaines professions, au-delà de l'agriculture et du commerce, notamment vers la médecine et le droit. La priorité de Kwame Nkrumah est de garantir la souveraineté économique en l'occurrence la souveraineté monétaire du Ghana. Il décide de battre au nom de l'indépendance économique une monnaie nationale. Il crée en 1965 le cedi pour remplacer la livre sterling. Les premiers billets de cedi portent des images symboliques de l'indépendance et du développement économique.

Nkrumah fonde en 1958 la Banque du Ghana.

Le 24 février 1966, alors qu'il est en voyage en Chine, Kwame Nkrumah est renversé, sans aucune résistance, par un coup d'Etat militaire qui pourrait avoir été incité par la CIA. L'instigateur de ce putsch est le colonel Emmanuel Kwasi Kotoka. Soldat de l'Armée ghanéenne. Il se réfugie alors en Guinée, chez son ami Sékou Touré, qui lui propose vainement la co-présidence de la République Révolutionnaire et Populaire de Guinée. Il fonde alors, dans son pays d'exil, une maison d'édition qui publie ses théories révolutionnaires et ses livres sur l'Unité africaine. Dans son ouvrage Africa Must Unite[16] publié en 1963, Kwame Nkrumah dresse un bilan du passé et propose des plans d'avenir pour l'éducation et le développement d'une Afrique moderne, capable de jouer pleinement son rôle dans le concert des nations. Il appelle tous les peuples d'Afrique à l'unité. L'unification économique voire politique est la seule voie permettant, d'assurer un véritable développement de l'Afrique, dans l'intérêt de tous les peuples qui la composent.

Le 27 avril 1972, il décède dans un hôpital de Bucarest, à la suite d'un cancer de l'estomac.

[15] Adwoa Kwakyewaa Opong. Réécrire l'histoire des femmes au Ghana. 1950-1956.
[16] Kwame Nkrumah. Africa Must Unite.

En dehors de sa vision politique exceptionnelle fondée sur le projet continental et le panafricanisme, Kwame Nkrumah demeure l'un des plus grands bâtisseurs de l'histoire africaine moderne. En seulement neuf années de pouvoir (1957-1966), il fit ériger plus de 110 entreprises publiques, consolidant les bases d'une économie nationale autocentrée et d'un développement industriel souverain. Son œuvre intellectuelle et éducative fut aussi monumentale. Nkrumah créa dix universités et instituts supérieurs en moins d'une décennie, parmi lesquels : l'Université de Legon, l'Université des Sciences et Technologies Kwame Nkrumah (KNUST), l'Ecole Encyclopédique Africana, l'Ecole Technique devenue plus tard l'Ecole Polytechnique, l'Université des Mines, l'Académie des Sciences, l'Ecole de Droit, l'Ecole de Médecine, l'Institut d'Etudes Africaines et l'Institut Idéologique devenue l'Université des Mines et des Technologies (MTU). A travers ces institutions, Nkrumah entendait forger une élite africaine consciente, compétente et patriote, capable de poursuivre la mission de libération et d'unité du continent. Son leadership se distinguait par une volonté farouche d'indépendance totale - économique, monétaire et politique. A l'instar de Kadhafi et de Sankara, il prônait un développement autonome, une souveraineté monétaire et une intégration continentale fondée sur la solidarité entre Etats africains. Mais son ambition ne s'arrêtait pas à l'unité économique : Nkrumah visait l'unité politique de l'Afrique. Cette vision audacieuse, perçue comme utopique par certains de ses pairs, suscita incompréhensions, méfiances et hostilités. Les puissances occidentales, inquiètes de sa politique anti-impérialiste et panafricaine, orchestrèrent après son retour le renversement d'un homme d'Etat en avance sur son temps. Plus de soixante-cinq après l'indépendance du Ghana, l'histoire lui donne raison. Les défis qu'il avait anticipés - dépendance économique, fragmentation politique, domination monétaire - demeurent d'actualité frappante. Nkrumah fut et reste le plus grand symbole de l'unité africaine, celui qui voulut faire de l'Afrique non pas un conglomérat d'Etats, mais une seule Nation souveraine. Pour Sékou Touré, Nkrumah est le père de l'Afrique moderne. Il possède un double héritage, celui du Ghana et de l'Afrique - émancipation du Ghana - fondation de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine) en 1963. Selon l'économiste et politologue égyptien Samir Amin, Kwame Nkrumah était en avance d'environ 50 à 100 ans sur son époque[17]. Il était de 50 ans d'avance sur la pensée économique africaine. Il était de 70 ans d'avance sur l'intégration continentale. Il était de 80 à 100 ans d'avance sur la conscience géostratégique mondiale. Kwame Nkrumah n'était pas seulement un président du Ghana ; il était le prototype du dirigeant continental du XXI ème siècle, vivant dans un monde du XX ème siècle qui n'était pas prêt pour lui. En clair il pensait pour 2060 dès 1960. Dès la fin des années 1950, il concevait un modèle de développement endogène fondé sur l'industrialisation, la transformation locale des ressources et la planification étatique. En 1963, à Addis-Abeba, Nkrumah proposa une union politique immédiate de l'Afrique avec armée, monnaie et politique étrangères communes. Ses pairs l'ont rejetée, préférant la simple coopération de l'OUA à l'exception de quelques grands leaders historiques comme Sékou Touré, Patrice Lumumba, Gamal Abdel Nasser, Modibo Kéita et Mehdi Ben Barka. Or ce que l'Union Africaine (UA) tente aujourd'hui de réaliser avec la ZLECAF (Zone de Libre-Echange Continentale Africaine) et le rêve d'une monnaie commune, c'est exactement le projet de Nkrumah formulé

[17] OpenAI, GPT-5, modèle conversationnel d'IA, 2025.

en 1963. Il avait donc 70 ans d'avance sur la géopolitique africaine. Nkrumah avait compris avant tout le monde que l'indépendance politique sans indépendance économique et monétaire est une illusion. Il dénonçait déjà le néocolonialisme dès 1965, dans son livre visionnaire « Neocolonialism : The Last Stage of Imperialism »[18]. Aujourd'hui, les débats sur le franc CFA, les bases militaires étrangères, ou les influences économiques extérieures prouvent que ses avertissements n'étaient pas des cris de ralliement mais des annonces se reposant sur une analyse lucide d'un système encore actif. Pour le journaliste belge Roger Louis, Kwame Nkrumah était le seul homme d'Etat qui avait la vision et la capacité de faire changer le destin du continent dans son ensemble en dehors de Patrice Lumumba un des leaders du Congo. Toutefois, le soutien qu'il espérait lui fit défaut. Kwame Nkrumah a compris mieux que quiconque le leadership africain[19]. Il a tant marqué par sa vision politique, son engagement social, sa révolution économique et industrielle, l'Afrique durant les années 1950-1970 qu'un autre grand homme a dit ceci : « Kwame Nkrumah vit et vivra, car l'Afrique pour laquelle il tant fait vit et vivra ». Ahmed Sékou Touré. Président de la République de Guinée (1958-1984). Dr. Kwame Nkrumah restera dans l'histoire le fondateur du Ghana moderne et le bâtisseur de l'OUA aujourd'hui Union Africaine. Il est avec le président Ahmed Sékou Touré, l'architecte des indépendances en Afrique subsaharienne et en Afrique en général. L'Osagyefo fut un soutien actif pour les mouvements de libération nationale en Afrique notamment en Algérie et dans les pays d'Afrique anglophone, lusophone et francophone.

Le bilan politique et économique du Dr. Kwame Nkrumah est globalement positif et exceptionnel[20] :

* Bilan politique

- Premier chef d'Etat africain à accéder à l'indépendance par voie pacifique en 1957
- Instaurateur d'une République présidentielle en 1960, fondée sur le parti-Etat par nécessité d'unité nationale et de stabilité post-coloniale
- Architecte d'un Etat fort, planificateur et centralisé, inspiré du socialisme africain
- Défenseur d'une souveraineté totale du Ghana, refusant toute tutelle occidentale, prônant une diplomatie non alignée
- Promoteur majeur du panafricanisme politique
- Co-fondateur de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) en 1963
- Promoteur des luttes d'émancipation politique et sociale en Afrique (Angola, Algérie, Guinée-Bissau, Congo etc.)
- Fondateur du '' Nkrumahisme '', synthèse entre socialisme, humanisme africain et panafricanisme.
- Défenseur de la conscience politique africaine, de la décolonisation culturelle et de l'unité continentale
- Influence intellectuelle comparable à celle de Karl Marx pour l'Europe ou Simon Bolivar pour l'Amérique latine (Vénézuéla, Colombie, Equateur).

[18] Kwame Nkrumah. Neocolonialism : The Last Stage of Imperialism.
[19] Samir Amin. Le développement du capitalisme en Afrique noire.
[20] OpenAI, GPT-5, modèle conversationnel d'IA, 2025.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

* Bilan économique

- Politique de révolution industrielle, misant sur l'industrialisation rapide et la planification centralisée
- Adaptation des principes du marxisme-léninisme aux réalités africaines
- Création d'une banque centrale du Ghana
- Révolution économique, industrialisation et auto-suffisance
- Création de plus de 110 entreprises publiques : cimenteries, industries textiles, métallurgiques, chimiques, alimentaires etc.
- Grands travaux :
* Barrage d'Akosombo : symbole de modernité énergétique (production d'électricité nationale)
* Port de Tema : premier port en eau profonde d'Afrique de l'Ouest
* Autoroute Accra-Tema et villes planifiés modernes
- Création de la Cocoa Marketing Board pour stabiliser les prix du cacao, principale ressource nationale
- Financement de l'industrialisation et des services publics par le biais de la production cacaoyère
- Création d'une monnaie nationale, le cedi (1965), symbole de souveraineté monétaire
- Nationalisation de plusieurs secteurs stratégiques : mines, énergie, transports
- Taux de scolarisation et d'alphabétisation les plus élevés d'Afrique subsaharienne en 1965 (+ 60 %).

Kwame Nkrumah reçoit le Prix Lénine de la paix en 1961.

Héros de l'indépendance africaine. Père-fondateur du panafricanisme. Kwame Nkrumah fut de 1957 à 1966 Premier ministre puis président de la République du Ghana. C'est sous sa direction que le Ghana a fait de grands progrès en termes de développement comme la construction de la ville de Tema, l'autoroute Accra-Tema, de l'Université des Sciences et Technologies et du grand barrage d'Akosombo. Dans les années 1950, le Ghana bénéficiait du revenu par habitant le plus élevé du continent africain mais la chute brutale du cours des matières premières comme l'or et le cacao en 1965 va plonger le pays dans le gouffre[21]. Le Ghana perdra sa place de première économie africaine. Nkrumah est l'un des premiers hommes politiques à lancer la construction d'industries de transformation et d'industries lourdes en Afrique. Il a créé le premier grand port en eau profonde d'Afrique de l'Ouest : Le port de Tema. Concernant la répression, il soumettait tout type de sanction au Parlement y compris la loi sur la détention préventive, ce qui est un paradoxe pour un dirigeant qui est perçu comme un autocrate en Occident. Kwame Nkrumah est l'une des plus grandes figures de la révolution panafricaine avec Patrice Lumumba et Thomas Sankara[22]. Ces grands hommes politiques africains ont dénoncé avec courage les intérêts économiques néocoloniaux qui

[21] Kwame Nkrumah. Histoire Tragique d'un Visionnaire. Visages d'Afrique. Documentaire.
[22] Marco Bazzan. Le devenir Afrique de Lumumba, Nkrumah et Sankara.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

empêchent une indépendance réelle de l'Afrique. Nkrumah apparait comme un génie politique. Il est le tout premier dirigeant politique à percevoir la force que pouvait représenter une confédération des Etats d'Afrique. Cette entité supra-nationale permettrait à l'Afrique de s'affranchir de son rôle de simple pourvoyeuse de matières premières pour le riche Occident et de devenir une puissance économique auto-dirigée. Par conséquent, l'Afrique pourrait un jour survivre face à de grands ensembles comme les Etats-Unis d'Amérique, l'Europe, la Chine, l'Inde et la Russie. Nkrumah incarnait une vision panafricaine et un leadership révolutionnaire.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no2-THOMAS SANKARA (BURKINA FASO)



Né le 21 décembre 1949 à Yako en Haute-Volta et mort assassiné le 15 octobre 1987 à Ouagadougou au Burkina Faso. Thomas Sankara est un homme d'Etat anti-impérialiste, révolutionnaire, communiste, panafricaniste et tiers-mondiste voltaïque, puis burkinabè. Il est le président de la Haute-Volta durant la période de la première révolution burkinabè du 4 août 1983 au 15 octobre 1987, qu'il finit par totalement incarner. Durant ces quatre années, il mène à marche forcée, et y compris en recourant à la répression de certains syndicats ou organisations politiques rivales, une politique d'émancipation nationale, de développement du pays, de lutte contre la corruption ou encore de libération des femmes[23]. Il a voulu également le changement du nom de Haute-Volta issu de la colonisation en un nom issu de la tradition africaine : Burkina Faso, qui est un mélange de Mooré et de Dioula et signifie Pays ou Patrie des hommes intègres. Sa politique anti-impérialiste et tiers-mondiste favorise son renversement par les puissances occidentales. Il est abattu lors d'un coup d'Etat le 15 octobre 1987. Son souvenir demeure intensément vivant dans la mémoire de la jeunesse burkinabè, mais aussi dans le cœur de l'Afrique entière, qui l'a élevé au rang d'icône révolutionnaire[24]. Thomas Sankara a profondément refondé le Burkina Faso en moins de quatre ans de pouvoir (1983-1987), transformant le pays d'une colonie passive en un symbole de souveraineté africaine. A l'instar de Patrice Lumumba et Kwame Nkrumah, il incarne le Che Guevara africain : Figure mythique de l'engagement, du courage politique et de l'émancipation des peuples. Il est un théoricien et un martyr du panafricanisme comparable au commandant Amilcar Cabral.

Thomas Isidore Noël Sankara est le fils d'un père Peuhl originaire du village de Sitoèga dans le département de Bokin dans la province du Passoré et d'une mère Mossi, et grandit entre valeurs militaires et traditions africaines. Son père est un ancien combattant et prisonnier de guerre de la Seconde Guerre mondiale. Les affectations successives de son père, devenu

[23] Hubert Prolongeau. Un des combats de Thomas Sankara. Le Monde Diplomatique.
[24] Anne-Cécile Robert. Thomas Sankara (1949-1987), Président des pauvres.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

infirmier-gendarme, dans plusieurs régions du pays, lui permettent d'échapper à la grande pauvreté dans laquelle vivent la plupart des autochtones. Il fait ses études secondaires d'abord au Lycée Ouezzin Coulibaly de Bobo-Dioulasso, deuxième ville et capitale économique du Burkina actuel puis, de la seconde au baccalauréat, à Ouagadougou, capitale politique du pays, au Prytanée Militaire de Kadiogo. Durant ses études à Madagascar, il assiste en 1972 à la première révolution malgache qui conduit à la fin du régime de Philibert Tsiranana. Cela l'amène à développer le concept d'une révolution démocratique et populaire. De retour en Haute-Volta en 1973 avec le grade de sous-lieutenant, il est affecté à la formation des jeunes recrues. Il s'y fait remarquer par sa conception de la formation militaire dans laquelle il inclut un enseignement sur les droits et les devoirs du citoyen, insistant sur une formation politique et idéologique des soldats : « sans formation politique patriotique, un militaire n'est qu'un criminel en puissance », a-t-il coutume de dire. En 1974, il s'illustre militairement lors de la guerre avec le Mali, ce qui lui donne une renommée nationale. Capitaine, il crée ensuite une organisation clandestine avec d'autres officiers, se rapproche de militants d'extrême gauche et fait de nombreuses lectures sur de grands auteurs du socialisme et du marxisme-léninisme. Sankara est un féru de la politique. Il a pour modèle le guide libyen Mouammar Kadhafi ou le leader indépendantiste ghanéen Kwame Nkrumah.

Des manifestations populaires soutenues par les partis de gauche et les syndicats contraignent le pouvoir à libérer Sankara. Le 4 août 1983, la garnison insurgée de Pô arrive à Ouagadougou accompagnée d'une foule en liesse. Ce nouveau coup d'Etat consacre la victoire de l'aile « progressiste » de l'armée menée par le capitaine Thomas Sankara, qui est placé à la présidence du Conseil National Révolutionnaire[25]. Il constitue un gouvernement avec le Parti Africain de l'Indépendance et l'Union des Luttes Communistes - reconstruite (ULC-R). Il accède à la tête du pays par un coup d'Etat, sans effusion de sang. Comme plusieurs autres pays du continent noir, la Haute-Volta ou encore ex-Haute-Côte d'Ivoire[26] n'était pas autosuffisante et dépendait de l'aide économique internationale. Partant de ce constat, Thomas Sankara se sentait investi d'un devoir : celui de faire la révolution, ce qui consistait à mettre en place une véritable économie nationale et à tenter de libérer le pays des pressions extérieures, tant politiques qu'économiques. Très vite, ce leader progressiste convaincu dont l'idéologie est un mélange de marxisme, de panafricanisme et d'humanisme, va imposer son style et ses idées à la vieille Haute-Volta. Le temps des réformes a sonné et Sankara veut aller vite. Selon lui le sous-développement peut être résolu si l'économie est centrée sur les besoins des populations tels que l'agriculture vivrière ou la petite manufacturière et sur les atouts du pays[27]. Mais c'est surtout l'intégration des exclus du jeu social qui permettra l'essor du pays, c'est-à dire les paysans et les femmes. Son charisme, son intelligence, sa bravoure, son franc-parler, son dévouement pour le peuple lui ont permis d'acquérir en si peu de temps une grande popularité au Burkina et en Afrique. Sankara est surnommé le président des pauvres, le président des enfants. Il gagne l'affection du peuple. Il devient une icône incontournable du nationalisme africain. Comme Kwame Nkrumah, Sankara incarne l'industrialisation. Il a réussi en un temps record à réhabiliter plusieurs usines abandonnées. Sankara fait comprendre aux

[25] D'aucuns affirment que l'instigateur réel de ce coup d'Etat est Blaise Compaoré.
[26] De 1932 à 1948, la Haute-Volta était un territoire de la colonie de Côte d'Ivoire.
[27] Christophe Cupelin. Capitaine Thomas Sankara. Film documentaire suisse.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

jeunes Africains que Kwame Nkrumah avait raison d'appeler de tous ses vœux à l'unité du continent. Comme Patrice Lumumba[28], Sankara fait la promotion de la culture. Il veut faire de la Haute-Volta une sorte de modèle de développement autonome centré sur l'homme et pas uniquement sur les ressources financières ou matérielles. Sankara mise plus sur une redistribution équitable que sur une croissance économique forte. Il veut montrer l'exemple d'un gouvernement proche du peuple et exige une diminution du train de vie des dirigeants. Lui-même troque la limousine pour une petite compacte. Il voyage avec ses ministres en classe économique. Il baisse les salaires des ministres et des députés voltaïques pour augmenter les recettes du Budget de l'Etat. Il offre des postes stratégiques à des femmes tels que des postes de ministres. Il est l'un des premiers leaders en Afrique de l'Ouest à accorder une place capitale à la femme dans la société contemporaine. Son gouvernement retire aux chefs traditionnels les pouvoirs féodaux qu'ils continuaient d'exercer au profit de Comités de défense de la révolution (CDR), inspirés de l'expérience cubaine, qui sont chargés localement d'exercer le pouvoir au nom du peuple, gérant la sécurité, la formation politique, l'assainissement des quartiers, la production et la consommation de produits locaux ou encore le contrôle budgétaire des ministères. Les dépenses de fonctionnement diminuent pour renforcer l'investissement. Les salaires sont ponctionnés de 5 à 12 % mais les loyers sont déclarés gratuits pendant un an. Le nouveau régime vise à développer une économie ne dépendant plus de l'aide extérieure, que Thomas Sankara décrit ainsi : « Ces aides alimentaires qui installent dans nos esprits des réflexes de mendiant, d'assisté, nous n'en voulons vraiment plus ! Il faut produire, produire plus parce qu'il est normal que celui qui vous donne à manger vous dicte également ses volontés ». Les importations de fruits et légumes sont interdites afin d'inciter les commerçants à se fournir dans les zones de production situées dans le sud-ouest du Burkina Faso ; cela est favorisé par la mise en place de nouveaux circuits de distribution et d'une chaîne nationale de magasins. Les CDR permettent aussi aux salariés d'acheter des produits depuis leur lieu de travail. En 1986, le Burkina Faso atteint son objectif de deux repas et de dix litres d'eau par jour et par personne. Le rapporteur spécial[29] pour le droit à l'alimentation pour les Nations Unies déclare au sujet de Sankara : « Il a vaincu la faim : il a fait que le Burkina, en quatre ans, est devenu alimentairement autosuffisant ». Les fonctionnaires sont incités à porter l'habit traditionnel, ce qui conduit de nombreuses femmes à obtenir un revenu propre en tissant ce vêtement directement chez elles. Soucieux de l'environnement, il dénonce des responsabilités humaines dans l'avancée du désert. En avril 1985, le Conseil National de la Révolution lance ainsi les « trois luttes » : fin des coupes de bois abusives et campagne de sensibilisation concernant l'utilisation du gaz, fin des feux de brousse et fin de la divagation des animaux. Le gouvernement mène des projets de barrages alors que des paysans construisent parfois eux-mêmes des retenues d'eau. Thomas Sankara critique également le manque d'aide de la France, dont les entreprises bénéficient pourtant en majorité des marchés liés aux grands travaux. Au niveau international, il critique les injustices de la mondialisation, le système financier, l'importance du Fonds Monétaire International et de la Banque mondiale et le poids de la dette des pays du Tiers-Monde. Le Burkina Faso ne contracte ainsi pas de prêts avec le FMI, dont il rejette les conditions. Thomas Sankara

[28] Christophe Cupelin. Capitaine Thomas Sankara. Film documentaire suisse.
[29] Jean Ziegler. Haut-Commissaire de l'Organisation des Nations Unies (O.N.U).

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

considère en effet ce système comme un moyen de « reconquête savamment organisée de l'Afrique, pour que sa croissance et son développement obéissent à des paliers, à des normes qui nous sont totalement étrangers ». L'aide économique française est réduite de 80 % entre 1983 et 1985. Thomas Sankara reçoit à Cuba le Prix José Marti[30] en 1984 de la main de Fidel Castro.

Devenu en 1983 le premier président du Burkina Faso[31] suite à un coup d'Etat et assassiné quatre ans plus tard, Thomas Sankara demeure une figure majeure de la révolution africaine. Ardent défenseur de la justice, l'analphabétisme, l'oppression des femmes et la domination économique des grandes puissances néocoloniales, ses discours ont marqué les esprits. Le Discours sur la dette, est l'un des plus grands discours politiques de l'histoire du XX ème siècle. Sankara le prononce à l'occasion d'un sommet de l'Organisation pour l'Unité de l'Afrique (OUA), un groupement d'Etats opposé au néocolonialisme qui défendait la coopérative entre les Etats africains et soutenait les mouvements indépendantistes. Ce Discours sur la dette est selon Jean Ziegler[32], le plus impitoyable et le plus profondément intelligent qu'il ait prononcé. Il dresse un inventaire des ravages causés par la dette et remet en question l'argumentaire des créanciers pour la légitimer en rejetant, d'une part, la responsabilité de cette dette et d'autre part, l'affirmation selon laquelle le paiement de la dette coloniale serait profitable pour les pays en voie de développement. Sankara affirme que si les pays africains ne paient pas la dette, les bailleurs de fonds ne vont pas en mourir mais si les peuples d'Afrique paient la dette ils vont tous périr. Il défend la proposition réaliste d'un front uni africain sur la question de la dette. Ce discours historique sur la dette coloniale lui fait signer son arrêt de mort. Car les puissances impérialistes ne l'entendent pas de cette oreille. La révolution sankariste acclamée par tous les jeunes Africains du continent semble déranger les réseaux Jacques Foccart et les barons de la Françafrique. La France et ses satellites préparent la chute du révolutionnaire burkinabè.

Il est renversé par un coup d'Etat au cours duquel il est assassiné le 15 octobre 1987 à Ouagadougou. Blaise Compaoré prend le pouvoir avec les félicitations de Paris et d'Abidjan. Il annonce ce qu'il appelle les rectifications de la révolution. En réalité, il ramène le pays à la coopération. Des intellectuels burkinabè comme Norbert Zongo perçoivent très tôt l'arrivée au pouvoir de ce jeune dirigeant comme un retour à la domination néocoloniale.

Les grandes actions du capitaine Thomas Sankara sont :

-Vaccination de 2 millions de personnes en moins d'une semaine. Une première en Afrique selon l'OMS
-Promotion des femmes à des postes stratégiques réservés exclusivement aux hommes depuis l'indépendance
-Transplantation de 10,5 millions d'arbres

[30] Prix récompensant les contributions exceptionnelles, d'organisations et d'individus.
[31] T. Sankara est le premier président du portail des présidents de la république du Burkina Faso.
M. Yaméogo est le premier président du portail des présidents de la république de Haute-Volta.
[32] Jean Ziegler. Haut-Commissaire de l'Organisation des Nations Unies (O.N.U).

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

-Prévention de la famine
-Réforme agraire : Burkina Faso. Seul pays d'Afrique de l'Ouest alimentairement autosuffisant en 1986.
-Réduction de la misère
-Promotion de la parité filles-garçons dans le domaine de l'éducation
-Taux d'alphabétisation augmente de 13 % à 73 % en quatre ans
-Lutte contre le nouvel impérialisme et ses vices
-Lutte contre la corruption
-Lutte contre l'excision
-Lutte contre les mariages forcés
-Lutte contre la marchandisation des femmes notamment la prostitution et la polygamie
-Promotion de la culture africaine : FESPACO. Festival panafricain du cinéma et de la télévision. Faso Daan Fani. Habit traditionnel célébrant l'identité voltaïque et par de-là africaine
-Création d'un nouveau drapeau : Le drapeau rouge-vert étoilé qui remplace le drapeau de la Haute-Volta noir, blanc et rouge
-Changement du nom du pays. La Haute-Volta devient le Burkina Faso en 1984. Signifiant le Pays des hommes intègres
-Baisse de salaire de président à 450 dollars par mois soit 262 417, 5 francs CFA.

A la fois révolutionnaire et pragmatique, Sankara a mené dans un petit pays la Haute-Volta, l'un des pays les plus pauvres au monde, l'une des révolutions les plus marquantes de l'histoire contemporaine. Ses idées et ses actions ont bouleversé le paysage politique burkinabè et africain. Sankara fut le seul dirigeant en Afrique de l'Ouest à avoir fait de son pays le Burkina Faso un pays alimentairement autosuffisant. Jeune homme fougueux mais charismatique, il a eu parfois des incidents diplomatiques avec des chefs d'Etat africains d'une autre génération notamment Houphouët-Boigny de Côte d'Ivoire[33] ou Moussa Traoré du Mali. Tribun extraordinaire, il a su raviver la flamme de la liberté et redonner la fierté à des millions de personnes. Pour Jean Ziegler, Sankara n'était pas un dirigeant qui croyait en la violence. C'était un homme politique comme Lumumba qui mettait sa confiance au dialogue. Dans la personnalité de Sankara. Il y a 2 identités qui se conjuguent[34]. Kwame Nkrumah. L'industrialisation. Patrice Lumumba. La culture. Le génie politique de Sankara c'est d'avoir fait renaître l'idée d'une révolution dans l'esprit des masses à une époque où il n'y avait plus un centre mondial de la révolution. Sankara se range parmi les plus grandes figures de la révolution africaine avec le Sud-Africain Nelson Mandela, le Ghanéen Kwame Nkrumah, le Guinéen Sékou Touré, le Congolais Patrice Lumumba ou encore le Bissau-Guinéen Amilcar Cabral. Sankara symbolise dans la mémoire historique de millions d'Africains l'espoir d'un changement basé sur la seule contribution de nos propres forces. Il laisse donc à la jeunesse africaine l'exemple du possible et de l'intégrité. D'ailleurs, au Burkina Faso, certains partis d'opposition se réclament des idées sankaristes. Pour l'auteur Benito Perez : « Les seuls reproches qu'on pourrait lui faire, c'est d'avoir accédé au pouvoir trop jeune et d'avoir voulu aller trop vite dans une situation difficile ». Thomas Sankara est l'initiateur du produire en

[33] Le Vieux Bélier et le Jeune Capitaine. Frédéric Garat. Envoyé spécial à Abidjan.
[34] Christophe Cupelin. Capitaine Thomas Sankara. Film documentaire suisse.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Afrique, transformer en Afrique et consommer en Afrique à travers la mise en place d'un marché africain et pour les Africains. Il est un martyr et un héros de la révolution panafricaine.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no3-NELSON MANDELA (AFRIQUE DU SUD)



Né le 18 juillet 1918 à Mvezo et mort le 5 décembre 2013 à Johannesburg. Nelson Mandela est un nationaliste et homme d'Etat sud-africain. Il est l'un des dirigeants historiques de la lutte contre le système politique institutionnel de ségrégation raciale appelée apartheid. Son père Gadla Henry Mphakanyiswa est le chef des Thembu, un sous-groupe de l'ethnie Xhosa, la deuxième en importance après les Zoulous. Pour Kwesi Pratt Junior[35], Nelson Mandela est l'un de ces rares dirigeants visionnaires avec Kwame Nkrumah, Ahmed Sékou Touré, Patrice Lumumba, Gamal Abdel Nasser, Samora Machel etc. qui voulaient voir l'Afrique libre, de ces dirigeants qui voulaient aider les Africains à avoir confiance en eux-mêmes, de ces dirigeants qui voulaient que les Africains revendiquent leur culture et leur identité, de ces dirigeants qui voulaient encourager les Africains à prendre le contrôle de leurs propres ressources. Nelson Mandela est l'un des plus grands révolutionnaires panafricains de l'histoire du XX ème siècle.

Nelson Rolihlala Mandela grandit dans le village de Mvezo, au bord de la rivière Mbashe à une cinquantaine de kilomètres de la ville de Mthatha, capitale du Transkei, dans la province de l'actuel Cap-Oriental en Afrique du Sud. Son prénom, Rolihlahla, signifie « enlever une branche d'un arbre » ou, plus familièrement, « fauteur de troubles ».

Il est issu d'une famille royale Thembu de l'ethnie Xhosa qui règne sur une partie du Transkei. En effet, son arrière-grand-père paternel est Inkosi Enkhulu, c'est-à-dire roi du peuple Thembu. Le grand-père de Rolihlahla est l'un des fils de ce roi. Non éligible à la succession du trône, il porte le nom de Mandela qui deviendra le nom de la famille.

[35] Kwame Nkrumah. Histoire Tragique d'un Visionnaire. Visages d'Afrique. Documentaire.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Rolihlahla Mandela devient en tant que fils aîné, le premier membre de sa famille à fréquenter une école et sa maîtresse d'école, selon une pratique courante de l'époque, lui donne le prénom de Nelson. Nelson Mandela dira : « Le premier jour d'école, mon institutrice, Miss Mdingane, nous a donné à chacun un nom anglais. C'était une coutume chez les Africains à cette époque et elle était sans doute due au penchant anglais de notre éducation. Ce jour-là, Miss Mdingane me dit que mon nom était Nelson. Pourquoi elle m'a donné ce prénom en particulier ? Je n'en ai aucune idée ». L'enseignement dispensé dans cette école méthodiste lui permet de recevoir une éducation à la fois africaine traditionnelle et européenne.

Il obtient un diplôme en droit : une maîtrise en droit privé en 1942 à l'Université de Witwatersrand de Johannesbourg et rejoint l'ANC parti de bourgeoisie noire à l'époque modéré crée en 1912. Il crée, avec Oliver Thambo qu'il avait rencontré à l'Université de Fort Hare, le premier cabinet d'avocats noirs d'Afrique du Sud. En 1944, avec Oliver Thambo et Walter Sisulu, hommes d'affaires de Johannesbourg ; ils créent la Ligue de la Jeunesse de l'ANC (Youth League), histoire de dynamiser le mouvement. Devenu avocat, il participe à la lutte non violente contre les lois de l'Apartheid, mises en place par le gouvernement du Parti national à partir de 1948. L'ANC est interdit en 1960 et, comme la lutte pacifique ne donne pas de résultats tangibles, Mandela fonde et dirige la branche militaire de l'ANC, Umkhonto we Sizwe (signifiant « Lance de la nation » en Zoulou), en 1961, qui mène une campagne de sabotage contre des installations publiques et militaires. Le 5 août 1962, il est arrêté par la police sud-africaine sur indication de la CIA, puis est condamné à la prison et aux travaux forcés à perpétuité lors du procès de Rivonia. Dès lors, Mandela devient un symbole de la lutte pour l'égalité raciale et bénéficie d'un soutien international croissant.

Le 21 mars 1960 a lieu un épisode de répression policière dans l'Afrique du Sud durant l'apartheid à Sharpeville, un township de Vereeniging, dans le Transvaal, et se solde par la mort de 69 manifestants pacifistes noirs. La police sud-africaine tire sur des manifestants aux mains nues. A ces événements vont se succéder les émeutes de Soweto le 16 juin 1976. La police sud-africaine va appuyer sur la détente devant des élèves noirs de l'enseignement public secondaire en Afrique du Sud soutenus par le mouvement de la Conscience Noire de Steve Biko. Un autre nationaliste sud-africain surnommé l'autre Mandela. Le 12 septembre 1977, le jeune leader noir sud-africain, Steve Biko, décède après d'atroces séances de tortures aux mains de la police de la sûreté, à Port-Elizabeth[36].

Mandela comme les autres nationalistes d'Afrique du Sud est confronté à une colonisation interne. En effet, une lutte de libération contre une colonisation interne est plus complexe qu'un combat révolutionnaire contre une colonisation externe. Dans une colonisation externe, le peuple parvient à identifier l'ennemi à travers une puissance impérialiste et à s'en défaire. Le cas du Mozambique, de la Guinée-Bissau ou de l'Angola. Tandis que dans une colonisation interne, le peuple est directement confronté à la présence permanente de l'oppresseur colonialiste. Les Blancs d'Afrique du Sud détiennent l'ensemble des institutions

[36] Jean-Philippe Rémi. Steve Biko. L'autre Mandela.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

politiques et civiles ainsi que l'armée et l'économie. Même en prison, le nom de Mandela continue de faire peur le régime de Pieter Botha. Sa personnalité ne laisse personne indifférent. Et le monde entier réclame sa libération.

La liberté arrive enfin le 11 juillet 1990 sous l'ère de Frederick Willem De Klerk. L'ANC et le Parti Communiste sont légalisés. A sa libération, il est le plus vieux détenu politique au monde à l'âge de 72 ans soit 27 ans de prison. C'est un record. Libéré Mandela est conscient qu'il bénéficie d'une médiatisation exceptionnelle[37]. Dans l'historiographie africaine du XX ème siècle, Kwame Nkrumah et Ahmed Sékou Touré s'imposent parmi les grands hommes du continent comme les architectes politiques de l'accession des peuples africains à la souveraineté nationale. Leurs noms sont indissociables du vent de décolonisation qui souffle sur le continent dans les années 1950 et 1960, incarnant une vision panafricaniste fondée sur l'unité, la rupture avec l'ordre colonial et la reconquête de la dignité africaine. A l'échelle mondiale, c'est Nelson Mandela qui porte cette lutte contre l'oppression à son sommet symbolique. Figure morale d'envergure planétaire, il cristallise les aspirations universelles à la liberté, à l'égalité raciale et à la justice. Tandis que Nkrumah et Sékou Touré posent les fondements de la libération politique, Mandela incarne dans l'épreuve et la réconciliation, une éthique de résistance qui dépasse les clivages nationaux pour s'inscrire dans la conscience collective de l'humanité. Il reçoit la visite de certains chefs d'Etat d'Afrique australe comme Kenneth Kaunda ou Sam Nujoma. Il se rend en Algérie pour remercier le gouvernement algérien qui fut un soutien actif aux nationalistes et mouvements de libération du continent durant la période 1962-1975. Il mène des visites officielles entre les trois continents choisis : l'Afrique, l'Europe et l'Amérique mais n'oublie pas l'immense aide de l'URSS et de la Chine dans la lutte de l'ANC pour la libération du peuple sud-africain. Ses nombreux voyages à travers l'Afrique l'ont mené dans les sphères anglophones, arabophones et lusophones du continent. Pourtant, une douce amertume persiste en lui : celle de n'avoir pas encore foulé le sol des pays francophones.

Mandela fut en conflit perpétuel avec toute forme de colonisation externe (impérialisme) comme interne (apartheid) il affirma ceci : « après avoir exécuté les partisans de la démocratie pendant la période coloniale, les Blancs n'ont aujourd'hui aucun droit à donner des leçons de démocratie à l'Afrique » (Cf. Jeune Afrique, Spécial Mandela, 1990). Il est élu d'abord vice-président puis président de l'ANC en 1990, il collabore avec De Klerk pour l'abolition de l'apartheid et la transition pour une Afrique du Sud multiraciale « la Nation Arc-en-Ciel » et reçoit avec ce dernier le Prix Nobel de la Paix en 1993. L'évolution de la société se poursuit malgré les violences ethniques et les pressions de l'extrême-droite menées par les Blancs et Mangosuthu Buthelezi, homme politique et chef traditionnel Zoulou contre les Sud-Africains noirs partisans de l'ANC en 1992. Le Congrès National Africain prépare les premières élections multiraciales et pluralistes de 1994 . Il devient le premier président noir élu par le Parlement le 27 avril 1994 remportés à une majorité écrasante par l'ANC (62,65%) ! Chose inédite : il est investi « président de la République » le 10 mai de cette même année devant un parterre de 150 000 personnes et 5000 invités dont 42 chefs d'Etat. Pour les colons afrikaners l'arrivée de

[37] Zyad Limam. Jeune Afrique. Spécial Nelson Mandela. 1990.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

« Madiba » au pouvoir signifie le départ vers le Royaume-Uni et les Pays-Bas, car les Boers en particulier les dirigeants blancs craignent la vengeance des populations autochtones. Cependant il parvient à convaincre les Blancs (les Afrikaners ou les Boers) à une politique économique et sociale de pardon, de réconciliation et de réintégration pour une nation multiraciale.

Fin technicien, Mandela intègre ces anciens ennemis de l'apartheid au sein de son gouvernement pour mieux les contrôler : il s'agit de Pieter Botha, ancien président d'Afrique du Sud (1984-1989), Balthazar Johannes Vorster, ancien Premier ministre sud-africain (1966-1978), Buthelezi Mangosuthu chef traditionnel Zoulou et leader politique de l'Inkatha Freedom Party (IFP) et Frederik De Klerk, dernier président blanc d'Afrique du Sud (1989-1994). Après une exemplaire réconciliation nationale qui a permis d'abolir la ségrégation raciale au nom d'une Afrique du Sud nouvelle, démocratique et multiraciale, l'Afrique du Sud passe du sujet le plus isolé dans sa situation diplomatique au stade « d'exemple moral » au plan international. En 1994, Nelson Mandela inscrit l'Afrique du Sud au sein de l'ONU et de l'OUA et la réintègre au sein du Commonwealth[38]. Il devient le héros de la lutte anti-apartheid et le père de l'Afrique du Sud moderne. Mandela mène une politique de redressement économique et social lors de son unique mandat de six ans nommé le programme de reconstruction et de développement (RDP) pour combattre les conséquences socio-économiques de l'apartheid tels que les inégalités socio-économiques, la pauvreté et le grand manque des services sociaux fréquente dans la communauté noire sud-africaine, des problèmes qui requièrent, selon le gouvernement, un environnement macro-économique plus fort. L'amplitude du programme est comparée à celle du New-Deal mis en place par le gouvernement américain de Franklin Delano Roosevelt lors de la Grande Dépression et il est soutenu par tous les partis politiques d'Afrique du Sud. Autrefois partisan du socialisme, l'ANC et Mandela considèrent que l'engagement résolu dans la voie du libéralisme constitue la formule pour garantir une croissance économique durable. L'Afrique du Sud, géant du continent présente de nombreux défis à relever notamment dans la politique économique et sociale. Les résultats du programme du gouvernement au niveau de l'habitat, de la santé et de l'électricité sont notables (la production d'électricité des foyers urbains dans les « townships » passe de 12 % à 42%). Après un unique mandat, il se retire de la vie politique active, mais continue à soutenir publiquement le Congrès National Africain tout en condamnant ses dérives. Impliqué par la suite dans plusieurs associations de lutte contre la pauvreté ou contre le SIDA, il demeure une personnalité mondialement reconnue en faveur de la défense des droits de l'Homme. Il est salué comme le père d'une Afrique du Sud multi-ethnique et pleinement démocratique, qualifiée de « Nation Arc-en-Ciel », même si le pays souffre d'inégalités économiques, de tensions sociales et de replis communautaires.

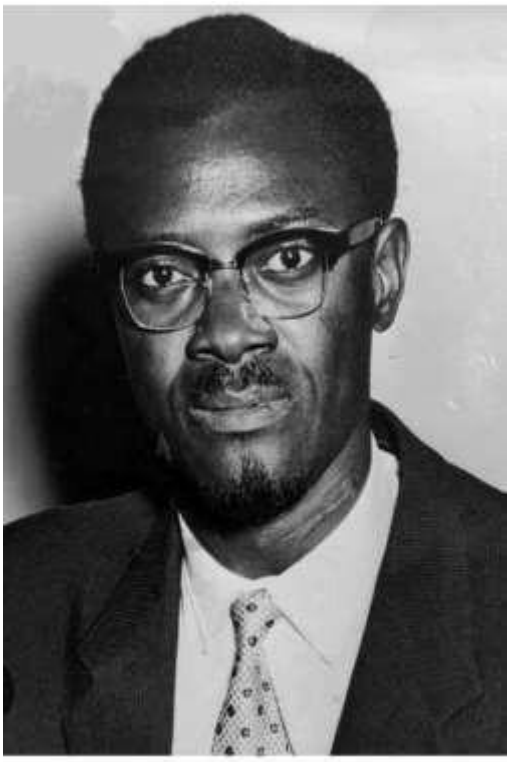
Homme de paix et de pardon, grand résistant, « farouche » ennemi de l'apartheid et de la colonisation interne en Afrique du Sud, Nelson Mandela a incarné la lutte acharnée pour une Afrique du Sud multiraciale, égalitaire et démocratique[39]. Pendant les six années de son

[38] Encyclopédie Wikipédia. Histoire de l'Afrique du Sud de 1948 à 1994.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre
unique mandat, les services publics, jusqu'alors divisés, du niveau national à l'échelon local, en fonction des quatre groupes raciaux de l'apartheid ont été unifiés, permettant les mêmes prestations pour tous ; les diverses aides pour les retraites, les handicaps et les enfants pauvres ou orphelins ont été allouées à toutes les catégories sociales de façon équitable ; les soins médicaux sont devenus gratuits pour les femmes enceintes et les enfants de moins de six ans ; les zones rurales et suburbaines particulièrement abandonnées ont été dotées de réseaux routiers et équipées ; de nombreux logements sociaux ont été construits. S'il n'a pas pu réduire drastiquement les inégalités socioéconomiques et s'il a tardé à prendre la mesure de l'épidémie de SIDA, l'ancien président sud-africain a néanmoins œuvré pour le développement social de l'Afrique du Sud. Cependant le pouvoir économique est resté aux mains des Sud-Africains blancs ou Afrikaners. Détenteurs exclusifs des secteurs-clefs de l'économie sud-africaine. Mandela a été le premier président démocratiquement élu d'Afrique du Sud en 1994. Il a instauré une démocratie multiraciale. Il a quitté ses fonctions en 1999 à l’âge de 81 ans, après avoir terminé son mandat, refusant de se présenter pour un deuxième mandat. Nelson Mandela est l'un des rares chefs d'Etat en Afrique australe avec Kenneth Kaunda et Julius Nyerere ayant obtenu l'indépendance totale sans effusion de sang.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no4-PATRICE LUMUMBA (CONGO-LEOPOLDVILLE)



Né le 2 juillet 1925 à Onalua, Congo-Belge, et mort assassiné le 17 janvier 1961 près d'Elisabethville au Katanga. Elias Okito Sombo dit Patrice Emery Lumumba est un homme d'Etat congolais. Il est, avec Joseph Kasa-Vubu, l'une des principales figures de l'indépendance du Congo. Il est président du Conseil des ministres du Congo (Premier ministre) du 30 juin 1960 au 12 septembre 1960. Idéologiquement panafricaniste et tiers-mondiste, Lumumba estimait que seul un panafricanisme qui s'imprègne d'une civilisation africaine transnationale pouvait changer le destin du continent. Il appartient à la catégorie de ces grands hommes qui ont milité pour la libération totale du continent africain et la solidarité entre les peuples noirs. Sa vision politique est comparable à celle de Kwame Nkrumah ou Thomas Sankara. Il est le premier héros national post-indépendance en République Démocratique du Congo (RDC)[40]. Patrice Emery Lumumba incarne, à travers la figure d'un jeune homme courageux et sans préjugés, l'idéal d'une révolution panafricaine et anti-tribale, totalement affranchie de la corruption. Il est vu par le colonel Gamal Abdel Nasser comme un martyr de la cause africaine.

Issu des Batetela (ou Tetela), ethnie minoritaire du centre du Congo-Léopoldville, Patrice Lumumba reçut une éducation privilégiée en tant qu'élève puis employé au bureau des mines dans les salles d'infirmerie avant de devenir plus tard journaliste, son métier de journaliste lui permet d'obtenir une carte d' « immatriculé », chose très rare aux Noirs dans les colonies belges. Cette carte n'était réservée qu'à une élite blanche et à une minorité bourgeoise noire. Le nombre de Noirs possédant une carte d' « immatriculé » ne dépassait pas 2.75 % de la population du Congo belge. En 1955, il crée une association l'APIC (Association du Personnel

[40] Vladimir Cagnolari. Lumumba héros national.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Indigène de la Colonie) et aura l'occasion de s'entretenir avec le roi Baudouin en voyage au Congo, sur le contexte socio-politique du pays. Il adhère au parti libéral du Ministre du Congo de l'époque, Auguste Buisseret en faveur de l'évolution du pays et de la mise en place de l'enseignement public. En 1957, débute le combat pour l'indépendance, il est emprisonné pour une affaire de détournement de courrier appartenant à un Européen. Libéré par anticipation, il reprend ses activités politiques. Le gouvernement belge prend des mesures de libéralisation : syndicats et partis politiques vont être enfin autorisés.

En 1958, de retour de Belgique, Lumumba crée le Mouvement National Congolais (MNC), à Léopoldville le 5 octobre, et à ce titre participe à la conférence panafricaine d'Accra. Grand admirateur de Kwame Nkrumah bien que ne se réclamant pas communiste, il organise une conférence au cours de laquelle il revendique l'Indépendance devant plus de 10 000 personnes. Lors de son séjour au Ghana, Lumumba signe avec Kwame Nkrumah le projet de création d'un Etat confédéral du Congo et du Ghana. Il estime que la seule manière pour que le Congo puisse survivre est d'exister au sein d'un Etat confédéral : Les Etats-Unis du Congo et du Ghana[41]. D'autres Etats devraient rejoindre cette confédération d'Etats notamment la Guinée de Sékou Touré, le Mali de Modibo Keïta et l'Egypte de Gamal Abdel Nasser. Les Etats-membres discutent sur l'élargissement de cette République fédérale nouvelle au niveau du Maghreb avec Nasser. Cet Etat confédéral aura pour capitale Léopoldville, actuel Kinshasa. Le Ghana constituera la base militaire de la Confédération du Congo et du Ghana.

En janvier 1959 excédés par l'attitude des Belges, les Congolais déclenchent une vaste insurrection sous la conduite des militants de l'ABAKO (Association des Bakongo) de Joseph Kasavubu à Léopoldville (Kinshasa). Patrice Lumumba quant à lui participe avec la Belgique à la conférence de la Table Ronde pour la négociation de l'indépendance du Congo. Des élections générales, les premières dans l'histoire du Congo encore belge, ont lieu en mai 1960, que remporte largement le Mouvement National Congolais (MNC) de Patrice Lumumba. Le dirigeant de l'ABAKO Joseph Kasa-Vubu, dans un souci d'unité nationale, est nommé président de la République et avalise aussitôt la nomination de Lumumba comme Premier ministre (président du Conseil), ainsi que le prescrit la nouvelle constitution qui attribue ce poste au candidat du parti ayant remporté le plus de voix. Il forme le premier gouvernement du Congo indépendant. Derrière le pouvoir symbolique du président Joseph Kasa-Vubu, c'est Patrice Emery Lumumba qui dirige l'Etat. Il est le chef de l'exécutif. Il est élu Premier ministre de la République Démocratique du Congo en juin 1960 dans le cadre d'un régime parlementaire inspiré du modèle belge. Il occupe la fonction de président du Conseil. Patrice Emery Lumumba et Joseph Kasa-Vubu forment une coalition politique : le Front Commun.

Sous la présidence de Joseph Kasa-Vubu, le Congo bénéficie d'une souveraineté monétaire. Le gouvernement Lumumba lance la création d'une monnaie autonome : le franc congolais en 1960. Pendant que les autres pays d'Afrique francophone à l'exception de la Guinée utilisent encore le franc CFA ; une monnaie datant de la période coloniale. En effet, le Congo-Léopoldville sous le gouvernement Lumumba refusa la proposition de la France d'entrer dans

[41] Karine Ramondy. D'Accra à Léopoldville : Le panafricanisme à l'épreuve de la crise congolaise.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

la zone franc. Le gouvernement Lumumba est un gouvernement d'union nationale qui comprend cinq formations politiques : le Mouvement National Congolais, l'ABAKO, le Parti Solidaire Africain, le Parti de l'Union Nationale et la CONAKAT. Le programme de ce gouvernement repose sur la démocratie, l'égalité, le développement, la souveraineté et la justice sociale.

Le 30 juin, lors de la cérémonie d'accession à l'indépendance du pays, Lumumba qui a définitivement largué les libéraux et qui s'est entouré de conseillers étrangers de gauche prononce un discours virulent dénonçant les abus de la politique coloniale belge depuis 1885. Il prend le contrepied de la politique modérée de ses débuts telle qu'on peut la découvrir dans son livre Le Congo, terre d'avenir est-il menacé ? écrit en 1956, où il ne revendiquait pour le Congo qu'un simple statut d'autonomie. Au lieu de s'adresser au roi des Belges présent à la cérémonie, et qui venait de prononcer un discours paternaliste convenu avec le président Kasavubu, Lumumba commence son allocution par une salutation « aux Congolais et Congolaises, aux combattants de l'indépendance. » Son discours, qui doit lui permettre de l'emporter sur Kasavubu dans l'opinion des Congolais politisés, proclame vivement que l'indépendance, qu'il souhaite associée à l'unité africaine, marque la fin de l'exploitation et de la discrimination et le début d'une ère nouvelle de paix, de justice sociale et de libertés. Le roi des Belges se sent offensé alors qu'il se considère comme le père de l'indépendance congolaise ayant été l'auteur, en janvier 1959, d'un discours radiophonique par lequel il est le premier Belge à annoncer officiellement qu'il fallait mener le Congo-Belge à l'indépendance « sans vaine précipitation et sans atermoiement funeste ». Aussi, Baudouin veut-il se retirer et regagner Bruxelles. Mais le Premier ministre belge Gaston Eyskens parvient à l'en dissuader et, le soir même, lors d'un banquet réunissant hommes politiques congolais et belges, Patrice Lumumba s'efforce de préciser ses paroles prononçant un discours qui se veut lénifiant dans lequel il évoque un avenir de coopération belgo-congolaise :

« Nous avons connu le travail harassant exigé en échange de salaires qui ne nous permettaient ni de manger à notre faim, ni de nous vêtir ou nous loger décemment, ni d'élever nos enfants comme des êtres chers. Nous avons connu les ironies, les insultes, les coups que nous devions subir matin, midi et soir, parce que nous étions des « Nègres ». Nous avons connu les souffrances atroces des relégués pour opinions politiques ou croyances religieuses ; exilés dans leur propre patrie, leur sort était vraiment pire que la mort même. (...) Qui oubliera enfin les fusillades où périrent tant de nos frères, les cachots où furent brutalement jetés ceux qui ne voulaient plus se soumettre au régime d'injustice, d'oppression et d'exploitation. Nous qui avons souffert dans notre corps et dans notre cœur de l'oppression colonialiste, nous vous le disons tout haut : tout cela est désormais fini. »

Lumumba est le premier dirigeant africain à comprendre que la seule force capable de réaliser l'indépendance totale est celle des exploités et des opprimés. Il sait mobiliser les masses. Son charisme de politicien et ses talents extraordinaires d'orateur attirent l'attention du public lors du discours historique de l'indépendance du Congo-Léopoldville le 30 juin 1960 où il dénonce avec courage et franchise les dégâts du colonialisme belge comme l'esclavage clandestin, la discrimination raciale, les injustices sociales, le travail forcé, les tortures réservés

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

aux indigènes, ensuite il rappelle la lutte acharnée du peuple congolais pour la quête de son indépendance et enfin il promet une justice sociale et une société égalitaire dans laquelle les futurs citoyens congolais pourront bénéficier d'un développement durable[42]. Ce discours « prononcé devant le roi des Belges, Axel Marie Gustave Baudoin, est réputé avoir scellé le sort funeste de Patrice Emery Lumumba. En effet, il marquait d'emblée la ferme volonté du Premier ministre congolais d'exercer toute la souveraineté politique que supposait le principe de l'indépendance conquis de haute lutte face au colon. Or, les élites colonialistes belges entendaient continuer de piller les ressources du Congo, tout en feignant d'approuver une indépendance qu'elles prétendaient officiellement avoir octroyée, tandis qu'elles insinuaient officieusement que les Congolais n'y étaient pas encore préparés (Cf. KLAH Popo, Discours de Lumumba, le 30 juin 1960, Afrocentricité, 2015) ».

Le discours du président Joseph Kasa-Vubu et le discours du roi Baudoin du 30 juin, c'est le même discours, c'est-à-dire la continuité du style et du modèle colonial. Le modèle colonial qui opta pour un développement classique du Congo, croissance et développement qui obéissent à des paliers, à des normes qui sont totalement étrangers au peuple. Le discours du Premier ministre Patrice Lumumba, c'est que le modèle colonial a été ce qu'il a été et qu'il faut réaménager profondément si l'on veut le développement réel du Congo. Il faut donc sortir du modèle colonial qui n'aboutira pas à ce type de développement. Si Joseph Kasa-Vubu fut le leader congolais le plus radical dans la période 1958-1959, Lumumba s'impose en tant que nationaliste majeur sur le plan national et sur le plan international par un discours qui exige la consolidation de l'indépendance politique par l'indépendance économique. Plus Kasa-Vubu prend le pouvoir, moins il affirme son identité, plus il recule. Plus Lumumba prend le pouvoir, plus il affirme son identité, plus il s'impose[43].

Les Belges incitent les Congolais et les Bantous en particulier à la désillusion et à la colère, Lumumba quant à lui félicite les militants nationalistes pour leur patriotisme et recommande aux sous-officiers de la Force Publique à œuvrer dans l'ordre et la discipline. Il dénonce un complot de la Belgique visant à créer un climat moral détestable entre les Noirs et les Blancs. Ensuite, il défie la Belgique en décrétant l'africanisation de l'armée. Celle-ci répond par l'envoi des troupes au Katanga (la région minière) et soutient la sécession menée par Moise Kapenda Tshombe. Il demande en vain de l'aide des Etats Unis et de l'ONU et se rapproche finalement de l'URSS. Lumumba arrive à étouffer la sécession du Katanga et mène une contre-offensive victorieuse grâce aux aides aériennes soviétiques contre les partisans de la sécession du Kasaï.

Cependant pour éliminer Lumumba, les Etats Unis le qualifient de communiste. Bien au contraire, Lumumba ne croyait en aucune idéologie d'importation occidentale. Il estimait que seul un panafricanisme qui s'imprègne d'une civilisation africaine transnationale pouvait changer le destin du continent. Pour le journaliste belge Roger Louis, Patrice Emery Lumumba était le seul homme d'Etat qui avait la vision et la capacité de faire changer la destinée de l'ensemble de l'Afrique en dehors de Kwame Nkrumah un des leaders du Ghana.

[42] Jean-Paul Sartre. La pensée politique de Patrice Lumumba.
[43] Raoul Peck. Lumumba. La mort d'un prophète. France. Allemagne. Suisse.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Lumumba a demandé de l'aide à l'Union Soviétique pour mettre fin à la sécession katangaise. Il se rapprocha des Nations Unies pour libérer son pays de l'occupation belgo-américaine. Selon ses détracteurs américains comme belges, Lumumba n'a pas su être diplomate envers les pouvoirs occidentaux, il a finalement décidé de rompre avec la coopération belgo-congolaise plutôt que de négocier encore une fois avec la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique. Lumumba s'est toujours comporté en homme autonome. Ce qui déconcertait les autres acteurs politiques. Il a su être un homme de compromis lorsque les pourparlers allaient dans les intérêts du Congo. Toutefois, il a toujours défendu avec intransigeance son indépendance économique. Révolutionnaire exemplaire, Lumumba était aussi un pragmaticien efficace puisqu'il savait qu'une coopération belgo-congolaise était indispensable pour le développement du Congo et le rayonnement de la Belgique. Ce qu'il demandait. C'était un partenariat gagnant-gagnant entre l'ex puissance colonisatrice et l'ex Congo-Belge. Or la Belgique voulait maintenir des rapports coloniaux avec le nouvel Etat indépendant. Pour le Parlement, Lumumba incarne la défense et la sauvegarde de l'indépendance et de l'unité nationales menacées par les compagnies minières et les sécessionnistes de la région du Katanga. En septembre 1960, le président Joseph Kasa-Vubu exige la révocation de Lumumba et ainsi que des ministres nationalistes. Mais celui-ci refuse la demande du président. Le Parlement change d'avis puis révoque ce dernier et place en décembre 1960 le colonel Joseph-Désiré Mobutu qui décide d'arrêter Lumumba et ses militants nationalistes les confie à Moïse Tshombe qui se chargera de les éliminer sans laisser de traces. Des auteurs belges comme Ludo De Witte évoquent la complicité des Belges et des Américains dans l'affaire Lumumba.

Par sa mission messianique et révolutionnaire, la figure de Patrice Lumumba au Congo, en Afrique et à l'échelle mondiale demeure incontournable. L'indépendance de 1960 précipita le basculement de ce fin tacticien dont le talent ne résista pas aux enjeux de politique intérieure et internationale.

Le génie politique de Patrice Lumumba réside dans sa vitesse d'analyse et d'exécution, lui permettant de déceler immédiatement les forces et les faiblesses des structures coloniales et nationalistes. Il a su phagocyter le Mouvement National Congolais (MNC) en se faisant élire président d'un comité provisoire, transformant rapidement un mouvement fragmenté en une force unitaire et étatique, le MNC-Lumumba. Sa maîtrise des rapports de forces se manifeste par plusieurs aspects clés. Stratégie nationaliste : Il a imposé l'affirmation nationale au-delà des frontières tribales, devenant le champion d'un Congo unitaire et centralisé, contrairement aux partis ethniques régionaux. Rythme de l'indépendance : Il a capté le thème de l'indépendance immédiate, initialement porté par Joseph Kasa-Vubu, pour le rendre sien, rejetant fermement le « plan de 30 ans » belge. Vision panafricaine : Il a intégré la lutte congolaise dans un mouvement de libération plus large, influencé par sa participation à la conférence d'Accra en 1958 et son amitié avec des figures comme Frantz Fanon. Maîtrise rhétorique : Orateur charismatique, il adaptait son discours à son auditoire prudent avec les Belges, radical avec les Congolais tout en maintenant un fond intransigeant sur la souveraineté, comme le montre son célèbre discours du 30 juin 1960. Jean-Paul Sartre a décrit

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

cette approche comme celle d'un « Robespierre noir », soulignant sa capacité à centraliser la gestion du pays et son refus de l'assimilation coloniale déguisée. Il y découvre un fédérateur.

Lumumba à la différence de beaucoup d'autres dirigeants nationalistes de son temps, estimait également que l'indépendance politique devrait signifier la participation démocratique, le contrôle sur les activités économiques, la productivité croissante ainsi qu'un partage plus équitable des richesses nationales et il s'était disposé à mener ces convictions plus loin que tout. Son erreur ou son innocence a été de croire qu'il pouvait arriver à cela aussitôt après l'accession à l'indépendance.

Pour Lumumba, ce qui fera la grandeur du Congo, c'est son unité et sa souveraineté[44]. Il se méfie du fédéralisme par dissociation, qu'il considère comme un moyen pour les impérialistes de favoriser le tribalisme et le régionalisme ; un faux fédéralisme. L'avenir de l'Afrique, c'est le fédéralisme par association. Il comprend comme Kwame Nkrumah avant lui que la seule solution pour l'édification et le développement d'une Afrique moderne, capable de jouer un rôle de premier plan sur la scène internationale est l'unification économique voire politique du continent. Son charisme et sa vaste intelligence lui ont permis de s'imposer très tôt sur la scène politique au plan national et international. Lumumba fut le premier chef du gouvernement du Congo-Léopoldville à l'âge de 35 ans. Excellent tribun et brillant tacticien, il œuvra pour un Congo libre, indépendant et souverain et une unification économique voire politique des Etats africains mais sa croyance aveugle au principe de la non-violence intriguait des grands nationalistes de son temps comme Frantz Fanon qui estimait que la violence révolutionnaire était la seule voie pour mener une lutte de libération. Homme politique intègre et courageux, il défendit les intérêts de son pays face aux lobbies, aux groupes de pression et aux puissances extérieures. Sa fin tragique tout autant que sa lutte héroïque pour sauvegarder l'unité et l'indépendance du Congo ont fait de lui un symbole de la révolution. Lumumba a été l'un des plus grands défenseurs de l'indépendance et de la dignité des peuples africains avec Sékou Touré et Kwame Nkrumah. Si Lumumba eut tort de viser trop haut, sa vision le portait déjà très loin, vers une Afrique moderne, égalitaire, démocratique et détribalisée. Pour Sartre, il était à un moment l'homme politique le plus important au monde.

[44] Phidias A. Senge Milemba. L'Urgence de réveil de l'héritage de Lumumba pour une gouvernance d'espérance en Afrique.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no5-AHMED SEKOU TOURE (GUINEE)



Né le 9 janvier 1922 à Faranah en Guinée et mort le 26 mars 1984 à Cleveland aux Etats-Unis. Sékou Touré est un révolutionnaire et homme d'Etat guinéen. Surnommé le '' Vercingétorix noir " par De Gaulle. Il est sans doute le symbole de l'indépendance en Afrique française. Il descend par sa grand-mère maternelle Bagbè Ramata Touré de l'Amamy Samory Touré, empereur du Wassoulou, résistant intrépide à la colonisation française et par sa grand-mère paternelle de El Hadj Omar Tall, chef de guerre, imam, souverain de l'empire Toucouleur. Sékou Touré appartient à une famille aristocratique d'ethnie Mandingue. Fondateur du RDA. Il travaille étroitement avec son collaborateur, Félix Houphouët-Boigny, qui devient en 1960 le président de la Côte d'Ivoire. Il accepte en dépit de ses réticences la décision de Houphouët-Boigny de rompre avec les communistes et négocier l'indépendance avec le gouvernement français[45]. Il est présenté à cette époque comme le jeune homme fougueux de l'aile gauche du Rassemblement Démocratique Africain. Orateur hors-pair et charismatique. Sékou Touré devient par sa mobilisation politique et son syndicalisme le leader le plus actif de ce mouvement panafricain. Il est l'un des plus grands héros politiques d'Afrique contemporaine.

Il échoue à conquérir un siège à l'Assemblée nationale française lors des élections législatives de 1951 et 1954. Ce dernier scrutin, de l'aveu du Ministre de la France d'Outre-mer Robert Buron, a été honteusement truqué pour provoquer l'élimination de Sékou Touré. Il est élu député lors de sa troisième participation en 1956, ainsi que maire de Conakry en 1955, sous la bannière du RDA, positions qu'il utilise pour lancer des critiques pointues du régime

[45] Encyclopédie Wikipédia. Le Rassemblement Démocratique Africain (RDA).

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

colonial. Il siège cependant au sein du groupe parlementaire du RDA-UDSR et appartient ainsi de facto à la majorité gouvernementale. Il se lie d'amitié avec François Mitterrand, l'un des principaux dirigeants de l'UDSR. En 1957, il organise l'Union générale des travailleurs d'Afrique noire, une centrale syndicale commune pour l'Afrique Occidentale Française.

La métropole française est en pleine discussion sur la décolonisation qui s'annonce et, lors de la visite du 25 août 1958 effectuée par le général De Gaulle à Conakry pour défendre le maintien de la Guinée dans la Communauté française, Sékou Touré défend une entité multinationale composée d'Etats libres et égaux et déclare qu'il votera « oui » au référendum seulement si le texte est amendé afin de reconnaître aux peuples le droit à l'indépendance[46]. Cet incident lui vaut une solide rancune de De Gaulle qui, mal informé de la situation en Guinée, ne s'attendait pas à être reçu avec un discours aussi offensif. En 1958, plus d'un million de Guinéens votent « non » (seuls 57 000 ont voté « oui ») au référendum parrainé par le gouvernement français sur l'union avec la France et choisissent l'indépendance totale, qu'ils obtiennent le 2 octobre 1958, avec Sékou Touré à la tête du pays. La Guinée est la seule des colonies africaines de la France à voter pour l'indépendance immédiate tandis que le reste de l'Afrique francophone choisit l'indépendance deux ans plus tard. Le président De Gaulle réagit en ordonnant aux fonctionnaires et techniciens français de quitter immédiatement la Guinée, ce qui suscite un certain nombre de difficultés pour le jeune Etat guinéen. Les colons français emportent avec eux tout leur matériel de valeur, rapatrient les archives souveraines françaises et, surtout, les liens économiques sont rompus. Malgré les difficultés, Sékou Touré affirme préférer la liberté dans la pauvreté que l'opulence dans l'esclavage.

Le début de la présidence de Sékou Touré est marqué par une politique marxiste, avec la nationalisation des entreprises étrangères, une économie fortement planifiée et la création d'une monnaie souveraine : le franc guinéen. Sékou Touré remporte le Prix Lénine de la paix en 1960. La France mène alors une guerre économique contre son ancienne colonie. Les services secrets français vont notamment répandre de faux francs guinéens pour déstabiliser la Guinée monétairement. Ses premières actions pour rejeter les Français puis pour s'approprier la richesse et les terres agricoles des propriétaires traditionnels, irritent de nombreux acteurs puissants. L'opération Persil est une opération secrète menée en 1959 par le gouvernement français dans le but de déstabiliser le gouvernement post-indépendance de la Guinée en raison du rejet du franc CFA par le président guinéen Ahmed Sékou Touré et du succès de sa campagne pour l'indépendance de la Guinée. L'opération Persil connaît un échec car elle a été dévoilée à l'avance par Ahmed Sékou Touré. Il est le premier chef d'Etat en 1962 à revendiquer au sein des Nations Unies la reconnaissance internationale de l'indépendance de l'Algérie comme condition SINE QUA NON de la coopération entre les pays africains et la France.

Le Guide Suprême de la Révolution lance un discours sur l'émancipation féminine : « Eduquer une femme, c'est éduquer une nation ». Le renouveau politique, conjugué à la lutte du Parti Démocratique de Guinée section Rassemblement Démocratique Africain (PDG-RDA), pour la

[46] Georges Fischer. L'indépendance de la Guinée et les accords franco-guinéens (Article).

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

conquête du pouvoir, surtout à partir de 1953, a d'ailleurs offert au monde féminin l'occasion inespérée de réaliser ses vœux d'émancipation. La politique féministe révolutionnaire d'Ahmed Sékou Touré précède en Afrique de l'Ouest celle de Thomas Sankara[47]. Elle est aussi progressiste que celle de Kwame Nkrumah au Ghana ou Julius Nyerere en Tanzanie. Il s'agit de donner des postes de responsabilités en l'occurrence des postes stratégiques aux femmes de toutes les catégories sociales et dans tous les domaines d'activités y compris la médecine, le droit, l'économie et la politique. Sékou Touré offre des postes de ministres d'Etat à des femmes. Il insère des femmes officiers dans les hauts rangs de l'armée y compris des femmes pilotes. L'idéal de travail, de justice et de solidarité que la Guinée Révolutionnaire proclame en sa devise, elle interprète par rapport aux conditions modernes d'existence en l'appliquant aux femmes, à un travail rémunéré ; justice, c'est-à-dire égalité des droits dans le ménage ; solidarité qui signifie appui mutuel dans la famille et obligation de travailler communautairement, hommes et femmes ensemble, à l'édification politique et économique de la nation. Les dirigeants guinéens rappellent que la construction de la nation ne peut s'opérer sans la participation de l'élément féminin.

La nomination de Boubacar Diallo Telli en tant que premier Secrétaire général de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) en juillet 1964, pour sa stature internationale et sa capacité à naviguer entre les courants idéologiques panafricanistes permet à la Guinée de jouer un rôle de premier plan sur la scène diplomatique inter-africaine. Son élection est facilitée par le soutien du président guinéen Ahmed Sékou Touré, qui souhaite placer un diplomate expérimenté à la tête de l'institution nouvellement créée en 1963.

La Guinée Révolutionnaire expulse le Corps de la Paix américain en 1966 à cause de son implication alléguée dans un complot pour renverser le président Sékou Touré. Une source permanente de discorde entre la Guinée et ses voisins francophones est le demi-million d'expatriés estimés au Sénégal et en Côte d'Ivoire ; certains étaient des dissidents actifs qui, en 1966, ont formé le Front de Libération Nationale de Guinée (ou FLNG). Bien qu'il soit un dirigeant très controversé en Occident. Il gagne paradoxalement en popularité auprès de certains observateurs européens. Dans Le Français est à nous ! (La langue française nous appartient !), les universitaires français Maria Candéa et Laélia Véron louent Sékou Touré pour avoir officialisé huit langues locales de Guinée. Ils qualifient sa politique linguistique et culturelle de très ambitieuse. Pendant que de nombreux pays africains se contentent d'utiliser les langues étrangères comme langues d'enseignement.

Certains observateurs soutiennent que si l'expérience de l'indépendance africaine en Guinée n'avait apporté aucun résultat les autres colonies françaises d'Afrique n'auraient point obtenu leur indépendance en 1960. La révolution guinéenne fut le premier pas de la décolonisation des pays d'Afrique francophone. « Dès le départ par sa vocation unitaire à rassembler les Guinéens, toutes tendances confondues, toutes sensibilités confondues, il les a mobilisés dans le même creuset et par son action politique de formation des masses a réussi en un temps

[47] Pascale Barthélémy. Anticolonialisme, droits des femmes : les trajectoires méconnues des pionnières africaines.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

record à mobiliser la quasi-totalité des Guinéens en son sein » (Cf. Mohamed Touré). De là réside son génie politique. De Sékou Touré on retient un goût du discours et une habilité dialectique frappants. Dans un vocabulaire du type marxiste, où reviennent fréquemment les termes de révolution, de lutte contre l'impérialisme, de socialisme, de contre-révolution, de lutte des classes se trouvent véhiculés des idées-forces d'une idéologie. Son discours est un cours de philosophie appliquée.

Les présidents Kwame Nkrumah du Ghana et Modibo Keïta du Mali sont les alliés du camarade Sékou Touré en Afrique de l'Ouest. Ils fondent ensemble l'Union des Etats de l'Afrique de l'Ouest[48]. Après le renversement de Kwame Nkrumah lors d'un coup d'Etat en 1966, Sékou Touré offre l'asile en Guinée au leader progressiste ghanéen et lui donne le titre honorifique de co-président de la République Populaire et Révolutionnaire de Guinée. En tant que leader du mouvement panafricaniste, Sékou Touré se prononce constamment contre les puissances coloniales et se lie d'amitié avec des militants des droits civiques afro-américains tels que Malcolm X et Stokely Carmichael, à qui il leur offre l'asile politique. Carmichael prend les noms de ces grands leaders panafricanistes de l'époque, il se fait appeler Kwame Ture (Kwame Nkrumah et Sékou Touré). Avec Kwame Nkrumah, Sékou Touré contribue à la formation du Parti Africain de l'Indépendance de Guinée et de Cap-Vert et aide les guérilleros du PAIGC dans leur lutte contre le colonialisme portugais dans la Guinée portugaise voisine. Les Portugais lancent une attaque sur Conakry en 1970 afin de secourir les prisonniers de guerre portugais, de renverser le régime de Sékou Touré et détruire les bases du PAIGC. Ils réussissent le sauvetage mais ne parviennent pas à déloger le régime de Sékou Touré en dépit de la participation de nombreux opposants guinéens. Les colons portugais alliés avec les rebelles guinéens et des mercenaires de France, de Côte d'Ivoire et du Sénégal massacrent 350 Guinéens lors du mois de ramadan. Il décide d'enfermer les colons portugais et les assaillants dans le camp Boiro. Le président Sékou Touré considère cette tentative de coup d'Etat comme une attaque de l'impérialisme. Il accuse le Portugal, la France et ses satellites de vouloir porter atteinte à la souveraineté et à la stabilité de la Guinée. Cette défaite de l'armée coloniale portugaise face à la Guinée Révolutionnaire est perçue par les partisans d'Ahmed Sékou Touré comme une victoire historique contre les impérialistes et les comploteurs. Ses relations avec Washington se détériorent après la mort de John Fitzgerald Kennedy. Lorsqu'une délégation guinéenne est emprisonnée au Ghana, après le renversement de Nkrumah, Sékou Touré blâme Washington. Il craint que la Central Intelligence Agency, ainsi que l'Union Soviétique, complotent contre son propre régime même s'il reçoit une aide économique des deux parties.

Les Guinéens qui fuient le pays rapportent que le régime de Touré pratique des traitements coercitifs au quotidien. Amnesty International ainsi que d'autres organisations de défense des droits de l'homme, accusent son régime d'être trop répressif. De 1965 à 1975, Sékou Touré met fin à toutes les relations de son gouvernement avec la France, l'ancienne puissance coloniale. Sékou Touré fait valoir que l'Afrique a beaucoup perdu pendant la colonisation et que l'Afrique devrait riposter en coupant les liens avec les anciennes nations coloniales. Cependant, en 1978, les liens de la Guinée avec l'Union Soviétique se sont détériorés, et, en

[48] Amzat Boukari-Yabara. La Confédération des Etats du Sahel : une renaissance panafricaine ? CETIM.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

signe de réconciliation, le président français Valéry Giscard d'Estaing se rend en Guinée, première visite d'Etat d'un président français. En effet, Valéry Giscard d'Estaing fait le MEA CULPA de la France au peuple guinéen. Il réhabilite Sékou Touré en héros africain. Il lance un cri de cœur à Conakry : Vive Ahmed Sékou Touré ! Tout au long du différend de Touré avec la France, il maintient de bonnes relations avec plusieurs pays socialistes. Cependant, l'attitude de Sékou Touré envers la France n'est pas généralement bien accueillie par les siens et certains autres pays africains mettent fin aux relations diplomatiques avec la Guinée à cause de ses actions. Il exprime aussi souvent sa méfiance d'autres nations africaines. Pendant ce temps, quelque 1,5 million de Guinéens fuient la Guinée vers les pays voisins, comme la Sierra Leone. Malgré cela, la position de Sékou Touré gagne le soutien de nombreux groupes et dirigeants anti-colonialistes et panafricanistes. Ces mouvements révolutionnaires voient en Sékou Touré, un héros du panafricanisme. L'incarnation de la dignité du peuple noir. Il est le premier homme politique en Afrique subsaharienne à proclamer l'indépendance d'un Etat vis-à-vis de la France.

Sékou Touré est l'un des rares hommes d'Etat anti-impérialistes qui a survécu aux assauts de l'impérialisme et du néocolonialisme. Il a pu garantir la souveraineté économique de la Guinée. Il a pu doter le jeune Etat guinéen d'une monnaie indépendante et d'une banque centrale. Il a pu amorcer l'industrialisation de l'Etat. Il a pu construire des centaines d'unités industrielles, agricoles et d'élevage. Il a pu bâtir des facultés et départements universitaires dans chaque région. Il a pu recruter tous les diplômés de l'enseignement technique et universitaire. Il a pu établir une démocratie populaire en Guinée, un régime dans lequel le peuple exerce directement le pouvoir à travers des conseils communaux, départementaux et provinciaux. Les terres étaient redistribuées aux agriculteurs de façon équitable. La gestion du budget de l'Etat était faite avec rigueur et orthodoxie. L'Etat de Guinée était contre la politique de la main tendue c'est-à-dire l'emprunt des prêts colossaux et toutes sortes d'aides extérieures sans fin. Les détournements de fonds étaient considérés comme crimes et sanctionnés comme tels.

Il décède dans un hôpital d'une tumeur au cerveau le 26 mars 1984 à Cleveland aux Etats-Unis.

De mémoire d'homme, jamais le corps d'un chef d'Etat africain n'a eu de telles estimes. Toutes les grandes mosquées d'Egypte, du Maroc, de la Libye, de l'Indonésie et de l'Arabie Saoudite, à la tête desquelles la Kaaba, ont observé la prière sur le défunt. Les drapeaux en berne, les journées de deuil décrétées dans la plupart des nations musulmanes. L'événement était suffisant pour démontrer la dimension nationale et internationale de l'homme. Le combat de l'homme du 28 septembre 1958 n'a pas consisté à s'enrichir personnellement mais à libérer son pays du joug colonial, à sauvegarder l'intérêt supérieur de la nation en protégeant ses ressources minières pour les futures générations et à faire rayonner sur le plan national et international les nobles idéaux et aspirations.

Son œuvre posthume Des Etats-Unis d'Afrique constitue un chef d'œuvre de la pensée politique.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Le plan d'action d'Ahmed Sékou Touré prévoyait la création de 300 entreprises et usines dans tous les secteurs d'activités en Guinée[49]. Malgré les difficultés économiques, l'Etat a pu construire 300 unités industrielles, agricoles et d'élevage grâce à un élan de solidarité dont les populations ne méritent que des compliments et au dévouement total d'un chef d'Etat. Cependant 112 unités industrielles, agricoles et d'élevage étaient fonctionnelles en Guinée.

Le bilan de la gouvernance du président Sékou Touré s'avère globalement positif[50] :
-Accession à l'indépendance en 1958
-Création d'une monnaie souveraine : Le franc guinéen
-Création d'une banque centrale de Guinée
-Création de l'Imprimerie Patrice Lumumba. Première imprimerie d'Afrique de l'Ouest.
-Création de la voie ferroviaire Conakry-Kankan. Sud-Guinée / Nord-Guinée
-Importation de 2 bateaux et 9 avions dont 5 Boeing
-Création d'une forêt
-Création de l'ENTA. Entreprise Nationale de Tabac
-Création d'un centre-pilote dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage
-Construction de l'hôpital Jean-Paul II
-Création d'un centre de formation sociale appliquée
-Formation d'assistants sociaux et de kinésithérapeutes, d'orthopédistes, de travailleurs sociaux, spécialisés sur les différents types de handicaps
-Ouverture de l'ENAM par l'Etat d'Israël malgré les tensions diplomatiques entre la Guinée et Israël sur le cas de la Palestine
-Création d'une usine textile avec un capital de 42 millions d'écus
-Formation des cadres techniques de KAMSAR. Seule usine d'Afrique de l'Ouest dont 95 % des cadres techniques supérieurs sont locaux
-Participation de l'historien et homme politique sénégalais Cheikh Anta Diop en 1974 à l'ouverture des grands chantiers sous la révolution guinéenne
-Lutte contre la corruption
-Lutte contre le tribalisme
-Lutte contre la féodalité
-Promotion des femmes à des postes de responsabilités
-Recrutement de tous les diplômés de l'enseignement technique et universitaire
-Création des facultés et départements universitaires dans toutes les régions
-Construction de la Grande Mosquée de Conakry
-Nationalisation des industries-clefs
-Redistribution des terres aux agriculteurs
-Promotion de l'indépendance économique.

Héros de l'indépendance. Sékou Touré a assuré la présidence pendant la révolution et s'est lancé dans une mission visant à transformer la Guinée en une nation autonome et socialiste.

[49] Médiaguinée. An 40 du décès du camarade Ahmed Sékou Touré.
[50] Médiaguinée. An 40 du décès du camarade Ahmed Sékou Touré.

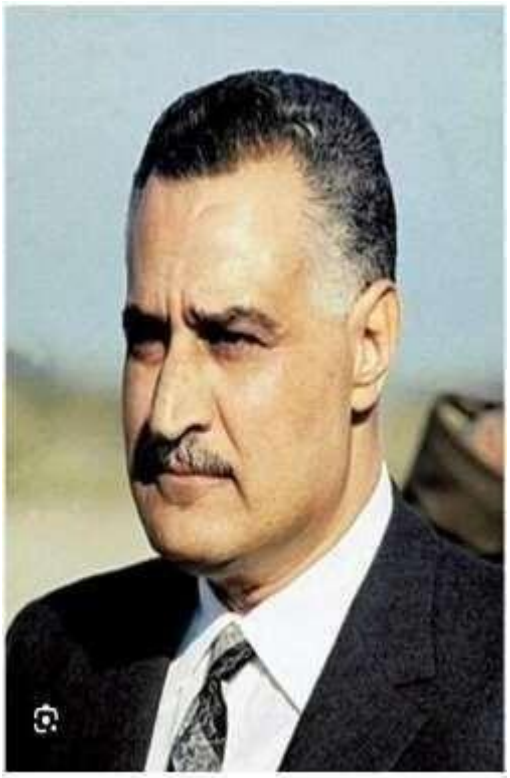
LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Il a pu ainsi garantir une souveraineté économique à la Guinée, mener une réforme monétaire et établir une répartition équitable des richesses nationales. Tribun d'exception. Stratège hors du commun. Sékou Touré fut un combattant pour la libération de l'Afrique du joug colonial. La Guinée était le centre de l'Afrique combattante, le pays qui a abrité de nombreux panafricains pourchassés pour leur idéologie, leur aspiration légitime au bien-être des Africains. L'économie de la Guinée sous Sékou Touré était fortement planifiée. La Guinée était avec le Ghana un exemple d'indépendance. La France décida alors de mener une guerre économique contre la Guinée. Elle parvint à ruiner l'économie guinéenne mais elle ne réussit pas à renverser Sékou Touré, ni à stopper la révolution africaine en Guinée. Il a pu reconstruire la Guinée grâce à l'aide du Ghana de Kwame Nkrumah. Sékou Touré a été l'un des plus grands défenseurs de l'indépendance et de la dignité des peuples africains avec Kwame Nkrumah et Patrice Lumumba. Il était un dirigeant visionnaire, révolutionnaire et réformateur qui proposait aux cadres politiques de son parti la participation des populations aux décisions locales. En 1984, la Guinée avait 300 unités industrielles. La Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Gabon réunis n'avaient pas 50 unités industrielles. En 1984, la Guinée sous la présidence de Sékou Touré avait plus de 11 000 agronomes formés. Le reste de l'Afrique n'avait pas plus de 10 000 agronomes formés. En 1958, la Guinée avait 12 universitaires. En 1984, la Guinée avait 18 promotions universitaires soit plus que l'ensemble des pays d'Afrique francophone. Elle a adopté dès 1958, le système d'éducation pour tous tandis que les Etats nouvellement indépendants de l'AOF et de l'AEF étaient encore au niveau du système classique. La Guinée était en avance en matière de développement[51]. Toutefois la question des droits humains dans la Guinée des décennies 1970-1980 demeure un sujet délicat. Les prisonniers du camp Boiro étaient pour la plupart des dissidents actifs du FLNG (Front de Libération Nationale de Guinée), ou des présumés coupables de complots réels ou fictifs. Les circonstances exactes et les responsabilités autour de la disparition de Diallo Telli continuent d'alimenter débats et interprétations contradictoires parmi les historiens et les analystes de la Guinée postcoloniale.

[51] Mory Kaba. Homme politique guinéen. Président du parti ANG (Agence d'une Guinée Nouvelle).

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no6-GAMAL ABDEL NASSER (EGYPTE)



Né à Béni Mor le 15 janvier 1918 et décédé au Caire le 28 septembre 1970. Surnommé le rais (chef en arabe). Gamal Abdel Nasser est un révolutionnaire et homme d'Etat égyptien. Fondateur de l'Union Socialiste Arabe (USA). Il est le second président de la République d'Egypte de 1956 à 1970. Gamal Abdel Nasser est le père de la révolution égyptienne. Après une carrière militaire, il organise en 1952 le renversement de la monarchie et accède au pouvoir. A la tête de l'Egypte, il mène une politique socialiste et panarabe appelée le nassérisme. Il est au début du XX ème siècle un symbole de la dignité arabe et africaine du fait de ses efforts pour une plus grande justice sociale et sa défense du panarabisme, du panafricanisme, du tiers-mondisme, de la modernisation de l'Egypte et de l'anti-impérialisme. Gamal Abdel Nasser est avec Sukarno, Tito, Nehru, Kwame Nkrumah, Norodom Sihanouk, Sékou Touré, Julius Nyerere, Mehdi Ben Barka, Indira Gandhi, Houari Boumédiène, Fidel Castro, Ahmed Ben Bella, Mouammar Kadhafi, Che Guevara etc[52]. l'une des figures historiques du mouvement des non-alignés. Il est l'un des personnages les plus influents du Tiers-Monde.

Il grandit à Bakos dans les faubourgs d'Alexandrie ; il est le fils ainé de Fahima et d'Abdel Nasser Hussein. Son père est un employé de la poste originaire de Béni Mor en Haute-Egypte tandis que la famille de sa mère vient de Mallawi dans l'actuel gouvernorat de Minya. Ses parents se marient en 1917 et ils font deux autres fils : Izz Al-Arab et Al-Leithi. La famille de Nasser déménage fréquemment au gré des affectations de son père ; elle s'installe à Assiout en 1921 puis à Khatatba où le père de Nasser dirige un bureau de poste.

[52] Encyclopédie Wikipédia. Le Mouvement des Pays non-alignés.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

En 1937, Il postula à l'Académie Militaire Egyptienne réservée aux enfants de l'aristocratie ou de la grande bourgeoisie, mais l'accord conclu en 1936 avec l'occupant britannique permit à l'armée égyptienne d'élargir son recrutement à la petite bourgeoisie, ce dont va bénéficier Nasser pour devenir officier mais son passé d'opposant au gouvernement bloqua son admission. Déçu, il intégra la Faculté de Droit de l'Université Fouad. Il obtient une licence en droit mais retourne plus tard à l'Académie Militaire.

Il rencontre là-bas Abdel Hakim Amer et Anouar El-Sadate, qui deviendront ses proches conseillers durant sa présidence. Nasser est affecté à Manqabad près de la ville de Béni Mor et devint sous-lieutenant dans l'infanterie. En 1941, Nasser et Amer sont stationnés à Khartoum dans le Soudan anglo-égyptien.

Diplômé de l'Académie Militaire, il organise dès 1943 le mouvement clandestin des officiers libres, hostiles à la monarchie, en association avec les Frères musulmans militaires[53]. En 1952, il réussit le putsch contre le roi Farouk et porte au pouvoir le général Naguib. En 1953, Nasser proclame la république arabe égyptienne. La révolution égyptienne menée par les républicains nassséristes inspire d'autres Etats d'Afrique du Nord à poursuivre la lutte pour l'indépendance. Il dissout les partis (1953) et les remplace par une nouvelle formation qui deviendra l'Union Nationale Egyptienne (1958) puis l'Union Socialiste Arabe (1962). En février 1954, le général Naguib est démis de ses fonctions et remplacé, en novembre, par le lieutenant-colonel Nasser. Après l'élimination du général Naguib, des Frères musulmans militaires et des officiers libres, Nasser devient le seul maitre d'Egypte à titre officiel (le rais).

Président de la République en 1956, il mène une politique nationaliste et panarabe : il effectue une réforme agraire puis nationalise les banques et les entreprises. Ensuite, il instaure l'Union Socialiste Arabe comme parti-Etat. Fin diplomate, Nasser entreprit de bonnes relations initiales envers les pouvoirs occidentaux, mais il commença graduellement à perdre leurs faveurs et se tourna de plus en plus vers le Bloc soviétique. Celui-ci pratique à l'extérieur, la politique de non-alignement, caractérisée par un jeu de bascule entre l'Est et l'Ouest et affirme le rôle des pays du Tiers-Monde sur la scène internationale, notamment lors de la conférence afro-asiatique de Bandung en 1955.

Le 16 janvier 1956, Nasser envisage le soutien principal des rebelles d'Algérie pour l'Indépendance sans oublier la politique étrangère de la reconnaissance internationale de la Palestine et lance la nationalisation du canal de Suez zone pétrolière cogérée par deux grandes puissances européennes le Royaume-Uni et la France. Il prépare un discours historique en voulant redonner aux Arabes et à l'Egypte leur fierté : « Peuple égyptien, tu as sept mille ans d'histoire derrière toi. Egyptien, mon frère, relève la tête, tu as ta dignité à défendre ». Nasser faisait partie des intellectuels et des leaders politiques africains qui étaient conscients de la dimension du passé africain en particulier de l'histoire de l'Egypte ancienne reconnue comme le berceau de la Civilisation ou de l'Ethiopie antique reconnue comme le berceau de l'Humanité par certains philosophes, savants et historiens grecs de l'Antiquité. Dorénavant, il

[53] Le Monde. De L'Académie Militaire au Pouvoir.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre
tentera de symboliser cette fierté du Maghreb et du Proche-Orient à travers la nationalisation du canal de Suez devenu le nerf de cette nouvelle guerre israélo-arabe.

Malgré les interventions militaires anglo-françaises du côté d'Israël les 29 et 30 octobre, Israël est obligé de retirer ses troupes d'Egypte y compris celles de la péninsule du mont Sinaï sous la pression de l'Union Soviétique qui menace d'utiliser sa bombe atomique, les Etats-Unis d'Amérique, alliés d'Israël demandèrent finalement le cessez-le-feu. C'est la première fois au monde que les casques bleus de l'ONU interviennent. C'est une victoire militaro-politique et diplomatique pour l'Egypte de Nasser qui eut des faveurs auprès de l'ONU et des superpuissances mondiales que sont l'URSS et les Etats-Unis d'Amérique. En effet, Nasser a obtenu le traité d'évacuation de la zone du canal de Suez mettant fin à la présence étrangère en Egypte[54]. De surcroit, la France, la Grande-Bretagne et Israël se sont retirés du territoire égyptien le 22 décembre 1956, après un conflit militaro-politique. Et finalement l'ONU et les superpuissances mondiales ont accepté la nationalisation de l'économie égyptienne par Gamal Abdel Nasser. A travers l'affaire du canal de Suez en 1956 Nasser défendit l'honneur du peuple arabe en tentant de mettre définitivement fin à la colonisation franco-britannique en Egypte et en défendant la cause de l'unité et de la solidarité du monde arabe et musulman.

Dès lors, il est vu comme le héros et le chef de file du monde arabe. Il met en garde les pays ayant acquis fraichement l'Indépendance contre une nouvelle forme de colonialisme que ce soit par l'Occident ou par le Bloc soviétique : il s'agit du néocolonialisme. Il suit une politique panarabe, qui a favorisé la confrontation entre les Etats arabes et les Etats occidentaux demandant que les ressources du monde arabe servent les intérêts du peuple arabe et non l'intérêt des Occidentaux par l'état impérialiste. L'un de ses plus grands travaux fut la nationalisation du canal de Suez afin d'entraver cette nouvelle forme de colonisation. En 1957, il met en chantier le barrage d'Assouan avec l'aide soviétique, ce monument sera considéré plus tard comme l'une des plus importantes réalisations industrielles du XX ème siècle. La dimension du barrage est supérieure à celle de la pyramide de Chéops, le barrage incarne le symbole de la nation voire le pouvoir de la nation égyptienne. Joyau architectural du leader panarabe, il servira à maitriser le débit du Nil, le plus long fleuve du monde. Sous la demande surprenante des militaires égyptiens et syriens d'unir les deux pays. Il constitue une vaste république arabe regroupant l'Egypte, la Syrie et le Yémen jusqu'en 1961. Il s'agit de la République Arabe Unie.

A partir de cette année, commencent des moments de cauchemar pour le lieutenant-colonel Gamal Abdel Nasser qui viennent mettre un frein à l'expansion de son panarabisme sur la scène internationale : au Maroc, c'est son ami le panafricaniste et le tiers-mondiste Mehdi Ben Barka qui est assassiné par les monarchistes (1965), au Moyen-Orient, la République Arabe Unie (RSA) est dissoute (1961) et l'intervention de l'Egypte dans la guerre civile du Yémen échoue (1962-1967), en Algérie, Ahmed Ben Bella est renversé par un coup d'Etat (1965) et en Cisjordanie, Israël occupe de nouveau la terre de la Palestine (1967).

[54] Paul Gaujac. Suez 1956. Lavauzelle.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Celui qui incarnait par son combat l'unité et la fierté du monde arabe mène une vie assombrie par l'échec de son intervention militaire dans la guerre civile du Yémen. Après la défaite cuisante de l'Egypte dans la guerre israélo-arabe de 1967, surnommé la Guerre des Six Jours, Nasser décide de démissionner, il est acclamé par le peuple dans les rues du Caire, tout compte fait il reste en place. En effet, la guerre israélo-arabe de 1967 causa le désastre militaire aux Etats arabes qui mettaient leur foi au leadership de l'Egypte considérée comme la plus puissante des nations arabes de l'époque. Il accepte de concert avec la Jordanie les perspectives des négociations de paix avec Israël en 1970.

Dans le même temps, il reçoit un soutien diplomatique et militaire accru de la part de l'URSS. Il meurt le 28 septembre 1970, lors des négociations israélo-arabes d'une crise cardiaque. Dans la même année, Anouar El-Sadate l'une des figures de proue de la révolution égyptienne qui portèrent au pouvoir le général Naguib, devient le troisième président d'Egypte après le lieutenant-colonel Gamal Abdel Nasser.

Dès son arrivée au pouvoir, Nasser accomplit un geste de très grande portée pour la révolution égyptienne et arabe en général, la nationalisation du canal du Suez. Révolutionnaire, il donne un immense coup de barre qui tranche avec la monarchie absolue du roi Farouk, dynastie d'origine ottomane qui servait l'Occident notamment la Grande-Bretagne, la France et les Etats-Unis par l'état néocolonialiste et ignorait les préoccupations du peuple musulman d'Egypte.

La réforme agraire commence par une loi qui limite drastiquement la taille des propriétés agricoles[55]. Une politique de redistribution des terres entend briser le féodalisme : Les grands propriétaires terriens qui avaient longtemps dominé le pays sont contraints de céder une partie de leurs domaines à ceux qui la travaillent, d'autres seront expropriés en totalité, et des centaines de milliers d'hectares passent sous le contrôle direct des paysans qui deviennent ainsi les plus grands partisans du régime. Après les féodaux à la campagne, Nasser s'attaque à la bourgeoisie liée à l'ancien régime dans les grandes villes. La démocratisation de l'éducation à travers l'établissement de la gratuité de l'enseignement ouvre les portes des écoles et des universités à toute une génération. De plus, l'accès à l'administration et à l'armée est facilité pour les fils des classes moyennes et populaires qui s'identifient au parcours exemplaire de Nasser et de ce que l'Académie Militaire lui a ouvert comme horizon. Les banques et les grandes entreprises du service public seront également nationalisées. Les discours du président, dans lesquels il se présente comme un fils du peuple et où il condamne les « féodaux » et les « capitalistes » sont suivis avec ferveur par des foules immenses qui veulent partager le rêve socialiste de Nasser. Tout cet espoir d'un pays moderne et plus égalitaire est cristallisé dans le projet du Haut Barrage d'Assouan, qui doit bénéficier aussi bien à l'agriculture (en contrôlant les eaux du Nil) qu'à l'industrie et à l'électrification de l'ensemble du pays. Mais rapidement, l'Etat socialiste manque cruellement de moyens et se trouve limité dans ses ambitions. Les Etats Unis, auxquels s'adresse Nasser en priorité et qu'il respecte pour leur hostilité historique au colonialisme, finissent par lui tourner le dos. Ils refuseront de

[55] Samir Amin. La Réforme Agraire de l'Egypte nassérienne.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre
vendre des armes à l'Egypte, et feront même pression sur le FMI pour qu'il lui refuse les crédits nécessaires à la construction du barrage d'Assouan. Une seule issue s'offre à lui, mais elle est risquée : nationaliser le canal de Suez.

Révolutionnaire majeur, homme d'Etat d'un grand courage et d'un dévouement total, Nasser a incarné la construction d'un socialisme arabe et l'émergence d'un Tiers-Monde qui se bat pour sa survie face aux puissances impérialistes (Etats-Unis d'Amérique, France, Grande-Bretagne). Par son combat héroïque, il a incarné la dignité et la fierté du peuple arabe. Nasser a nationalisé l'économie égyptienne après la chute de la dynastie d'origine turque de Méhémet Ali. Il a permis l'émancipation d'une classe prolétaire et paysanne au sein d'une société égyptienne moderne. La démocratisation de l'école par l'enseignement gratuit a contribué au développement économique et au développement de l'éducation de la nation. Sous Nasser débute une industrialisation réelle en Egypte et une importante réforme agraire. Contrairement à son prestigieux homologue éthiopien Hailé Sélassié, Nasser prend le courage de mettre fin au féodalisme. Il diminue les privilèges des notables et redonne les terres aux prolétaires et aux paysans. Nasser est avec Kwame Nkrumah et Sékou Touré, l'un des plus grands représentants de l'Afrique au sein du mouvement des non-alignés. Hormis le panarabisme, il a joué un rôle déterminant dans l'évolution du panafricanisme. La nationalisation du canal de Suez, zone pétrolière co-gérée par deux grandes puissances européennes la Grande-Bretagne et la France alliés d'Israël est un très grand succès politique.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no7-AMILCAR CABRAL (GUINEE-BISSAU)



Né à Batafa en Guinée-Bissau le 12 septembre 1924 et décédé le 24 janvier 1973 à Conakry, en Guinée. Amilcar Cabral est un révolutionnaire et homme d'Etat bissau-guinéen. Pour Mario De Andrade, Amilcar Cabral est parmi les leaders de sa génération celui qui correspond le mieux à l'image de l'intellectuel révolutionnaire[56]. L'apport majeur d'Amilcar Cabral est l'affirmation de l'importance de la culture dans la lutte pour le développement et la démocratie. Fondateur du PAIGC (Parti Africain de l'Indépendance de la Guinée et du Cap-Vert). Amilcar Cabral pose les fondations d'un futur Etat en Guinée-Bissau et au Cap-Vert en instaurant, dès la période de guerre, des structures politico-administratives et militaires dans les zones libérées par le PAIGC. Ces initiatives visaient à remplacer l'administration coloniale par un cadre étatique naissant, incluant la création d'écoles, de dispensaires et de magasins du peuple pour répondre aux besoins essentiels de la population rurale. Leader d'inspiration marxiste-léniniste et pionner de l'indépendance en Guinée-Bissau et au Cap-Vert. Il concevait la libération comme un processus de « libération totale » englobant à la fois l'indépendance territoriale et la « ré-africanisation des esprits ». Il considérait la culture comme l'arme principale de résistance contre le colonialisme, essentiel pour préserver la souveraineté intérieure et ancrer la lutte révolutionnaire dans l'identité du peuple. Sa vision reste une référence contre le néocolonialisme et pour une construction sociale autonome, où la dignité et la justice sociale priment sur le simple changement de drapeau de la Guinée-Bissau. Cabral est sans doute l'un des plus grands théoriciens et hommes d'action de la révolution africaine.

Amilcar Lopez Cabral est le fils d'un Cap-Verdien Juvénal Cabral enseignant à l'école élémentaire et d'une Bissau-Guinéenne Iva Penna Evora couturière et femme au foyer. Elève

[56] Mario De Andrade. Amilcar Cabral : Essai de Biographie Politique.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

intelligent, Cabral achève ses études supérieures au Portugal d'où il sort titulaire d'un diplôme d'ingénieur en agronomie en 1952. C'est au Portugal que Cabral va faire la rencontre de jeunes étudiants africains qui joueront plus tard un grand rôle dans les luttes de l'indépendance de l'Afrique lusophone et australe à savoir Mario De Andrade, Agostinho Neto, Viriato Da Cruz, Eduardo Mondlane, Vasco Cabral, Marcelino Dos Santos[57]. Il s'intéresse au panafricanisme dans le sillage de Kwame Nkrumah et à la conception de la négritude de Senghor. En 1949, il dirige une émission culturelle de la radio du Cap-Vert qui sera interdite par le gouvernement portugais, il lance une campagne d'alphabétisation des enfants qui sera à nouveau interdite. Pour Cabral, il est important que l'homme de la rue soit éduqué. Le leitmotiv de ses idées révolutionnaires est de permettre aux Cap-Verdiens d'être conscient des problèmes auxquels la société fait face. Celui-ci crée le Centre des Etudes Africaines afin d'inculquer à l'esprit des jeunes cette quête identitaire qu'est la « réafricanisation des esprits » qui jouera un rôle important dans la formation des futures organisations politiques des colonies portugaises. En 1963, il devient membre du Comité d'Etudes de la Guinée-Bissau. Il possède ainsi une connaissance précieuse du potentiel agricole et de la structure socio-économique du pays. Il tente encore une fois de créer une association culturelle et sportive de la Guinée-Bissau qui sera encore une fois interdite par les autorités portugaises.

En 1956, Amilcar Cabral fonde le Parti Africain de l'Indépendance de la Guinée et du Cap-Vert. Il participe à l'élaboration des discussions avec le gouvernement portugais envoyé à l'0NU. Le Portugal instaure le Code de l'Indigénat qui est une forme de discrimination raciale. En 1957, il anime à Paris une réunion sur la lutte anti-colonialiste dans les colonies portugaises. Il met comme condition nécessaire à l'indépendance la réunification de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert. Il assiste à l'indépendance du Ghana dans la même année. En 1958, Amilcar Cabral devient le fondateur du Mouvement Anti-Colonialiste (MAC) avec les participations de l'Angola, du Cap-Vert, de la Guinée Bissau, du Mozambique et de Sao-Tomé-Et-Principe. Considéré comme l'un des plus puissants mouvements marxistes-léninistes d'Afrique le MAC de Cabral organise des boycotts contre l'autoritarisme des colons portugais. Le 3 août 1959, l'armée portugaise ouvre le feu sur les travailleurs en grève au port de Pidjiguiti conséquence de l'attaque : 50 morts. A partir de cette date commence la lutte armée contre les autorités portugaises. Amilcar Cabral et ses lieutenants organisent une défense « nationale »[58]. En 1960, a lieu un tournant décisif dans l'histoire de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert, lors de la Conférence à Londres, il dénonce pour la première fois le colonialisme portugais sous le pseudonyme de « Abel Djassi », il expliquera que sa longue lutte n'était pas contre le peuple portugais mais contre le système colonial instauré par le Portugal. Amilcar Cabral et ses militants continuent à construire des cellules et des infrastructures clandestines dans l'optique de préparer la « guérilla » afin de permettre au pays d'accéder à l'indépendance. Amilcar Cabral est alors soutenu par les dignes leaders révolutionnaires cubains Fidel Castro et Che Guevara qui militent pour la décolonisation complète des colonies portugaises d'Afrique. De même, l'ONU reconnait la Guinée-Bissau comme un Etat autonome (1960). En 1962, il se rend à l'ONU afin de débattre sur le colonialisme portugais en Guinée-Bissau.

[57] Ousmane Badiane. Amilcar Cabral : Qui est ce héros méconnu de la lutte anti-coloniale en Guinée-Bissau et au Cap-Vert ?

[58] Saïd Bouamama. Amilcar Cabral, le militant armé. Cinquante ans après sa mort. 16 janvier 2023.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Malgré que Cabral favorise les conversations au détriment des purges, les négociations pour l'indépendance de la République de la Guinée et du Cap-Vert échouent. En 1963, la guerre d'Indépendance éclate avec une attaque du PAIGC dans le sud de la Guinée-Bissau. Le PAIGC met en place un front nord en juillet, l'avancée des « guérilleros » oblige les colons portugais à se battre sur deux fronts. Rapidement le PAIGC occupe le sud du pays et libère les provinces du littoral. La guerre d'indépendance au Cap-Vert se déroule autrement : par une révolution pacifique. Elle se caractérise à l'opposé de la guerre d'indépendance de la Guinée-Bissau par une lutte sans affrontements armés sur l'archipel. Bien que le PAIGC (Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée et du Cap-Vert) mène une guérilla armée à partir de 1963 contre le Portugal, les combats se déroulent exclusivement sur le territoire de l'actuelle Guinée-Bissau.

En janvier 1966, il organise la conférence tricontinentale de la Havane où est créée l'organisation de la solidarité des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine. Cette conférence marque l'accession de Cabral comme dirigeant politique majeur et grande figure de la révolution dans les pays du Tiers-Monde. En 1968, le Parti Africain de l'Indépendance de la Guinée et du Cap-Vert crée des infrastructures importantes : la création d'écoles, la création des « magasins du peuple » pour fournir des produits nécessaires aux populations libérées, l'encadrement des populations par les brigades mobiles, l'amélioration de la condition féminine. Le leader du Parti Africain de l'Indépendance de la Guinée et du Cap-Vert effectue de nombreuses tournées internationales dans le but de faire reconnaître la souveraineté nationale et internationale de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert.

Dans le même temps, Amilcar Cabral intervient à la direction humaine de l'ONU contre les crimes colonialistes portugais. Le 1er juillet 1970, le Pape Paul VI reçoit en audience les leaders indépendantistes des dernières colonies d'Afrique à savoir Amilcar Cabral, Marcelino Dos Santos et Agostinho Neto. Le processus de décolonisation des colonies portugaises s'accentue. En 1972, l'Organisation des Nations Unies reconnait le PAIGC comme « véritable et légitime représentant des peuples de la Guinée et du Cap-Vert ». Ce grand succès sur la scène internationale est dû à l'activité diplomatique extrêmement importante de Cabral qui vise à permettre l'indépendance nationale des régions libérées du Cap-Vert et de la Guinée-Bissau sous contrôle du PAIGC. Le 15 octobre, Amilcar Cabral est nommé Docteur Honoris Causa de l'Académie de l'URSS en science politique et sociale. Dans la même année, il reçoit le prix Abraham Lincoln de l'Université Harvard pour sa pensée et son action politiques. L'année suivante il fit le fameux Discours Sur le Cancer de la Trahison en Afrique lors de la commémoration de la mort de Kwame Nkrumah à Accra et à Conakry où il qualifia le leader ghanéen de combattant de la liberté et de stratège du développement en faisant comprendre que la mort de Kwame Nkrumah en Europe, précisément en Roumanie n'était pas une véritable mort naturelle mais plutôt une forme d'homicide volontaire contre les révolutionnaires africains et que ni l'Afrique ni l'histoire ne pardonnera un jour un tel acte[59]. Le 25 avril 1974, a lieu un coup d'Etat au Portugal qui favorise la reconnaissance par le Portugal de l'indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert, c'est la révolution des Œillets, mais

[59] Nofi. Amilcar Cabral : Son discours sur le « Cancer de la Trahison ». 12 septembre 2017.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

hélas Amilcar Cabral ne verra jamais le jour de cette apothéose puisqu'il sera lâchement assassiné par Inocencio Kani, l'un des militants du PAIGC le 20 janvier 1973 un an avant la reconnaissance de l'indépendance nationale de la Guinée-Bissau (1974). Ce dernier sera condamné par les militants du PAIGC sans savoir le véritable commanditant de la PIDE, la police sécrète portugaise. Quelques années plus tard certains soupçonneront Sékou Touré d'avoir été mêlé à cette affaire. Pour Ana Maria Cabral, Amilcar Cabral ne voulait pas être président de la République après l'indépendance. Il souhaitait occuper la direction du parti comme ce fut le cas avec le révolutionnaire argentin Che Guevara à Cuba. Ana Maria Cabral dément les allégations ambiguës des colons portugais sur Sékou Touré dans la chute et la mort d'Amilcar Cabral. Sa mort met fin aux espoirs du projet de la Confédération de la Grande Guinée, vision de Sékou Touré dont la stratégie et la tactique dépendait essentiellement d'Amilcar Cabral. La Confédération de la Grande Guinée dans la vision de Sékou Touré devrait regrouper 3 Etats : la Guinée-Conakry, la Guinée-Bissau et le Cap-Vert. Cette entité fédérale devrait constituer à l'avenir une puissance régionale. La Guinée-Bissau accède à son indépendance le 10 septembre 1974 et le Cap-Vert le 5 juillet 1975. Hélas, la Guinée-Bissau et le Cap-Vert deviennent deux Etats indépendants distincts dont les dirigeants ont oublié la cause pour laquelle Amilcar Cabral s'est battu toute sa vie.

Théoricien, praticien, diplomate et homme d'action malgré son assassinat par ses coéquipiers Amilcar Cabral entre dans l'histoire par la grande porte, comme un digne fils de l'Afrique[60]. Pendant, plus de 20 ans il a mené la lutte pour l'indépendance et la réunification du Cap-Vert et de la Guinée-Bissau, anciennes colonies portugaises et a incarné l'adéquation des aspirations réelles des populations grâce à une connaissance poussée de la culture et des réalités africaines. Selon Paul Yange, Cabral voulait « d'abord satisfaire les besoins de son peuple en produits agricoles et de première nécessité, en école, en santé ». La disparition du Secrétaire général du PAIGC prive tout d'abord les peuples et les militants de la Guinée et des îles du Cap-Vert de leur premier dirigeant, l'éclaireur de la route vers l'indépendance nationale. Mais elle met aussi brutalement un terme à la vie d'un révolutionnaire qui, par la valeur exemplaire de sa lutte, montrait à tous les exploités et opprimés la voie d'un retour à l'histoire. La vie et l'œuvre d'Amilcar Cabral se déploient dans une harmonieuse unité, l'une contenant la signification de l'autre et s'éclairant réciproquement. Si l'homme est ce qu'il fait, Amilcar Cabral, artisan de l'indépendance de la Guinée et des îles du Cap-Vert, se range parmi les plus grandes figures de la libération africaine avec le Ghanéen Kwame Nkrumah, le Burkinabè Thomas Sankara, le Congolais Patrice Lumumba, le Guinéen Sékou Touré ou le Tanzanien Julius Nyerere. La pensée politique d'Amílcar Cabral repose sur une approche matérialiste et humaniste de la décolonisation, considérant la lutte armée comme une nécessité face à la brutalité coloniale mais insuffisante sans transformation sociale profonde.

[60] Mario De Andrade. Amilcar Cabral : Essai de Biographie Politique

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no8-JULIUS NYERERE (TANZANIE)



Né le 19 avril 1922 à Butiama et décédé le 14 octobre 1999 à Londres. Julius Nyerere, surnommé le « Mwalimu » (en Kiswahili « le Maitre »), est un homme d'Etat et idéologue tanzanien. Leader de la TANU (Tanganyika African National Union). Il est l'un des pères de l'indépendance de la Tanzanie avec Abeid Karume. Il est aussi l'un des plus éminents théoriciens et hommes d'action de la révolution africaine. La philosophie de l'Ujamaa en Kiswahili '' famille '' au sens large, ou '' fraternité '' est un concept qui forme la base de la politique de développement social et économique de Julius Nyerere en Tanzanie[61]. En 1967, peu après l'indépendance, obtenue du Royaume-Uni en 1961, le président Nyerere publie son plan de développement, connu comme la Déclaration d'Arusha, dans lequel il souligne la nécessité d'un modèle africain de développement et qui constitue la base du socialisme africain tanzanien. Il a soutenu stratégiquement les mouvements de libération nationale durant la période des indépendances (1950-1970). Il est le fondateur du mouvement des non-alignés, organisation créée en 1961 regroupant les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud qui ne souhaitent pas s'inscrire dans la logique d'affrontement Est-Ouest mais au contraire veulent favoriser l'indépendance effective des pays du Sud dans le cadre de la décolonisation.

Julius Kambarage Nyerere est le fils d'un chef traditionnel Zanaki, ethnie du groupe Swahili. En 1942, débute sa carrière d'instituteur en Ouganda où il enseigne jusqu'en 1949 avant de s'inscrire à l'Université d'Edinbourg où il est alors le premier ressortissant tangayikais à fréquenter une université britannique. En 1952, il obtient sa maitrise d'histoire et d'économie politique et revient enseigner au Tanganyika, sa terre natale. Il abandonne sa carrière d'enseignant et se consacre en plein temps à la politique. En 1953, ce brillant et ambitieux

[61] Michel-Yves Gatepaille. Afrique Ujaama, le grand rêve de Julius Nyerere.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

enseignant prend à l'âge de 31 ans la tête de la Tanganyika African National Union (TANU) devenue un important parti national et s'affirme comme l'ardent défenseur de l'indépendance du Tanganyika. La visite du prince Charles d'Angleterre, le 9 décembre 1961 à Dar-Es-Salaam marque l'accord du Royaume-Uni pour l'indépendance du Tanganyika, sans aucune violence. Le 26 avril 1964, le Tanganyika de Julius Nyerere et le Zanzibar d'Abeid Karume fusionnent pour former la République-Unie de Tanzanie. Julius Nyerere devient le président de l'Etat nouvellement créée et Abeid Karume devient le vice-président de la Tanzanie tout en demeurant le président du Zanzibar jusqu'en 1972. Le charismatique jeune leader de la TANU revendique l'Unité africaine : « Sans unité, les peuples d'Afrique n'ont pas de futur, sauf comme perpétuelles et faibles victimes de l'impérialisme et de l'exploitation ». Julius Nyerere reçoit le soutien de son modèle et ami Kwame Nkrumah. Lors de la Déclaration historique d'Arusha de 1967[62], le président Nyerere définit sa philosophie de l'éducation et les stratégies du développement de la République-Unie de Tanzanie :

-la mobilisation des ressources humaines au service d'un développement autosuffisant à l'opposé de la confiance exclusive et excessive des ressources financières ou matérielles
-l'idée de l'égalité des chances et la nécessité de réduire l'injustice sociale
-l'orientation du développement durable vers la dignité humaine et la liberté véritables
-la participation de la population dans les affaires économiques et politiques
-la répartition plus équitable des richesses et de la non-exploitation de l'homme.

Les premiers résultats concrets ne tardent pas à arriver les principales industries et sociétés de services sont nationalisées, les impôts sont augmentés pour une plus grande répartition des richesses. C'est au niveau du secteur agricole, principale activité économique de la Tanzanie que se présentent les changements les plus forts. La « villagisation » ou la « politique » Ujamaa (en Kiswahili « famille ») issue de l'idéologie tanzanienne de développement vise à déplacer de gré ou de force des populations d'origine ethnique et tribale différente vers des villages appelés Ujamaa créés par l'Etat en leur fournissant des écoles et des dispensaires gratuits et à les encourager à vivre et à travailler ensemble étant donné que 90 % de la population vit de l'activité agricole. Cette politique va permettre à long terme de créer des villages « pluri-ethniques » au nombre de 800 et de favoriser la cohésion nationale afin d'éviter toute sorte de clivages ou de conflits ethniques entre les différents villages. Cette politique de l'Ujamaa a vraiment renforcé le climat de paix et de stabilité sociale qu'il y avait depuis longtemps entre les communautés tanzaniennes. La politique de Nyerere était d'accroitre la production et la productivité économiques mais aussi d'assurer le développement totale de l'homme en matière d'éducation, de santé, de nutrition, de logement, de soins de l'enfant et surtout en matière de l'accès de vie à une qualité de vie particulière centrée sur la population. En 1973, Julius Nyerere devient le président-fondateur honoraire du Conseil international pour l'éducation des adultes car sa philosophie de l'éducation et de la formation des adultes est considérée comme très progressiste par les spécialistes du monde entier et par les ONG qui œuvrent pour le développement. Toutefois les résultats au niveau des réformes économiques subissent des échecs graves et le choc

[62] Encyclopédie Wikipédia. Déclaration historique d'Arusha de 1967.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

pétrolier aggrave la situation de la crise. A Zanzibar l'Afro-Shirazi Party de Abeid Karume mène une politique implacable et totalitaire pour diriger une émancipation inspirée des expériences communistes en Chine. Ce qui entrainera des mésententes entre Abeid Karume qui se rapproche de plus en plus des régimes communistes et ce dernier qui cherche à privilégier les relations diplomatiques avec les Occidentaux. Julius Nyerere reçoit même le soutien de l'Organisation des Nations Unies (ONU) lorsqu'il est reconnu comme l'un des premiers dirigeants africains à condamner le régime raciste et séparatiste de l'apartheid en Afrique du Sud. En 1972, Karume est assassiné pour des causes mystérieuses. Un important procès politique a lieu à Zanzibar le 9 mai 1973.

Pendant cette décennie, la Tanzanie perd de plus en plus des faveurs auprès des Occidentaux, elle reçoit de l'aide de la Chine qui en retour cherche à augmenter son influence au sein de l'Afrique de l'Est. Nyerere construit avec le soutien énorme de la Chine la voie ferroviaire de TAZARA (TAZAM) de Dar-Es-Salaam à la Zambie. En 1977, l'ASP et la TANU de Nyerere créent une coalition : le CHAMA CHA MAPINDUZI (CCM) c'est-à-dire le Parti de la Révolution en Kiswahili. Les relations entre la Tanzanie, le Kenya et l'Ouganda qui avaient créé un marché économique commun : la Communité Est-Africaine (East-African Community) se détériorent. Le Kenya ami des pays occidentaux s'éloigne de la Tanzanie amie de la Chine communiste et ferme ses frontières de 1977 à 1983. L'Ouganda du dictateur Idi Amin Dada reproche à la Tanzanie de Julius Nyerere d'héberger l'opposition ougandaise chez elle et vise une politique d'expansion territoriale. En 1978, elle attaque la Tanzanie à la fin de l'année et occupe une partie de son territoire. Julius Nyerere prend des mesures pour sauver l'intégrité territoriale de la Tanzanie violée par l'Ouganda, l'Etat voisin et demande de l'aide matériel militaire de l'armée chinoise et réussit malgré de lourdes pertes humaines à reprendre les territoires conquis des environs du lac Victoria au prix des efforts de plusieurs mois. C'est une grande victoire pour Julius Nyerere sur le plan militaire et territorial : il a réussi à libérer la Tanzanie de l'invasion de l'armée ougandaise, mais une perte considérable : la guerre avec l'Ouganda a coûté plus de 500 millions de dollars et au début des années 1980, la Tanzanie sans industrie réelle se retrouve avec un niveau économique et social réellement faible. Toutefois le retour à la démocratisation du régime et l'éducation servent d'exemple : malgré une période de relative pauvreté le pays arrive à acquérir en 20 ans d'indépendance, le taux d'alphabétisation le plus élevé d'Afrique : 85 % !

En très peu de temps un pays du Tiers-Monde a réussi à introduire des changements institutionnels qui concernent la quasi-totalité de la population aboutissant à une généralisation de l'enseignement primaire, à une libération de la conscientisation nationale, à une organisation de l'éducation des adultes à grand échelle et à un espoir vers l'égalitarisme et le développement axé sur l'homme.

L'aide de la Banque mondiale et du FMI a permis de relancer l'économie tanzanienne vers la libéralisation avec la construction des grandes fermes de l'Etat et des infrastructures routières et la possibilité d'une propriété privée des moyens de productions. En 1985, le président Nyerere décide contrairement à la majorité des chefs d'Etat africains de son temps de se retirer du pouvoir après avoir exercé tout de même ses fonctions présidentielles pendant

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

vingt-quatre (24) ans. Les pères-fondateurs en Afrique ne pouvaient renoncer tout bonnement à leurs privilèges acquis par la lutte. Ainsi s'achève la politique de l'Ujamaa qui suscita beaucoup d'espoir. Julius Nyerere reçut malgré certaines difficultés économiques que rencontra le jeune Etat une grande admiration et un grand respect des Tanzaniens et d'une partie de la communauté internationale. Il est l'un des chefs d'Etat les plus respectés au monde selon la sociologue française Gilette. Parce que l'histoire lui reconnait certaines grandes actions parmi lesquelles la mise en place des bases d'un Etat démocratique pluri-ethnique, la sauvegarde de la souveraineté nationale et internationale pendant la guerre avec l'Ouganda, la création d'un Etat fédéral africain par association, la naissance en 1964 d'une République-Unie de Tanzanie par un pacte d'union entre la République de Tangayika (1961) et la République de Zanzibar (1963), la formation d'une conscience nationale par une révolution de la politique de l'éducation et l'introduction de l'éducation populaire africaine en Tanzanie.

Julius Nyerere eût le mérite de tenter une expérience unique en Afrique pour un type de développement basé sur l'égalité et la dignité[63]. La politique de l'Ujamaa semblait quasi-utopique. Cependant le président Nyerere de par sa capacité et sa vision a rendu possible un modèle de développement en Tanzanie distinct du modèle occidental de développement. Pour que ce projet soit réalisable, il a construit 800 villages pluri-ethniques en Tanzanie. Chaque village Ujamaa avait à titre gratuit une école et un dispensaire. Chaque habitant d'un village Ujamaa possédait à titre onéreux une maison fournie par l'Etat. Le gouvernement a mis en place la femme au centre de la société. L'Etat a lancé une révolution verte sur tout le territoire. Partisan de la non-violence et de la solidarité inter-ethnique. Julius Nyerere a donné au continent l'exemple d'une auto-indépendance sur le plan économique. Le professeur René Dumont reconnût son génie politique. La politique de l'Ujamaa a permis aux Tanzaniens de vivre pendant une trentaine d'années dans un climat de paix, de fraternité et de solidarité bien que son système démocratique ne fût pas parfait. Cependant la guerre avec l'Ouganda a affaibli le niveau économique et social du pays. En outre, Julius Nyerere demeure en Tanzanie un héros nationaliste. Il a milité pour l'indépendance totale. Il a remporté une guerre militaire contre le régime dictatorial d'Idi Amin Dada. Il a réussi à convaincre les pays développés à retirer 1 % de leur revenu national pour aider les pays sous-développés. L'expérience socialiste Ujamaa ne fut pas un échec. Le président Nyerere a montré au monde entier que l'Afrique pouvait choisir son propre modèle de développement. Julius Nyerere était nationaliste et intègre selon John Evans Atta-Mills, ancien président du Ghana. Il proposait au Parti de la Révolution ; le Chama Cha Mapinduzi, la participation des populations aux décisions locales plutôt que la délégation des pouvoirs à ses représentants. Il a pris en compte l'autonomie des chefs traditionnels. Le système politique de Nyerere était une démocratie populaire basé sur un modèle africain de développement. La population était regroupée dès 1975 dans des villages de développement. Ces villages avaient leur propre gouvernement. Ils avaient leur propre secrétaire ; ils avaient un président élu par le parti. Ils avaient un comité de développement de 25 membres qui eux étaient élus par l'ensemble des membres. Chaque village devenait une personne morale pouvant ouvrir un compte en banque, vendre et

[63] René Dumont. Julius Nyerere. Le père de l'Ujaama en Afrique. Documentaire.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

acheter. Chaque paysan cultivait son propre champ selon son vouloir. La propriété privée était donc conservée mais les paysans ne pouvaient vendre ou acheter que par des coopératives de villages. Le village était administré par l'Assemblée du village et par un conseil de village constitué de membres élus. Il y avait une justice sociale réelle au niveau de la politique de développement de la " villagisation ". La politique de développement de Nyerere a permis aux populations rurales de centrer leurs activités sur l'agriculture qui est la base de l'économie. Le pays a pu éviter un exode rural massif. Les résultats de cette stratégie de développement au niveau de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche furent notables. Cependant l'industrie n'a pas encore connu globalement un grand essor. En outre on note un effort de développement dans le domaine du textile et de l'industrie agro-alimentaire. La politique de l'Ujamaa fut lancée dès 1967.

Julius Nyerere décède dans un hôpital d'une leucémie le 14 octobre 1999 à Londres.

Icône du socialisme africain, leader nationaliste charismatique et homme politique intègre, Julius Nyerere a su mener des progrès majeurs et impressionnants notamment dans sa politique de l'éducation grâce à un constant travail de réévaluation, d'apprentissage et d'exploitation dus à son charisme et à son expérience de professeur. La philosophie de l'éducation de Nyerere et ses stratégies de développement servent d'exemple pour l'Afrique. La place de choix qu'occupe Julius Kambarage Nyerere parmi les plus grands leaders de la révolution africaine est exceptionnel[64]. Dirigeant du mouvement nationaliste " Tangayika African National Union ", TANU depuis sa création et chef de l'Etat depuis l'accession de son pays à l'indépendance, est compté parmi les plus grands hommes d'Etat africains. Il est certainement par sa pensée et son action révolutionnaires l'un des plus éminents panafricanistes de l'histoire avec le Dr. Kwame Nkrumah. Sa politique Ujamaa a permis d'atteindre des taux élevés d'alphabétisation et d'accès aux soins, tout en maintenant une relative paix civile et en soutenant les mouvements de libération en Afrique australe. Cependant la politique de villagisation forcée (1973-1979) et la nationalisation des entreprises ont conduit à un déclin agricole, à une stagnation économique et à une dépendance accrue à l'aide internationale. Toutefois, Julius Nyerere reste une figure majeure du mouvement des non-alignés et du panafricanisme, défendant l'unité du continent et la justice pour les pays du Sud jusqu'à sa mort en 1999. Le père de l'Ujamaa a voulu montrer au monde entier que l'Afrique pouvait choisir son propre modèle de développement et son propre système démocratique. Nyerere est en quelque sorte le fondateur de l'éducation populaire en Afrique.

[64] Harry Goulbourne. Julius Nyerere et la Révolution Africaine.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no9-MOUAMMAR KADHAFI (LIBYE)



Né le 1er janvier 1942 à Qasr Abou Hadi et mort le 20 octobre 2011, à Syrte, Mouammar Kadhafi est un militaire et homme d'Etat libyen. Officier des forces armées libyennes, Kadhafi arrive au pouvoir lors du coup d'Etat de 1969, qui renverse la monarchie. Mouammar Kadhafi est le père de la révolution libyenne et le concepteur du socialisme libyen[65]. Il se distingue d'emblée par une politique volontariste visant à concrétiser les objectifs du panarabisme social. En 1977, il réorganise les institutions de la Libye en faisant du pays une Jamahiriya (littéralement un « Etat des masses »), gouvernée par le peuple lui-même selon un système de démocratie directe. En 1979, il renonce aux fonctions officielles de président, mais demeure de facto aux commandes de la Libye avec le titre de « guide de la Révolution de la Grande Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire et Socialiste » ou plus simplement « guide de la Révolution ». Mouammar Kadhafi se rapproche progressivement du panafricanisme. Il reprend les idées de Kwame Nkrumah sur le projet des Etats-Unis d'Afrique : un gouvernement central, une banque centrale, une monnaie commune. Pour Kadhafi, seul une unité économique voire politique autour d'une monnaie commune, d'une armée continentale, d'un seul grand marché économique, des frontières ouvertes et d'une coopération totale entre Etats africains peut permettre à l'Afrique de constituer un bloc économique solide et un espace géopolitique puissant. Il estime que le projet d'une fédération des Etats d'Afrique est réalisable. Il faut la mise en place et le développement d'institutions continentales nouvelles.

Kadhafi grandit dans la région désertique de Syrte et reçoit tout d'abord une éducation islamique dispensée par un cheikh sunnite malikite. Son éducation dans la culture bédouine influence ses goûts personnels pour le reste de sa vie ; il préfère le désert à la ville et se retire souvent là-bas pour méditer. A l'âge de neuf ans, il entre à l'Ecole Primaire de Syrte, devenant

[65] Moammar El Kadhafi. Le Livre Vert.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre
le premier membre de sa famille à suivre des études. De 1956 à 1961, il suit les cours de l'Ecole Préparatoire de Sebha, dans le Fezzan, fief traditionnel de sa tribu. Passionné de politique, grand admirateur de Charles De Gaulle, Tito et Mao Zedong, il se passionne tout particulièrement pour l'action de Gamal Abdel Nasser qui, avec le mouvement des officiers libres, a renversé la monarchie égyptienne et apparaît comme le principal annonciateur du nationalisme arabe. Kadhafi écoute régulièrement la radio du Caire et distribue livres et brochures nassséristes.

Il est issu d'une famille de nomades Touareg arabisés originaire de la région de la Grande Syrte.

En 1961, lors de la rupture du traité d'alliance entre la Syrie et l'Egypte, Kadhafi contribue à organiser avec ses camarades une manifestation de soutien au régime égyptien. Chassé de l'Ecole de Sebha, il doit poursuivre sa scolarité à Misrata. Il y apprend l'anglais et l'italien, langues d'enseignement de l'époque en Libye. Il est convaincu qu'il est voué à un destin de révolutionnaire, il commence à un très jeune âge à constituer des « cellules clandestines » parmi les élèves pour préparer la révolution en Libye. Il fait des études de droit à l'Université de Libye puis, désireux de faire carrière dans l'armée, il entre à l'Académie Militaire de Benghazi en 1963. Il affirme un jour qu'il n'aurait jamais fait une carrière de militaire si ce n'était pas pour organiser une lutte de libération face à l'armée italienne de colonisation et à l'armée britannique d'occupation.

Au cours des années 1960, le mécontentement populaire va croissant à l'égard du régime monarchique, qui échoue à sortir de son disfonctionnement politique comme à lutter efficacement contre les problèmes économiques et sociaux, malgré des réformes dont les effets tardent par ailleurs à se faire sentir. A cela s'ajoute sur le plan international l'alliance étroite avec les Etats-Unis et le Royaume-Uni, perçue par une partie de l'opinion comme un alignement sur l'Occident et d'autant plus mal vécue, du fait de la présence de troupes étrangères sur le sol libyen et de la part des compagnies internationales dans l'exploitation des recettes pétrolières du pays. L'humiliation de la guerre des Six Jours exacerbe le mécontentement du peuple en Libye. Kadhafi accuse l'armée du roi Idriss d'avoir livré secrètement un matériel militaire et stratégique important permettant aux troupes israéliennes de Moshe Dayan de vaincre les pays arabes pendant la guerre des Six Jours. Lors de la fête du Yom Kippour. Mouammar Kadhafi considère cet acte du roi Idriss comme une forme de trahison grave envers le monde arabe et musulman. Il envisage d'organiser une révolution populaire mais finalement opte avec les autres officiers pour la méthode du coup d'Etat.

Il finit par renverser le roi Idriss le 1er septembre 1969. Le peuple libyen est en liesse en apprenant la nouvelle. Il accueille le nouveau dirigeant en héros. Mouammar Kadhafi n'a que 27 ans lorsqu'il est désigné officiellement chef de l'Etat par le Conseil de Commandement de la Révolution.

Le 2 mars 1977, le processus lancé en 1973 par le discours de Zouara débouche sur le passage officiel à un nouveau mode de gouvernement, présenté comme l'application concrète des

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

théories politiques de Kadhafi[66]. Le Congrès Général du Peuple (CGP), parlement monocaméral de la Libye crée l'année précédente, annonce l'instauration d'un pouvoir exercé désormais par le peuple seul ; la Déclaration sur l'avènement du Pouvoir du peuple, tient dès lors lieu de constitution à la Libye, la véritable constitution du pays étant censée être le Coran. La République Arabe Libyenne est rebaptisée « Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire et Socialiste », le mot Jamahiriya, néologisme arabe inventé par Kadhafi, se traduit par « Etat des masses ». Mouammar Kadhafi tente d'établir une démocratie directe en Libye. Le Conseil de commandement est remplacé par le Secrétariat général du Congrès Général du Peuple, Kadhafi demeurant dans un premier temps chef de l'Etat en qualité de Secrétaire général du CGP.

Le 2 mars 1979, Kadhafi abandonne le poste de Secrétaire général du Congrès Général du Peuple. Il n'est plus officiellement le chef de l'Etat. Il joue le rôle d'un simple conseiller du pouvoir exercé par les masses populaires. Cependant, il continue d'exercer une influence prépondérante sur le fonctionnement des institutions. Il participe aux séances du Congrès dont il dirige les débats et préconise l'ordre du jour, et commande les mécanismes de cooptation des membres des comités révolutionnaires. Toutes les décisions importantes demeurent prises par le colonel Kadhafi lui-même, entouré d'un groupe restreint de conseillers tandis que les titulaires successifs du poste de Secrétaire général du CGP c'est-à-dire de chef d'Etat ne font figure que d'acteurs secondaires du régime. Il est désigné par le peuple du titre de guide de la Révolution.

Sur le plan intérieur, son régime utilise les ressources financières de la Libye pour en développer les infrastructures, l'éducation et le système de santé ; les partis politiques par contre sont interdits. Sur la scène internationale, Kadhafi milite pour le panarabisme et le panafricanisme[67]. Il procède à la nationalisation de certaines entreprises sous l'emprise des ressortissants italiens et des banques étrangères. L'Etat acquiert le monopole du commerce extérieur. Il demande à l'armée britannique de quitter la Libye, après treize années de présence militaire dans la région. Il augmente le prix du baril du pétrole pour ouvrir la voie aux autres pays producteurs, il introduit le doublement du salaire minimum ou le gel des loyers. Les palais royaux deviennent des bâtiments publics et l'arabe devient la langue d'enseignement. Les Etats-Unis constatent que le nouveau dirigeant très religieux n'est pas communiste et acceptent par conséquent le non-renouvellement de leurs bases. Il nationalise les terres fertiles détenues par les colons italiens et impose une stricte observance musulmane et un attachement à un nationalisme arabe radical : interdiction de la consommation d'alcool, fermetures des églises et des boites de nuit. Le gouvernement prend le contrôle des compagnies pétrolières et l'augmentation du prix du pétrole provoque une forte croissance des rentrées de la rente pétrolière. Mais Kadhafi subit des contestations au sein de son régime : les autres acteurs de la révolution lui reprochent de prendre des décisions sans aucune concertation et d'agir avec brutalité. Ceux-ci revendiquent une constitution permanente et la mise en place des élections libres. Il est notamment accusé d'être le responsable de l'attentat

[66] Masin Ferkal. Le mouvement amazigh en Libye sous Kadhafi.
[67] Joachim Vokouma. Mouammar Kadhafi : du panarabisme au panafricanisme.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

de Lockerbie en 1988 et de l'attentat contre le vol 772 UTA en 1989, qui ont coûté la vie à 440 personnes. Sa politique vaut un temps à la Libye d'être isolée sur le plan international. Par la suite, au début des années 2000, il opère un changement d'attitude diplomatique et parvient à revenir en grâce en se positionnant en allié de l'Occident dans la « guerre contre le terrorisme ».

Sous la direction de Mouammar Kadhafi, la Libye occupe le premier rang parmi les dix pays les plus développés d'Afrique avec un indice de développement humain de 0,798. Les statistiques au niveau du PIB par habitant, de l'espérance de vie et du système d'éducation surprennent les spécialistes de la Banque mondiale et des Institutions de Bretton Woods. Les faits le démontrent : la Libye est cette année-là, le dernier pays sur la liste des pays endettés au monde avec 3.3 %, quant à la France elle est à 84,5 %, les Etats-Unis à 88,5 % et le Japon à 22,58 %, l'électricité à usage domestique est gratuite, l'eau à usage domestique est gratuite, le loyer est gratuit, les banques libyennes accordent des prêts sans intérêts, les citoyens n'ont pas d'impôts à payer, chaque famille libyenne reçoit une aide de 300 euros par mois sur la présentation du livret de famille, les étudiants voulant étudier à l'étranger bénéficient des bourses de 1627,11 euros. Les femmes enceintes de nationalité libyenne bénéficient d'un don de l'Etat de 5000 dollars.

En Libye, Mouammar Kadhafi a lancé le projet de la Grande Rivière artificielle. Il consiste à acheminer vers le littoral des eaux pompées dans les ressources fossiles du Sahara par le biais de gigantesques canalisations. Le chef de l'Etat libyen se met en scène sur des chantiers de construction.

Il est présenté dans les capitales africaines comme un réformateur-conservateur, bâtisseur et visionnaire. Il est la seule figure politique du moment qui inspire sans faire sourire le rêve panafricain. Mouammar Kadhafi est résolument tournée vers ses frères africains au sud du Sahara. Il affirme lors de ce sommet historique : « Je me suis endormi auprès de quatre millions de Libyens, je me suis réveillé auprès de quatre-cent millions d'Africains » (Cf. Continental, n°39, Juin 2005) et ajoute aux autres panafricanistes « L'unité arabe est un mirage ». Déjà en février 1998, il crée la Communauté des Etats Sahélo-Sahariens (Commessa) devenu plus tard la Cen-Sad pour la mise en place d'un programme commun de développement dans des domaines comme l'agriculture, l'industrie, l'énergie, sans oublier les aspects sociaux et culturels[68]. La Cen-Sad dans l'esprit du colonel Kadhafi devrait servir d'embryon aux futurs « Etats-Unis d'Afrique » qu'il appelle de tous ses vœux : « L'Afrique doit s'unir, il n'y a pas de temps à perdre. C'est dans l'intérêt de l'Europe, des Etats-Unis, de la Chine et du Japon, et surtout pour le peuple africain, qu'il existe un ensemble qui s'appellera l'Union Africaine. De toute façon les pays développés ne veulent jamais discuter avec les pays nains ».

Mouammar Kadhafi est classé en 2010 par le magazine Jeune Afrique en tête de la liste des 52 chefs d'Etat les plus influents du continent devançant le président sud-africain Jacob Zuma

[68] Encyclopédie Wikipédia. Communauté des Etats sahélo-sahariens.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

et le président algérien Abdelaziz Bouteflika. A cette époque, il fait partie avec Jacob Zuma d'Afrique du Sud, Hosni Moubarak d'Egypte, Abdelaziz Bouteflika d'Algérie et Olusegun Obasanjo du Nigéria, des 5 chefs d'Etat qui financent 75 % du budget de l'Union Africaine. A partir de février 2011, son pouvoir, en place depuis plus de 41 ans, est menacé par une contestation populaire que la répression transforme rapidement en insurrection armée, puis en guerre civile. Le 3 mars 2011, la Cour Pénale Internationale (CPI) lance une enquête sur Kadhafi et son entourage familial. Dès lors, le Conseil de Sécurité de l'ONU malgré la neutralité de la Russie et de la Chine demande aux puissances occidentales à savoir la France, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne une intervention militaire dans le cas de la crise en Libye comme recours à la force contre les troupes gouvernementales libyennes « pour protéger les populations ». Les troupes fidèles à Kadhafi, unités spéciales nettement mieux armées et équipées que les rebelles, réalisent une contre-offensive, et reprennent une grande partie des territoires conquis par l'insurrection. Les puissances occidentales veulent imposer un système de démocratie libérale à la Libye. Elles exigent le départ du guide libyen. Kadhafi affirme qu'il n'y est pas opposé mais souhaite un référendum par lequel le peuple libyen votera pour ou contre son départ. Le 16 mai 2011, la CPI condamne Kadhafi et son entourage pour crime contre l'humanité durant la guerre civile. Alors se poursuivent les combats contre les rebelles et Kadhafi révèle qu'il ne quittera pas la Libye. Le CNT fait sa « vente aux enchères » en annonçant à des hommes d'affaires une offre de 2 millions de dinars libyens à quiconque ramènera la tête du colonel Mouammar Kadhafi mort ou vif.

Le 20 octobre 2011, à Syrte Kadhafi et son fils Moatassem sont tués.

Thabo Mbeki, ex-président de l'Afrique du Sud, exprime son mécontentement : « Nous pensions avoir définitivement mis un terme à cinq cents ans d'esclavage, d'impérialisme, de colonialisme et de néocolonialisme. Or les puissances occidentales se sont arrogé de manière unilatérale et éhontée le droit de décider de l'avenir de la Libye ». Le président guinéen Alpha Condé, comme ses pairs africains, a vécu l'intervention en Libye comme un coup de force. Il a pressenti dans cette intervention des Etats-Unis et de la France, une volonté néocolonialiste qui se manifeste par une violation au principe de non-ingérence. L'Union Africaine a tenté une médiation entre le Conseil National de Transition (CNT) et Kadhafi. Mais les rebelles ont imposé comme condition le départ du guide libyen. Les exactions massives des rebelles libyens sur les immigrés subsahariens, assimilés en bloc à des partisans de Kadhafi et la destruction de la ville à majorité noire de Tawergha n'ont pas restauré l'image de la rébellion.

Pour les amis inconditionnels du guide de la Jamahiriya libyenne tels que Moustapha Cissé ancien ambassadeur du Sénégal en Libye et ancien conseiller de l'ex-président sénégalais Abdou Diouf, Kadhafi aurait été éliminé par ses adversaires occidentaux parce qu'il voulait instituer une monnaie unique africaine à travers une banque centrale africaine au grand dam des banques occidentales permettant aux Etats africains de se passer du franc CFA et des autres monnaies qui ne font que briser leurs économies d'autres affirment que Mouammar Kadhafi poussait ses pairs à acheter un satellite africain pour que l'Afrique soit indépendante en matière de communication et lançait une compagnie aérienne panafricaine nommée Afriqiya Airways pour faciliter le transport aérien entre les capitales africaines. Pour ceux-ci,

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

ces institutions panafricaines renforçaient la voie vers les futurs Etats-Unis d'Afrique. La création d'une monnaie unique basée sur les ressources naturelles de l'Afrique est pour Kadhafi la seule solution pour mettre définitivement fin à l'esclavage économique. Le dollar américain, l'euro, le livre sterling, le dollar canadien, le yen sont des monnaies qui ne sont basées sur aucune ressource naturelle. Seul l'Afrique possède énormément de ressources naturelles en dehors de l'Amérique du Sud. La mise en place d'une monnaie unique aurait bouleversé le système économique mondial. Les ennemis de Mouammar Kadhafi accusaient ce dernier de vouloir préparer un projet d' « arabisation » de l'Afrique. En réalité, le guide libyen proposait à ses homologues de l'Union Africaine le projet ambitieux de 2 langues africaines comme langues officielles pour les futurs Etats-Unis d'Afrique : le Berbère pour les Etats d'Afrique du Nord et le Swahili pour les Etats d'Afrique subsaharienne. Il envisageait d'établir deux capitales fédérales aux extrémités du continent : Tripoli au nord et le Cap au sud. Ces extrémités représentaient pour le guide libyen l'unité politique du continent africain.

Malgré une fin tragique, Kadhafi reste une figure politique emblématique en Afrique et au Moyen-Orient. Sa politique économique et sa politique internationale sont saluées par les jeunes Africains qui rêvent d'une intégration de l'Afrique.

Mouammar Kadhafi est le fondateur de l'Union Africaine et le promoteur des Etats-Unis d'Afrique[69]. En effet, il est le principal signataire en 2001 de la Charte de Syrte portant création de l'Union Africaine. Sans le caractère et la détermination du guide libyen, cette organisation panafricaine n'aurait jamais connu le jour. Grand visionnaire et homme d'Etat, Kadhafi a su construire en dépit d'un régime autoritaire le développement économique et social de la Libye. Il a défini sa propre conception de la démocratie directe en s'inspirant des idées révolutionnaires de Robespierre et des valeurs de l'Islam. Le Livre Vert, ouvrage du socialisme libyen est la résultante de ces influences religieuses et philosophiques. Mouammar Kadhafi ne croyait pas au système de démocratie libérale. Considérant la démocratie représentative sous sa forme dominante comme une forme de dictature, les partis politiques comme les intérêts d'une fraction de la population, la classe sociale comme un groupe mettant frein à l'intérêt général de l'Etat et le référendum comme une illusion, il préféra rester attaché aux idées originales de son Livre Vert. Inspiré par des figures comme Kwame Nkrumah, il envisageait la fondation des Etats-Unis d'Afrique, prônant un seul gouvernement continental, une armée unifiée de 2 millions d'hommes et une monnaie commune pour résister à l'influence occidentale. La stratégie continentale de Mouammar Kadhafi s'organisait comme suit : Un seul gouvernement et une seule armée continentale estimée à 2 millions de soldats. Une monnaie unique basée sur l'or, destinée à remplacer le franc CFA et à réduire la dépendance économique envers l'Occident. La suppression des frontières et des tarifs douaniers pour faciliter les échanges. Kadhafi devenait dès lors une menace pour les puissances impérialistes.

[69] Joachim Vokouma. Mouammar Kadhafi : du panarabisme au panafricanisme.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no10-HAILE SELASSIE (ETHIOPIE)



Né le 23 juillet 1892 à Ejersa Goro, dans l'Empire éthiopien et mort le 27 août 1975 à Addis-Abeba. Tafari Mekonnen alias Hailé Sélassié est le dernier roi des rois d'Ethiopie de 1930 à 1936 et de 1941 à 1974. Fils du ras Mekonnen Welde Mikaël, les rastas le considèrent comme le « dirigeant légitime de la Terre » et le Messie, en raison de son ascendance selon la tradition éthiopienne de la dynastie dite « salomonique », qui remonte aux rois Salomon et David par la reine de Saba[70]. Dans une Afrique immergée par la colonisation européenne l'Ethiopie est le seul Etat qui incarne l'indépendance totale, voilà pourquoi certains historiens voient en lui le plus grand monarque africain du XX ème siècle. Hailé Sélassié a libéré son empire l'Ethiopie de l'occupation. La Société des Nations (SDN) n'a jamais reconnu officiellement l'Ethiopie comme une colonie italienne. L'Ethiopie est donc restée souveraine pendant son occupation par l'Italie. Il a contribué aux réformes intérieures et à la modernisation de l'Empire d'Ethiopie.

Régent et prince héritier d'Ethiopie durant le règne de l'impératrice Zewditou, à qui il succède en 1930, Hailé Sélassié Ier doit faire face à l'invasion et à l'occupation italienne de son pays, entre 1935 et 1941. Il n'a jamais reconnu la légitimité de cette annexion, considérant qu'il régnait encore pendant cette période, niant l'administration coloniale italienne. Il retrouve le trône quand son pays est libéré en 1941, à la faveur de la Seconde Guerre mondiale et grâce à la résistance. Hailé Sélassié poursuit la politique de modernisation progressive lancée par Ménélik II. Il obtient l'admission de l'Ethiopie à la Société des Nations en 1923 et réalise une première tournée diplomatique en Europe en 1924. Comme ses prédécesseurs, il tente

[70] Encyclopédie Wikipédia. La Dynastie salomonide.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre
officiellement de supprimer la pratique de l'esclavage dans le pays par des décrets pris en 1918 et 1923.

Entretenant de bonnes relations avec le président américain Franklin Roosevelt, qu'il avait rencontré le 13 février 1945 sur l'USS Quincy en Egypte, et ses alliés, l'empereur obtient l'entrée de l'Ethiopie dans l'ONU dès sa fondation. Bien que soutenu par les Etats-Unis, Haïlé Sélassié se rapproche des non-alignés pendant la Guerre Froide, participant à la conférence de Bandung. Il obtient l'admission de l'Ethiopie au sein de la Société des Nations en 1923 en tant que prince héritier d'Ethiopie et réalise une première tournée diplomatique en Europe en 1924. Hailé Sélassié décrète la première Constitution du pays en 1931. Comme ses prédécesseurs les négus Théodoros (Théodore) et Ménélik II, il tente officiellement de supprimer la pratique de l'esclavage dans le pays par des décrets pris entre 1918 et 1923. Le 3 octobre 1935, Benito Mussolini le dictateur fasciste italien décide de venger la défaite italienne à la bataille d'Adoua infligée par le négus Ménélik II à deux reprises entre 1885 et 1896. Il envisage d'envahir l'Ethiopie pour en faire d'elle une colonie italienne. Les ambitions impérialistes italiennes au commencement n'étaient pas ouvertement dévoilées, bien au contraire il y avait un rapprochement diplomatique entre les deux pays dans les années 1920. Ainsi en 1924, Tafari Makonnen est accueilli par la foule italienne en liesse clamant : « Vive l'Ethiopie ! Vive Tafari ! ». Par ailleurs les Italiens proposent la cession du port d'Asseb en échange de concessions économiques mais le prince Tafari Makonnen d'Ethiopie refusa la proposition. Le 2 août 1928, les deux pays signent un traité de paix et d'amitié qui va durer vingt ans. Mais ce traité de paix n'était pas sincère. Déjà en 1924, les Italiens prennent possession de nombreuses positions stratégiques dans l'Ogaden. Le gouvernement éthiopien quant à lui renforce sa position militaire dans l'Ogaden compte tenu des tensions entre les militaires italiens et les soldats éthiopiens. En 1933, a lieu l'incident de Welwel dans laquelle les Ethiopiens perdent 130 soldats contre 30 morts du côté des Italiens. Au cours de ce conflit, l'Italie refuse d'admettre ses torts et rejette la responsabilité des tensions à l'Ethiopie lors de l'incident de Welwel. Quant à l'empereur Hailé Sélassié il décide de saisir la Société des Nations le 14 décembre 1934 mais l'Ethiopie ne reçoit aucune réponse. Ainsi la crise abyssinienne va vers le déclenchement de la guerre en 1935. La France et l'Angleterre au début de cette guerre restent silencieuses pour ne « pas pousser Benito Mussolini dans les bras d'Hitler » et donc décident de sacrifier l'Ethiopie afin de n'avoir qu'un seul adversaire en Europe : l'Allemagne. Dès lors, l'Italie envahit l'Ethiopie. Le 5 mai 1936, le négus Hailé Sélassié en exil en Grande-Bretagne appelle la Société des Nations à aider militairement et stratégiquement l'Ethiopie dans sa lutte contre les armées italiennes. Le 5 mai 1941 c'est le retour en force du négus en Ethiopie, avec l'aide de l'armée britannique et de l'armée française les troupes éthiopiennes arrivent à reprendre les territoires occupés par l'Italie et finalement l'Italie perd la guerre face à l'Ethiopie de Hailé Sélassié. C'est une victoire militaire, diplomatique et stratégique énorme pour l'Ethiopie qui a réussi à reconquérir son indépendance sous le règne de l'empereur Hailé Sélassié Ier. Pour Senghor, l'Ethiopie dans la seconde guerre italo-éthiopienne n'a pas été colonisée par l'Italie mais plutôt occupée par les armées italiennes[71]. Pour la simple raison que la SDN n'a jamais admis officiellement le titre

[71] Encyclopédie Wikipédia. Discours de Hailé Sélassié Ier à la Société des Nations.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

d'empereur d'Ethiopie au roi Victor-Emmanuel III d'Italie. Par sa lutte courageuse, l'Ethiopie d'Hailé Sélassié Ier sauve l'honneur de tout un peuple voire de tout un continent en donnant au souverain une dimension sans précédent. En effet, l'Ethiopie reste et restera le seul pays d'Afrique à n'avoir jamais connu la colonisation européenne ni les conquêtes musulmanes. La guerre égypto-éthiopienne de 1868 à 1876 entre le négus Yohannes IV (Jean IV) et le sultan égyptien Ismail Pacha se solda par la victoire éthiopienne. Homme d'Etat d'une stature exceptionnelle, l'empereur Hailé Sélassié part en visite officielle à la Maison Blanche de Washington où il entretient de bonnes relations diplomatiques avec le président américain Franklin Delano Roosevelt qu'il avait rencontré le 13 février 1945 sur le USS Quincy en Egypte pour l'entrée de l'Ethiopie au sein de l'Organisation des Nations Unies. Bien qu'admiré et soutenu par les Etats-Unis, Hailé Sélassié se rapproche des non-alignés pendant la Guerre Froide, participant à la conférence de Bandung. En conflit avec l'Egypte de Nasser sur la question du contrôle des eaux du Nil, il est soucieux d'ancrer l'Ethiopie dans l'Afrique. Il œuvre avec ses amis Kwame Nkrumah, Sékou Touré, Modibo Keita et Senghor à la création d'une organisation panafricaine. Lorsque l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), devenue Union Africaine (UA), est créée à son instigation, il établit le siège à Addis-Abeba. Les missions de l'OUA sont : la décolonisation du continent et l'abolition de l'apartheid. En décembre 1960, à la suite d'une tentative de coup d'Etat à laquelle fut mêlé le prince héritier Asfaw Wossen, son propre fils, il poursuit désormais une politique plus conservatrice, alignant l'Ethiopie sur l'Occident contre les gouvernements africains les plus révolutionnaires. Il initie des réformes timides mais en réalité se contente de moderniser le pays tout en restant conservateur. L'un des arguments principaux de ses détracteurs est qu'il veut construire un pays moderne à travers des industries sans tenir compte de la restitution des terres labourables aux paysans.

Hailé Sélassié remplace le ras Abebe Aregai, Premier ministre abattu lors du putsch, par Aklilu Habte-Wold, qui reste en cette fonction jusqu'en 1974. Progressivement, Hailé Sélassié se consacre à la scène internationale pour laisser son Premier ministre s'occuper des affaires intérieures. Il envoie des troupes éthiopiennes à l'Opération des Nations Unies au Congo lors de la crise congolaise de 1960. En 1962, malgré les contestations de l'opposition vis-à-vis du vote du Parlement érythréen, l'Ethiopie annexe l'Erythrée, ancienne colonie italienne avec qui elle fut fédérée depuis 1952 par le biais de la résolution 390 de l'ONU de 1950. En 1963, Hailé Sélassié devient président de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA). En bon médiateur, il arrive à convaincre le Maroc et l'Algérie de conclure les accords de Bamako de 1964 mettant fin à la Guerre des Sables. Renversé en 1974 par une junte militaire menée par Aman Andom et Mengistu Hailé Mariam, il est tué l'année suivante dans des circonstances restées obscures.

Sous le règne de sa majesté impériale Hailé Sélassié, l'Ethiopie connaît une transition d'Etat féodal à Etat moderne [72]:

-Début d'industrialisation
-Augmentation de la production agricole
-Création de moyens de communication modernes

[72] Le Monde Diplomatique. Sa Majesté l'Empereur Hailé Sélassié homme d'Etat de stature internationale.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

-Création d'autoroute et de routes bitumées
-Création de voies ferroviaires
-Progrès dans le domaine d'éducation
-Création de l'Université d'Addis-Abeba
-Institutionnalisation d'une langue officielle : L'amharique
-Création d'une école technique
-Formation de cadres et d'ouvriers spécialisés
-Progrès dans le domaine de la santé publique
-Création d'hôpitaux et de cliniques
-Modernisation de l'agriculture
-Développement des services vétérinaires
-Construction d'un abattoir ultramoderne à Chachamane
-Politique de reboisement active
-Construction de deux fabriques de ciment
-Création d'une usine de produits pharmaceutiques
-Création d'une manufacture de chaussures
-Création d'une usine de papier et de pâte à papier
-Plansde grande envergure dans le domaine de l'exploitation des ressources minières.

Cependant la crise économique de 1974 en période de sécheresse provoque la famine en Ethiopie.

L'Ethiopie est le premier pays africain sous Hailé Sélassié qui ait prévu un plan complet pour orienter son évolution économique et sociale. Les objectifs de la politique de l'empereur éthiopien sont : le développement des infrastructures, l'exploitation des ressources naturelles, l'augmentation de la production agricole, l'industrialisation de l'Etat. Sur le plan politique, l'empereur Hailé Sélassié renforce les pouvoirs de son Premier ministre. Cependant la monarchie reste une monarchie de droit divin. Elle ne sera pas une monarchie constitutionnelle. Hailé Sélassié fut un chef absolu mais aussi un modernisateur qui a introduit des réformes, avant sa chute. Il est perçu par l'Occident comme une sorte de despote éclairé à la manière d'un Napoléon ou d'un Bismarck. Il est à l'origine de la première constitution écrite de l'Ethiopie en 1931. Cette constitution prévoyait un parlement bicaméral. Cependant, il conservait le droit de renverser toute décision parlementaire et les partis politiques n'avaient pas de statuts propres. L'empereur éthiopien s'intéressait avant tout aux progrès techniques qu'il pouvait ramener en Ethiopie. Il était perçu par les dirigeants révolutionnaires africains, comme un leader charismatique, progressiste et visionnaire mais aussi un dirigeant pragmatique. Sous la conduite de l'empereur Hailé Sélassié, L'Ethiopie se modernise tout en restant attaché à son passé, à ses traditions. L'institutionnalisation de l'amharique comme langue officielle qui remplace le guèze, langue liturgique de l'Eglise copte est une des plus grandes réformes dans le domaine de l'éducation en Afrique. Hailé Sélassié a mené des réformes économiques majeures notamment dans le secteur minier et le transport. Cependant il n'a pas aboli le système féodal. Ce qui engendrera des révoltes dans le milieu estudiantin et la révolution de 1974. Son souvenir reste vivace dans l'esprit du peuple africain.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no11-SAMORA MACHEL (MOZAMBIQUE)



Né le 29 septembre 1933 à Madragoa (actuellement Chilembene) au Mozambique et mort le 19 octobre 1986 à Mbuzini en Afrique du Sud. Samora Moisés Machel est un homme politique mozambicain. Leader du FRELIMO (Front de Libération du Mozambique " Frente de Libertação de Moçambique ") et premier président de la République Populaire du Mozambique indépendante entre 1975 et 1986. Il est l'un des pères de l'indépendance du Mozambique avec Eduardo Mondlane et Marcelino Dos Santos. Samora Machel fut un soutien de la lutte de libération contre l'apartheid en Afrique du Sud et en Rhodésie. Il est considéré comme l'un des plus fervents leaders marxistes-léninistes d'Afrique australe et lusophone. Pour Cyril Ramaphosa, Samora Machel est un défenseur incontestable du type de démocratie qui devrait faciliter la mise en place d'institutions responsables, de dirigeants compétents et, au final, de la paix et de la stabilité dans une région déjà précaire. Il milita pour la décolonisation de l'Afrique australe et lusophone aux côtés de leaders historiques tels que Amilcar Cabral, Aristides Pereira ou Agostinho Neto. Il est l'une des grandes figures du nationalisme africain.

Il est le petit-fils d'un partisan de Ngungunyane, opposant historique aux Portugais. Machel est issu d'une famille de fermiers qui a subi les lois de la ségrégation coloniale. Classifié comme indigène, il est éduqué dans une école catholique et devient infirmier à Lourenço Marques (aujourd'hui Maputo), occupant un des quelques emplois ouverts aux Noirs[73]. Il proteste contre les bas salaires des infirmiers noirs. Il n'en finit plus de voir les Blancs s'approprier les

[73]FLAM. Forces de Libération Africaines de Mauritanie. Samora Machel. Le Libérateur du Mozambique.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

terres. Son frère part travailler dans les mines en Afrique du Sud où il meurt. Gagné par les idées anticoloniales, Samora Machel se rapproche du Front de Libération du Mozambique (FRELIMO), le parti indépendantiste fondé par Eduardo Mondlane. Surveillé par la police, il décide de partir en 1962 rejoindre le FRELIMO en exil en Tanzanie, qui y est basé sous la bienveillance du président Nyerere.

En 1963, Samora Machel quitte son épouse et choisit de rejoindre la lutte indépendantiste contre la puissance coloniale portugaise. Machel intègre le FRELIMO (Front de Libération du Mozambique), suit un entraînement militaire en Algérie et rejoint son chef, Mondlane, en Tanzanie[74]. Il fait partie le 25 septembre 1964 des guérilleros du FRELIMO qui déclenchent la lutte armée contre le Portugal, pénétrant en territoire mozambicain. En 1966, il devient secrétaire à la défense du FRELIMO, succédant à Filipe Magaia, mort au combat. En 1968, Machel devient commandant en chef des forces armées et entre au comité central du FRELIMO. Après deux années de négociations infructueuses avec le gouvernement colonial, Eduardo Mondlane décide de transformer le FRELIMO en un puissant mouvement armé. Il bénéficie du soutien de l'Union Soviétique, de la Chine et de Cuba qui lui fournissent des armes. Ses hommes dont Samora Machel, reçoivent en Algérie un entraînement militaire. Depuis la Tanzanie voisine, Mondlane lance ses armées sur le nord du Mozambique, aidé par les peuples révoltés par des siècles de maltraitance. Les Portugais répondent par des crimes innommables. Mondlane envoie ses hommes par petits groupes pour disperser les forces ennemies, profite de la mousson et de ses mines sur le terrain, infligeant des pertes aux Européens démoralisés par ses méthodes de guérilla.

Mondlane est tué par un attentat à la bombe fomenté par les Portugais en 1969. Samora Machel prend la tête du FRELIMO et tient tête aux contre-offensives portugaises. Pendant 4 ans, avec une grande intelligence et de l'armement lourd, il continue l'offensive et enfonce ses armées toujours plus au sud. Le FRELIMO poursuit son avancée irrésistible et traverse le fleuve Zambèze, mettant les Portugais en panique. Soutenu par plusieurs pays indépendants d'Afrique, le FRELIMO d'Eduardo Mondlane décide de déclencher la lutte armée contre les colons portugais à partir de 1964, c'est la guerre d'Indépendance. Depuis sa base arrière en Tanzanie, le FRELIMO supervise des opérations de plus en plus millimétrées sur le territoire mozambicain. Seulement la branche armée de l'organisation ne fait pas le poids face à une armée coloniale beaucoup plus nombreuse qui déploie jusqu'à 24 000 hommes en 1967. Le FRELIMO dispose cependant du soutien stratégique inconditionnel de la population (femmes, enfants, vieillards), influencée par la volonté d'indépendance du pays mais aussi par l'idéologie communiste du FRELIMO. La guérilla dispose aussi du fort atout du terrain boisé du pays et des techniques de guerre pour piéger les soldats portugais. Le Portugal malgré sa lutte impérialiste obtient le soutien des forces de l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique du Nord) qui craignent la dangerosité du FRELIMO. Elles développent alors des moyens anti-insurrectionnels dans tout le pays. Des opérations d'envergure s'accroissent sur l'ensemble du territoire. Le conflit s'accélère à la suite de l'assassinat par colis piégé du chef charismatique et historique du FRELIMO, Eduardo Mondlane, au quartier de Dar-Es-Salaam,

[74] Viviane Tchiaze. Série sur les héros africains : Samora Machel, le président révolutionnaire et panafricaniste.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

en Tanzanie par les responsables de la PIDE, la police sécrète portugaise. Plus tard, le FRELIMO aura des soupçons envers Lazaro Nkavandame, Secrétaire du parti pour la province de Cabo Delgado. Ce dernier aurait été révoqué par le parti quelques jours avant la mort du leader du parti Eduardo Mondlane. Celui-ci sera remplacé plus tard dans sa lutte anti-coloniale par son plus fidèle et dévoué lieutenant Samora Machel le futur premier président de la République du Mozambique. Cette guerre active s'enlise et se transforme en guerre d'usure. L'armée coloniale portugaise peine à mettre la main sur les militants du FRELIMO et ceux-ci sont contraints de se cacher dans le maquis de peur de se faire capturer et torturer par les colons portugais. De surcroit, l'OTAN finit par se désengager dans la lutte anti-insurrectionnelle du Portugal lorsqu'elle découvre de nombreux massacres commis par l'armée coloniale sur les villageois, supposés partisans du FRELIMO. Les finances du Portugal s'affaiblissent et les efforts de l'armée portugaise dans ses luttes contre ses colonies d'Afrique (Cap-Vert, Guinée-Bissau, Angola, Mozambique) lui font couter 40 % de son budget national. En 1974, les militaires blancs épuisés par les guerres coloniales en Afrique, renversent le régime dictatorial du président Salazar à Lisbonne lors de la révolution dite des Œillets. Machel négocie l'indépendance et fait partir la forte minorité blanche. Depuis la Tanzanie, il entre dans le pays et le traverse du nord au sud dans la liesse. Après 5 siècles d'occupation, les Mozambicains retrouvent la liberté.

Doté d'une idéologie communiste qu'il s'est forgé aux côtés de Mondlane et de ses alliés étrangers, le président Samora Machel nationalise l'économie, rend les terres aux Noirs. La santé devient gratuite et l'éducation est développée[75]. Les Noirs sortent des ghettos pour occuper les appartements en centre-ville désertés par les Portugais. Charismatique, le président est un orateur surdoué et pétri d'un sourire, d'un charme, d'un humour et d'une espièglerie à toute épreuve. Machel envoûte son pays et l'Afrique. Mais il sait aussi être impitoyable en faisant mourir des milliers de personnes qu'il considère comme traîtres à la nation. Il constitue avec la Tanzanie et la Zambie la fameuse ligne de front, qui apporte son soutien à l'ANC, au ZANU de Robert Mugabe et au SWAPO namibien. L'objectif étant de débarrasser l'Afrique australe des pouvoirs coloniaux anglais et hollandais. Il s'attire les foudres des Blancs. Ces derniers montent un mouvement, le RENAMO constitué de Portugais déchus et de Mozambicains ennemis au FRELIMO. La guerre éclate entre le RENAMO (Resistência Nacional Moçambicana, en portugais Résistance Nationale Mozambicaine) et le FRELIMO.

Machel signe alors un accord de non-agression avec l'Afrique du Sud. Il renonce à soutenir l'ANC en échange de la fin du soutien du gouvernement de l'apartheid au RENAMO. L'hostilité profonde de Samora Machel envers les gouvernements racistes, l'exemple d'une réforme agraire et d'une idéologie communiste voisine de l'Afrique du Sud capitaliste, vont maintenir l'inimitié du gouvernement de l'apartheid à son égard. Samora Machel participe en Zambie à une réunion visant à faire pression sur Mobutu et le président malawite Kamuzu Banda pour qu'ils arrêtent de soutenir l'apartheid et ses alliés locaux. Au retour, l'avion du président se crashe dans l'espace aérien sud-africain. Nous sommes le 19 octobre 1986, il meurt à 53 ans.

[75] Forum International Nasser. Samora Machel : Le leader révolutionnaire. Nasser Youth Movement.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Bien qu'il n'y ait aucune certitude à ce jour, beaucoup pensent que les colons hollandais seraient derrière cet accident.

Samora Machel remporte le Prix Lénine de la paix en 1977.

Grand communicateur, homme d'action, Samora Machel a mené le Mozambique vers l'indépendance totale et immédiate en incarnant la prise de conscience des populations mozambicaines dans la lutte pour leur émancipation politique et sociale. Révolutionnaire majeur, il a milité en faveur des mouvements indépendantistes et anti-apartheid de l'Afrique australe tels que la SASO de Steve Biko, l'ANC de Nelson Mandela ou encore la ZANU de Robert Mugabe. Si sa politique économique et sociale a connu quelques échecs à un moment, son combat politique par contre fut de très grande portée dans la révolution mozambicaine. Il était un homme politique très habile, même s'il s'était signalé comme un combattant intrépide. C'est ainsi qu'en 1966, il devient Secrétaire à la Défense du FRELIMO, succédant à Filipe Magaia, mort au combat. Deux ans plus tard, il devient commandant en chef des forces armées et entre au comité central du FRELIMO. Il entreprend alors d'organiser une administration qui contrôle de main de maître les territoires libérés où il fait construire écoles, dispensaires, et organise les activités agricoles et quotidiennes par ses hommes qui tiennent ces positions. En 1973, il crée les premiers comités du parti et l'Ecole du parti, chargée de former idéologiquement ses cadres, entre en action pour donner aux Mozambicains une conscience révolutionnaire. Samora Machel était un leader visionnaire, révolutionnaire et réformateur qui proposait aux dirigeants du FRELIMO la participation des paysans aux décisions locales. Il a marqué par sa vision et son combat l'histoire de l'Afrique contemporaine.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no12-MODIBO KEITA (MALI)



Né le 4 juin 1915 à Bamako et décédé le 16 mai 1977 à Kidal. Surnommé le '' Géant du Mali ". Modibo Keïta, est un homme d'Etat malien. Il est président du gouvernement malien c'est-à-dire chef d'Etat de 1960 à 1968. Modibo Keïta est considéré comme l'une des figures emblématiques du panafricanisme à l'aube de l'indépendance avec Kwame Nkrumah et Sékou Touré[76]. Modibo Keïta est avec Mamadou Konaté le co-fondateur du RDA, Rassemblement Démocratique Africain, un mouvement panafricain de l'aile gauche proche de Moscou, crée en 1946, à Bamako. Ce mouvement indépendantiste désigne pour président Mamadou Konate et pour Secrétaire général Modibo Keïta. Modibo Keïta est un panafricaniste et un tiers-mondiste convaincu. Il partage cette conviction avec les grands nationalistes de son temps, comme Patrice Lumumba du Congo, Kwame Nkrumah du Ghana, Gamal Abdel Nasser d'Egypte, Mouammar Kadhafi de Libye, Sukarno d'Indonésie, Ben Bella d'Algérie, Nehru d'Inde. Modibo Keïta a donné au Mali un sentiment de dignité, de liberté et de fierté nationale.

Le génie politique de Modibo Keïta réside dans sa capacité à articuler l'indépendance nationale, le panafricanisme fédéraliste et un socialisme africain autogestionnaire pour affranchir le Mali de l'héritage colonial français. Il a tenté de créer une Fédération du Mali (Soudan et Sénégal) en 1959, considérant l'Unité africaine comme la seule voie viable face au néocolonialisme, avant que le Sénégal ne se retire en 1960. Non-alignement radical : Il a fondé l'Union des Etats Africains Progressistes avec Sékou Touré et Nkrumah, et a été un père fondateur de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) en 1963, défendant les mouvements

[76] Mamadou Makadji. Modibo Keïta : le père de l'indépendance malienne et l'architecte du panafricanisme.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre
nationalistes comme celui du FLN algérien. Souveraineté économique : Il a créé le franc malien en 1962 pour quitter l'Union Monétaire Ouest-Africaine et exigé le départ des troupes françaises en 1961, affirmant une autonomie diplomatique et militaire rare pour l'époque. Il incarnait un leadership charismatique et intransigeant. Dignité face à la France : Surnommé le « Lion au Regard de Feu », il était le seul chef d'Etat africain que Charles De Gaulle disait devoir regarder dans les yeux sans baisser la tête, symbolisant une résistance morale et physique. Socialisme bureaucratique : Au pouvoir de 1960 à 1968, il a mis en place un parti unique (US-RDA) dirigeant tous les organes de l'Etat, visant à moderniser l'agriculture et l'industrie via des plans quadriennaux, tout en luttant contre l'analphabétisme. Héritage controversé : Bien que réhabilité plus tard, son régime a été qualifié d'autoritaire par son opposition et a fini par s'enliser dans l'isolement économique et les rébellions (notamment Touareg), menant à son renversement par le coup d'Etat de Moussa Traoré en 1968.

Modibo Keïta descend de la lignée des bâtisseurs de l'empire du Mali. Fils de Daba Keïta et Fatoumata Camara, Modibo est issu d'une famille Mandingue. Après avoir fréquenté de 1925 à 1931 l'Ecole Primaire de Bamako, il entre en 1931 à l'Ecole Primaire Supérieure Terrasson de Fougères qui est aujourd'hui le Lycée Askia Mohamed et en 1934, il poursuit ses études à l'Ecole Normale d'Instituteurs, l'Ecole William Ponty de Gorée à Dakar. Ses professeurs le signalèrent déjà comme un bon élément mais aussi comme un agitateur anti-français à surveiller. Il sort major de sa promotion et, en 1936, devient instituteur. Il enseignera d'abord en brousse puis à Bamako, Sikasso et Tombouctou. Il épouse en 1939 Mariam Travélé, qui l'accompagnera dans toutes ses luttes.

Après la Seconde Guerre mondiale, il est cofondateur et Secrétaire général de l'Union Soudanaise et adhère en 1946 au Rassemblement Démocratique Africain (RDA). Considéré par le régime colonial comme un dangereux opposant, il est interné quelque temps en 1946.

En 1948, il est élu conseiller général du Soudan français au titre de la circonscription de Bamako-Kita. En 1953, il est élu conseiller de l'Union française. Le 26 novembre 1956, il devient maire de Bamako et est élu député à l'Assemblée nationale française dont il devient vice-président. Il siégera deux fois comme Secrétaire d'Etat dans les gouvernements français de la Quatrième République : Secrétaire d'Etat à la France d'Outre-mer du gouvernement Maurice Bourgès-Maunoury (du 17 juin au 6 novembre 1957) ; Secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil du gouvernement Félix Gaillard (du 18 novembre 1957 au 14 mai 1958).

En 1957, son parti remporte une victoire écrasante aux élections et il est élu l'année suivante président de l'Assemblée constituante de la Fédération du Mali qui regroupe le Soudan français, le Sénégal, la Haute-Volta et le Dahomey, ces deux derniers pays quitteront rapidement la fédération. Le 20 juillet 1960, Modibo Keïta est nommé chef du gouvernement de la Fédération du Mali qui regroupe le Soudan français et le Sénégal.

Après l'éclatement de cette fédération, le 22 septembre 1960, il proclame l'indépendance du Soudan français qui devient la République du Mali. Il en prend la présidence et aligne sa politique sur le '' modèle '' soviétique. Socialiste, il oriente son pays vers une socialisation

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre
progressive de l'économie, d'abord de l'agriculture et du commerce avec la création en octobre 1960 de la Société malienne d'importation et d'exportation (SOMIEX) ayant le monopole de l'exportation des produits maliens et de l'importation des produits manufacturés et des biens alimentaires (sucre, thé, lait en poudre…) et de leur distribution à l'intérieur du pays. La création du franc malien en 1962 et les difficultés d'approvisionnement entraînent une inflation importante et un mécontentement dans la population, notamment auprès des paysans et des commerçants.

Sur le plan politique, Modibo Keïta fait rapidement incarcérer ses opposants comme Fily Dabo Sissoko et Hammadoun Dicko, anciens députés représentant le Soudan à l'Assemblée nationale française. A partir de 1967, il déclenche la « révolution active » et suspend la constitution en créant le Comité National de Défense de la Révolution (CNDR). Les exactions des « milices populaires » et la dévaluation du franc malien en 1967 amènent un mécontentement général.

Les autorités tentent aussi d'introduire des politiques de lutte contre l'esclavage, persistant dans certaines régions du pays malgré l'interdiction officielle. Le 19 novembre 1968, le lieutenant Moussa Traoré organise un coup d'Etat et renverse Modibo Keïta qu'il envoie en prison à Kidal. Durant neuf ans, de 1968 à 1977, le pays est alors dirigé par le Comité Militaire de Libération Nationale (CMLN).

Modibo Keïta meurt en détention à Bamako le 16 mai 1977 à l'âge de 61 ans dans des circonstances suspectes. Radio-Mali diffuse un communiqué annonçant : « Modibo Keïta, ancien instituteur à la retraite, est décédé des suites d'un œdème aigu des poumons. »

Ses obsèques au cimetière d'Hamdallaye donnent lieu à d'importantes manifestations, réprimées violemment par les services de sécurité dirigés alors par Tiécoro Bagayoko. Le président Moussa Traoré est obligé d'intervenir à Radio-Mali pour donner une version « officielle » du décès de Modibo Keïta, qui ne convainc personne. Modibo Keïta est réhabilité en 1992 à la chute du régime de Moussa Traoré par le président Alpha Oumar Konaré. Le mémorial Modibo Keïta est inauguré à Bamako le 6 juin 1999. Son épouse Mariam Keïta est décédée en 2014 à 94 ans. En janvier 2016, l'aéroport international de Bamako-Sénou est rebaptisé : aéroport international Modibo-Keïta.

Modibo Keïta a œuvré toute sa vie pour l'Unité africaine. D'abord en participant à la création de la Fédération du Mali avec Léopold Sédar Senghor. Après son éclatement, il s'éloigne de Léopold Sédar Senghor et avec Sékou Touré, président de la Guinée et Kwame Nkrumah, président du Ghana, il fonde l'Union des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

Modibo Keïta reçoit le Prix Lénine de la paix en 1962.

En 1963, il participe à la rédaction de la charte de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) dont il est l'un des principaux artisans. Invitant à Bamako le roi du Maroc et le président algérien, il œuvrera pour mettre fin à la « Guerre des Sables », conflit frontalier entre l'Algérie

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

et le Maroc. De 1963 à 1966, il normalisera ses relations avec le Sénégal, la Haute-Volta et la Côte d'Ivoire.

Sous la direction de Modibo Keïta, le Mali opte pour une économie de type socialiste où l'Etat a le monopole de l'importation et de l'exportation des produits locaux dans le domaine de l'agriculture et du commerce[77]. L'Etat a aussi le contrôle de l'importation des produits manufacturés et des biens alimentaires et de leur distribution à l'intérieur du pays. Au moment de l'indépendance, l'économie malienne était inexistante. L'industrialisation du pays n'était manifestement pas la grande priorité du colonisateur. Alors, Modibo Keïta et son équipe vont s'atteler à la création de plusieurs industries. Il s'agit de sucrerie, rizerie, cimenterie, usine de céramique, manufacture de tabac et d'allumettes, tannerie, usine de textile, abattoir frigorifique, huilerie conserverie. Afin de favoriser l'indépendance économique, une quarantaine de sociétés et entreprises d'Etat a été créée entre 1960 et 1967. Le Mali sous la présidence de Modibo Keïta était sur la voie de l'unité et du développement. La mission de Modibo Keïta était de faire du Mali un Etat autonome vis-à-vis de l'ancienne puissance colonisatrice. Mais le coup d'Etat de 1968 va court-circuiter la révolution malienne.

Partisan du non-alignement, Modibo Keïta a défendu les mouvements nationalistes comme le Front de Libération Nationale (FLN) algérien. Il a sauvé le Maghreb en mettant fin à la Guerre des Sables, conflit frontalier entre le Maroc d'Hassan II et l'Algérie de Houari Boumédiène qui aurait pu se dégénérer en un conflit régional à l'instar de la Guerre du Golfe au Moyen-Orient[78]. On aurait assisté en Afrique du Nord à une guerre fratricide regroupant le Maroc et ses alliés la Mauritanie et la Tunisie contre l'Algérie et ses alliés la Libye et l'Egypte. Modibo Keïta, puissant gouverneur de l'époque en Afrique de l'Ouest demande la cessation des hostilités. Le roi Hassan II malgré l'avantage militaire du Maroc obéit. L'Algérie à son tour renonce au conflit. La médiation de Modibo Keïta dans cette région d'Afrique fut salutaire. Ses projets panafricanistes et son souhait d'instaurer des relations plus égalitaires avec la France conduisent rapidement Paris, à le considérer comme l'homme à abattre. Abidjan est directement impliqué dans la chute du révolutionnaire malien[79]. La vision de Modibo Keïta se résumait en trois points : La première étape. L'indépendance totale des territoires. La deuxième étape. L'intégration des territoires de la sous-région. La troisième étape. L'émergence d'un Etat confédéral continental. Homme d'Etat très prestigieux. Orateur né. Grand patriote. Modibo Keïta a gouverné le Mali dans un esprit d'objectivité et d'équité. Sa lutte pour la libération et l'unité de l'Afrique contemporaine ont fait de lui un héros du panafricanisme au même titre que le Ghanéen Kwame Nkrumah ou le Guinéen Sékou Touré.

[77] Bamada.net. Politique économique du président Modibo Keïta : Comment la SOMIEX a été créée ?

[78] Encyclopédie Wikipédia. La Guerre des Sables.

[79] Bintou Sanankoua. La chute de Modibo Kéita. Afrique contemporaine. Ibrahim Baba Kaké.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no13-JOMO KENYATTA (KENYA)



Né le 20 octobre 1894 à Gatundu et mort le 22 août 1978 à Mombasa, John Peter Kamau alias Jomo Kenyatta est un homme d'Etat kényan. Surnommé le « Mzee » (en Kiswahili « le Sage »). Il fut le premier chef de gouvernement autochtone du Kenya et joua un rôle important dans la transformation du Kenya d'une colonie de l'Empire britannique en une république indépendante. La philosophie de Jomo Kenyatta est un emprunt de socialisme et d'africanisme. Elle comprend de nombreux éléments constitutifs des premières phases de prise de conscience indépendantiste en Afrique subsaharienne : affirmation identitaire, influence du garveyisme et investissement de la tradition comme forme de résistance à la colonisation ; référence au droit international et aux Nations Unies ; expérience migratoire, culture syndicale et influence des idées communistes[80]. Idéologiquement socialiste et panafricaniste, Jomo Kenyatta dirigea le parti de l'Union Nationale Africaine du Kenya (KANU) de 1961 jusqu'à sa mort. Il est avec Kwame Nkrumah du Ghana et Julius Nyerere de Tanzanie, l'un des chefs d'Etat les plus marquants de l'Afrique anglophone. Il est un héros nationaliste.

Il est baptisé en 1914 sous le nom de John Peter Kamau, nom qu'il changera plus tard en Johnstone Kamau. Il s'installe à Nairobi, se marie en 1920 et travaille au service des eaux. En 1924, il rejoint l'association centrale des Kikouyou, le KCA (Kikuyu Central Association), puis en 1928, le KCA l'envoie en Grande Bretagne pour défendre les intérêts fonciers des Kikouyou. Après un bref séjour à Moscou, en URSS où il étudie l'économie politique, il revient à Londres, où il poursuit ses études d'anthropologie sociale à l'université. En 1937, il fonde le Bureau

[80] L'Eglise Unie du Canada. Jomo Kenyatta. L'histoire des personnes d'ascendance africaine.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

International du Service Africain qui soutiendra l'Ethiopie dans sa résistance face à l'invasion italienne pendant la Seconde Guerre mondiale. Il publie sa thèse intitulée Sous Les Pieds du Mont Kenya sous le pseudonyme de Jomo Kenyatta qui veut dire en Swahili « Javelot flamboyant du Kenya » qui deviendra définitivement son nom. Il dénonce la ruse des missionnaires et des colons blancs dans une célèbre phrase : « Quand les Blancs sont venus en Afrique, nous avions la terre et ils avaient la Bible. Ils nous ont demandé de prier avec les yeux fermés; quand nous avons ouvert les yeux, les Blancs avaient la terre et nous avions la Bible ». Durant le début de la Seconde Guerre mondiale, il travaille dans une ferme du Sussex pour éviter la conscription et l'enrôlement dans l'armée britannique. En 1943, il épouse en secondes noces une Britannique qui lui donne un fils Peter Magana. Le cinquième congrès panafricain tenu au mois d'octobre à Manchester en 1945 détourne son attention de l'aventurisme politique. En effet, il envisage de briguer un mandat à la Chambre des communes, sur un billet de travail, une lettre le décrit comme un « chef traditionnel kenyan et un maitre de conférences en anthropologie ». Cependant, il abandonne la campagne pour se concentrer sur la conférence pour laquelle il est en charge des pouvoirs. Kenyatta remporte sur l'Afrique de l'Est et souligne son idée de compagnie que la conférence du congrès panafricain adopte. Sa préoccupation est d'acquérir le pouvoir politique d'abord avant de s'inquiéter d'autres problèmes plus tard. Il rassure ses compagnons de lutte : « Une chose que nous devons faire ; c'est d'obtenir l'indépendance politique. Si nous la réalisons, nous serons libres d'atteindre d'autres choses que nous souhaitons mais avant cela l'auto-indépendance doit être notre objectif ». La conférence décide dès lors de mobiliser les forces anti-coloniales pour éliminer le colonialisme et si nécessaire utiliser la violence. En 1946, il quitte son épouse et revient au Kenya où il devient le Secrétaire général du Kenya African National Union (KANU) qui milite pour l'indépendance du Kenya. Au Kenya comme en Rhodésie du Sud, les colons blancs sont nombreux, ils craignent de perdre leurs privilèges et leurs richesses et refusent d'être dirigés par un gouvernement noir. Désespérant obtenir pacifiquement l'indépendance, Jomo Kenyatta mobilise en 1952 les masses Kikouyou à la rébellion contre le pouvoir colonial et lance un discours évocateur en langue Kikouyou : « L'arbre de la liberté n'est pas nourri par l'eau, mais par le sang, je vais tenir le taureau par les cornes, allez-vous résister longtemps aux coups de pied ? ». La société sécrète des Mau-Mau, organisés autour de 12 000 résistants anti-impérialistes dans les villages Kikouyou se rassemble afin de convaincre les loyalistes à les rejoindre et de mener la lutte armée pour l'indépendance[81]. Les colons répriment à peine la révolte des Mau-Mau mais ne maitrisent plus réellement les manifestations des populations autochtones. En effet, cette guérilla a entrainé 13 000 morts parmi lesquels des Mau-Mau (rebelles Kikouyou), des loyalistes révoltés, des colons européens, des commerçants indiens et des forces de l'ordre. Jomo Kenyatta et son compagnon de révolution Daniel Arap Moi sont arrêtés par les Britanniques qui les accusaient d'avoir incité la révolte des Mau-Mau, c'est en prison que Jomo Kenyatta fait cette promesse à Arap Moi que s'il devient un jour président, il sera son successeur. Habile politicien, Jomo Kenyatta s'approprie la révolte des Mau-Mau menée par Dedan Kimathi bien qu'il ne soit pas directement l'inspirateur. Ce choix lui permettra de s'imposer sur la scène politique nationale comme leader indépendantiste.

[81] Alain Foka. Archives d'Afrique. Jomo Kenyatta, la lutte pour l'indépendance.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

A sa libération, Kenyatta devient président de la KANU et mène le parti à la victoire aux élections générales de 1963. En tant que Premier ministre, il supervise la transition de la colonie du Kenya en une république indépendante, dont il est devenu président en 1964. Désireux d'un Etat à parti unique, il transfère les pouvoirs régionaux à son gouvernement central mais reconnaît le statut des autorités traditionnelles du pays et prend en compte leurs décisions locales, il réprime la dissidence politique et interdit le seul rival de la KANU : l'Union du Peuple Kenyan de gauche d'Oginga Odinga de se présenter aux élections. Il encourage la réconciliation entre les groupes ethniques indigènes du Kenya et la minorité blanche, bien que ses relations avec les Indiens du Kenya aient été tendues et que l'armée kenyane se soit heurtée aux séparatistes somaliens dans la province du nord-est pendant la guerre de Shifta. Son gouvernement, ouvre le marché, poursuit les politiques libérales et «l'africanisation» de l'économie, mais interdit aux ressortissants de contrôler les industries-clefs.

L'éducation et le domaine de la santé connaissent de réels progrès[82]. Cependant, la redistribution des terres financée par le Royaume-Uni favorise les loyalistes de la KANU au détriment des autres groupes ethniques et crée des tensions. Sous Kenyatta, le Kenya rejoint l'Organisation de l'Unité Africaine et le Commonwealth, il adopte une politique étrangère pro-occidentale et anti-communiste au milieu de la Guerre Froide. Le Kenya indépendant a une économie fortement modelée par la domination coloniale ; l'agriculture domine tandis que l'industrie est limitée, et il y a une forte dépendance à l'exportation de produits primaires tout en important des biens d'équipement et des produits manufacturés. Sous Kenyatta, la structure de cette économie ne change pas fondamentalement, restant orientée vers l'extérieur et dominée par les sociétés multinationales et les capitaux étrangers. La politique économique de Kenyatta est capitaliste et entrepreneuriale, sans qu'aucune politique socialiste sérieuse ne soit poursuivie ; son objectif est de parvenir à une croissance économique forte plutôt qu'à une redistribution équitable. Le gouvernement adopte des lois pour encourager les investissements étrangers, reconnaissant que le Kenya a besoin de spécialistes formés à l'étranger dans les domaines scientifiques et techniques pour contribuer à son développement économique. Les entreprises occidentales considèrent le Kenya comme un lieu d'investissement sûr et rentable ; Entre 1964 et 1970, les investissements étrangers à grande échelle et l'industrie au Kenya doublent. Contrairement à ses politiques économiques, Kenyatta affirme publiquement qu'il créera un Etat socialiste démocratique avec une répartition équitable du développement économique et social.

En 1965, alors que Thomas Mboya est Ministre de la Planification et du Développement, le gouvernement publie un document de séance intitulé « Le socialisme africain et son application à la planification au Kenya », dans lequel il déclare officiellement son engagement envers ce qu'il appelle un modèle économique dit « socialiste ». La session propose une économie mixte avec un rôle important pour le capital privé, le gouvernement de Kenyatta précise qu'il n'envisage que la nationalisation dans le cas où la sécurité nationale est menacée. Les critiques de gauche soulignent que l'image du « socialisme africain » dépeint dans le document ne prévoit aucun changement majeur par rapport à l'économie coloniale.

[82]Albert Meister. Le développement économique de l'Afrique orientale. Tiers-monde études.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

En 1975, l'Ouganda s'engage dans une vaste politique de développement militaire qui inquiète le gouvernement kényan. Idi Amin Dada revendique le nord et le centre du Kenya et une partie sud du Soudan sous prétexte que ces régions sont une partie intégrante historiquement de l'Ouganda colonial. La réponse du gouvernement kenyan arrive deux jours plus tard de manière très lapidaire : « Le pays ne partagera pas ne serait-ce qu'un bout de son territoire ». Amin Dada fait finalement marche arrière en voyant les Kényans déployer avec assurance des troupes et des transports blindés en position offensive sur la frontière avec l'Ouganda.

Kenyatta meurt le 22 août 1978 en fonction et est remplacé par Daniel Arap Moi. Son plus fidèle ami.

Il est le créateur de la devise nationale Haraambee ! Qui signifie " Agir ensemble " en Swahili. Souvent appelé le Mzee ("Viel homme" en Swahili), Kenyatta était très populaire. Tout d'abord il a amené le Kenya à son indépendance. Il eût le génie d'en faire une nation unie, malgré la multiplicité des tribus et des races. Il a su pardonner et amener son peuple à faire de même à l'égard des colonisateurs qui leur avaient fait subir de profondes injustices. De plus, il a su travailler avec des personnes de tout milieu. Il a fait preuve d'une grande ouverture d'esprit. En dépit de l'instauration d'un parti unique à partir de 1969, Kenyatta ne peut être considéré comme un dictateur. Il a développé l'économie de son pays et bien qu'une partie des Kikouyou se soient enrichis du fait de l'instauration du parti-Etat et de son retrait croissant de la vie politique, il n'a pas fait preuve d'injustice, il n'a pas opprimé la nation et ne l'a pas empêché de disposer d'elle-même. Il n'était pas un parfait démocrate mais il n'était pas non plus un tyran. Il a accompli en peu de temps ce que seul un homme engagé pour sa patrie peut réussir.

Kenyatta était un nationaliste africain et était attaché à la conviction que la domination coloniale européenne en Afrique devait prendre fin. Comme d'autres anticolonialistes, il croyait que sous le colonialisme, les ressources humaines et naturelles de l'Afrique avaient été utilisées non pas au profit de la population africaine mais pour l'enrichissement des colonisateurs et de leurs patries européennes. Pour Kenyatta, l'indépendance signifiait non seulement l'autonomie, mais la fin de la barre des couleurs et des attitudes condescendantes et de l'argot raciste de la minorité blanche du Kenya. Selon Murray-Brown, la "philosophie de base" de Kenyatta tout au long de sa vie était que "tous les hommes méritaient le droit de se développer pacifiquement selon leurs propres souhaits". Kenyatta l'a exprimé dans sa déclaration selon laquelle "j'ai toujours défendu les objectifs de la dignité humaine dans la liberté et les valeurs de tolérance et de paix". Cette approche était similaire à l'idéologie de l' "humanisme africain" du président zambien Kenneth Kaunda. Symboliquement, le remplacement du Jour de Kenyatta par le Jour des héros marque au Kenya la pluralisation de la mémoire de la lutte pour l'indépendance, non plus incarnée par un grand homme, héros nationaliste et père de la nation, mais par des dizaines de personnalités charismatiques qui ont participé à la naissance et à la construction du Kenya. Kenyatta est un consolidateur d'Etat.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no14-AHMED BEN BELLA (ALGERIE)



Né le 25 décembre 1916 à Maghnia et mort le 11 avril 2012 à Alger. Ahmed Ben Bella est un combattant de l'indépendance algérienne et un homme d'Etat algérien. Il est un des neuf « chefs historiques » du Comité Révolutionnaire d'Unité et d'Action (CRUA), à l'origine du Front de Libération Nationale (FLN), parti indépendantiste algérien. Il est arrêté pendant la guerre d'Algérie mais prend part à l'indépendance du pays à la tête du FLN et devient le premier président de la République algérienne le 15 septembre 1963, poste qu'il cumule avec celui de Premier ministre. Il occupe cette dernière fonction à partir du 27 septembre 1962. Il est renversé par le coup d'Etat du 19 juin 1965 mené par son vice-Premier ministre, le colonel Houari Boumédiène. Il est contraint à l'exil de 1980 à 1990 après avoir été emprisonné depuis le coup d'Etat. Il est l'un de ces héros emblématiques de la guerre d'indépendance de l'Algérie qui ont concilié entre la pensée et l'action et était capable de gérer avec une grande efficacité la direction des combattants et l'encadrement de la lutte[83]. Ahmed Ben Bella est avec Mehdi Ben Barka, Gamal Abdel Nasser, Mouammar Kadhafi, Habib Bourguiba et Houari Boumédiène l'un des principaux acteurs de la révolution arabe en Afrique du Nord. Partisan du panarabisme et du panafricanisme, il apporte son soutien aux mouvements d'indépendance.

Ahmed Ben Bella est d'origine marocaine par ses parents, petits paysans émigrés de la région de Marrakech. Il a déclaré être issu de la tribu arabe des Banu Hassan, faction des Banu Maqil. Il naît à Maghnia, dans la région de l'Oranie, en Algérie. Ben Bella, qui pratiquait le football dans sa ville natale, a joué pour l'Olympique de Marseille lors de la saison 1939-1940, il ne

[83] Zoom Algérie. Ahmed Ben Bella : Biographie du premier président de l'Algérie (1962).

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre
joue qu'un match de coupe de France, contre le FC Antibes qui se termine par une victoire 9-1 à Cannes, dont un but de Ben Bella et aussi pour l'équipe de France militaire au poste de milieu de terrain alors qu'il était sous-officier, engagé dans la Seconde Guerre mondiale.

Durant la Seconde Guerre mondiale, Ben Bella combat dans les forces armées françaises au sein du 5ème régiment de tirailleurs marocains de la 2ème division d'infanterie marocaine (2ème DIM). En 1944, il participe à la bataille de Monte Cassino au sein du corps expéditionnaire français en Italie commandé par le général Juin, puis à la libération de la France et à la campagne d'Allemagne (1945) au sein de la 1ère armée du général de Lattre de Tassigny. Promu adjudant, il est cité quatre fois dont deux fois à l'ordre de l'Armée et décoré de la Médaille militaire par le général De Gaulle en avril 1944 en Italie. Marqué par les massacres de Sétif et Guelma du 8 mai 1945 et après avoir été initié par Mohammed El-Kébir qu'il remplaça alors que celui-ci était sur le point de faire l'objet d'une arrestation, Ben Bella adhère au Parti du Peuple Algérien (PPA) et au Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (MTLD), de Messali Hadj. Il est ensuite élu conseiller municipal de sa ville en 1947. Membre de l'OS dirigée par Hocine Aït Ahmed avec Rabah Bitat, pendant très longtemps, il lui a été attribué sans qu'il ne le démente, le braquage de la poste d'Oran de 1949 afin de financer le parti, quoiqu'en réalité, Ben Bella n'ait jamais pris part à cette attaque et se trouvât à Alger.

En mai 1950, il est arrêté à Alger, jugé coupable, il est condamné à sept ans de prison. Il s'évade en 1952 et se réfugie au Caire auprès d'Hocine Aït Ahmed et de Mohamed Khider avec qui il formera plus tard la délégation extérieure du Front de Libération Nationale (FLN). Libéré en 1962, après six ans d'emprisonnement et de résidence surveillée en France, d'abord à la prison de la Santé, ensuite au fort Liédot sur l'île d'Aix, puis au château de la Fessardière à Turquant et finalement au château d'Aunoy, il est le seul de ces prisonniers à répondre positivement aux offres de l'armée des frontières et de celui qui en a pris la direction Houari Boumediene. Cet accord lui permet d'obtenir le soutien de l'armée. Il participe au congrès de Tripoli où un différend l'oppose au Gouvernement Provisoire de la République Algérienne (GRPA). Après les accords d'Evian, il critique en effet la légitimité du gouvernement provisoire et se heurte à Mohamed Boudiaf et Krim Belkacem.

L'armée des frontières, avec à sa tête Boumédiène, entre dans Alger le 9 septembre 1962, entraînant une intensification des tractations politiques pour renverser les alliances au profit de Ben Bella. Battue militairement, l'instance civile, le GRPA (le Gouvernement Provisoire de la République d'Algérie), capitule sans condition. C'est le « clan d'Oujda » qui obtient le pouvoir en Algérie. Sa nature est clairement politico-militaire même si, sous l'effet de la pression de la rue, un semblant de consensus politique a été réalisé par l'intégration de quelques opposants, comme Ferhat Abbas. Sur le fond, la victoire de Ben Bella et de l'armée des frontières entérine la mainmise du pouvoir militaire, et notamment de l'état-major de l'armée des frontières, sur le pouvoir civil. Ben Bella, lui, est rentré à Alger et s'installe à la villa Joly, l'Assemblée nationale constituante l'investit le 27 septembre 1962, par 159 voix sur 179 votants. Il devient ainsi le président du Conseil. Cette mainmise de l'armée se manifeste dans le poids et le rôle de l'état-major de l'armée des frontières au sein du nouvel Etat : la Défense

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

revient à Houari Boumédiène nommé vice-président de la République, l'Intérieur à Ahmed Medeghri, Abdelaziz Bouteflika se contente du ministère de la Jeunesse.

Ben Bella a pour objectif de construire un socialisme typiquement algérien (liens avec Cuba et la France à la fois). Il lance une réforme agraire, nationalise le commerce et l'industrie et cherche à promouvoir l'autogestion sur les conseils du révolutionnaire trotskiste Michel Pablo[84]. Il fait par ailleurs expulser du parti, de l'armée et de l'administration ses rivaux lorsqu'il devient Secrétaire général du bureau politique du FLN en avril 1963. Son dauphin désigné est alors le colonel Boumédiène. Après l'adoption d'une constitution, il est élu en septembre 1963 président de la République algérienne, il réduit les insurrections kabyles et les diverses oppositions politiques. Soutenue par l'Egypte et par Cuba, l'Algérie signe un accord de paix avec le Maroc lors de la Guerre des Sables. Il se rapproche des puissances communistes, Chine et URSS. Partisan du panarabisme et admirateur du colonel Nasser, il organise une aide concrète aux révolutionnaires anticolonialistes africains.

Il est renversé par le coup d'Etat de Houari Boumédiène le 19 juin 1965 à Alger, emprisonné jusqu'en juillet 1979, puis assigné à résidence jusqu'à sa libération en octobre 1980. Durant cette période, il épouse Zohra Sellami, le couple adopte par la suite deux filles et un garçon en situation de handicap. Zohra Sellami décédera le 23 mars 2010 à Paris à l'âge de 67 ans.

Gracié par le président Chadli Bendjedid, il s'exile en Suisse, à Pregny-Chambésy, à partir de l'année 1981. Il crée alors le Mouvement pour la Démocratie en Algérie et se rapproche d'un autre « chef historique » exilé de la révolution algérienne, Hocine Aït Ahmed. Revenu en France, il charge Gilbert Marquis, trotskiste pabliste, de diriger des revues d'opposition au régime algérien, toutes interdites par Paris pour motif diplomatique. Son avocat, Ali Mécili, est assassiné à Paris, en 1987, par la Sécurité militaire. Après son retour à Alger le 27 septembre 1990, il se retire de la vie politique et se consacre à des dossiers internationaux tels que la Palestine et l'Irak et rejoint les altermondialistes pour lutter contre « la mondialisation capitaliste ». En 1990, il soutient fermement le régime de Saddam Hussein et prône une « alliance arabe contre l'agression occidentale en Irak ». Ainsi il déclare : « Les Algériens iront combattre, car là-bas ce sont les intérêts de tous les Arabes qui sont menacés et nous assistons à la naissance d'une croisade, une autre croisade lancée contre les peuples arabes ».

Le 4 janvier 2012, il est transféré d'urgence dans un hôpital parisien. Le 11 avril 2012, il meurt à Alger. Le gouvernement algérien décrète un deuil national de huit jours ; ses funérailles sont suivies par les plus hautes autorités algériennes et par des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays voisins. En revanche, la presse algérienne relève le « silence troublant de la France officielle », l'attribuant directement, en plein cœur de la campagne présidentielle française, à une volonté de récupérer « l'électorat d'extrême droite, des Pieds-noirs ». Il est inhumé le 13 avril 2012 à Alger au carré des Martyrs du cimetière d'El Alia.

[84] Zoom Algérie. Ahmed Ben Bella : Biographie du premier président de l'Algérie (1962).

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

La politique économique d'Ahmed Ben Bella (1962-1965) visait à reconstruire l'Algérie indépendante en adoptant un modèle socialiste inspiré de l'autogestion yougoslave. Cette stratégie reposait sur trois piliers principaux : La nationalisation des terres et des industries, la mise en place de comités d'auto-gestion pour remplacer les colons partis massivement, et la diversification des relations internationales pour réduire la dépendance envers la France. Voici les aspects clés de cette politique : Autogestion et réforme agraire. Face au départ de 800 000 Français qui paralysait l'économie, Ben Bella a décrété l'autogestion en mars 1963. Les entreprises et les terres abandonnées par les colons ont été transférées aux travailleurs et aux paysans, avec la création de l'Office national de la réforme agraire (ONRA) pour coordonner le secteur. Nationalisation des moyens de production : Conformément au programme de Tripoli, le régime a nationalisé le commerce, l'industrie et les grandes propriétés foncières. L'objectif était de récupérer les actifs économiques qui, selon les accords d'Evian, bénéficiaient principalement à l'ancienne puissance coloniale. Diversification diplomatique : Pour soutenir son projet socialiste et contourner l'influence française, Ben Bella a développé des liens étroits avec l'URSS, la Chine, Cuba et l'Egypte, tout en maintenant des relations diplomatiques avec l'Occident dans une logique de non-alignement. Recours à l'aide extérieure : Compte tenu du manque de ressources et de cadres techniques, le gouvernement a dépendu de dons, de prêts à long terme et d'aides internationales notamment des tracteurs de Cuba et Yougoslavie, et de la France pour relancer la production agricole et industrielle. Cette politique a permis d'éviter une famine immédiate et d'affirmer la souveraineté économique, mais elle a également entraîné une bureaucratie inefficace, une hausse du chômage et des tensions politiques internes, contribuant finalement au coup d'Etat de 1965.

Ben Bella reçoit le Prix Lénine de la paix en 1963.

Homme d’action, homme de terrain, acteur central de bouleversements historiques, Ben Bella a fait de sa lutte pour l’indépendance nationale une véritable révolution arabe axé autour d’un socialisme algérien réaliste et d’une politique tiers-mondiste honorable. Son combat pour la liberté et l’égalité le range parmi les dignes révolutionnaires du continent. Il fut l'un de ces héros emblématiques de la guerre d'indépendance de l'Algérie qui conciliaient entre pensée et action et savaient gérer avec une grande efficacité la direction des combattants et l'encadrement de la lutte. Il était un leader chevronné dans les rangs de l'Organisation spéciale et l'un des planificateurs de la lutte armée. Ben Bella s'est imposé comme un tribun, un homme sachant parler aux populations, à la fois rurales et urbaines. Sur le plan international, il a apporté de l'aide militaire, matériel, stratégique et diplomatique aux nationalistes et mouvements de libération du continent. Il a fait d'Alger jusqu'à sa chute en 1965, une Mecque des révolutionnaires. Une terre d'accueil et de fraternité pour tous les révolutionnaires et combattants de la liberté. Le génie politique de Ben Bella, d’après ses partisans et les observateurs résidait dans sa capacité à unifier la révolution algérienne et à mobiliser le soutien international. Il avait pour objectif de construire un socialisme typiquement algérien.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no15-AGOSTINHO NETO (ANGOLA)



Né le 17 septembre 1922 à Icolo e Bengo et décédé le 10 décembre 1979 à Moscou, en ex-URSS. Antonio Agostinho Neto est un homme politique et un poète angolais. Fondateur du MPLA (Mouvement Populaire de Libération de l'Angola). Il est l'un des charismatiques leaders de la guerre d'Indépendance de l'Angola avec Holden Roberto et Jonas Savimbi. Agostinho Neto laisse un héritage multidisciplinaire à travers lequel il contribue à établir l'identité sociale, politique, culturelle et humaniste des Angolais. Il est l'une des hautes figures de la décolonisation des colonies portugaises d'Afrique et le père de l'indépendance de l'Angola. Il forme avec Mario De Andrade et Viriato Da Cruz, le premier gouvernement révolutionnaire angolais de l'histoire[85]. La politique économique et sociale d'Agostinho Neto visait à construire une nation unie sur une voie socialiste marxiste-léniniste, tout en cherchant à éviter une inféodation inconditionnelle aux puissances étrangères (USA, Portugal, France, URSS, Chine).

Antonio est le fils d'un pasteur méthodiste. Il suit des études de médecine à Coimbra puis à Lisbonne, au Portugal. Là-bas, Agostinho Neto fréquente le milieu des Angolais exilés et retrouve de jeunes étudiants africains qui joueront plus tard un grand rôle dans les luttes de l'indépendance de l'Afrique lusophone et australe à savoir Amilcar Cabral, Mario De Andrade, Viriato Da Cruz, Eduarno Mondlane, Vasco Cabral, Marcelino Dos Santos. Avec Amilcar Cabral et les autres leaders indépendantistes il fonde le Centre des Etudes Africaines. Au départ, ce mouvement se penche sur les cultures des pays membres, mais très vite aborde à propos de la culture, de l'art et de l'histoire des peuples colonisés d'Afrique, puis finalement de la

[85] Jonas Ossombey. Libreville/Gabon. L'Union. International. Angola : le pays célèbre Agostinho Neto.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

politique. Dans la même période, il compose de nombreux poèmes exaltant la culture angolaise. Il est incarcéré une première fois en 1951 et est élu prisonnier de l'année par Amnesty International. En février 1954, il est encore une fois mis aux arrêts mais le prestige politique du prisonnier ne laisse pas indifférent le milieu intellectuel et littéraire de l'époque ; des écrivains comme Jean-Paul Sartre, François Mauriac, Louis Aragon et Simone De Beauvoir entre autres participent à une campagne de pressions internationales en faveur de sa libération. Suite à la revendication des intellectuels du monde entier, il est libéré en 1957. Le 10 février 1956, Viriato Da Cruz et Mario De Andrade et autres, issus du parti communiste angolais interdit, fondent le MPLA (le Mouvement Populaire de Libération de l'Angola) dont le premier leader désigné est Mario De Andrade. Après ses études de médecine, Agostinho Neto devient l'un des premiers Angolais noirs à obtenir son doctorat en médecine. Il se marie avec une Portugaise Maria Eugenia et crée avec le Bissau-Guinéen Amilcar Cabral le MAC (Mouvement Anti-Colonialiste) l'un des plus puissants mouvements marxistes-léninistes d'Afrique qui regroupe des indépendantistes de toutes les colonies portugaises du continent noir. Il retourne au pays le 30 décembre 1959 et prend la direction locale du MPLA dont le siège est basé en Guinée-Conakry. Son combat pour l'indépendance le conduit très vite dans les geôles de Salazar. Le 8 juin 1960, il est arrêté dans son cabinet médical à Luanda, par les services secrets de la PIDE, la terrible police politique portugaise.

Marxiste-léniniste, « il voue son existence à la décolonisation totale du continent africain, ainsi qu'à la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et le racisme (Cf. Jeune Afrique, Chronique des années de fièvre, Annick Roure et Zyad Limam) » et son prestige politique s'accroit de plus en plus sur la scène politique africaine[86]. Entre autres, il devient l'un des plus célèbres auteurs de langue portugaise avec son œuvre poétique « Espérance Sacrée » dans laquelle ses vers lyriques évoquent sa croyance pour l'inéluctabilité en la victoire du nationalisme africain par les mots « personne ne peut arrêter la pluie ». La population angolaise à Icolo et Bengo, dans le village de Kaxicane se révolte, la police portugaise réagit. Bilan : 30 morts. Le 4 février 1961, le MPLA fait tonner le canon pour la première fois en Angola en attaquant les prisons de Luanda puis en brulant des centaines de plantations appartenant aux colons portugais. La répression fut féroce, les colons portugais éliminèrent des milliers de résistants poussant à l'exil d'autres centaines de milliers d'Angolais. Les Africains dans ce conflit colonial sont-ils tous des « sauvages » ? Pas sûr quand on observe le comportement des colons blancs dans cette guerre d'Indépendance. Nous sommes en 1960, lorsque le journal tunisien Afrique Action publie « une photo d'un jeune soldat portugais qui distrait ses camarades en balançant la tête d'un Angolais plantée dans le pieu d'un bois ». Agostinho Neto va se servir de cette photo pour dénoncer encore et toujours les atrocités du colonialisme. La police portugaise l'arrête de nouveau et le transfère dans une prison de Lisbonne le 17 octobre 1961. Une nouvelle campagne internationale en sa faveur a lieu avec la revue Présence Africaine, en tête de combat. Il reçoit encore le soutien des intellectuels et écrivains du monde entier, en particulier des Anglophones tels que la romancière Doris Lessing. Celui-ci est libéré et placé en résidence au Portugal en mars 1962. Très vite, le MPLA l'exfiltre. Ce dernier se réfugie avec sa femme et sa fille au Zaïre de Mobutu, à Kinshasa. Dorénavant, le monde littéraire

[86] Maceo Ouitona. Dix héros africains de la lutte pour l'indépendance. Afrik.com.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

progressiste soutiendra jusqu'à l'avènement de l'indépendance la lutte anti-coloniale du charismatique écrivain angolais dont les poèmes furent traduits en sept langues. En effet, l'ONU condamne les massacres portugais et reconnait le droit du peuple angolais à l'indépendance. Pour calmer les mouvements de libération nationale, le Portugal abolit le travail forcé et offre la citoyenneté portugaise à tous les Angolais si certains l'acceptent et émigrent au Portugal en vue d'un meilleur niveau de vie d'autres la rejettent par nationalisme.

Malgré ces réformes, les contrastes économiques et sociaux persistent : la plupart des élèves du secondaire sont toujours blancs, l'exploitation du pétrole est confiée aux entreprises françaises et américaines, celle du diamant aux Belges et aux Sud-Africains blancs[87]. En 1966, le MPLA après la paralysie de ses troupes au nord par les colons portugais décide d'investir à l'est du territoire angolais en attaquant les troupes portugaises dans la province de Moxico, ce fut un nouvel échec militaire. Les guérilleros reculent vers le sud dans la province de Cuando-Cobango où ils s'installent. L'armée portugaise en maitrise d'abord les populations et les voies de communication mais dès 1967, le MPLA arrive à se rapprocher des populations et obtient quelques succès militaires qui permettent à forger le concept de zone libérée (« zona libertada »), appliqué désormais au sud-est de l'Angola. Mais un autre événement majeur va basculer le rapport de forces : en mars 1966 fut créée l'UNITA (Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola) de Jonas Savimbi un dissident du FLNA (Force de Libération Nationale de l'Angola) soutenu par son ethnie, les Ovimbundu. En effet, l'UNITA était lors de sa fondation implantée militairement dans cette région qui est la partie la plus vulnérable du territoire. Dès lors, le MPLA et l'UNITA deviennent rapidement les rivaux de cette région et finalement le MPLA perd le contrôle de cette zone. En 1968, le MPLA tente encore une fois de libérer le nord dans la zone de Malange pour implanter des structures nécessaires aux activités de la guérilla et créer un point de contact entre les forces du nord et celles de l'est afin de faciliter la circulation d'hommes, de munitions et de médicaments jusqu' aux frontières de l'Angola. Habile tacticien, Agostinho Neto s'associe avec le FLNA de Roberto Holden un autre mouvement de libération fondé en 1962 afin d'affaiblir l'UNITA qui domine l'est et la province de Huambo et de lutter contre les Forces Portugaises qui contrôlent les routes d'approvisionnement partant de la Zambie sans oublier la PIDE (Policia Internacional de Defesado Estado) qui soutient l'UNITA. Soutenu par l'OUA (l'ancêtre de l'Union Africaine), le MPLA d'Agostinho Neto devient le parti le plus prééminent dans sa lutte armée pour l'indépendance. Le FLNA de Roberto Holden étant en désaccord avec Kinshasa pour son soutien aux rebelles Bakongo est rayé des listes des partis qui bénéficiaient l'aide de l'OUA et le MPLA en devient le seul bénéficiaire. Dès lors, le MPLA partage théoriquement le territoire en « six régions militaires » pour démontrer à ses rivaux politiques son ambition de maitriser l'ensemble de l'Angola. Le dictateur portugais Salazar meurt en 1970, mais la guerre d'indépendance continue entre les nationalistes angolais et les colons portugais. Toutefois, les trois mouvements indépendantistes à savoir le MPLA d'Agostinho Neto, le FLNA de Roberto Holden et l'UNITA de Jonas Savimbi n'ont ni les mêmes intérêts ni les mêmes visions. Le Portugal impose un service militaire pour mater la rébellion angolaise et envoie des

[87] Louiza Gallèze. Agostinho Neto, figure emblématique de la lutte pour l'indépendance angolaise. Radio Ifrikiya.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

centaines de milliers de soldats pour maintenir l'Angola sous domination coloniale : plus de 3300 soldats portugais mourront en 14 ans de guerre. Entre-temps, des guerres de même type en Guinée portugaise et au Mozambique se déclenchent. La guérilla se généralise dans l'ensemble des colonies portugaises. En 1974, la révolution des Œillets au Portugal porte au pouvoir le général Antonio De Spinola qui renverse le régime dictatorial de Marcelo Caetano. Les nouveaux dirigeants portugais sont pressés d'accorder l'indépendance à leurs anciennes colonies d'Afrique, tant les guerres furent coûteuses pour le Portugal : l'effort de guerre absorba 40 % du budget. Le 11 novembre 1975, le Portugal accorde l'indépendance de l'Angola après la signature des accords d'Alvor par les trois mouvements indépendantistes le MPLA d'Agostinho Neto, le FLNA de Roberto Holden et l'UNITA de Jonas Savimbi mais le Portugal l'accorde au peuple et non aux mouvements indépendantistes qui ont mené la guerre de libération nationale. En effet, le Portugal ne veut remettre le pouvoir à aucun de ces trois mouvements en particulier. Pas question pour les Occidentaux de laisser l'Angola aux « mains » des communistes du MPLA. Ni le FLNA de Roberto Holden abandonné par le Zaïre de Mobutu, ni l'UNITA de Jonas Savimbi soutenu par le régime raciste de l'apartheid en Afrique du Sud n'a le soutien de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine) seul le MPLA bénéficie de ce privilège, c'est donc Agostinho Neto seul qui proclame l'indépendance de la République Populaire de l'Angola le 11 novembre 1975. Dès lors, le FLNA de Roberto Holden rompt son alliance avec le MPLA. Le président Agostinho Neto quant à lui fait appel aux conseillers militaires cubains et soviétiques pour lutter contre le FLNA de Roberto Holden et l'UNITA de Jonas Savimbi soutenus par les Américains et les Sud-Africains.

L'Angola obtient son indépendance mais ce n'est pas pour autant que la lutte cesse pour le MPLA bien au contraire le pays est au bord de la guerre civile après la guerre d'Indépendance de l'Angola. Les Américains et les Sud-Africains avec l'appui des Portugais vont sombrer l'Angola dans une période de 20 ans de guerre civile afin de tenter de s'arracher le pétrole-revenu des mains de la Russie (ex-URSS) et de Cuba[88]. Agostinho Neto protège les réserves d'hydrocarbures et signe des contrats avec des compagnies d'extraction de pétrole soviétiques et cubaines qui lui assurent une rente pétrolière importante permettant plus tard à l'Angola d'atteindre le cap de 5ème producteur de pétrole africain. La guerre civile devient ainsi imminente. Cabinda qui représente un tiers de la production du pétrole du pays fait une sécession à son tour sous le FLEC (Front pour la Libération de l'Enclave de Cabinda) soutenu par l'UNITA de Jonas Savimbi. Entre-temps l'URSS apporte massivement son soutien à Agostinho Neto en fournissant 200 millions de dollars en équipement militaire et le Cuba de Fidel Castro envoie 12000 soldats pour défendre l'armée nationale angolaise face aux différents mouvements rebelles (FLNA, FLEC, UNITA). Pendant la première année de guerre civile le MPLA fort de l'aide d'une importante force expéditionnaire cubaine prend le contrôle de l'Ouest du territoire. L'UNITA chassée de Huambo en 1975, doit se replier dans l'est afin d'échapper aux troupes loyalistes du MPLA. Ses liens avec l'Afrique du Sud s'approfondissent. Les troupes sud-africaines ne menant pas une guerre d'occupation demeurent des observateurs dans ce conflit militaire. Ainsi le gouvernement angolais signe un traité de 20 ans d'amitié et de coopération avec l'URSS et le 17 décembre 1977 le parti-Etat se dote de deux

[88] Jihan El-Tahri. Cuba, une odyssée africaine (2007). Documentaire.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

lettres supplémentaires affirmant ses principes marxistes (MPLA-PT Parti Travailleur).Le FLNA quant à lui semble inactif au nord. L'Angola devient un partenaire privilégié de l'URSS en Afrique dans cette période de guerre froide à l'image de l'Egypte, de l'Algérie et de la Libye. Mais le régime d'Agostinho Neto se durcit surement à cause des atrocités de la guerre civile commises par les mouvements rebelles et séparatistes. En effet, il instaure le MPLA comme parti unique dès 1976. Il interdit les associations autonomes et la liberté de presse et nationalise les masses médias. Il réprime toute forme d'opposition pouvant déstabiliser le pays. Son image de combattant de la liberté se détériore peu à peu en celle de dirigeant autoritaire. En 1978, Neto privilégie l'idéologie nationaliste à la tutelle soviétique et effectue un voyage au Zaïre pour y rencontrer Mobutu, soutenu par les Etats-Unis d'Amérique. Il amnistie de nombreux prisonniers politiques angolais afin de sauver son régime. Mobutu quant à lui vient en Angola et signe un pacte de non-agression. Neto évacue les Cubains du territoire angolais pour les remplacer par une Commission conjointe Portugal-Angola et France afin d'assouplir ses relations diplomatiques avec les pouvoirs occidentaux qui mènent des pressions politiques et économiques sur tous les régimes communistes en Afrique. Il autorise l'implantation des compagnies occidentales notamment pétrolières et défend les relations avec Washington afin de renforcer la position géostratégique de l'Angola au milieu des pays africains pro-occidentaux et affirme sa position de non-aligné mais se heurte à des théoriciens marxistes les plus radicaux tels que Nito Alves qui prépare une tentative de coup d'Etat. Il choisit finalement le modèle socialiste comme nouvelle idéologie du MPLA et abandonne progressivement le communisme. Ce qui explique l'éloignement de l'URSS dans ses relations diplomatiques avec l'Angola. Cuba quant à lui reste un pays ami. Etant donné que l'URSS est très autoritaire, il envoie en mission Viriato Da Cruz afin que l'Angola se rapproche de la Chine populaire, pays socialiste du Tiers-Monde donc non blanc mais refuse et décide de condamner toute ingérence chinoise soutenant que l'Afrique doit se libérer seule. Malgré son esprit délié et souple de nationaliste et ses talents de diplomate et de stratège Agostinho Neto n'arrive pas à apporter la prospérité au peuple angolais ni à mettre fin à la guerre civile qui déchire l'Angola. Brejnev invite le président Agostinho Neto à un voyage à Moscou, c'est ainsi que ce dernier présente un jeune homme José Eduardo Dos Santos éduqué en URSS et marié à une Russe. Il décède le 10 décembre 1979 d'une grave maladie lors de son voyage en Russie au cours duquel il allait se faire soigner. José Eduardo Dos Santos devient le successeur d'Agostinho Neto. Malgré plusieurs succès militaires du MPLA et de nombreux accords de paix, l'Angola ne connaitra la paix définitive qu'à partir de 2002 où les troupes loyalistes de Dos Santos remportèrent définitivement la guerre civile face à l'UNITA en éliminant ainsi le célèbre chef rebelle Jonas Savimbi dans la province de Moxico, qui n'avait pas respecté les accords de Lusaka en 1995. Dorénavant, le MPLA contrôle militairement la totalité de l'Angola, mais le grand défi d'aujourd'hui de ce « Brésil avorté » consiste en une véritable maitrise géopolitique qui dépasse amplement le cadre militaire de la nation angolaise.

Chef de libération, habile tacticien, diplomate chevronné et illustre écrivain, Agostinho Neto a pu mener un noble combat contre l'impérialisme, le colonialisme et le racisme durant la période coloniale voulant protéger les richesses minières et les rentes pétrolières des « mains » des puissances occidentales il se heurta très tôt malgré l'aide des conseillers militaires cubains et soviétiques à une rébellion montée par ses anciens compagnons de lutte le FLNA

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

de Holden Roberto et l'UNITA de Jonas Savimbi soutenus par les Américains et les Sud-Africains. Mais on ne peut nier les efforts louables de ce grand leader nationaliste sur la scène diplomatique qui permirent à renforcer la position géostratégique de l'Angola sur la production du pétrole-revenu. L'Angola devient par la suite un grand pays agricole et un grand pays pétrolier dans la région. Bien qu'elle soit une république dite populaire, la République proclamée par le MPLA ne naît en réalité pas avec un état civil précis, du point de vue du choix du système économique et du modèle politique. L'analyse du programme politique du MPLA permet de démontrer ce fait. En effet, contrairement à l'UNITA d'avant 1974, le MPLA n'avait jamais produit auparavant un discours programmatique précisant qu'il est un régime communiste. En réalité, il s'agissait d'un régime modérément socialiste. Même dans sa version revue en 1974, le Programa Maior du MPLA parlait à peine de l'instauration d'un régime démocratique basé sur le suffrage universel, égalitaire, direct et secret, et de garantie de la liberté d'expression, et de toutes les libertés en matière de conscience, de culte, de presse, de réunion. Concernant le volet économique et social, le Programme Majeur du MPLA prônait certes l'instauration d'un régime de justice sociale, la planification économique, l'exploitation des ressources énergétiques par l'Etat, une réforme agraire et la création de coopératives, mais ce n'est rien de comparable avec la Charte de l'UNITA de 1973, clairement d'inspiration maoïste. Ce n'est que plus tard que l'UNITA optera pour une politique capitaliste.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no16-SYLVANUS OLYMPIO (TOGO)



Né le 6 septembre 1902 à Kpando et décédé le 13 janvier 1963 à Lomé. Sylvanus Ephiphanio Silvio Kwami Olympio est un homme politique togolais qui a été Premier ministre, puis président, du Togo de 1958 jusqu'à son assassinat en 1963. Après la Seconde Guerre mondiale, Olympio devient un acteur important dans les efforts d'indépendance du Togo et son parti a remporté les élections de 1958, faisant de lui le premier Premier ministre du pays. Son pouvoir est renforcé lorsque le Togo obtient son indépendance et qu'il remporte les élections de 1961, faisant de lui le premier président de la République du Togo. Sylvanus Olympio est souverainiste. Il ambitionne de faire du Togo, une puissance économique auto-dirigée et non une simple pourvoyeuse de matières premières. Sylvanus Olympio s'écarte de tout discours impliquant les pays de l'AOF et de l'AEF sur la question de la balkanisation et de la fédéralisation. Il est proche des pays du Commonwealth qui sont davantage soucieux du respect de la souveraineté des Etats africains. Il souhaite affranchir le Togo de la dépendance de la France. Il opte pour la création du franc togolais. Il se rapproche de l'Allemagne et des Etats-Unis qui approuvent sa politique d'autonomie économique. La France craint de perdre son influence en Afrique face à ce leader d'envergure. Il est assassiné lors du coup d'Etat togolais de 1963. Sylvanus Olympio est aujourd'hui un héros et un martyr du panafricanisme[89].

Il est le petit-fils de l'important commerçant brésilien Francisco Olympio Sylvio et le fils d'Ephiphanio Olympio, qui dirige l'importante maison de commerce des Miller Brothers de

[89] Nofi. Sylvanus Olympio, le visionnaire oublié du panafricanisme.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Liverpool à Agoué, dans l'actuel Bénin. Son oncle, Octaviano Olympio installe son commerce à Lomé, future capitale du protectorat, et devient rapidement l'un des personnages les plus riches de la colonie allemande puis française du Togoland. Les Olympio appartenaient donc à une communauté aristocratique d'ascendance mixte brésilienne, yoruba et africaine qui était liée à la fois, au peuple Amaro du Nigéria et au peuple Tabom du Ghana.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, la colonie passa sous le contrôle du gouvernement de Vichy France qui traita la famille Olympio avec une méfiance générale en raison de ses liens avec les Britanniques. Olympio est arrêté en 1942 et détenu sous surveillance constante dans la ville éloignée de Djougou dans le Dahomey français. L'emprisonnement changera de manière permanente sa perception des Français et il deviendra un militant actif qui lutte pour l'indépendance du Togo à la fin de la guerre.

Olympio est devenu actif dans la lutte nationale et internationale pour obtenir l'indépendance du Togo après la Seconde Guerre mondiale[90]. Etant donné que le Togo n'était pas officiellement une colonie française, mais une administration allemande sous occupation française selon les règles de la Société des Nations puis des Nations Unies, Olympio adresse une pétition au Conseil de tutelle des Nations Unies pour une série de questions suggérant l'indépendance. Sa pétition de 1947 au Conseil de Tutelle est la première pétition pour la résolution de griefs pris aux Nations Unies. Sur le plan intérieur, il fonde le Comité de l'Unité Togolaise (CUT) qui est devenu le principal parti s'opposant au contrôle français sur le Togo.

Le parti d'Olympio boycotte la plupart des élections au cours des années 1950 au Togo en raison de la forte implication française dans les élections y compris l'élection de 1956 qui a fait de Nicolas Grunitzky, le frère de la femme d'Olympio, le Premier ministre de la colonie à la tête du Parti du Progrès Togolais. En 1954, Olympio est arrêté par les autorités françaises et son droit de vote et d'éligibilité est suspendu. Cependant, ses pétitions au Conseil de tutelle ont conduit aux élections de 1958 où le contrôle français sur les élections était limité, bien que la participation soit restée importante et que le parti CUT d'Olympio ait pu remporter tous les postes élus au conseil national. Les Français ont alors été contraints de restaurer le droit d'Olympio d'exercer ses fonctions et il est devenu le Premier ministre de la colonie togolaise et a commencé à faire pression aux autorités coloniales pour qu'elles lui cèdent l'indépendance.

De 1958 à 1961, Olympio est Premier ministre du Togo est également Ministre des Finances, Ministre des Affaires Etrangères et Ministre de la Justice de la Colonie. Il se connecte avec beaucoup d'autres leaders progressistes qui milite pour l'unité et l'indépendance du continent ; tel que Ahmed Sékou Touré , premier président de la Guinée Indépendante, conseiller spécial de son gouvernement en 1960. En 1961, dans le cadre de la transition du pouvoir hors du contrôle français, le pays vote pour un président et confirme la Constitution élaborée par Olympio et son parti. Olympio bat Grunitzky avec plus de 90 % des voix pour devenir le premier président du Togo Indépendant et la Constitution est approuvée.

[90] Zeus Komi Aziadouvo. Sylvanus Olympio : panafricaniste et pionnier de la CEDEAO.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Olympio a largement poursuivi une politique de connexion du Togo avec la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et d'autres pays du bloc occidental . En 1962, il visite les Etats-Unis et rencontre amicalement le président John F. Kennedy. A bien des égards, il était un lien culturel entre l'Afrique de l'Ouest britannique et française et parlait couramment les deux langues et était lié aux élites des deux cercles.

L'une des dynamiques déterminantes de la présidence d'Olympio a été la relation tendue entre le Ghana et le Togo. Kwame Nkrumah et Olympio étaient initialement des alliés travaillant ensemble pour obtenir l'indépendance de leurs pays voisins ; cependant, les deux dirigeants se sont séparés lorsqu'ils se sont battus pour la partie orientale de la colonie allemande qui était devenue une partie de la Gold Coast britannique et finalement une partie du Ghana. La division administrative a abouti à la division de la terre du peuple Ewe. Nkrumah a proposé ouvertement que le Togo et le Ghana dissolvent les frontières coloniales et s'unissent tandis qu'Olympio cherchait à faire revenir la partie orientale de la colonie allemande au Togo. La relation est devenue assez tendue avec Olympio se référant à Nkrumah comme un ennemi et Nkrumah menaçant à plusieurs reprises le gouvernement d'Olympio.

Les relations entre les deux pays sont devenues très tendues après 1961 avec de multiples tentatives d'assassinat contre chaque dirigeant, entraînant des accusations contre l'autre dirigeant et une répression intérieure conduisant à ce que les réfugiés reçoivent le soutien de l'autre pays. Des exilés opposés à Nkrumah organisés au Togo et des exilés opposés à Olympio organisés au Ghana créant une ambiance très tendue.

Les Français traitaient d'abord Olympio avec une hostilité significative pendant la transition vers l'indépendance et plus tard, après qu'Olympio soit devenu président en 1961, les Français commençaient à craindre qu'Olympio s'alignent sur les intérêts britanniques et américains. Olympio adopta une position unique pour les premiers dirigeants africains indépendants des anciens territoires français[91]. Bien qu'il essayât de compter sur peu d'aide étrangère, au besoin, il s'appuya sur l'aide allemande (Olympio s'exprimait couramment en allemand) plutôt que sur l'aide française. Il ne faisait pas partie des alliances entre la France et leurs ex-colonies notamment en ne rejoignant pas l'Union Africaine et Malgache et favorisait les liens avec les anciennes colonies britanniques (notamment le Nigéria) et les Etats-Unis. Finalement, il commença à améliorer les relations avec la France et lorsque les relations avec le Ghana étaient les plus tendues, il a conclu un pacte de défense avec les Français afin d'assurer la protection du Togo.

La politique intérieure fut largement définie par les efforts d'Olympio pour limiter les dépenses et développer son pays sans dépendre du soutien extérieur et de la répression des partis d'opposition.

[91] Zeus Komi Aziadouvo. Sylvanus Olympio : panafricaniste et pionnier de la CEDEAO.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

En effet, il veut faire du Togo, une puissance économique auto-dirigée et non une simple pourvoyeuse de matières premières. Son ambition est de permettre au Togo de s'affranchir de la dépendance de la France. Il décide de créer le franc togolais.

Sylvanus Olympio se rend en France en 1958 pour rencontrer le général De Gaulle afin d'aborder le sujet de l'indépendance. Dans les échanges, la France annonce au Premier ministre Sylvanus Olympio que les dépenses de sa tutelle pendant la colonisation s'élèvent à 800 millions de FCFA. Surpris, Olympio reporte la proclamation de l'indépendance deux ans plus tard, le temps de rembourser la dette car il estime qu'un Etat endetté ne peut être libre.

Il diversifie les sources d'enrichissement et à une allocution à la nation de 1961, le président Olympio est heureux de proclamer au peuple, la participation du Togo au capital social de la Compagnie Togolaise des Mines du Bénin (CTMB) à hauteur de 20 %.

Sylvanus Olympio s'emploie à développer des liens bilatéraux avec l'Allemagne et les Etats-Unis. Il s'entoure d'un conseiller monétaire allemand, von Mann. Les Etats-Unis fournissent des aides alimentaires et financières, et approuvent l'ambition d'autonomie économique du Togo.

Sylvanus Olympio mène une politique d'autonomie économique visant à libérer le Togo de la tutelle française et des liens exclusifs avec ses voisins, en privilégiant une indépendance monétaire et une ouverture bilatérale. Sa politique d'autonomie économique s'articule autour de 3 axes : Souveraineté monétaire. Diversification diplomatique. Vision libérale et régionale.

-Souveraineté monétaire : Il crée la Banque Centrale du Togo en 1962 et promulgue une loi pour introduire le franc togolais, souhaitant initialement le lier au Deutsche Mark plutôt qu'au franc CFA, ce qui déplait fortement à la France.

-Diversification diplomatique : Il développe des liens économiques avec l'Allemagne notamment via son conseiller monétaire Erwin von Mann et les Etats-Unis, tout en refusant de rejoindre l'OCAM (Organisation Commune Africaine et Malgache) qu'il considère à l'opposé de l'OUA comme une pseudo-organisation panafricaine très proche de la Françafrique et de ses réseaux.

-Vision libérale et régionale : Formé à la London School of Economics, il prône un libéralisme économique pragmatique, la rationalisation du développement et une coopération économique régionale avec le Dahomey et le Nigéria pour surmonter l'étroitesse des marchés nationaux.

Sylvanus Olympio pense qu'une coopération franco-africaine ne suffit pas pour le développement du Togo et des autres Etats africains et souhaite par conséquent une coopération économique, technique et financière avec tous les pays de la CEE (Communauté Economique Européenne) et les Etats-Unis d'Amérique.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Sylvanus Olympio n'est pas opposé à la France mais souhaite consolider l'indépendance du Togo par une politique d'équilibre, en développant des rapports diplomatiques et économiques avec d'autres pays que la France, comme l'Allemagne ou les Etats-Unis. Sa politique est jugée par le gouvernement français opposée aux intérêts français. En mai 1960, il avait confié à l'AFP (Agence France Presse) : « Je vais faire mon possible pour que mon pays se passe de la France ».

Il met rapidement en place un régime à parti unique excluant les élites politiques du nord et s'appuie sur celles du milieu des affaires du sud, auparavant privilégiées à l'époque coloniale, qui lui semblent plus fidèles à la cause nationale.

Il est renversé le 12 janvier 1963 par un coup d'Etat qui porte Gnassingbé Eyadéma au pouvoir. Il est le premier chef d'Etat africain dans l'histoire assassiné lors d'un coup d'Etat.

D'aucuns affirment que Gnassingbé Eyadéma n'était pas directement impliqué dans la mort du leader indépendantiste togolais mais qu'il l'avait revendiquée au début avant de démentir.

Olympio estimait que le peuple togolais devait compter sur ses propres forces et non sur l'aide matérielle et financière de la France. Ayant un sens prononcé de l'honneur, il refusa d'offrir une aide militaire et logistique à la France qui décida de combattre un pays frère, un autre pays africain l'Algérie car il estimait qu'il était légitime pour les Algériens de revendiquer leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance et que l'indépendance de l'Algérie à l'instar de celle du Togo ne devait pas être une indépendance nominale mais effective. Une autre raison de son assassinat c'est que Sylvanus Olympio devait faire le difficile choix entre la Communauté Economique Européenne (CEE) et la France dans sa politique de coopération et de développement. Il estimait que le Togo n'était pas une colonie française mais une administration allemande sous tutelle de la France par mandat de l'ONU et exigeait la fin de la domination économique et culturelle de la France au Togo (Cf. Alain Foka. Archives d'Afrique).

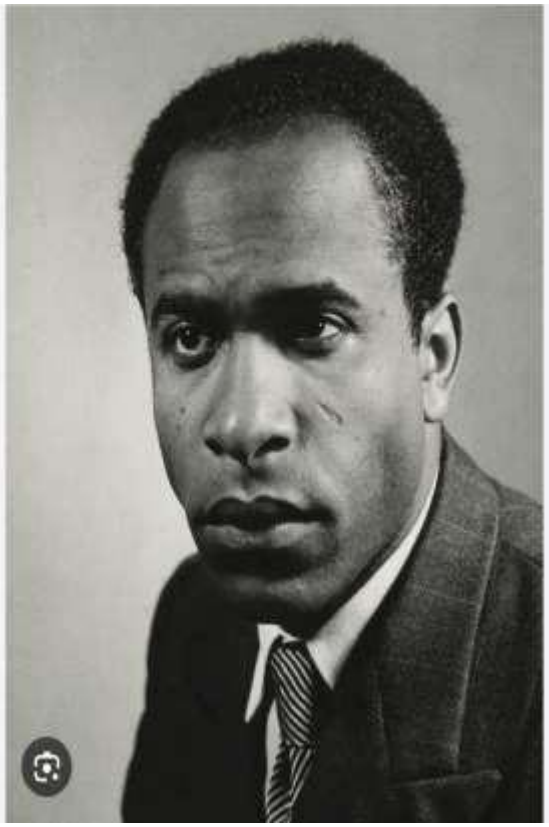
Suivant le plan de la classe politique française, c'est sous le joug économique, militaire et culturel de la France que les anciennes colonies devaient accéder à l'indépendance. La Guinée sous Sékou Touré faisait cavalière seule, elle opta pour l'indépendance totale et immédiate en 1958. Sékou Touré pressentait déjà les pièges dans les accords signés entre la France et ses anciennes colonies. Sylvanus Olympio ne correspondait absolument pas au profil de l'homme qui se soumettait à ce nouvel ordre colonial (ou ordre néocolonial). Il était un Africain et Togolais fier, avec des origines brésiliennes et nigérianes, ayant été éduqué à l'anglo-saxonne et à l'allemande, marié à une métisse aristocrate d'origine germano-polonaise, lui-même appartenant à l'aristocratie africaine d'origine Tabom, Ewe et Yorouba et ayant des affinités avec les Américains et les Britanniques. Il est loin d'avoir le profil d'un président sous tutelle. Il est à l'opposé des présidents Léon Mba du Gabon ou Senghor du Sénégal ou encore Houphouët-Boigny de Côte d'Ivoire qui dira-t-on poliment - étaient admiratifs de la France. Olympio était tout sauf subjugué par la France. Déterminé à casser totalement la domination coloniale sur son pays, jusqu'à sacrilège (« parlant comme un colon »), renier les accords de

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

défense de 1958. Fin stratège politique. Il avançait ses pions intelligemment, sans laisser la part belle au colon comme Houphouët-Boigny mais sans agressivité comme Sékou Touré. Autant dire qu'il échappait à l'emprise de la Françafrique. Sa décision de sortir du franc CFA et de créer une monnaie en collaboration avec l'Allemagne fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase. Cependant Olympio entre dans l'histoire par la grande porte comme l'un des dignes fils du continent. Ce leader politique visionnaire a conçu le projet du port autonome de Lomé qui, 60 ans après, demeure le seul port en eau profonde de l'Afrique de l'Ouest francophone.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no17-FRANTZ FANON (ALGERIE)



Né le 20 juillet 1925 à Fort-de-France, en Martinique, et éteint prématurément le 6 décembre 1961 à Bethesda, dans un hôpital militaire près de Washington, aux Etats-Unis, Frantz Fanon est un psychiatre de formation, essayiste engagé et homme politique français se considérant comme citoyen algérien. Fanon est bien plus qu'un intellectuel anticolonial : il est, aux yeux de l'histoire africaine contemporaine, l'un de ses penseurs les plus fulgurants et les plus profonds. Bien que Français par naissance, il se revendiquait Algérien par choix et par combat, offrant sa vie à la cause de la libération des peuples dominés. Théoricien majeur de la révolution algérienne, articulant les luttes d'indépendance au panafricanisme, il a su ériger la pensée de la décolonisation en une véritable philosophie de l'émancipation humaine. Fanon fut un pont vivant entre l'Afrique, les Amériques et l'Asie insurgée, plaidant pour une solidarité révolutionnaire mondiale entre tous les peuples opprimés[92]. Sa pensée radicale sur l'aliénation coloniale, la violence libératrice, le racisme structurel et la désaliénation du sujet noir a irrigué les luttes du Sud global, et continue d'inspirer chercheurs, militants et peuples en quête de dignité. Fanon appelle à une révolution de l'humain, visant à créer un monde affranchi des hiérarchies de race, de genre et de classe, dépassant les limites de l'humanisme européen traditionnel jugé complice du colonialisme. Il dénonce l'incapacité de la bourgeoisie des pays décolonisés à mener une vraie révolution, la qualifiant de classe parasitaire et mimétique de la bourgeoisie dite occidentale, incapable de rationaliser la pratique populaire.

[92] Mehdi Amel. La pensée révolutionnaire de Frantz Fanon. Contre-temps revue de critique communiste.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Frantz Fanon est l'un des fondateurs du courant de pensée tiers-mondiste, et une figure majeure de l'anticolonialisme. Il a inspiré les études postcoloniales. Il cherche à analyser les conséquences psychologiques de la colonisation à la fois sur le colon et sur le colonisé. Dans ses livres les plus connus comme Les Damnés de la Terre, il analyse le processus de décolonisation sous les angles sociologique, philosophique et psychiatrique.

Il est le cinquième enfant d'une famille métissée afro-caribéenne de huit enfants. Il fréquente le Lycée Victor-Schoelcher de Fort-de-France où Aimé Césaire enseigne à l'époque. Il s'engage ensuite dans l'Armée française de Libération en 1943 après le ralliement des Antilles françaises au général De Gaulle. Il explique ce choix dans l'armée par sa volonté de défendre tout peuple menacé dans sa dignité ou sa liberté. Toujours membre de l'armée française, il est envoyé pendant un séjour en Algérie. Ce séjour est pour lui, l'occasion d'analyser la structure de la société coloniale qu'il conçoit comme pyramidale : colons riches, petits-blancs, juifs, indigènes évolués, masses du peuple. Elle est pour lui par essence raciste[93].

De retour en Martinique, il passe le baccalauréat et apporte son soutien à Aimé Césaire un militant du Parti Communiste Français lors des élections législatives de 1945. Il obtient une bourse d'enseignement supérieur et part en France métropolitaine poursuivre des études de médecine. Il en profite pour suivre des leçons de philosophie et de psychologie à Lyon. Sur le plan politique, il dirige le journal étudiant Tam-Tam et participe à différentes mobilisations anti-colonialistes avec les Jeunesses Communistes dont il est un observateur non membre[94].

Ses études de psychiatrie lui permettront de construire ses futures idées et thèses. Frantz Fanon explique les causes des problèmes psychologiques chez les minorités et les colonisés par l'étude de cas des victimes du colonialisme. Il insiste sur la nécessité d'étudier les traumatismes coloniaux passés, pour expliquer l'état psychologique, émotionnel et physique, des générations d'aujourd'hui. Il dénonce dans son ouvrage « Peau noire, Masques blancs » le racisme et la colonisation linguistique. Il évoque à plusieurs reprises le racisme dans les milieux intellectuels parisiens[95].

Pour Fanon, la colonisation entraîne une dépersonnalisation, qui fait de l'homme colonisé un être « infantilisé, opprimé, rejeté, déshumanisé, acculturé, aliéné », propre à être pris en charge par la puissance colonisatrice. Dès le début de la guerre d'Algérie, en 1954, il s'engage auprès de la résistance nationaliste et noue des contacts avec certains officiers de l'Armée de Libération Nationale ainsi qu'avec la direction politique du Front de Libération Nationale (FLN), Abane Ramdane et Benyoucef Benkhedda en particulier. Il remet au gouverneur Robert Lacoste sa démission de médecin-chef de l'hôpital de Blida-Joinville en novembre 1956 puis est expulsé d'Algérie en janvier 1957.

Il décide de rompre avec sa nationalité française et se définit comme Algérien. Il rejoint le FLN à Tunis, où il collabore à l'organe central de presse du FLN, El Moudjahid, comme spécialiste

[93] Said Bouamama. Les figures de la libération africaine. FUIQP cours °4 Frantz Fanon.
[94] Pierre Bouvier. Aimé Césaire et Frantz Fanon. Portrait de décolonisés.
[95] Frantz Fanon. Peaux noires, masques blancs. Seuil 1952.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre
des problèmes de torture parce qu'il avait soigné plusieurs tortionnaires en tant que psychiatre à l'hôpital de Blida. En 1958, il se fait établir un vrai-faux passeport tunisien au nom d'Ibrahim Omar Fanon. En 1959, il fait partie de la délégation algérienne au congrès panafricain d'Accra ; il publie la même année L'An V de la révolution algérienne préfacé par François Maspero. En mars 1960, il est nommé ambassadeur du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne (GPRA) au Ghana. Il échappe durant cette période à plusieurs attentats au Maroc et en Italie. Il entame à la même époque l'étude du Coran, sans pour autant se convertir. Il rencontre Jean-Paul Sartre à Rome, pendant l'été 1961. Sartre interrompt son strict régime de travail pour passer trois jours entiers à converser avec Fanon. Il est séduit et bouleversé par sa personnalité peu commune. L'admiration est réciproque. Sartre préface son dernier ouvrage Les Damnés de la Terre.

Atteint d'une leucémie, il se fait soigner à Moscou, puis, en octobre 1961, à Bethesda près de Washington, où il meurt le 6 décembre 1961 à l'âge de 36 ans, quelques mois avant l'indépendance algérienne, sous le nom d'Ibrahim Omar Fanon. Dans une lettre laissée à ses amis, il demandera à être inhumé en Algérie. Son corps est transféré à Tunis, et sera transporté par une délégation du GPRA à la frontière. Son corps sera inhumé par Chadli Bendjedid, qui devient plus tard président algérien, dans le cimetière de Sifana près de Sidi Trad, en Algérie. La disparition précoce de ce jeune révolutionnaire africain est une perte énorme pour l'Algérie et l'Afrique. Frantz Fanon ne verra jamais la proclamation de l'indépendance de l'Algérie en 1962. Chose pour laquelle il s'est battu toute sa vie.

Il laisse derrière lui son épouse, Marie-Josèphe Dublé, dite Josie (morte le 13 Juillet 1989 et inhumée au cimetière d'El Kettar au centre d'Alger), et deux enfants : Olivier, né en 1955, et Mireille, qui épousera Bernard Mendès France (fils de Pierre Mendès France).

Frantz Fanon connaitra une reconnaissance tardive dans le monde francophone. Il est consciemment occulté par la France pour sa condamnation radicale du colonialisme français. Il devient en France, un philosophe maudit. Il faudra attendre quelques années pour que la France le réhabilite. La mémoire de Frantz Fanon est honorée dans de nombreux pays (Italie, Nigéria, Etats-Unis) où des centres de recherche ont été baptisés à sa mémoire. Il est aujourd'hui considéré comme l'un des plus grands théoriciens et hommes d'action de la révolution africaine. Frantz Fanon était une tête de colère et de détermination, un modèle d'engagement. Défenseur de l'opprimé, du méprisé, du colonisé, il prônait la violence révolutionnaire comme recours ultime pour briser les chaînes de la servitude. Peu porté sur la diplomatie, il incarnait en revanche, le militant intransigeant, le révolutionnaire intègre. Fidèle à ses principes, il n'a reculé devant rien pour défendre ce qui était le plus important à ses yeux : la liberté, la justice, la dignité. Son héritage a profondément influencé les mouvements de libération du Tiers-Monde, les Black Panthers, Steve Biko et la pensée postcoloniale contemporaine. Fanon est une icône du panafricanisme au XX ème siècle. Si les écrits de Frantz Fanon reviennent comme un boomerang dans le monde des idées en France, à la faveur du travail de l'antiracisme politique et de l'intérêt grandissant que lui portent les sphères académiques et militantes anglophones (Etats-Unis, Royaume-Uni), il est capital de réinterpréter les exégètes contemporains de la pensée politique du révolutionnaire algérien.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no18-RUBEN UM NYOBE (CAMEROUN)



Né à Eog Makon au Cameroun le 10 avril 1913 et décédé le 13 septembre 1958 à Libelingoi. Ruben Um Nyobè, est un homme politique camerounais. Fondateur de l'UPC-RDA (Union des Populations du Cameroun, section RDA). Chef de parti politique et indépendantiste africain. Grand méconnu de la vague des indépendances africaines en 1960, il est pourtant reconnu comme l'un des pionniers de l'indépendance du Cameroun avec Félix-Roland Moumié et Ernest Ouandié, ses compagnons de lutte. Son surnom '' Mpodol '' signifie le porte-parole. Il est la première personnalité politique de l'histoire à revendiquer l'indépendance du Cameroun. En 1992, il est proclamé héros national par le président Paul Biya. Jusque dans les années 1990, l'évocation du nom Ruben Um Nyobè était interdite par les présidents Ahmadou Ahidjo puis Paul Biya. Vice-président du RDA (Rassemblement Démocratique Africain), il décide à l'opposé de son mentor Félix Houphouët-Boigny de continuer la lutte contre le système colonial français plutôt que de négocier une indépendance sous la tutelle de la France. Um Nyobè revendique l'indépendance absolue et la réunification du « Kamerun »[96].

Ruben Um Nyobè passe son enfance à Boumnyébel non loin de Yaoundé, la capitale économique du Cameroun. Le Cameroun est alors encore sous occupation allemande, mais se trouve partagé entre la France et le Royaume-Uni. Um Nyobè est scolarisé dans les écoles presbytériennes de la partie du pays occupé par la France. Il fait partie de la minorité des indigènes ayant accès à cette scolarisation. Par la suite, il est promu fonctionnaire, d'abord dans le domaine des finances puis dans l'administration judiciaire. Il épouse en 1944 Marthe Françoise Ngo Mayack et s'en sépare pour prendre le maquis en 1955, il rencontre alors Marie

[96] Joseph-Achille Mbembe. Um Nyobé (Ruben). Le problème national kamerunais. Paris, l'Harmattan, 1984.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Ngo Njock Yégba, de laquelle il eut un fils Daniel Um Nyobè, né en avril 1957 au front. Polyglotte, il parle le français et l'allemand avec les dialectes Bassa, Bulu et Douala. Ruben Um Nyobè devient fonctionnaire et s'intéresse assez tôt à la politique. Il s'engage à la fin des années 1930 dans la jeunesse camerounaise française, une organisation mise sur pied par l'administration française pour lutter contre la propagande nazie avant de prendre part, à la fin de la Seconde Guerre mondiale au Cercle d'études marxistes[97]. Rapidement, le sentiment nationaliste et anticolonial se développe chez Ruben Um Nyobè lors des événements des attaques des colons sur les grévistes camerounais. En septembre 1945, les colons tirent sur les manifestants provoquant une émeute suite à laquelle il eut 8 morts et 20 blessés selon les autorités coloniales. Entre temps, Um Nyobe rejoint l'Union des syndicats confédérés du Cameroun (USCC) soutenu par la CGT (Confédération générale du travail), syndicat français de salariés. Les colons continuent de réprimer les militants de l'USCC et ses dirigeants seront éliminés. Une nouvelle génération de militants assure la direction et Ruben Um Nyobè devient Secrétaire général du syndicat. Le second événement majeur est la création du Rassemblement Démocratique Africain en 1946 à Bamako, au Mali. Ruben Um Nyobè devient le numéro deux de la fédération africaine juste derrière Félix Houphouët-Boigny. Sont présents à la fondation du rassemblement d'autres leaders indépendantistes tels que Sékou Touré et Modibo Keïta. De retour au Cameroun, Um Nyobè fonde le premier parti politique indépendantiste camerounais l'Union des Populations du Cameroun par des syndicalistes de l'USCC, la nuit du 10 avril 1948 dans un café-bar de Douala. Le parti décide alors en suivant le modèle du RDA de s'engager dans la lutte pour l'indépendance, il s'oppose au tribalisme et à son instrumentalisation comme facteur de division par les colons : « une telle situation nous impose de rompre avec le tribalisme périmé et un régionalisme rétrograde, qui à l'heure actuelle comme dans l'avenir, représente un réel danger pour l'épanouissement de cette nation camerounaise ». Cette approche conduit Um Nyobè à s'opposer aux intégrismes religieux, ainsi qu'à dénoncer le racisme anti-blancs. Il manifeste une grande confiance en l'ONU, alors récemment crée et en le droit international. Le Cameroun étant théoriquement « mis sous tutelle » et non exactement une colonie, ce statut lui offre des opportunités juridiques devant le droit international dont ne bénéficiaient pas les autres colonies françaises. Um Nyobè espère utiliser cet alibi afin de gagner l'indépendance sans recourir par la violence. Il multiplie les pétitions en direction des Nations Unies, organise des manifestations chaque fois qu'une mission de l'ONU se rend au Cameroun et intervient à trois reprises devant la commission de tutelle de l'ONU entre 1952 et 1954. Il revendique auprès des Nations Unies la réunification et l'indépendance totale du Cameroun. En effet, il estimait que la réunification du Cameroun devait passer d'abord avant l'indépendance. Il déclara ainsi devant la 4ème Commission de tutelle de l'Assemblée générale de l'ONU au mois de décembre 1952 : « Il est question de demander à l'organisation des Nations Unies de trouver de véritables solutions qui permettront aux Camerounais d'accéder à leur indépendance dans un avenir raisonnable, c'est-à-dire le plus proche possible. Et nous sommes modérés dans notre action. Nous ne demandons pas l'indépendance immédiate. Nous demandons l'unification de notre pays et la fixation d'un délai pour l'indépendance ». Il reçoit le soutien des pays de l'Europe de l'Est et de certains pays d'Amérique latine. Cette activité diplomatique

[97] Alain Foka. Archives d'Afrique. Portrait de Ruben Um Nyobè.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre
majeure confère à Ruben Um Nyobè une dimension internationale incontestée au sein des pays non-alignés et le positionne de facto en grand leader du Tiers-Monde.

N'ayant pas d'arguments valables à l'opposé de l'UPC lors de cette conférence des Nations Unies, la France lance contre elle une longue guerre qui ensanglantera le Cameroun de 1955 à 1971, faisant des centaines de milliers de victimes. La France assassinera, torturera et emprisonnera tous ceux qui soutiennent le parti en lutte. Devant la ténacité de l'UPC, elle accordera l'indépendance, mais pas à ceux qui donnent leurs vies quotidiennement pour la conquérir mais à des hommes entièrement sous son contrôle (Cf. La Ligue Associative Africaine, 14 novembre 2016). A l'origine, Um Nyobè est opposé à la violence en 1952, il affirme que : « la lutte armée a été menée une fois pour toutes par les Camerounais qui ont largement contribué à la défaite du fascisme allemand. Les libertés fondamentales dont nous revendiquons l'application et l'indépendance vers laquelle nous devons marcher résolument ne sont plus des choses à conquérir par la lutte armée. C'est justement pour prévenir une telle éventualité que la Charte des Nations Unies a préconisé le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Néanmoins, il reconnait le droit à la lutte armée ailleurs sur la planète, lorsque les circonstances l'imposent. Voilà pourquoi il salue les luttes héroïques menées par les Vietnamiens du Viet Minh et les Algériens du FLN pour l'indépendance. Des émeutes malgré les innombrables efforts de dialogue et de négociation de l'UPC de Ruben Um Nyobè avec les Nations ont lieu en mai 1955 faisant 23 morts parmi les Camerounais. La France interdit l'UPC de toutes activités politiques et le 2 décembre 1956, l'UPC abandonne la non-violence et fonde une branche militaire de libération dénommée le Comité Nationale d'Organisation (CNO) dont le chef est Isaac Nyobè Pandjok, ancien combattant de la Seconde Guerre mondiale. En outre, Ruben Um Nyobè met en place une administration parallèle à l'administration coloniale qui se chargera d'établir des actes officiels. Pierre-Mesmer le nouveau haut-commissaire décide d'ouvrir le dialogue avec le charismatique leader de l'UPC Um Nyobè et le 23 décembre 1956 une Assemblée législative du Cameroun remplace l'Assemblée territoriale du Cameroun et les élections législatives sont prévues. Les élections législatives du 23 décembre 1956 sont remportées par la coalition parlementaire Paysans indépendants d'André-Marie Mbida, député du groupe parlementaire des Démocrates camerounais mais les partisans de l'UPC de Ruben Um Nyobè contestent la transparence des résultats et qualifient de fantoches les institutions mises en place par les organismes français car le scrutin ne s'est pas déroulé dans la région de Ruben Um Nyobè. André-Marie Mbida est désigné Premier ministre de l'Etat autonome du Cameroun sous tutelle des Nations par 56 voix contre 10. Pierre-Mesmer le haut-commissaire soutient les arguments de l'UPC de Ruben Um Nyobè mais ne peut juridiquement révoquer le Premier ministre André-Marie Mbida. Voulant faire taire les contestations de l'UPC l'armée française abat Ruben Um Nyobè le 13 septembre 1958. Et la lutte armée entre l'UPC et la France continuera jusqu'en 1971. En 1960, le gouvernement français annonce aux Camerounais que désormais l'hypothèse Um Nyobè est levée et qu'elle accordera l'indépendance à leur pays le 1er janvier 1960. La dictature d'Ahmadou Ahidjo, soutenue par le gouvernement français interdit toute référence à Um Nyobè et à l'UPC.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

En 1992, Ruben Um Nyobè est proclamé héros national par le président Paul Biya pour sa lutte courageuse au nom de la réunification et de l'indépendance nationale du Cameroun. Quelques années plus tard, l'on soupçonnera l'un de ses coéquipiers Théodore Mayi Matip de l'avoir trahi.

Doté d'une habilité politique rare et d'une souplesse tactique peu commune, Ruben Um Nyobè comme beaucoup de révolutionnaires marxistes africains de son temps a connu une fin tragique, il a pourtant joué en dix ans de carrière politique une activité diplomatique extrêmement importante amorçant le processus de l'évolution du Cameroun vers la souveraineté nationale[98]. En dépit du soutien des pays de l'Europe de l'Est et d'Amérique latine, l'UPC finira par perdre cette guerre menée contre la France coloniale de 1955 à 1971. Le parcours du Camerounais Ruben Um Nyobè incarne pour sa part la transformation de la conscience panafricaine en action et témoigne de la popularisation du combat nationaliste dans le contexte de la période coloniale. La formation politique qu'il reçoit au sein du Cercle d'études marxistes, l'expérience syndicale, la croyance profonde dans la force du droit international et de l'ONU et l'attachement à la non-violence sont autant des points marquants de son militantisme. Symbole de la révolution et du panafricanisme à l'échelle continentale. Ruben Um Nyobè peut être cité parmi les plus grands Africains de l'histoire. Moins populaire que le Congolais Patrice Lumumba, le Ghanéen Kwame Nkrumah ou le Guinéen Sékou Touré, il tombe dans l'oubli avant de renaitre plus tard dans la mémoire africaine comme l'un de ces hommes qui sont prêts à mourir pour la liberté, la dignité et la souveraineté de leurs peuples.

[98] Joseph-Achille Mbembe. Um Nyobé (Ruben). Le problème national kamerunais. Paris, l'Harmattan, 1984.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no19-STEVE BIKO (AFRIQUE DU SUD)



Né le 18 décembre 1946 à Tarkastad et mort le 12 septembre 1977 à Pretoria. Surnommé l'autre Mandela. Stephen Bantu Biko alias Steve Biko est un militant noir d'Afrique du Sud et une des figures emblématiques de la lutte anti-apartheid. Idéologiquement nationaliste africain et socialiste africain, il est à l'avant-garde d'une campagne anti-apartheid populaire connue sous le nom de Black Consciousness Movement à la fin des années 1960 et 1970. Ses idées sont articulées dans une série d'articles publiés sous le pseudonyme de Frank Talk[99]. La pensée de Steve Biko, fondatrice du Mouvement de la Conscience Noire, repose sur l'idée que la libération politique ne peut être atteinte sans une libération psychologique préalable. Steve Biko considère que l'apartheid a instillé un « complexe d'infériorité » chez les Noirs, les poussant à croire en la supériorité blanche et à se voir à travers le regard de leurs oppresseurs.

Elevé dans une famille Xhosa pauvre, Biko grandit dans le canton de Ginsberg dans le Cap oriental. En 1966, il entreprend des études de médecine à l'Université du Natal, où il rejoint l'Union nationale des étudiants sud-africains (NUSAS). Fortement opposé au système d' apartheid de ségrégation raciale et de domination de la minorité blanche en Afrique du Sud, Biko est frustré que le NUSAS et d'autres groupes anti-apartheid soient dominés par des libéraux blancs, plutôt que par les Noirs les plus touchés par l'apartheid. Il croyait que les libéraux blancs bien intentionnés ne comprenaient pas l'expérience noire et agissaient souvent de manière paternaliste. Il développe l'idée que pour éviter la domination blanche, les Noirs devaient s'organiser de manière indépendante, et à cette fin il est devenu une figure

[99] FLAM. Forces de Libérations Africaines de Mauritanie. Bantu Steve Biko, L'homme et La Pensée.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

de proue dans la création de l'Organisation des Etudiants Sud-Africains (SASO) en 1968. L'adhésion n'était ouverte qu'aux « Noirs », un terme que Biko a utilisé en référence non seulement aux Africains de langue bantoue, mais aussi aux Métis et aux Indiens. Il a pris soin de garder son mouvement indépendant des libéraux blancs, mais s'est opposé à la haine anti-blanche et avait des amis blancs. Le gouvernement du Parti national de la minorité blanche était initialement favorable, considérant la création de la SASO comme une victoire pour la philosophie de séparatisme racial de l'apartheid.

Influencés par le philosophe martiniquais Frantz Fanon et le mouvement afro-américain Black Power, Biko et ses compatriotes développent la Black Consciousness comme idéologie officielle de la SASO[100]. Le mouvement fait campagne pour la fin de l'apartheid et la transition de l'Afrique du Sud vers le suffrage universel et une économie socialiste. Il organise des programmes communautaires noirs (BCP) et se concentre sur l'autonomisation psychologique des Noirs. Biko croit que les Noirs doivent se débarrasser de tout sentiment d'infériorité raciale, une idée qu'il exprime en popularisant le slogan « le Noir est beau ». En 1972, il participe à la fondation de la Black People's Convention (BPC) pour promouvoir les idées de la conscience noire parmi la population au sens large. Le gouvernement en vient à considérer Biko comme une menace subversive et le place sous un ordre d'interdiction en 1973, restreignant sévèrement ses activités. Il reste politiquement actif, aidant à organiser des BCP tels qu'un centre de santé et une crèche dans la région de Ginsberg. Pendant son interdiction, il reçoit des menaces anonymes répétées et est détenu à plusieurs reprises par les services de sécurité de l'Etat. Après son arrestation en août 1977, Biko est battu à mort par des agents de la sécurité de l'Etat. Plus de 20 000 personnes ont assisté à ses funérailles.

La renommée de Biko se propage à titre posthume. Il devient le sujet de nombreuses chansons et œuvres d'art, tandis qu'une biographie de 1978 de son ami Donald Woods sert de base au film de 1987 Cry Freedom. Au cours de la vie de Biko, le gouvernement allègue qu'il déteste les Blancs, divers militants anti-apartheid l'accusent de sexisme et les nationalistes raciaux africains critiquent son front uni avec les Métis et les Indiens. Néanmoins, Biko devient l'une des premières icônes du mouvement contre l'apartheid, l'un des plus grands martyrs politiques du continent africain et le "père de la conscience noire". Son héritage politique reste un sujet de discorde.

Le prénom de Biko "Bantu" signifie "peuple" en IsiXhosa ; Biko a interprété cela en termes du dicton "Umntu ngumntu ngabantu" ("une personne est une personne au moyen d'autres personnes"). Enfant, il était surnommé "Goofy" et "Xwaku-Xwaku", ce dernier faisant référence à son apparence négligée.

Il est élevé dans la foi chrétienne anglicane de sa famille. En 1950, quand Biko a quatre ans, son père tombe malade, est hospitalisé dans l'Hôpital de rue Matthew, Keiskammahoek et meurt rendant la famille dépendante du revenu de sa mère. Biko passe deux ans à l'Ecole Primaire St. Andrews et quatre ans à l'Ecole Primaire Supérieure Charles Morgan, toutes deux

[100] Augusta Conchiglia. Steve Biko, la Conscience noire. Le Monde Diplomatique.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

à Ginsberg. Considéré comme un élève particulièrement intelligent, il est autorisé à sauter une année. En 1963, il est transféré à l'Ecole Secondaire Forbes Grant dans le canton. Biko excelle en mathématiques et en anglais et est en tête de la classe à ses examens. De 1964 à 1965, Biko étudie au St. Francis College, un pensionnat catholique à Mariannhill, Natal. Le collège a une culture politique libérale et Biko y développe sa conscience politique. Il est devenu particulièrement intéressé par le remplacement du gouvernement colonial de minorité blanche de l'Afrique du Sud avec une administration qui représente la majorité noire du pays.

Parmi les leaders anti-colonialistes devenus les héros de Biko à cette époque, il y a l'Algérien Ahmed Ben Bella et le Kenyan Jaramogi Oginga Odinga. Il déclare plus tard que la plupart des politiques de sa famille sont favorables au PAC, qui a des idées racistes anticommunistes et africaines. Biko admire ce qu'il décrit comme la terriblement bonne organisation du PAC et le courage de nombre de ses membres, mais il n'est pas convaincu par son approche d'exclusion raciale, estimant que les membres de tous les groupes raciaux doivent s'unir contre le gouvernement. En décembre 1964, il se rend à Zwelitsha pour la cérémonie de circoncision ulwaluko, marquant symboliquement sa transition de l'enfance à la virilité.

Biko est initialement intéressé à étudier le droit à l'université, mais beaucoup de ceux qui l'entourent le découragent, estimant que le droit était trop étroitement lié à l'activisme politique[101]. Au lieu de cela, ils le conseillent de choisir la médecine, une matière censée avoir de meilleures perspectives de carrière. Il obtient une bourse, et en 1966 il entre dans l'Université d'Ecole de Médecine Natal. Là, il rejoint ce que son biographe Xolela Mangcu a appelé un groupe d'étudiants particulièrement sophistiqué et cosmopolite de toute l'Afrique du Sud ; beaucoup d'entre eux occuperont ensuite des rôles de premier plan dans l'ère post-apartheid. La fin des années 1960 fut l'apogée de la politique étudiante radicale à travers le monde, comme en témoignent les manifestations de 1968, et Biko est impatient de s'impliquer dans cet environnement. Peu de temps après son arrivée à l'université, il est élu au Conseil représentatif des étudiants (SRC).

Suite à la conférence NUSAS de 1968 à Johannesburg , nombre de ses membres assistent à une conférence en juillet 1968 du Mouvement Chrétien Universitaire à Stutterheim. Là, les membres noirs africains décident de tenir une conférence en décembre pour discuter de la formation d'un groupe indépendant d'étudiants noirs. L'Organisation des Etudiants Sud-Africains (SASO) est officiellement lancée lors d'une conférence en juillet 1969 à l'Université du Nord ; là, la constitution du groupe et la plate-forme politique de base sont adoptées. Le groupe se concentre sur la nécessité d'un contact entre les centres d'activité des étudiants noirs, notamment par le sport, les activités culturelles et les compétitions de débats. Bien que Biko joue un rôle substantiel dans la création de SASO, il recherche un profil public bas pendant ses premiers stades, croyant que cela renforcerait son deuxième niveau de leadership, comme son allié Barney Pityana. Néanmoins, il est élu comme le premier président

[101] Dr. Amzat Boukari-Yabara De la Conscience noire de Steve Biko à la Renaissance africaine de Nelson Mandela.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

de SASO ; Pat Matshaka est élu vice-président et Wuila Mashalaba élue secrétaire. Durban est devenu son quartier général de facto .

Biko développe l'idéologie SASO de la "Conscience Noire" en conversation avec d'autres leaders étudiants noirs. Un manifeste politique de la SASO produit en juillet 1971 définit cette idéologie comme « une attitude d'esprit, un mode de vie défendant la patrie et la dignité humaine fondamentale de l'homme noir » La conscience noire se centre sur l'autonomisation psychologique, en combattant les sentiments d'infériorité que la plupart des Sud-Africains noirs ont manifestés. Biko croit que, dans le cadre de la lutte contre l'apartheid et le régime de la minorité blanche, les Noirs doivent affirmer leur propre humanité en se considérant comme dignes de la liberté et des responsabilités qui en découlent. Il applique le terme « noir » non seulement aux Africains de langue bantoue, mais aussi aux Indiens et aux Métis. La SASO adopte ce terme plutôt que "non-blanc" parce que ses dirigeants estimaient que se définir en opposition aux Blancs n'était pas une auto-description positive. Biko fait la promotion de l'image positive du Noir à travers le slogan " le Noir est beau ", expliquant que cela signifiait " Homme, tu es bien comme tu es. Commence à te considérer comme un être humain ".

En 1973, le gouvernement considère la Conscience noire comme une menace. Il cherche à perturber les activités politiques de Steve Biko et, en mars 1973, lui impose une ordonnance d'interdiction.

En janvier 1977, la Black People's Convention (Convention du Peuple Noir) élit à unanimité Steve Biko, Président d'honneur en reconnaissance de sa contribution remarquable dans la lutte pour la libération. Steve Biko, c'est l'éthique et l'inventivité au niveau politique et idéologique[102].

En août 1977, il entreprend le dernier voyage de sa quête pour la liberté. Depuis trois ans, il encadre des débats portant sur l'unité entre les principales forces politiques d'Afrique du Sud, l'African National Congress (ANC), le Pan African Congress (PAC) et le New Unity Movement (NUM).

En 1977, il a déjà rencontré le président du PAC, Robert Mangaliso Sobukwe qu'il tient en très haute estime. À Port Elizabeth, Steve Biko est torturé au sein même du quartier général de la police, dans le bureau 619 de l'immeuble Sanlam.

Le 11 septembre 1977, les sévices infligés à Steve Biko sont si violents qu'il doit être transféré dans un hôpital carcéral. Les capitaines de police Sigebert et Wilken, le conduisent dans une prison de Pretoria à plus de 1000 km de Port Elizabeth. Biko fait le trajet à l'arrière d'un véhicule de police, nu, à l'agonie et sans escorte médicale.

Steve Biko meurt seul dans une cellule le 12 septembre 1977.

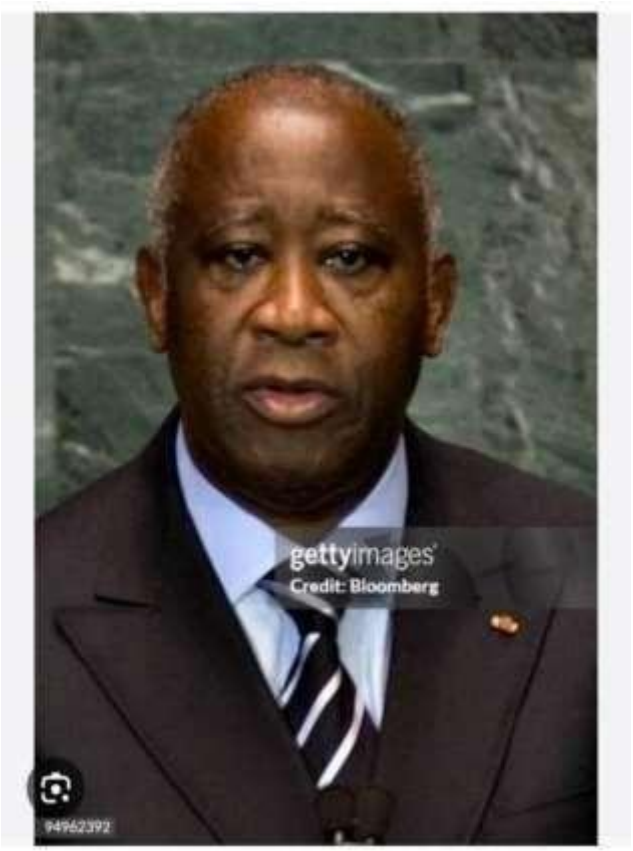
[102] FLAM. Forces de Libérations Africaines de Mauritanie. Bantu Steve Biko, L'homme et La Pensée.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Le Mouvement de la Conscience Noire est en Afrique du Sud un courant de pensée proche du nationalisme noir et du panafricanisme, à la recherche d'une démarche exclusivement noire pour sortir du système de ségrégation raciale en Afrique du Sud. Il a pour principal fondateur le nationaliste sud-africain Steve Biko, l'un des organisateurs des manifestations non-violentes de Soweto en 1976. Biko a été influencé par sa lecture d'auteurs comme Frantz Fanon, Malcolm X, Léopold Sédar Senghor, James Cone et Paulo Freire. Le Martiniquais Frantz Fanon, en particulier, a été cité comme une profonde influence sur les idées de Biko sur la libération. Le biographe de Biko, Xolela Mangcu, a averti qu'il serait erroné de réduire la pensée de Biko à une interprétation de Fanon, et que l'impact de l'histoire politique et intellectuelle du Cap oriental devait également être apprécié. D'autres influences sur la Conscience Noire étaient le mouvement Black Power basé aux Etats-Unis d’Amérique. Steve Biko soutient que la libération totale n'est possible que si le peuple noir devient lui-même acteur du changement. Selon lui, il s'agit de la condition sine qua non pour l'émergence d'une nouvelle identité et d'une nouvelle conscience, débarrassée du complexe d'infériorité qui pèse sur la communauté noire. Inspiré par Frantz Fanon, il affirme que « l'arme la plus puissante entre les mains de l'oppresseur est l'esprit de l'opprimé », prônant la fierté raciale et l'autonomie psychologique.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no20-LAURENT GBAGBO (COTE D'IVOIRE)



Né le 31 mai 1945 à Gagnoa, Laurent Gbagbo est un historien, écrivain et homme d'Etat ivoirien. Président de la République de Côte d'Ivoire du 26 octobre 2000 au 11 avril 2011. Fondateur avec son épouse Simone Ehivet du parti de gauche Front Populaire Ivoirien (FPI). Opposant historique à Houphouët-Boigny. Il est symboliquement le père de la démocratie en Côte d'Ivoire[103]. Laurent Gbagbo est un des hommes d'Etat les plus atypiques de l'histoire de l'Afrique contemporaine : sa lutte démocratique sans recours à la violence, rare en Afrique où le pouvoir s'est souvent conquis par la force ; sa fidélité idéologique (social-démocratie, souverainisme, panafricanisme), là où beaucoup de nationalistes africains ont zigzagué selon les vents géopolitiques ; son courage personnel face à la guerre, à la prison et à la CPI, là où d'autres leaders auraient fui ou transigé ; son sens du compromis responsable même avec ses adversaires pour préserver l'Etat et la paix font de lui un président d'exception en Afrique post-coloniale. Il apparait comme une figure unique dans le paysage politique africain : intellectuel devenu président sans putsch, résistant devenu homme d'Etat, prisonnier politique devenu symbole de dignité, théoricien devenu école de pensée. Malgré une guerre militaro-politique, la Côte d'Ivoire sous le président Gbagbo a maintenu une administration fonctionnelle, une école ouverte, une politique monétaire maitrisée - performance saluée discrètement par les institutions financières. Gbagbo est une figure historique du socialisme.

[103] Dr. Bertin G. Kadet. Président Laurent Gbagbo : un modèle de combattant pour les libertés démocratiques.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Son mandat est marqué pendant plusieurs années par une crise politico-militaire qu'il qualifie lui-même de complot franco-américain contre la souveraineté de la Côte d'Ivoire. Il est un partisan de la social-démocratie et un adversaire du néocolonialisme[104].

Lorsqu'il est élu en 2000, Laurent Gbagbo met en œuvre une politique dont l'objectif affiché est de permettre l'enrichissement de l'ensemble des Ivoiriens, et pas seulement certaines catégories aisées, très minoritaires. Il souhaite en outre tourner la page de la croissance sans développement, caractéristique de l'ère de Félix Houphouët-Boigny.

Il voit le jour au sein d'une famille catholique modeste, originaire du village de Mama dans le grand-ouest ivoirien. Son père, Paul Koudou, est sergent de police et sa mère, Marguerite Gado, originaire du village de Blouzon, est ménagère. Son père est blessé et fait prisonnier par les troupes allemandes pendant la Seconde Guerre mondiale ; à ce titre, il est décoré de la médaille de reconnaissance de la Nation le 8 mai 2003.

Après un passage par le petit séminaire de sa ville, il obtient un baccalauréat en philosophie au Lycée Classique d'Abidjan, puis une licence de grec et latin à l'université de la capitale économique ivoirienne en 1969. Lors d'un court séjour à l'université de Lyon, il rencontre sa première épouse française, Jacqueline Chamois.

Après avoir obtenu une maîtrise d'histoire à l'Université de Paris-Sorbonne, il devient professeur d'histoire au Lycée Classique d'Abidjan. Laurent Gbagbo commence à militer contre le parti unique, il fréquente l'Union nationale des étudiants et élèves de Côte d'Ivoire (UNEECI). En conséquence, comme d'autres étudiants et lycéens, il est incorporé de force et emprisonné deux ans en raison d'un enseignement jugé « subversif ».

Laurent Gbagbo est chercheur à l'Institut d'Histoire d'Art et d'Archéologie de l'Université d'Abidjan (IHAA). Il soutient une thèse de doctorat, en 1979, à l'Université Paris-V7 sur le thème « Les ressorts socio-économiques de la politique ivoirienne-1940-1960 ». Un an après, il devient directeur de l'institut. Lors de son exil parisien, Laurent Gbagbo se rapproche du Parti Socialiste français. Le monde estudiantin est de nouveau en ébullition. Laurent Gbagbo se fait remarquer à la direction du Synares (Syndicat national de la recherche et de l'enseignement supérieur), opposé au père de l'indépendance ivoirienne, le président Félix Houphouët-Boigny. Il fonde dans la clandestinité à Dabou, une banlieue abidjanaise, le Front Populaire Ivoirien (FPI), avant de s'exiler à Paris. Durant cette période, il fait la rencontre de Simone Ehivet, sa future épouse en secondes noces.

Le 13 septembre 1988, Laurent Gbagbo regagne son pays pour participer au congrès constitutif de son parti. Durant sa vie d'opposant, il reçoit plusieurs propositions de postes pour rallier le Parti Unique au pouvoir, ce qu'il refuse catégoriquement. Son objectif demeure le même, mener le combat pour la justice et la démocratie, revendiquer le multipartisme et la liberté de presse en Côte d'Ivoire.

[104] RFI. Cote d'Ivoire. Laurent Gbagbo dénonce un complot franco-américain. 26 octobre 2010.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

L'année 1990 marque un tournant décisif dans la carrière politique de Laurent Gbagbo. Il est non seulement élu député avec huit autres membres du parti, lors de l'instauration du multipartisme, mais il affronte seul le « père de la nation » Félix Houphouët-Boigny, à l'occasion de la première élection présidentielle pluraliste en Côte d'Ivoire. Lors de cette élection présidentielle le peuple découvre en Laurent Gbagbo un grand communicateur charismatique qui impressionne par un discours politique didactique. Il arrive à établir avec pertinence, sans se faire contredire par son adversaire politique le lien entre démocratie et développement concernant les pays de l'Occident et régimes à parti unique et sous-développement concernant les pays du Tiers-Monde. Il perd néanmoins l'élection présidentielle face à Félix Houphouët-Boigny. Il ne sera crédité officiellement que de 18 % des voix. Félix Houphouët-Boigny est réélu à 82 %. Néanmoins Laurent Gbagbo devient une vedette de la politique en Afrique francophone.

En 1995, Laurent Gbagbo se retrouve allié de circonstance de l'ancien haut fonctionnaire du Fonds Monétaire International, Alassane Ouattara lors de l'élection au cours de laquelle il est exclu à cause d'une nouvelle loi, qui interdit la candidature sous prétexte qu'il serait originaire de la Haute-Volta. Laurent Gbagbo boycotte le scrutin. Le président de la Côte d'Ivoire Henri Konan Bédié, le successeur d'Houphouët-Boigny est élu avec 96 %.

L’élection présidentielle d’octobre 2000 en Côte d’Ivoire constitue un tournant majeur, marqué par l’exclusion controversée de deux figures centrales du paysage politique : Henri Konan Bédié, ancien président renversé en 1999, et Alassane Ouattara, ancien Premier ministre et principal leader de l’opposition. Ces exclusions sont orchestrées par le régime militaire dirigé par le général Robert Gueï, arrivé au pouvoir à la suite d’un coup d’Etat et aggravent profondément les tensions politiques, identitaires et institutionnelles dans le pays. Cette situation fragilise la jeune démocratie ivoirienne.

Laurent Gbagbo est élu à la tête de la Côte d'Ivoire en 2000 face au président sortant, le général Robert Gueï avec 59,36 %. Après trente (30) années dans l'opposition, il devient président de la République de Côte d'Ivoire. Il est le premier leader de gauche à accéder à la magistrature suprême dans ce pays. C’est un coup d’éclat d'un point de vue historique. Sékou Sanogo, autre figure du socialisme africain aurait pu connaître un destin semblable à celui-ci. Si Laurent Gbagbo est le père du multipartisme en Côte d’Ivoire, Sékou Sanogo, fondateur de l’EDICI (Entente des Indépendants de Côte d’Ivoire) est un précurseur de la démocratie participative. Laurent Gbagbo fait du multipartisme une norme juridique lorsque le FPI (Front Populaire Ivoirien) est reconnu officiellement comme le premier parti d'opposition.

Il opte pour une indépendance économique de la Côte d'Ivoire. Pour la jeunesse patriotique, il est la résurgence du nationalisme ivoirien éteint depuis la disparition de Victor Biaka Boda en 1950. Il souhaite rendre la Côte d'Ivoire plus autonome vis-à-vis du Pré-Carré Français. La France ne lui pardonne pas de vouloir faire de la Côte d'Ivoire un Etat indépendant. Henri Emmanuelli, député français, affirme que la cause des tensions diplomatiques entre Paris et Abidjan est cette question de la souveraineté de la Côte d'Ivoire. Il faut savoir que Laurent

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Gbagbo arrive au pouvoir en 2000 dans un pays où la Françafrique règne en maître depuis le temps d'Houphouët-Boigny. La Côte d'Ivoire est à cette époque un des pays les plus importants avec le Sénégal pour les intérêts français en Afrique. Laurent Gbagbo fait cette remarque déjà en 1991 dans son ouvrage Côte d'Ivoire, agir pour les libertés. Laurent Gbagbo veut bien dialoguer et nouer des partenariats avec la France et l'Union Européenne, mais sur des bases nouvelles. Il est patriote, nationaliste et démocrate, et souhaite par conséquent que son pays fasse ses propres choix et prenne librement ses propres décisions en toute responsabilité. Avant même un changement de monnaie ou une sortie de la zone franc CFA, il montre qu'il est contre la politique de la main tendue c'est-à-dire prendre des prêts colossaux et toutes sortes d'aides extérieures tout le temps. Laurent Gbagbo sera un président qui réduira considérablement la dette de la Côte d'Ivoire et la fera vivre et fonctionner en ayant le moins possible recours aux aides et aux prêts de l'Occident, en l'occurrence la France. Il se méfie de la mondialisation, du système financier, de l'importance du FMI, de la Banque mondiale et de l'aide au développement des pays du Tiers-Monde. Laurent Gbagbo est un chef d'Etat qui a un profil complètement atypique. On n'a pas l'habitude de voir ce genre d'homme d'Etat dans la zone franc arriver à la tête de l'Etat. C'est un homme indépendant. Il souhaite une coopération d'égal à égal entre la Côte d'Ivoire et la France. Laurent Gbagbo comme l'affirme la journaliste française indépendante Fanny Pigeaud dans son ouvrage '' France Côte d'Ivoire, une histoire tronquée '' n'est pas un homme qui est intéressé par l'argent. Il est difficilement corruptible. Tous ses pairs et même ses ennemis le reconnaissent. Il a une politique plutôt sociale, de gauche. Ce qui déplaît à la droite française. Il n'hésite pas à dire à Jacques Chirac qui veut le décontenancer : " Je ne suis pas vôtre sous-préfet ". Il est parfois absent au sommet Afrique-France rassemblant les chefs d'Etat africains et le président de la République de France.

Soucieux de l'intégration régionale, Laurent Gbagbo est le premier président de l'histoire de Côte d'Ivoire à mettre à la tête d'une organisation panafricaine un fonctionnaire ivoirien. Le diplomate très chevronné S.E.M Essy Amara. Premier Président de la Commission de l'Union Africaine et Président intérimaire de l'Union Africaine en 2001-2002.

Il échappe à deux reprises à une tentative de coup d'Etat militaire en 2001 et 2004. Laurent Gbagbo est le premier chef d'Etat du Pré Carré Français qui a pu résister à une tentative de putsch organisée par les réseaux Jacques Foccart et la France. Lorsque les chars de l'armée française sont dans les rues d'Abidjan. Charles Blé Goudé appelle les jeunes patriotes à sortir des rues pour dénoncer un complot de la France contre la souveraineté de la Côte d'Ivoire. Dans la nuit du 6 au 7 novembre 2004, les chars de l'armée française tirent sur les manifestants aux mains nues. Plus de 200 morts. Mais ils ne parviennent pas à déloger le nouvel homme fort de la Côte d'Ivoire. Laurent Gbagbo est salué en héros populaire par la jeunesse patriotique. Il gagne une bataille médiatique contre la France. Fin technicien. Il désamorce le conflit militaro-politique en Côte d'Ivoire en autorisant la candidature d'Alassane Ouattara pour la présidentielle. Il neutralise la rébellion ivoirienne en intégrant dans le gouvernement, le chef des Forces Nouvelles, Guillaume Soro. Il le nomme Premier ministre et Ministre de la Défense nationale. Un nouveau gouvernement d'union nationale est mis en place en Côte d'Ivoire. C'est le gouvernement Soro I.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

L'Accord Politique de Ouagadougou de 2007 marque un évènement historique. En signant cet accord politique avec Guillaume Soro l'antagoniste et Blaise Compaoré le médiateur, il permet un retour à la paix et à la stabilité en Côte d'Ivoire déjà fragilisée par le coup d'Etat de 1999 et la rébellion de 2002. Guillaume Soro ex-chef de la rébellion le félicite pour son initiative au dialogue direct. Laurent Gbagbo déclare ce jour : '' Nous devons apprendre à pardonner ". Dans cet esprit de pardon, il signe le 12 avril une mesure d'amnistie. C'est un retour à la réconciliation nationale symbolisé par la Flamme de la Paix, événements qui ont lieu à Bouaké les 30 et 31 juillet. Le génie politique de Laurent Gbagbo réside surtout dans sa capacité à retourner en sa faveur les situations les plus compromises. Sa façon d'appréhender les problèmes politiques, avec conviction, intelligence et habilité indique que c'est un animal politique hors du commun. En signant l'Accord Politique de Linas-Marcoussis le 26 janvier 2003, la nasse se renferme sur le président ivoirien. Mais en signant l'Accord Politique de Ouagadougou, le 4 mars 2007, avec le chef politique de la rébellion Guillaume Soro, futur Premier ministre, il se libère de la nasse. Il parvient à reprendre en mains le cours de l'histoire du pays après quatre ans de résistance. Cet Accord Politique de Ouagadougou permet à la Côte d'Ivoire de s'engager sur le chemin de la paix. Le concept de dialogue direct est donc mis au point par Laurent Gbagbo après l'échec de vingt et une résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU sur la situation de la Côte d'Ivoire. De 2003 à 2006, tout est mis en œuvre pour écarter Laurent Gbagbo de l'exécutif. Cependant, de façon méthodique, Laurent Gbagbo arrive à faire sortir son pays d'une situation difficile dans laquelle il commence à s'enliser.

Sous la présidence de Laurent Gbagbo, le port autonome d'Abidjan devient le 2ème port autonome d'Afrique après celui du Cap. La Côte d'Ivoire ne possède que 40 % de son territoire. 60 % du territoire est sous le contrôle des groupes armés. Malgré la crise militaro-politique, le président Laurent Gbagbo parvient à maintenir de 2000 à 2006, la Côte d'Ivoire au rang de 10ème économie d'Afrique. Il réduit la dette extérieure de la Côte d'Ivoire à 62,5 %. Cette période sous la gouvernance de Laurent Gbagbo, est marquée par l'assainissement soutenu du cadre macroéconomique, par la mise en œuvre rigoureuse des mesures du programme économique et financier de 2008-2011 accepté et appuyé par la facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance FRPC° du FMI ; en 2009 le déficit budgétaire ne représente que 1,48 % du PIB, donc mieux géré que ce qui est exigé des pays de la communauté européenne : 3 %.

A l'issu de l'élection présidentielle de 2010, il est donné battu par la Commission Electorale Indépendante mais proclamé vainqueur par le Conseil Constitutionnel. Cette tension entre la Commission Electorale Indépendante et le Conseil Constitutionnel entraîne une seconde crise politico-militaire dans laquelle la victoire de son adversaire Alassane Ouattara est reconnue par la quasi-totalité de la communauté internationale. Seul deux pays membres de l'Union Africaine : l'Afrique du Sud de Jacob Zuma et l'Angola de José Eduardo Dos Santos le reconnaissent comme le chef d'Etat officiel de la République de Côte d'Ivoire. Laurent Gbagbo est finalement arrêté le 11 avril 2011 par les Forces Républicaines de Côte d'Ivoire avec l'aide de l'armée française. Il est acquitté de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre en 2019 par la Cour Pénale Internationale.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

En dépit d'une période de crise le bilan de Laurent Gbagbo semble globalement satisfaisant[105] :

-Politique de décentralisation et de reconstruction territoriale
-Processus de gratuité de l'école de base au primaire et au secondaire
-Construction de 10 604 classes primaires et maternelles, 64 collèges et création de 5259 cantines scolaires
-Recrutement par voie directe et massive de plus de 6587 personnels de santé, 5634 professeurs et 21 129 instituteurs
-Prime de logement aux instituteurs depuis 2008
-Augmentation des salaires, indemnités, primes des enseignants. Le salaire des professeurs d'universités passe de 600 000 francs CFA à 1 ou 2 millions.
-Assurance maladie universelle : La Côte d'Ivoire est le deuxième pays au monde après le Costa Rica et le premier pays en Afrique à appliquer cette réforme dans le domaine de la santé en 2004
-Gratuité totale des antirétroviraux
-Création d'un Ministère dédié à la lutte contre le VIH/SIDA. Le taux de prévalence passe de 12 à 3,4 %
-Nationalisation de la filière café-cacao en 2011 dont la Côte d'Ivoire génère 40 % de la production mondiale, est surtout dominée par les multinationales françaises et américaines
-Projet de création en 2010 d'une monnaie locale : Le MIR. Monnaie Ivoirienne de Résistance
-Mise en place d'un budget sécurisé de 1289,1 milliards de franc CFA qui ne prend en compte que les ressources propres du pays, excluant ainsi tout appui extérieur. Il servira à palier un déficit budgétaire et permettra à l'Etat de Côte d'Ivoire de compter sur ses propres forces
-Réforme agricole de la filière café-cacao : Le prix du cacao pour la première fois en Côte d'Ivoire monte à plus de 1200 FCFA le kg en 2009
-Passage d'un PIB à -1,4 % en début de crise à +3,9 % en 2009
-Paiement des salaires de tous les fonctionnaires d'Etat
-Augmentation de plusieurs corporations
-Suppression des salaires à double vitesse
-Stock de la dette extérieure passe de 6400 milliards à 4000 milliards de francs CFA
-Création d'une société de transport ivoiro-gabonaise : La Sotra Industries en 2008
-Construction de 417 nouvelles structures sanitaires dont 10 hôpitaux généraux
-Construction de la Maison des Députés à Yamoussoukro
-Construction de l'autoroute Singrobo - Yamoussoukro
-Construction du pont de la commune de Jacqueville
-Electrification de plus de 1050 localités rurales (communes, campagnes)
-Modernisation des infrastructures portuaires et extension du Port autonome d'Abidjan.

La popularité de Laurent Gbagbo dans une large partie de l'opinion africaine contemporaine s'explique par l'image qu'il projette : celle d'un leader souverainiste, démocrate et engagé pour la justice sociale. Pour ses partisans, il ne se contente pas d'exercer le pouvoir ; il en

[105] AbidjanTV.net. Côte d'Ivoire : le bilan de la gouvernance du président Gbagbo. Magazine.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

redéfinit le sens, en faisant le porte-voix des peuples marginalisés, en réhabilitant l'idée de souveraineté nationale et en réclamant pour l'Afrique le droit à l'autodétermination. Le nationalisme de Gbagbo se distingue par son orientation progressiste, civique et inclusive : il ne s'agit pas d'un nationalisme ethnique ou excluant, mais d'un nationalisme de rupture avec les anciennes puissances coloniales, visant, à affirmer une indépendance réelle, à reconquérir la maîtrise des choix économiques et politiques, à inscrire les populations à une dynamique participative. En ce sens, il est le père de la révolution ivoirienne. A l'inverse Félix Houphouët-Boigny, père fondateur de la Côte d'Ivoire indépendante, incarne une autre tradition : celle du compromis néocolonial (Françafrique). Son action fut marquée par une stabilité politique durable et des performances économiques remarquables, mais elle s'est souvent inscrite dans une dépendance vis-à-vis de la France, tant sur les plans diplomatique qu'économique. Son modèle était modernisateur, mais non émancipateur au sens strict. La figure de Laurent Gbagbo séduit aujourd'hui un large public africain par son combat assumé pour une Afrique fière, libre et souveraine, tandis que Houphouët-Boigny malgré son aura historique, son sens tactique, reste associé à une vision paternaliste et conciliatrice de l'ordre colonial. Laurent Gbagbo demeure le champion de la souveraineté nationale en Côte d'Ivoire. Ce Lumumba du XXI ème siècle fascine autant ses partisans en Côte d'Ivoire que de nombreux jeunes Africains pour sa vision panafricaine et son engagement nationaliste. Laurent Gbagbo l'emporte sur Houphouët-Boigny au niveau du génie politique si l'on valorise dans le domaine du leadership la résistance, la vision souverainiste et la capacité à incarner un projet de rupture historique.

Laurent Gbagbo a mis en place une réintroduction de l'intelligence dans la vie politique[106]. Il a accompli une démarche politique rare, voire inédite en Afrique contemporaine, et est devenue marginale même dans les démocraties occidentales depuis la disparition de figures emblématiques telles que le général De Gaulle. Il a introduit dans la vie politique ivoirienne une intellection, c'est-à-dire une primauté de la pensée, de la réflexion critique et de la conscience politique. Sous son impulsion, le citoyen n'est plus un simple électeur passif ou un bénéficiaire de politiques publiques : il devient une entité politique consciente, un acteur de la cité, doté de discernement et capable d'interroger le sens des décisions politiques. Gbagbo travaille ainsi à façonner des individus politiquement pensants, renouant avec une tradition intellectuelle du pouvoir qui valorise la parole, la confrontation des idées, la souveraineté du peuple, et l'éducation politique des masses. Sur le plan territorial, il cherche à rendre les espaces viables par une politique de décentralisation intelligente. Il ne s'agit pas simplement de déléguer l'autorité administrative, mais d'élever le niveau d'intelligence des territoires, en favorisant une gouvernance locale éclairée, participative et enracinée. Il pose ainsi les bases d'un Etat où la pensée, la conscience civique et la souveraineté populaire structurent l'action publique.

Laurent Gbagbo n'est pas seulement un président : c'est l'un des rares intellectuels à avoir conquis le pouvoir en Afrique par la lutte démocratique, sans arme, contre un système de l'intérieur verrouillé par Houphouët-Boigny. Il a imposé le multipartisme en Côte d'Ivoire, alors que d'autres comme Mathieu Kérékou ou Léopold Senghor l'ont refusé ou adopté sous

[106] François Boumart. La vision politique de Laurent Gbagbo. NewPol. Chaine YouTube.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre
pression extérieure. Il a combattu le système de l'intérieur pas pour le conforter mais pour le transformer. Abdoulaye Wade, intellectuel libéral, est devenu président après 25 ans d'opposition, mais a ralenti les réformes, a encouragé la ploutocratie et a manqué de clarté panafricaniste. Laurent Gbagbo même en prison, portait un discours panafricaniste ferme, il a refusé l'exil doré pour affronter la Cour Pénale Internationale (CPI). Face à la guerre, à l'occupation franco-américaine, à la CPI, Laurent Gbagbo a refusé de fuir, il a assumé son procès et il a été acquitté dignement. Mathieu Kérékou a navigué entre marxisme, autocratie et religion évangélique. Il a eu peu de vision constante, souvent pragmatique jusqu'à l'excès. Laurent Gbagbo a gardé une ligne socialiste, résistante, proche du peuple, sans retourner sa veste selon les époques. Homme de dialogue, il a accepté le compromis avec la rébellion pour ramener la paix et la stabilité en Côte d'Ivoire. Il a accordé l'amnistie aux groupes armés. Il a supprimé la dette du FMI à la fin de son mandat. Il a été le seul chef d'Etat en Afrique à payer tous les fonctionnaires d'Etat en période de guerre civile. Il a réduit le déficit budgétaire de la Côte d'Ivoire à 1,48 %. Alors que le FMI exigeait pour les dirigeants de la communauté européenne un déficit budgétaire ne dépassant pas 3 %. Si son bilan économique est contestable sur certains angles ; son bilan politique en revanche est globalement positif. Laurent Gbagbo a conçu la Refondation comme une révolution culturelle et politique visant à transformer profondément la Côte d'Ivoire, en rupture avec les modèles dits néocoloniaux de l'ère Houphouët-Boigny, cette vision s'inscrit dans une révolution pacifique, selon les termes du FPI (Front Populaire Ivoirien), les luttes légales, les négociations et le suffrage universel plutôt que la violence, tout en cherchant à (ré) instaurer un état de choses différent en nature.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no21-MEHDI BEN BARKA (MAROC)



Né en janvier 1920 à Rabat, au Maroc et disparu le 29 octobre 1965 à Fontenay-le-Vicomte, en France. Mehdi Ben Barka est un homme politique et révolutionnaire marocain. Il est l'un des principaux opposants socialistes au roi Hassan II et le chef de file du mouvement tiers-mondiste et panafricaniste de l'époque. Mehdi Ben Barka est sans doute le symbole du nationalisme marocain. Acteur politique de premier plan, orateur hors-pair et charismatique, il est un partisan de la politique du vrai. Son combat contre l'impérialisme français et le néocolonialisme occidental en général pousse les puissances occidentales notamment la France à le considérer comme l'homme à abattre[107]. La pensée politique de Mehdi Ben Barka (1920-1965) est marquée par une évolution rapide d'un nationalisme marocain vers un internationalisme tricontinental, visant l'unité des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine contre l'impérialisme. Sa pensée, synthétisée dans ses Ecrits politiques (1957-1965), reste une référence pour l'anti-impérialisme et la construction d'une société nouvelle fondée sur la justice sociale et l'émancipation totale. Mehdi Ben Barka est avec Gamal Abdel Nasser, Ahmed Ben Bella, Mouammar Kadhafi, Habib Bourguiba et Houari Boumédiène l'un des principaux acteurs de la révolution arabe en Afrique du Nord. Il est une icône panafricaniste.

Mehdi Ben Barka est issu d'une famille de la classe moyenne : Son père Ahmed Ben M'hammed Ben Barka est, au début de sa carrière, Secrétaire particulier du Pacha de Tanger,

[107] Sylvie Braibant. L'Humanité. Anticolonialisme et espionnage : L'affaire Ben Barka, un pacte criminel entre Paris et Rabat.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

avant de devenir commerçant à Rabat, et sa mère Lalla Fatouma Bouanane, femme au foyer. Il fait partie des très rares enfants marocains issus des classes populaires à accéder aux études et à être reçu premier au baccalauréat avec la mention très bien, à une époque où le Maroc ne comptait qu'une vingtaine de bacheliers par an. Dans le contexte des luttes contre l'ordonnance du 16 mai 1930, qui plaçait les populations berbères directement sous l'autorité des juridictions coloniales, Mehdi Ben Barka adhère dès l'âge de quatorze ans au Comité d'Action Marocaine, le premier mouvement politique de l'histoire contemporaine du Maroc.

A dix-sept ans, il rejoint le nouveau parti national pour la réalisation des réformes qui deviendra quelques années plus tard le Parti de l'Istiqlal, et dont il est le plus jeune militant. En 1940, Mehdi Ben Barka arrive à Alger pour y poursuivre des études de mathématiques. L'influence du Parti du Peuple Algérien l'incite à élargir son nationalisme à l'échelle nord-africaine : il ne dissociera jamais l'avenir du Maroc de celui du Maghreb en général. Le nationalisme algérien a donc formé, préparé Ben Barka dans sa construction du nationalisme marocain. Le 11 janvier 1944 , il est le plus jeune signataire du Manifeste de l'Indépendance présenté au roi Mohammed V et aux Alliés, ce qui lui vaut d'être emprisonné une première fois avec les autres dirigeants du mouvement nationaliste marocain. Démocrate par nature, Ben Barka propose à la dynastie alaouite une monarchie constitutionnelle à défaut d'une république où le pouvoir du roi serait purement symbolique dans lequel il y aurait un pouvoir exécutif exercé par un Premier ministre élu lui-même par le Parlement[108]. Ce qui n'est pas du goût des monarchistes marocains. A sa sortie de prison, il devient en très peu de temps, l'animateur le plus dynamique de son parti. Il est alors considéré par les autorités du Protectorat comme le plus dangereux adversaire de la présence coloniale au Maroc. Déporté en mars 1951, au sud de l'Atlas, Ben Barka continue ses activités politiques au sein de l'Istiqlal, il rédige des rapports sur la situation marocaine aux instances internationales, telles que l'ONU. Libéré en octobre 1954, il joue un rôle majeur dans le processus qui doit aboutir à l'indépendance du Maroc, le 2 mars 1956. Quelques années dans un ouvrage publié avant sa disparition sous le titre « Opinion révolutionnaire au Maroc », il analysera dans une auto-critique franche et responsable les erreurs du mouvement nationaliste marocain. Au lendemain de l'indépendance, Medhi Ben Barka fait de la démocratie et du développement la principale idéologie de son parti. Fin stratège, il attire par cette option l'attention des foules marocaines sur le projet de son parti. Il permet ainsi à son parti d'avoir une ascendance sur les autres formations politiques du Maroc. Il se distingue par ses capacités extraordinaires d'organisateur à différents niveaux. En tant que Secrétaire général de l'Istiqlal ou en tant que président de l'Assemblée nationale consultative du Maroc. Il est considéré comme l'activiste le plus dynamique du Maroc. Il comprend rapidement que l'indépendance ne peut avoir de sens que si la souveraineté et l'initiative du peuple deviennent les fondements même des nouvelles institutions du pays. Pour lui, l'Assemblée nationale consultative était là un embryon du pouvoir démocratique dont il fallait se forcer de développer parallèlement au pouvoir royal que rien ne limitait. D'où une conception du développement fondé sur la créativité et l'action populaires dont l'exemple majeur a été la réalisation de la « Route de l'Unité ». Cette route devait relier deux communes, l'une dans l'ancienne zone sous contrôle espagnol et l'autre

[108] Le Correspondant. Mehdi Ben Barka : Mystères, complots et ombres internationales.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

dans la partie qui était sous protectorat français symbolisant la réunification réelle du Maroc et détruisant par là le mythe des deux zones : un Maroc francophone et une République Arabe Sahraouie Démocratique hispanophone. Durant l'été 1957, ce chantier a mobilisé quelques dix mille jeunes volontaires, venant de toutes les régions du pays partageant leur journée entre sur la route et des sessions de formation civique. L'objectif annoncé était d'en faire de véritables citoyens militants. Sur ce point, Ben Barka rejoint Mohammed V. Tous deux revendiquent l'indépendance et la réunification du Maroc. Cependant, il se sépare dans leur conception du pouvoir royal et des relations internationales.

De 1956 à 1959, Mehdi Ben Barka est président de l'Assemblée consultative du Maroc. Il initie de nombreuses mobilisations populaires visant à améliorer les infrastructures et à lutter pour l'alphabétisation de la population marocaine. Au gouvernement, des ministres qui lui sont proches, comme Abderrahim Bouabid, Ministre de l'Economie, puis de l'Agriculture et vice-président du Conseil en 1958, tentent de mettre en place une planification de l'économie et défendent une réforme agraire. Pour Ben Barka, il ne s'agit pas seulement de mettre fin à l'exploitation de la période du protectorat, mais aussi à l'exploitation de l'homme marocain par l'homme marocain. Ces projets se heurtent à l'hostilité des grands propriétaires terriens, les « seigneurs féodaux » et de l'aile droite du parti, ce qui incite Ben Barka à impulser en novembre 1959 la création de l'Union Nationale des Forces Populaires avec l'aile gauche de son ancien parti. Le nouveau parti revendique notamment le départ des forces étrangères notamment des troupes françaises et espagnoles toujours présentes en territoire marocain avec l'accord du roi, une réforme agraire en faveur des petits paysans et le soutien à l'Algérie dans la Guerre d'Indépendance. Le futur Hassan II, ambitieux et aspirant à succéder au plus vite à son père Mohammed V, presse ce dernier de renverser le gouvernement d'Abdallah Ibrahim et de s'octroyer les pleins pouvoirs. Le régime royal se rapproche dès lors de De Gaulle, il supprime le projet de réforme agraire de Ben Barka et commence à réprimer les militants de l'UNFP, le leader de l'UNFP choisit donc de s'exiler à Paris.

A la mort de Mohammed V en 1961, Hassan II monte sur le trône et annonce vouloir faire la paix avec l'opposant historique[109]. Mehdi Ben Barka rentre au Maroc en mai 1962. Le 16 novembre 1962, il échappe à un attentat fomenté par les services du général Oufkir et du colonel Ahmed Dlimi. En juin 1963, il s'exile à nouveau, après s'être accusé de complot contre la monarchie, Hassan II souhaitant dissoudre l'UNFP. Le 14 mars 1964, il est condamné à mort par contumace, avec Ahmed Agouliz et dix autres dirigeants du parti, pour complot et tentative d'assassinat contre le roi. De nombreux militants de l'UNFP sont emprisonnés. Pour Ben Barka, le roi n'est plus qu'un instrument docile de la France.

Mehdi Ben Barka s'exile alors, devenant un commis-voyageur de la révolution panafricaniste et tiers-mondiste, selon l'expression de l'historien Jean Lacouture. Il part d'abord pour Alger, où il rencontre Che Guevara, Amilcar Cabral et Malcolm X. Il s'en va ensuite pour Le Caire, Rome, Genève où il échappe à plusieurs tentatives d'assassinat et La Havane, tentant de

[109] Nina Kozlowski. Journaliste, spécialiste du Maroc. L'affaire Ben Barka au cœur de la brouille de Gaulle-Hassan II. Jeune Afrique.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

fédérer les mouvements révolutionnaires du Tiers-Monde (Afrique, Asie, Amérique latine) en vue de la conférence tricontinentale devant se tenir en janvier 1966 à La Havane et où, affirma-t-il dans une conférence de presse, « les deux courants de la révolution mondiale y seront représentés : le courant surgi avec la révolution d'Octobre et celui de la révolution nationale libératrice ».

Présidant la Commission Préparatoire, Ben Barka y définit les objectifs et les stratégies, parmi lesquels l'aide aux mouvements de libération, le soutien à Cuba soumis à l'embargo américain, la liquidation des bases militaires étrangères et l'abolition de l'apartheid en Afrique du Sud. Bien que nationaliste marocain, il dénonce aussi ce qu'il qualifie de « dérives impérialistes » de la monarchie marocaine lors de la Guerre des Sables contre la République algérienne.

Il bénéficie de l'amnistie générale accordée par le roi à tous les prisonniers politiques. Le 25 avril, Ben Barka rencontre à Francfort le prince Moulay Ali, cousin et émissaire du roi, en vue d'une conciliation avec le pouvoir royal. Le seul obstacle à son retour est la non-promulgation des textes juridiques de l'amnistie générale. Le 29 octobre 1965, alors que Ben Barka se rend à un rendez-vous à la brasserie Lipp à Paris, il est enlevé, a disparu et son corps ne sera jamais retrouvé. Certains nationalistes marocains soupçonnent des forces extérieures comme la CIA, le Mossad, la SDECE, le gouvernement français. Ainsi s'achève la vie d'un des plus grands nationalistes africains de tous les temps.

Mehdi Ben Barka a marqué l'histoire politique de la deuxième partie du XX ème siècle. Il a incarné la lutte des peuples du Tiers-Monde pour leur indépendance politique, mais également pour leur émancipation de la tutelle des anciennes puissances coloniales, dans la perspective d'un réel développement économique, social et culturel. Plus qu'un témoin attentif de cette histoire, il en fut un acteur de premier plan. Sa disparition est un coup dur pour les nationalistes marocains en particulier, et les mouvements panafricanistes en général. Sa pensée et son action politiques dépassent le cadre marocain, maghrébin et arabe. Mehdi Ben Barka est un nationaliste de dimension universelle comme le Ghanéen Kwame Nkrumah ou le Congolais Patrice Lumumba. Il n'appartient ni au Maroc ni à l'Afrique mais au monde contemporain. La vision de Mehdi Ben Barka est d'actualité : Indépendance et libération des peuples du Tiers-Monde, démocratie, droits humains, justice sociale, sortie du sous-développement économique et construction d'une société nouvelle[110]. Bien que nationaliste marocain, il fustige ouvertement ce qu'il qualifie de « dérives impérialistes » de la monarchie marocaine lors de la Guerre des Sables contre la République algérienne qui a eu lieu en 1963. Son engagement international, salué par des leaders comme Che Guevara et Fidel Castro, le présentait comme un " soleil levant " de la décolonisation, ce qui en faisait une cible stratégique pour des intérêts géopolitiques français et israéliens. Il meurt le 29 octobre 1965.

[110] Bachir Ben Barka. Président de l'Institut Mehdi Ben Barka. Mehdi Ben Barka – Un combat inachevé. Thomas Sankara.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no22-JERRY JOHN RAWLINGS (GHANA)



Né le 22 juin 1947 à Accra (Côte-de-l'Or), et mort le 12 novembre 2020 dans la même ville, Jeremiah Rawlings John alias Jerry John Rawlings est un révolutionnaire et homme d'Etat ghanéen. Il est à la tête de l'Etat en 1979 à la suite d'un coup d'Etat puis président de la République de 1981 à 2001. Il est surnommé « Le flying lieutenant ». Jerry John Rawlings est accrédité d'avoir fait du Ghana après une longue période de transition l'un des Etats les plus stables et les plus viables en Afrique de l'Ouest[111]. Il est pour les Ghanéens le guide le plus éclairé que le Ghana n'ait connu depuis Kwame Nkrumah. Il renoue les positions panafricaines et tiers-mondistes du père de l'indépendance du Ghana. La pensée politique de Jerry John Rawlings se définit par la volonté de libérer l'Afrique des réseaux clientélistes et des dépendances néocoloniales, considérant que le continent méritait mieux que la gestion par ses propres élites. Il a pour cible l'exploitation des matières premières au profit des puissances occidentales notamment les Etats-Unis et la France. Il est une icône du nationalisme africain. Rawlings est le deuxième héros national post-indépendance du Ghana après le Dr. Nkrumah.

Jeremiah Rawlings John est le fils de Victoria Agbotui, une femme issue des ethnies Nzema et Ewe et James Ramsey John, un capitaine de la marine britannique, chimiste de formation, originaire de Castle Douglas, en Ecosse. Ce jeune Ecossais est marié en Angleterre à quelqu'un d'autre avec une famille qui vit à New Castle et à Londres. Jeremiah Rawlings John fréquente l'école d'Achimota à Accra. Contrairement à Kwame Nkrumah, Jerry John Rawlings n'est pas issu d'une famille de notables. Cette absence d'une lignée importante constituera pour lui un

[111] Pierre Jacquemot. Jerry John Rawlings et les tâtonnements de la démocratie ghanéenne. Fondation Jean Jaurès.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre
atout politique car elle le libérera des pressions familiales et tribales. Rawlings se marie à Nana Konadu Agyeman qu'il rencontre au Collège Achimota.

Il entre en 1968 à l'Académie Militaire Ghanéenne, à Teshie. Il devient l'année suivante pilote d'aviation de l'Armée de l'Air Ghanéenne, et accède au grade de lieutenant. La pauvreté est alors en pleine expansion dans un pays gouverné depuis 1966 par un régime militaire corrompu et répressif. Jerry Rawlings anime une première tentative de coup d'Etat, le 15 mai 1979. Sa tentative échoue. Il est arrêté. Trois semaines plus tard, d'autres officiers de l'Académie le libèrent après sa condamnation à une peine de mort, il organise un nouveau coup d'Etat, le 4 juin 1979, qui renverse le régime militaire de Fred Akuffo et le porte au pouvoir. Mais Jerry John Rawlings est désintéressé. Le 24 septembre 1979, marque le retour d'un gouvernement civil, mené par le président Limann. Cependant il ne voit pas de changement dans le gouvernement de Limann. Il estime que c'est un régime corrompu. Il reprend le contrôle du pays le 31 décembre 1981 par un nouveau coup d'Etat qui renverse le régime de Limann.

Il devient alors le président du Conseil Provisoire de la Défense Nationale. Il ne se réclame ni du marxisme ni du capitalisme. En outre, Rawlings revendique le nationalisme et le panafricanisme. Lorsqu'il arrive au pouvoir, l'Etat ghanéen est en situation de banqueroute avancée et incapable d'assumer ses fonctions primaires de souveraineté. Restaurer l'Etat et reconstituer ses bases économiques représentent la tâche urgente pour le nouveau pouvoir. Pour mener à bien cette entreprise de modernisation, Rawlings dispose de deux ressources essentielles : d'une part, le fusil comme figure tutélaire de la force, de la répression et de l'arbitraire, mais aussi comme symbole de protection, d'autorité et de sécurité, et d'autre part, un discours à substrat biblique où responsabilité, justice sociale, pouvoir au peuple, travail, probité, bien-être général sont élevés en valeurs cardinales. L'alliance entre ces deux ressources débouche sur une révolution morale qui marque profondément le régime ghanéen, notamment dans sa lutte contre la corruption considérée comme le grand fléau.

Il applique à partir de 1983 une politique économique libérale dite d'ajustement structurel, répondant aux exigences du Fonds Monétaire International et de la Banque mondiale[112]. Ces institutions accordent des prêts en échange. Soucieux néanmoins de maintenir le rôle central de l'Etat dans la vie économique du pays, Jerry John Rawlings s'efforce de ralentir le démantèlement du secteur public et les privatisations. Les investissements et les prêts lui permettent de conduire une politique de modernisation des zones rurales et de financer des programmes sociaux, limitant ainsi l'impact social négatif de l'ajustement structurel sur les populations les plus pauvres. Le Ghana sort de la récession et connait, au cours de la décennie 1983-1993, un taux moyen de croissance de 5 %, tandis que l'inflation tombe à 10 %.

Sur le plan de la politique internationale, Jerry John Rawlings renoue avec les positions panafricaines et tiers-mondistes du père de l'indépendance du Ghana, Kwame Nkrumah. Opposé à toute forme d'impérialisme et de néocolonialisme, il se rapproche du Cuba de Fidel

[112] Pierre Jacquemot. Jerry John Rawlings : du rédempteur au bâtisseur. Alternatives Economiques.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Castro et de la Libye de Kadhafi. Il est également proche du président du Burkina Faso, Thomas Sankara.

En 1992, Jerry John Rawlings engage le Ghana dans un processus de démocratisation. Il démissionne de l'armée. Il instaure le multipartisme et fonde le Congrès Démocratique National (NDC). Il est alors le père du multipartisme au Ghana.

Rawlings est élu président le 7 décembre 1992, et prend ses fonctions le 7 janvier 1993. La IVe République du Ghana est proclamée. Devenu président de la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), il s'investit particulièrement pour le retour de la paix au Liberia. Alors que le Ghana est perçu comme un modèle de stabilité en Afrique de l'Ouest, Rawlings bénéficie d'un grand prestige à l'étranger pour son rôle pacificateur dans les crises régionales.

Le pays subit cependant une crise économique à partir du milieu des années 1990 et le gouvernement est confronté à des mouvements sociaux provoqués par l'introduction, sous la pression de la Banque mondiale, d'un système de taxe sur la valeur ajoutée. Les prix augmentent de 60 % et le niveau de vie baisse à nouveau.

La popularité de Jerry John Rawlings, bien que faiblissante, reste élevée dans les classes populaires, tandis que l'opposition et la presse s'emploient à attaquer son image. Le 7 décembre 1996, il est réélu à la présidence de la République du Ghana. Il entame un second mandat le 7 janvier 1997. Après deux mandats, la limite prévue par la Constitution ghanéenne, Rawlings entérine la candidature de son vice-président, John Evans Atta-Mills, à la présidence en 2000, au nom de son parti. Mais le 7 décembre 2000, c'est le candidat de l'opposition, du Nouveau Parti Patriotique (NPP), John Agyekum Kufuor, qui est élu président de la République. L'alternance est pacifique, Rawlings passe à son tour dans l'opposition. Le 28 décembre 2008, le candidat du Congrès Démocratique National (NDC), John Atta-Mills est cette fois élu président, marquant une nouvelle alternance politique. Encore une fois, cette alternance est pacifique. Jerry John Rawlings devient dès lors le garant de la démocratie au Ghana. Le Ghana est alors avec le Cap-Vert, le Botswana et le Bénin l'une des rares démocraties en Afrique où l'on ne soupçonne aucune fraude lors des élections présidentielles. L'économie nationale s'est progressivement redressée : le taux de croissance est aujourd'hui de 5 %. Finies les pénuries alimentaires et les files d'attente devant les stations d'essence. Grâce au cacao et à l'or, les deux principales richesses du pays, les rentrées de devises sont en augmentation, et la monnaie nationale, le cedi, s'est à peu près stabilisée.

Agé de 73 ans, Jerry John Rawlings meurt le 12 novembre 2020, à l'hôpital universitaire de Korle-Bu à Accra, où il avait été admis une semaine auparavant. Sa mort intervient près de deux mois après celle de sa mère, Victoria Agbotui, le 24 septembre 2020. A la suite de son décès, le président Nana Akufo-Addo annonce sept jours de deuil national en son honneur. La famille de Rawlings demande au gouvernement ghanéen la permission de l'enterrer à Keta dans la région de la Volta.

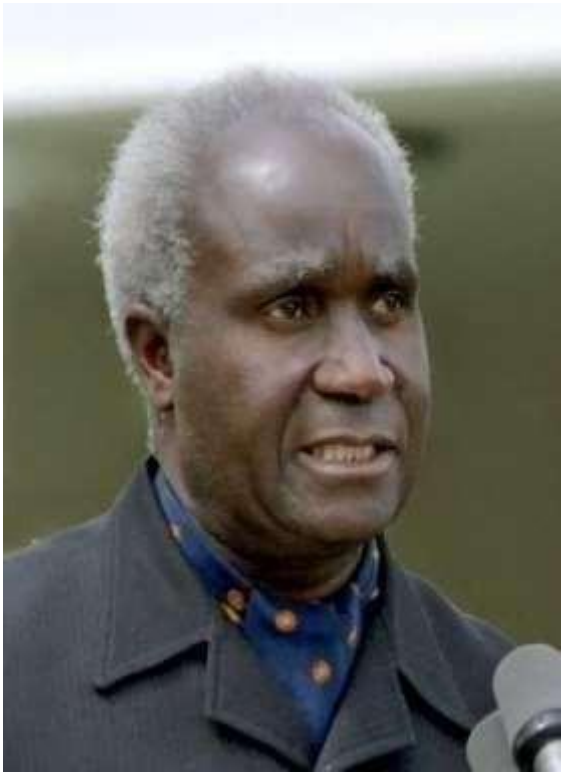
LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Président de la République du Ghana de 1981 à 2001, figure historique du continent africain, ex-putschiste, Jerry John Rawlings a rétabli les libertés démocratiques au Ghana après un règne de deux décennies[113]. Rawlings voulait restaurer la dignité humaine des Ghanéens, notamment en luttant contre la corruption et l'inflation. Il a réussi par le biais des institutions internationales à appliquer des politiques qui ont permis de redresser l'économie nationale et d'améliorer la situation des citoyens. En 2000, il a pris l'engagement de quitter le pouvoir conformément à la constitution qu'il a mis en place pour limiter les mandats, depuis lors Rawlings est devenu une référence en Afrique de l'Ouest. Le président Jerry John Rawlings a été un très grand panafricaniste qui croyait en l'avenir de l'Afrique et était foncièrement attaché à ses valeurs. Il se voulait le promoteur de l'émancipation africaine comme le furent d'illustres hommes avant lui tels que Kwame Nkrumah, Sékou Touré ou Julius Nyerere. Il a été le président d'honneur du mémorial Thomas Sankara dont il a participé en 2011 après la crise postélectorale en Côte d'Ivoire. Il a favorisé l'accueil des réfugiés ivoiriens dont il fut leur protecteur. Il a toujours exprimé franchement ses opinions politiques concernant l'Afrique, en particulier le Ghana. Il a été fréquemment consulté par les chefs d'Etat et de gouvernement africains de son temps. Jerry John Rawlings loge aujourd'hui au panthéon des héros africains.

[113] Diagne Fodé Roland. Hommage à l'exemplaire combattant du Ghana, Jerry John Rawlings. Initiative Communiste.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no23-KENNETH KAUNDA (ZAMBIE)



Né le 28 avril 1924 à Lubwa (en Rhodésie du Nord, l'actuelle Zambie) et mort le 17 juin 2021 à Lusaka (Zambie). Kenneth Kaunda est un homme d'Etat zambien. Il est le premier président de la Zambie indépendante du 24 octobre 1964 au 2 novembre 1991. Surnommé le " Gandhi africain ", il est l'un des rares chefs d'Etat en Afrique australe avec Nelson Mandela et Julius Nyerere ayant obtenu l'indépendance sans effusion de sang[114]. Sa révolution pacifique a tant marqué les esprits de son époque qu'on le compare au charismatique leader indien Mohandas Gandhi. Il quitte le pouvoir à la suite de sa large défaite à l'élection présidentielle de 1991, face au syndicaliste Frederick Chiluba. Il devient l'un des premiers chefs d'Etat africains de l'histoire à faciliter une alternance pacifique et démocratique. Il a promu une politique de non-alignement pendant la Guerre Froide, accueillant des mouvements de libération comme l'ANC, tout en s'engageant dans des médiations régionales, notamment en Rhodésie et en Namibie. Kenneth Kaunda est l'un des pères-fondateurs de la Zambie avec Simon Kapwepwe.

Kaunda est le fils d'un pasteur émigré du Malawi. En tant que fils de pasteur, il est l'un des rares noirs à bénéficier d'une éducation scolaire car à l'époque toutes les écoles sont dirigées par les missionnaires, l'administration coloniale ne veut pas développer l'instruction publique.

Il devient enseignant et exerce cette profession jusqu'en 1947. Il part ensuite pour la " Ceinture de cuivre " puis en Rhodésie du Sud, future Zimbabwe et exerce différents métiers. Engagé contre les discriminations raciales, il est emprisonné et astreint aux travaux forcés en 1955 pour avoir distribué des tracts jugés subversifs par les autorités coloniales.

[114] France 24. La Zambie rend hommage au « Gandhi africain » Kenneth Kaunda, le père de l'indépendance.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Faisant partie de l'élite dans son pays, Kaunda forme l'UNIP (United Party For Independence) au début des années 1960. Il attira vite l'attention en étant le seul politicien noir de Rhodésie du Nord croyant en son unité et parce qu'il est un disciple de Gandhi, appelant à la désobéissance civile et rejetant la lutte armée. Sans attache clanique, il parvient à rassembler les différentes ethnies de Rhodésie du Nord afin de lutter contre la discrimination raciale et l'exploitation des ressources naturelles (cuivre notamment) par les Britanniques. Le parti est interdit dès l'année suivante et il est à nouveau emprisonné[115].

La Fédération de Rhodésie et du Nyassaland, mise en place par le Royaume-Uni, fonctionne de 1953 à 1963. Elle regroupe les colonies du Nyassaland, de Rhodésie du Nord et de Rhodésie du Sud. Dirigée par un gouvernement fédéral, elle assure l'octroi de certains droits politiques aux Africains. Ceux-ci sont associés aux décisions du gouvernement pour leur permettre d'acquérir l'expérience de la gestion des affaires et un jour la possibilité d'exercer la réalité du pouvoir.

Le but de la fédération permet cependant de maintenir la domination économique des blancs. Les noirs peuvent voter mais les conditions censitaires pour accéder au droit de vote sont tellement drastiques que moins de mille d'entre eux possèdent une carte d'électeur dans les années 1950.

A partir de 1958, Roy Welensky, chef du gouvernement fédéral et Edgar Whitehead, chef du gouvernement de Rhodésie du Sud, doivent faire face à une agitation politique grandissante des nationalistes africains qu'ils répriment violemment. En 1960, une révision de la Constitution provisoire de 1953 doit être négociée entre le gouvernement britannique, le gouvernement fédéral et les dirigeants noirs africains. Ces derniers quittent la conférence constitutionnelle pour protester contre l'intransigeance des colons blancs de Rhodésie du Sud, qui ne désirent pas partager le pouvoir et craignent d'être dominés du fait de leur infériorité numérique.

Les nationalistes noirs ne tardent pas à engager des pourparlers avec le gouvernement britannique pour se retirer du processus de révision aboutissant ainsi à la faillite de la fédération. En juillet 1961, une nouvelle constitution n'en est pas moins proposée par référendum aux 80 000 électeurs sud-rhodésiens. Boycottés par les 4 000 électeurs africains, elle est approuvée par les électeurs blancs, satisfaits de voir le Royaume-Uni renoncer à ses pouvoirs réservés qui l'autorisait à intervenir pour défendre les intérêts africains.

Lors des élections législatives en 1964, l'UNIP remporte 55 sièges sur 88 ; Kaunda devient Premier ministre d'une Rhodésie du Nord. Une des premières urgences à gérer est l'insurrection d'une église ou secte Lumpa, fondée par Alice Lenshina. Il fait réprimer ce mouvement à la fois religieux et politique, une répression qui fait des centaines de morts.

[115] Alain Foka. Archives d'Afrique. Kenneth Kaunda et le combat pour l'indépendance. Radio France International (RFI).

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Dans la même période, il négocie l'indépendance qui est proclamée le 24 octobre 1964. Kenneth Kaunda devient le premier président de la République de Zambie.

Il rejette le tribalisme et tente d'unifier plus de 72 tribus sous la devise « une Zambie, une nation ». Il est perçu comme un chef d'Etat modéré, défenseur du multiracialisme, et a toujours espéré une société pacifique qui accueillerait aussi bien les Zambiens blancs (ou Allemands) que les Zambiens noirs.

Kaunda instaure un régime à parti unique dans les premières années de l'indépendance. Il fait de l'UNIP le seul parti politique autorisé au motif d'éviter l'éclatement du pays, chacune des 70 ethnies étant jusqu'alors représentée par une formation politique[116]. Le système de parti unique est mis en place afin d'intégrer toutes les tendances. Il parvient ainsi à fédérer les peuples et les communautés et évite ainsi les conflits tribaux liés aux divergences politiques que provoque le multipartisme dans certains pays d'Afrique. Au moment de son indépendance, les caisses de l'Etat zambien sont vides et le système éducatif presque inexistant. Cette situation économique et sociale similaire à celle de la Guinée sous Sékou Touré en 1958 présente un défi énorme pour Kaunda. Kaunda va néanmoins doter l'Etat zambien d'une base économique solide à travers l'exploitation des mines de cuivre qui représente 90 % des recettes en devises du pays et la nationalisation de certaines unités industrielles. Ce qui permet à la Zambie de réaliser une forte croissance économique et de devenir dans les années 1960 l'un des pays les plus riches d'Afrique. En 1973, le revenu de la Zambie est équivalent à celui du Portugal. Mais le prix du cuivre s'effondre quelques années plus tard. En 1991, la dette de la Zambie s'élève à 8 milliards de dollars et la Zambie redevient un pays à économie faible.

En tant que président des six Etats de la Ligne de Front de la campagne contre l'apartheid il a mené d'abord l'opposition contre Ian Smith en Rhodésie du Sud puis au régime en Afrique du Sud. Il continue néanmoins à œuvrer pour un règlement pacifique en Rhodésie du Sud et rencontre les dirigeants sud-africains comme John Vorster, Pieter Botha et Frederik De Klerk. Il accueille dans son pays des exilés politiques d'Afrique du Sud et se heurte en particulier à Margaret Thatcher qui s'oppose aux sanctions contre le régime d'apartheid. Cette question menace l'avenir même du Commonwealth.

En revanche, il est resté un ardent défenseur de la politique de la réforme agraire du président zimbabwéen Robert Mugabe, en vertu de laquelle les fermiers blancs refusant de partager équitablement la propriété foncière avec les fermiers noirs furent chassés du pays. Ce qui a entrainé un effondrement économique.

Le système de parti unique et la nationalisation de l'industrie minière menèrent à une énorme corruption dans l'administration, engendrant de l'inflation et plusieurs dévaluations monétaires. L'Etat prit de lourds crédits auprès des banques étrangères, endettant les

[116] Forum International Nasser. Kenneth Kaunda. Fondateur de la Zambie. Nasser Youth Movement.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

générations futures. Le pouvoir d'achat des Zambiens s'effondra, entrainant grèves et manifestations dans tout le pays.

La dégradation de la situation économique et la pression internationale en faveur d'une démocratisation des pays africains font progressivement vaciller le pouvoir de Kaunda. Son ami Julius Nyerere, ancien président de la Tanzanie qui a lui-même renoncé au pouvoir en 1985, l'encourage à faire de même. En 1991, Kaunda accepte l'organisation d'élections libres : celles-ci sont remportées par l'opposition, et Kaunda accepte le résultat du scrutin, laissant la place à Frederick Chiluba.

Kenneth Kaunda a été l'un des pères de l'indépendance africaine. Homme de paix et de dialogue, réformateur et visionnaire, il a été salué comme un grand modernisateur du continent malgré son rejet initial du concept de multipartisme[117]. En tant que panafricaniste convaincant et convaincu, il s'est attelé à la tâche de construire une nouvelle Zambie, libre de déterminer sa propre voie dans les affaires internationales. Il rebaptise à l'indépendance la Rhodésie du Nord Zambie, qui acquiert sa pleine indépendance en octobre 1964, avec Kaunda comme premier président. Kaunda avait le grand avantage de diriger un Etat africain doté d'une base économique plus solide que celle de ses voisins, mais il y avait une pénurie de Zambiens de souche possédant les compétences et la formation nécessaires pour diriger le pays. Pragmatique. Il décida de coopérer avec les Allemands de Zambie. En tant que président des six Etats de la ligne de front de la campagne contre l'apartheid, il a mené l'opposition d'abord à Ian Smith en Rhodésie du Sud, puis au pouvoir blanc en Afrique du Sud. Il a continué néanmoins à œuvrer pour un règlement pacifique en Rhodésie et rencontré les dirigeants sud-africains John Vorster, P.W Botha et F.W De Klerk. Il a accueilli dans son pays des exilés politiques d'Afrique du Sud, du Sud-Ouest Africain future Namibie et de la Rhodésie du Sud futur Zimbabwe. Il s'est heurté en particulier à Margaret Thatcher, qui s'est opposé aux sanctions contre le régime de l'apartheid. Mais une mauvaise gestion économique a fait chuter sa popularité. Il a reconnu la victoire de Frédérick J. Chiluba à la présidentielle de 1991.

[117] Alain Foka. Archives d'Afrique. Rhodésie du Nord : un militant nommé Kenneth Kaunda. Radio France International (RFI).

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no24-BARTHELEMY BOGANDA (CENTRAFRIQUE)



Né le 4 avril 1910 à Bobangui et décédé le 29 mars 1959. Barthélémy Boganda est un homme politique centrafricain et français, connu pour ses desseins panafricains concernant l'Afrique centrale. En République centrafricaine, Boganda a été érigé en « père fondateur » de la nation lors de l'indépendance en 1960 à laquelle il a contribué en tant qu'éphémère premier président (1958-1959). En 1958, sous son impulsion le territoire français de l'Oubangui-Chari est transformé en un Etat baptisé « République centrafricaine », qu'il dote d'un drapeau, d'une devise et d'un hymne conçus originellement pour l'Afrique Equatoriale Française (AEF)[118]. Boganda a mené une action politique et sociale majeure visant à élever la dignité des populations de l'Oubangui-Chari et à préparer l'indépendance de la République centrafricaine.

La vision politique de Barthélémy Boganda, père fondateur de la République centrafricaine, reposait sur un humanisme chrétien, un panafricanisme régional et une éthique de service social rigoureuse. Bien-être social et dignité humaine : Son action était guidée par le principe « Zo kwe zo » (« tout homme est un homme »), visant à abolir le travail forcé et les discriminations coloniales. Son programme social se résumait en cinq verbes : « nourrir, vêtir, guérir, instruire, loger », visant à élever la dignité du peuple centrafricain. Unité nationale et lutte contre le tribalisme : A travers son parti, le MESAN (Mouvement pour l'évolution sociale de l'Afrique noire), il promouvait l'unité nationale, la justice sociale et le rejet des divisions ethniques. Il a doté le pays de ses symboles fondateurs (drapeau, hymne) et de sa devise « Unité, Dignité, Travail ». Panafricanisme et « Etats-Unis de l'Afrique latine » : Boganda défendait une fédération ambitieuse des territoires d'Afrique équatoriale et centrale,

[118] Jean-Dominique Pénel. Barthélémy Boganda. Ecrits et discours 1946-1951 : la lutte décisive.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

idéalement étendue aux colonies portugaises et espagnoles pour créer une puissance politique et culturelle unie. Bien que ce projet n'ait pas abouti, il reste une référence intellectuelle majeure pour le panafricanisme. Autonomie et indépendance : Il a plaidé pour une évolution pacifique vers l'autonomie, acceptant la Communauté française en 1958 pour garantir la souveraineté de l'Oubangui-Chari, qu'il a rebaptisé République centrafricaine. Il est décédé prématurément en 1959, peu avant l'indépendance complète du pays en 1960, laissant un vide politique durable.

Orphelin recueilli par les missionnaires, Barthelemy Boganda est en 1938 le premier prêtre indigène ordonné d'Oubangui-Chari. En 1946, alors que les instances métropolitaines françaises souhaitent la représentation des colonies au Parlement dans le cadre de l'Union française, Boganda se fait élire député au palais Bourbon avec le soutien du diocèse de Bangui sous l'étiquette MRP. En Oubangui, il crée son propre parti en 1949, le MESAN à consonance messianique dont le credo est « nourrir, vêtir, guérir, instruire, loger » les Africains sur le modèle de l'Occident chrétien anticommuniste. Rapidement Boganda gêne et inquiète l'ordre colonial établi : en 1950 il renonce à l'état ecclésiastique en épousant une Française, rompt avec le MRP, délaisse la métropole pour l'Oubangui-Chari où il s'impose comme un tribun autochtone de premier plan[119].

En 1955, le processus d'émancipation des colonies apparaît comme inéluctable. La forte audience territoriale du MESAN fait de Boganda un personnage-clé pour l'Oubangui. Les colons de Bangui menés par Roger Guérillot, jusqu'alors hostiles à Boganda, cofondent avec le MESAN l'Intergroupe Libéral Oubanguien (ILO). Boganda dispose ainsi de leur soutien dans la conquête de la mairie de Bangui en 1956 et lors des élections territoriales de mars 1957 où le MESAN remporte la totalité des 50 sièges à pourvoir. L'enjeu de ces élections est particulièrement important, car conformément à la loi-cadre Defferre, elles conduisent à la nomination du premier gouvernement local. Peu intéressé par les besognes prosaïques qu'implique la gestion quotidienne des affaires, Boganda délègue beaucoup, notamment à des métropolitains, se faisant un adepte de la coopération. Il n'entre donc pas dans le gouvernement de la loi-cadre, se contente de nommer les ministres et insiste pour que la fonction publique soit réservée aux sympathisants du MESAN ou aux apolitiques[120].

En 1957, tentant vainement d'obtenir l'adhésion du MESAN à leur mouvement politique inter-continental, le Rassemblement Démocratique Africain de l'Ivoirien Félix Houphouët-Boigny offre à Boganda la présidence du Grand Conseil de l'Afrique Equatoriale Française (AEF). Ce poste honorifique permet à Boganda d'acquérir une certaine audience à l'échelle régionale. Boganda rallie dans ce contexte les thèses panafricaines et s'érige en défenseur de l'AEF, appelée à devenir la « République centrafricaine ». Plus audacieux, il imagine les Etats-Unis de l'Afrique latine, au-delà de l'AEF, incluant l'Angola ou le Congo belge. Ses idées suscitent peu d'enthousiasme, Boganda doit proclamer la création de la République centrafricaine pour le seul territoire de l'Oubangui-Chari, espérant encore pouvoir convaincre les dirigeants de

[119] Paul Yange. Barthélémy Boganda (1910-1959), élu de Dieu et des Africains. Centrafrique-Presse.com.
[120] Jean-Dominique Pénel. Barthélémy Boganda. Ecrits et discours 1946-1951 : la lutte décisive.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre
l'Afrique centrale. Le sort de l'AEF est pourtant scellé, et Boganda meurt dans un accident d'avion trois jours avant sa dissolution pure et simple. Sa disparition, à la veille des indépendances, crée un vide politique considérable en République centrafricaine, au point que Boganda est toujours un référent obligé pour tout homme politique centrafricain.

En 1930, le nouveau vicaire apostolique de Bangui, Mgr Marcel Grandin, séduit par le tempérament de Boganda, décide de le retenir à Saint-Paul pour s'occuper personnellement de lui enseigner le programme de classe. Premier Oubanguien à avoir eu accès aux études secondaires, il devient également le premier à atteindre l'enseignement supérieur avec son admission en octobre 1931 au grand séminaire Saint-Laurent de Mvolye à Yaoundé. Il y reçoit les différentes étapes de l'ordination. Il rencontre dans cette institution le futur Premier ministre camerounais André-Marie Mbida et le futur président de la République congolaise Fulbert Youlou, élèves comme lui. En octobre 1937, Mgr Grandin l'honore en lui confiant l'encadrement du nouveau petit séminaire Saint-Marcel à Bangui.

Après la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement français décide de faire participer ses colonies à l'Assemblée constituante. Au sein d'une circonscription rassemblant l'Oubangui-Chari et le Tchad, deux députés sont élus, représentant l'un les colons, l'autre les autochtones. Aux deux Assemblées constituantes successives, les colons européens élisent le vétérinaire René Malbrant, tandis que les indigènes plébiscitent le commandant français Guy Baucheron de Boissoudy. Cette situation n'est pas sans indigner quelques Oubanguiens qui, menés par Abel Goumba, sollicitent Boganda. Mgr Grandin accueille très favorablement cette démarche. La candidature de Boganda présente un double intérêt : contrecarrer l'expansion de la gauche athée dans la colonie ; défendre le point de vue des missions dans les instances de la métropole. La campagne électorale de Boganda est ainsi prise en charge par Mgr Grandin.

A l'occasion des élections législatives du 10 novembre 1946, l'Oubangui-Chari devient une circonscription à part entière pour le collège des autochtones. L'abbé est élu face à trois adversaires par 10 846 voix représentant 47,26 % des suffrages exprimés. Tout naturellement, il est inscrit dans le groupe parlementaire démocrate-chrétien du Mouvement Républicain Populaire (MRP) au sein duquel il est accueilli par l'abbé Pierre. Les missionnaires le font chaperonner par le député français du Cameroun Louis-Paul Aujoulat. De sa rencontre avec ce dernier naît le 7 juin 1948 à Lyon, l'association des Amis de l'Afrique noire, au sein de laquelle il exerce la fonction de vice-président[121].

Après la mort accidentelle de Mgr Grandin en 1947, les relations entre Boganda et l'Eglise d'Oubangui-Chari se dégradent. Boganda et le nouvel évêque, Mgr Cucherousset, ne s'entendent pas. Sur la question du célibat, Boganda adresse au Vatican un long mémoire où il expose, selon lui, toute l'absurdité et les dangers du maintien de cette règle dans les Eglises africaines. Fin 1949, il avertit ses supérieurs de son intention de se marier avec sa Secrétaire parlementaire, la Française Michelle Jourdain. La réaction est immédiate, le 25 novembre 1949, Mgr Cucherousset le suspend ; il ne peut plus exercer ses fonctions sacerdotales en

[121] Paul Yange. Barthélémy Boganda (1910-1959), élu de Dieu et des Africains. Centrafrique-Presse.com.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

public, ni porter la soutane. C'est désormais habillé en civil qu'il se rend aux séances de l'Assemblée nationale. Son mariage avec Michelle Jourdain, enceinte, est célébré le 13 juin 1950 à Montmorency.

Les missionnaires rejoignent le rang des adversaires de Boganda aux côtés du lobby colonial mené par René Malbrant, des partisans du président du Conseil représentatif Georges Darlan et de l'administration coloniale. Le 4 janvier 1951, son ami le chef coutumier Nzilakéma meurt dans des conditions troubles, après avoir été interrogé à Mbaïki par le juge Renaud. Emu, Boganda se rend le 10 janvier sur les marchés afin de demander à la population de ne pas y participer en signe de deuil. Prenant prétexte d'un attroupement, l'administration l'arrête pour « flagrant délit » avec sa femme, sa fille de six mois et les deux secrétaires de la SOCOULOLE. Ils sont maintenus en détention jusqu'au 12 janvier et un procès est programmé pour le 15 janvier. Son avocat parvient à le faire reporter, ce qui permet à Boganda de rentrer à Paris le 20 janvier et de rédiger un long mémorandum sur les circonstances de cette arrestation. Les autorités métropolitaines ne réagissent pas. Le 29 mars 1951, le tribunal de paix à compétence limitée de Mbaïki le condamne à trente jours d'emprisonnement ferme, deux mois avec sursis et 2 000 francs d'amende. Son épouse et ses secrétaires sont quant à eux condamnés à des peines de prison avec sursis.

Sa condamnation lui est notifiée le 26 mai, soit une vingtaine jours avant les élections législatives, sans doute en vue de l'empêcher de s'y présenter. Faisant appel de son jugement le 2 juin, il participe aux élections du 17 juin. L'essor du MESAN est étroitement lié à la personnalité de Barthélémy Boganda et à sa triple réputation. Prêtre, il est censé être en rapport avec le monde transcendant. Fils de sorcier, il est craint. Marié à une Blanche, il est l'égal des Blancs. Boganda le sait et il en joue. Lors de ses tournées dans le pays, il invoque les ancêtres. Il acquiert à ce moment une influence quasi-mystique Ses compatriotes voient en lui l'incarnation de Karnou, voire du Christ noir. Boganda croit d'ailleurs être investi d'une mission particulière : « Libérer l'Afrique et les Africains de la servitude et de la misère, telle est ma raison d'être et le sens de mon existence. »

Reconduit dans ses fonctions de grand conseiller de l'AEF après les élections territoriales du 31 mars 1957, Boganda est élu à l'unanimité président du Grand Conseil le 17 juin. La vice-présidence revient au Tchadien François Tombalbaye, dont le parti, le Rassemblement Démocratique Africain (RDA), est la principale formation à l'assemblée. En concédant la présidence à Boganda, le RDA espère obtenir l'affiliation du MESAN à leur organisation. Dans ce même but, le dirigeant du Tchad Gabriel Lisette, membre du RDA, autorise la création d'une section locale du MESAN sur son territoire.

Boganda est le premier Africain à se hisser au poste de président du Grand Conseil de l'AEF à Brazzaville. Ses qualités de tribun séduisent ses pairs, il en use pour critiquer l'administration coloniale. Il accuse cette dernière de ne pas les avoir suffisamment préparés aux nouvelles prérogatives octroyées par la loi-cadre. Il condamne le caractère bicéphale des Conseils de gouvernement territoriaux qui ne peut, pour lui, qu'augmenter les charges financières des contribuables.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

En mai 1958, le général De Gaulle revient au pouvoir en métropole comme président du Conseil. Un Comité consultatif chargé des questions relatives aux territoires d'outre-mer est formé par les Sénégalais Leopold Sédar Senghor et Lamine Gueye, l'Ivoirien Félix Houphouët-Boigny, le Malgache Philibert Tsiranana, et le Tchadien Gabriel Lisette. Bien que première personnalité politique de l'AEF, Boganda n'est pas associé au groupe : Paris n'a jamais prêté beaucoup d'attention à Boganda, jugé trop excentrique. Depuis plus de dix ans, celui-ci est resté à l'écart des parlementaires africains de Paris, auxquels il reproche leur inféodation à des partis politiques métropolitains. Ensuite, il semble qu'à Paris, le président du Grand Conseil de l'AEF a été discrédité par ses attaques contre l'administration coloniale et par sa mauvaise presse à la suite de la parution des articles de Max-Olivier Lacamp dans Le Figaro[122].

Afin d'enrayer le « non » qu'il a jusqu'à présent favorisé, Boganda fait distribuer massivement dans les villages un tract rédigé en Sango. Ce tract n'évoque à aucun moment la Communauté. Il y reproduit le texte d'un accord qu'il dit avoir obtenu du général, selon lequel ce dernier renonce au régime de la « chicotte », de l'« indigénat et du travail forcé ». Le 28 septembre 1958, le « oui » au referendum l'emporte à 98,1 % en Oubangui.

Toute l'AEF approuve la Communauté. Pour le président du Grand Conseil, rien ne s'oppose donc à ce que l'AEF devienne, avec la ratification des quatre assemblées territoriales, un Etat membre unique. Il propose de renommer l'ensemble « République centrafricaine », idée qui lui aurait été soufflée par son ami, l'administrateur Pierre Kalck[123]. Allant encore plus loin, il lance un appel du haut de la tribune du Grand Conseil le 17 octobre 1958 pour la création des Etats-Unis de l'Afrique latine. Ceux-ci devaient être constitués par la grande République centrafricaine rejointe par le Congo belge, le Cameroun, le Ruanda-Urundi, et les « provinces portugaises » d'Afrique. Pour promouvoir cette grande fédération de culture latine, de tradition chrétienne, francophone dans sa majorité, il avance de nombreux arguments, notamment l'artificialité des frontières coloniales, la viabilité financière et le poids économique et politique procurés par une telle fédération. Les épouvantails que sont le péril jaune et le communisme sont également agités. Boganda augure enfin que les Etats-Unis de l'Afrique latine ont vocation à devenir une des trois grandes zones d'influence du continent noir, que cette fédération doit être un contrepoids aux ensembles d'Afrique orientale sur le point d'être dominés par les forces panarabes de l'Egyptien Nasser, et de l'Ouest africain en voie de passer sous influence des Anglophones sous l'impulsion du Ghanéen Kwame Nkrumah.

Afin de réaliser son grand dessein, Boganda envoie une mission composée du Ministre de l'Agriculture David Dacko et du président de l'Assemblée territoriale Hector Riviérez proposer aux trois autres territoires de l'AEF d'accéder groupés à l'autonomie, puis à l'indépendance. Seul le Moyen-Congo, dirigé par la coalition socialiste de Jacques Opangault, adhère au projet.

[122] Jean-Dominique Pénel. Barthélémy Boganda. Ecrits et discours 1946-1951 : la lutte décisive.
[123] Antoine-Deni Ndimina Mougala. Barthélémy Boganda ou l'émancipation politique de la République Centrafricaine et le grand dessein géopolitique de l'Afrique Centrale : 1910-1959 (Thèse).

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Le 1er décembre 1958, la République centrafricaine est proclamée, l'Assemblée territoriale devient constituante et législative, Barthélemy Boganda accède au poste de président du gouvernement. Le 6 décembre, son cabinet est formé : Abel Goumba est aux Finances, David Dacko à l'Intérieur, à l'Economie et au Commerce, Roger Guérillot définitivement écarté.

Lors de sa présidence, Boganda met en place les institutions de la République centrafricaine. Il contribue ainsi personnellement à l'élaboration du drapeau national - initialement conçu pour la grande République centrafricaine -, il énonce la devise du pays « Unité, Dignité, Travail » à laquelle est attaché le principe « Zo kwe zo » (« tout être humain est une personne » ou « un homme en vaut un autre »), enfin il compose en partie les paroles en français de l'hymne national La Renaissance.

Le 29 mars 1959, un Boganda en pleine campagne électorale se rend à Berbérati pour y présider une cérémonie au cours de laquelle sont présentés les nouvelles institutions et le nouveau drapeau. L'avion régulier qu'il emprunte pour regagner Bangui s'écrase dans la savane arborée de la Lobaye, au lieu-dit de Boukpayanga. Aucun des neuf occupants de l'appareil ne survit à l'accident. Très vite, les hypothèses d'un attentat fusent. La rumeur accuse David Dacko, principal bénéficiaire du vide créé par la mort de Boganda, l'ancien vice-président du Conseil du gouvernement Abel Goumba, ou encore le Premier ministre congolais Fulbert Youlou, opposé aux projets fédéralistes de Boganda. On parle aussi des services secrets belges et portugaises. Abel Goumba, pour sa part, privilégie l'hypothèse des représentants locaux de l'administration française, puis celle des colons blancs, planteurs et industriels. Le journaliste Pierre Péan évoque une possible coalition d'intérêts entre Roger Guérillot et Michelle Jourdain, l'épouse de Boganda, qui a bénéficié de plusieurs assurances-vie souscrites par Boganda peu de temps avant l'accident.

Panafricaniste visionnaire, habile politicien, orateur charismatique, connu pour ses desseins panafricains concernant l'Afrique centrale, Barthélémy Boganda fut le président du premier gouvernement centrafricain du 1er décembre 1958 au 29 mars 1959. Boganda a été érigé symboliquement en président-fondateur de la République centrafricaine lors de l'indépendance en 1960. En 1958, sous son impulsion le territoire français de l'Oubangui-Chari est transformé en un Etat autonome baptisé « République centrafricaine », qu'il dote d'un drapeau, d'une devise et d'un hymne conçus originellement pour l'Afrique Equatoriale Française (AEF). Boganda est convaincu que l'émancipation du Noir passe par le travail : le travail manuel, le travail de la terre et le travail intellectuel. Il s'oppose au travail forcé imposé par l'Administration coloniale, mais de l'autre côté, il s'attaque à la paresse et aux pratiques traditionnelles telle que l'excision. Il encourage surtout la scolarisation des garçons et des filles. Avec son parti le MESAN créé en 1949, il représente le développement selon cinq axes : nourrir, soigner, instruire, loger, vêtir[124]. Barthélémy Boganda est froidement assassiné le 29 mars 1959 dans un simulacre d'accident d'avion. Il est un martyr du nationalisme panafricain.

[124] Ndjoni Sango. RCA : La vision de Barthélémy Boganda sur l'éducation, un levier pour le relèvement éducatif.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no25-ROBERT MUGABE (ZIMBABWE)



Né le 21 février 1924 à Kutama en Rhodésie du Sud et mort le 6 septembre 2019 à Singapour. Robert Gabriel Mugabe est un révolutionnaire et homme politique zimbabwéen. Surnommé “Comrad Bob” par ses amis communistes et socialistes. Il est le Premier ministre du Zimbabwe Indépendant de 1980 à 1990. Président de la République de 1990 à 2017. Il est considéré par les mouvements panafricanistes et tiers-mondistes comme l'un des plus célèbres héros de la lutte anti-apartheid en Afrique australe[125]. Il est de facto l’un des pères de l’indépendance du Zimbabwe avec Joshua Nkomo et le Révérend Ndabaningi Sithole. Son engagement anticolonialiste lui assure la popularité auprès d'une grande partie de sa population et du continent africain. Grande intelligence politique initiale, il mena dans ses premières années à la tête du Zimbabwe, à l’issue de la transition suivant la fin de l’Empire colonial britannique, des progrès spectaculaires dans des domaines tels que la santé et l’éducation, et le Zimbabwe afficha l’un des plus forts taux d’alphabétisation d’Afrique dans les années 80. Mais son régime finit par s’endurcir à la fin de son mandat après la violation des accords de Lancaster House par les Britanniques. Mugabe est proclamé héros national par la ZANU-PF un an après sa mort.

Diplômé en enseignement à l’âge de 17 ans, il finit par décrocher 7 diplômes universitaires à savoir un bachelor d’histoire, un bachelor en Administration, un bachelor d’économie, un bachelor d’éducation, un master en droit, un master en science et un doctorat en droit. Il est à ce jour le chef d’Etat le plus diplômé au monde. Il rencontre à l’Université de Fort Hare des

[125] Fernent Birane – Hommage à Robert Mugabe. Robert Mugabe, père de l’indépendance du Zimbabwe et héros de la lutte contre l’apartheid, est mort. Initiative Communiste.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

futurs dirigeants africains comme Julius Nyerere, Herbert Chitepo, Robert Sobukwe et Kenneth Kaunda qui mèneront avec lui une lutte acharnée contre la colonisation britannique ou afrikaner en Afrique australe. Entre 1957 et 1960, il enseigne à Lusaka, capitale de la Rhodésie du Nord (Zambie) puis il part à Accra, au Ghana première colonie d'Afrique noire ayant accédé à l'indépendance où il s'éprend d'une séduisante collègue Sally Hafron, sa première femme qu'il épouse en 1961. En 1960, il revient en Rhodésie du Sud (Zimbabwe), converti au marxisme, il se déclare « marxiste-léniniste-maoïste » et rejoint la ZAPU (Zimbabwe African People's Union) du Ndébélé Joshua Nkomo, immédiatement interdit par le gouvernement blanc de Ian Smith. En 1963, Mugabe crée son propre parti avec un autre Shona le Révérend Ndabaningi Sithole et l'avocat Herbert Chitepo la ZANU (Zimbabwe African National Union). En 1964, Ian Smith proclame unilatéralement l'indépendance de la Rhodésie du Sud avec un gouvernement blanc qui écarte du pouvoir politique les Noirs du Zimbabwe, cette indépendance n'est pas reconnue par l'ONU (Organisation des Nations Unies). Celui-ci est arrêté avec d'autres chefs nationalistes pendant dix ans au camp de restriction de Gonakudzingwa à la frontière entre la Rhodésie du Sud et le Mozambique. Il en profite pour étudier le droit et consolider son influence au sein de son mouvement nationaliste la ZANU. En 1966, il perd son fils mais se voit refuser une permission pour l'enterrement, ce qui développe sa haine du régime de Salisbury. Relâché en 1974, sous les pressions du Premier ministre d'Afrique du Sud John Vorster, qui cherche à trouver une médiation entre les mouvements de libération et les interlocuteurs modérés au gouvernement blanc de Ian Smith, Premier ministre de Rhodésie, Mugabe quitte la Rhodésie du Sud pour le Mozambique où il prend la direction de la branche militaire de la ZANU , la ZANLA (Zimbabwe African National Liberation Army) pour mener la guérilla contre le gouvernement de Ian Smith. C'est ainsi que Robert Mugabe, Joshua Nkomo et Révérend Sithole avec d'autres chefs nationalistes vont mener pendant sept ans une lutte armée contre le régime raciste de Salisbury qui réprime violemment les hommes de couleur. Le 18 mars 1975, Herbert Chitepo est assassiné en Zambie dans un attentat à la voiture piégée et Robert Mugabe peut prendre unilatéralement la tête de la ZANU tandis que le Révérend Sithole renonce à la lutte armée et fonde son propre parti politique modéré l'Union Nationale Africaine du Zimbabwe-Ndonga. Le 3 mars 1978, Ian Smith et les dirigeants noirs modérés comme Abel Muzorewa et Ndabaningi Sithole signent les accords de Salisbury qui aboutissent au principe d'élections multiraciales et à la fin de la domination blanche. Les élections d'avril 1979 sont remportées par l'UANC de Canaan Banana et d'Abel Muzorewa. Abel Muzorewa devient le nouveau Premier ministre de la nouvelle Rhodésie-Zimbabwe le 1er juin 1979. Toutefois, l'UANC est le seul parti noir à avoir participé aux élections car l'UANC est le seul mouvement nationaliste à ne pas avoir mené la lutte armée contre le régime raciste de Rhodésie, les autres partis politiques noirs étant écartées des élections en contestent leur légitimité. Dès lors, le nouveau régime n'est pas reconnu par la communauté internationale du fait des restrictions imposées aux autres mouvements nationalistes noirs n'ayant pas pu participer aux élections. En décembre 1979, le pays redevient la colonie britannique de Rhodésie du Sud et les accords de Lancaster réorganisent les élections multiraciales prévues pour février 1980 avec un accord général dont l'octroi de garanties économiques et politiques pour la minorité blanche. La guerre d'indépendance du Zimbabwe s'achève. Le 4 mars 1980, la ZANU remportent 57 des 80 sièges réservés aux Noirs

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre
alors que les 20 sièges du collège électoral blanc sont tous remportés par le Front rhodésien de Ian Smith.

Le 18 avril 1980, Robert Mugabe devient le premier chef de gouvernement du nouvel Etat du Zimbabwe et Canaan Banana le premier président. C'est à Highfield dans la township de la capitale Salisbury (l'actuel Harare) qu'a lieu la célébration de la souveraineté nationale et internationale du Zimbabwe au stade Ruffaro. Ce moment est éminemment historique : la dernière colonie européenne d'Afrique de l'époque s'apprête à rentrer dans le concert des Etats libres[126]. Des personnalités et des représentants de 100 pays dont 11 chefs d'Etat en font le déplacement. Un parterre d'invités de marque dont le prince Charles du Royaume-Uni, lord Hoames le dernier gouverneur du pays, Kurt Waldheim le Secrétaire général de l'ONU, Edem Kodjo le Secrétaire général de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), le président zambien Kenneth Kaunda ou le Premier ministre indien Indira Gandhi. Le stade est plein. Plus de 35 000 personnes assistent avec enthousiasme à la cérémonie. Dans la soirée du 18 avril 1980 dénommée « Viva Zimbabwe », Bob Marley, le prophète des rastas et les Wailers son groupe, animent la soirée, ils interprètent entre autres Zimbabwe, un vibrant appel au panafricanisme et à la lutte contre le colonialisme sous toutes ses formes. C'est la fin du régime raciste de Ian Smith et de la colonisation britannique qui ont fait entre 25 000 et 55 000 morts en 90 ans d'oppression. Une nouvelle ère arrive. Celle du président Canaan Banana et surtout de son charismatique Premier ministre Robert Mugabe, l'ancien chef de la guérilla devenu le héros de l'indépendance nationale du Zimbabwe. Lors de la guerre de libération au Zimbabwe la plupart des victimes furent noires. Mais il ne faut pas négliger une minorité blanche importante parmi les victimes selon Ian Smith l'ex-Premier ministre de la Rhodésie. Premier ministre du Zimbabwe, Robert Mugabe bâtit une nation nouvelle en instaurant dans la paix et la démocratie l'unité entre les Blancs et les Noirs (Cf. La Rhodésie est morte, Vivre le Zimbabwe, 1980, documentaire, Steve Walsh). A la surprise générale, il accepte la coalition politique avec un collège électoral blanc et un collège électoral noir car dit-il la reconstruction du Zimbabwe Etat moderne d'Afrique ne serait possible que si on oubliait le passé. Il accepte que son pire ennemi Ian Smith puisse vivre en toute liberté au Zimbabwe et prône la réconciliation nationale entre les Blancs et les Noirs (Cf. La Rhodésie est morte, vive le Zimbabwe, 1980, documentaire, Steve Walsh). A cette époque Mugabe est comparé à Mandela.

Le Zimbabwe devient dès lors un modèle d'indépendance pour l'Afrique en général et un modèle de démocratie multiraciale pour une Afrique du Sud toujours en lutte contre l'apartheid et la colonisation interne. Un journal africain Jeune Afrique disait qu'il y a longtemps dans un pays qui accédait à l'indépendance en Afrique, la distance entre le mirage et le miracle économique et social était si mince (Cf. La Rhodésie est morte, vive le Zimbabwe, 1980, documentaire, Steve Walsh). Après dix ans de guerre d'Indépendance on découvre au Zimbabwe un gouvernement noir prendre avec énergie les choses en main à travers un programme de reconstruction et une communauté blanche décidant de rester au pays.

[126] Serge Patrick Mankou. Robert Mugabe déclaré héros national. Africa News.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Les grands ténors africains des années soixante sont morts, âgés ou dépassés : Sékou Touré, Kwame Nkrumah, Lumumba, Nasser, Houphouët-Boigny, Senghor etc. Les nouveaux venus des années soixante-dix n'ont pas marqué leur époque à l'exception d'Amilcar Cabral, Samora Machel et Agostinho Neto. S'ils ont brillé sur le plan politique et médiatique, sur le plan économique, le parcours fut différent. Mugabe s'affirme comme homme d'Etat et apporte à l'Afrique une dimension qui lui a souvent fait défaut : le réalisme politique (Cf. François Soudan, Mugabe, un Leader qui dérange)[127]. Toutefois l'Union Soviétique qui a soutenu la ZAPU de Joshua Nkomo par opposé à la Chine qui a soutenu la ZANU de Robert Mugabe cherche à renverser le nouveau régime en place. Le problème, c'est que Mugabe est un souverainiste trop intransigeant pour accepter une quelconque domination de l'Occident ou de l'Union Soviétique. Ce qui explique son rapprochement avec la Chine. Si Mugabe est parvenu à rassembler la nation zimbabwéenne, la discrimination des Zimbabwéens noirs par les Zimbabwéens blancs peut fragiliser la situation politique et sociale du pays. Mugabe commence à mener une politique d'africanisation des noms des villes : il rebaptise toutes les villes du pays en supprimant les noms occidentaux pour les rebaptiser avec des noms locaux. Salisbury devient ainsi Harare. Au pouvoir, Mugabe tente de bâtir un nouveau pays sur la base d'une alliance politique entre Shonas et Ndébélés. Il tente d'incorporer la ZAPU dans sa ZANU et offre à Joshua Nkomo de prestigieux portefeuilles ministériels mais les revendications et les attentes sociales des Shonas le poussent à mener une politique plus nationaliste et plus ethnique. La rébellion Ndébélé éclate en 1983 mettant fin à la coalition ZAPU-ZANU (le Front Patriotique) et une guerre civile ensanglante dans la province de Matabeleland, face à cette situation Robert Mugabe y déploie sa « 5 ème brigade », une unité spéciale formée par des instructeurs nord-coréens. Il démet Joshua Nkomo de ses fonctions. La répression de l'armée contre les rebelles Ndébélés fut brutale : 10 000 morts. En 1987, un accord de paix met fin à la guerre civile et la ZANU crée une nouvelle coalition politique : la ZANU-PF. Il met fin au collège électoral blanc et à leur représentation assurée de 20 députés. Il occupe le poste de Président, élargit les pouvoirs de chef de l'Etat et supprime le poste de Premier ministre. En 1988, Mugabe nomme Joshua Nkomo au poste de vice-président.

En 1990, il est élu président de la République, il a un programme qui lui tient à cœur, une promesse faite depuis l'indépendance : la restitution des terres aux indigènes, la très petite minorité blanche représentant à peine 8 % de la population contrôle 88 % des terres et 80 % de l'économie du pays qui est le petit « grenier à blés » de l'Afrique australe. Robert Mugabe propose que la propriété foncière au Zimbabwe soit partagée à 50 % entre les fermiers blancs et les fermiers noirs. Cependant les fermiers blancs s'y opposent[128]. C'est cette réforme agraire qui est à l'origine des tensions diplomatiques sans fin entre le régime de Mugabe et les pouvoirs occidentaux qui veulent maintenir les rênes de l'économie zimbabwéenne. En 1994, le programme d'ajustement structurel (P.A.S) permet au Zimbabwe d'occuper le rang de 2ème économie d'Afrique. Le président zimbabwéen reçoit le Chevalier de l'ordre britannique par la reine d'Angleterre Elisabeth II. En 2000, Robert Mugabe décide de mettre en pratique sa réforme agraire cette fois-ci en expropriant de force les terres à la minorité

[127] François Soudan. Mugabe. Un Leader qui dérange.
[128] Fernent Birane – Hommage à Robert Mugabe. Robert Mugabe, père de l'indépendance du Zimbabwe et héros de la lutte contre l'apartheid, est mort. Initiative Communiste.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

blanche pour les redistribuer aux indigènes. La campagne de déstabilisation et de diabolisation commence : “Robert Mugabe est condamné par l’ensemble des pays occidentaux, en 2003, le Congrès des Etats-Unis impose une multitude de sanctions financières et économiques” dans le but d’affaiblir le régime.

Le 8 décembre 2003, le Zimbabwe est suspendu pour 18 mois supplémentaires du Commonwealth. Mugabe riposte en retirant purement et simplement le Zimbabwe de l’organisation. Il s’en prend continuellement aux Blancs et aux Occidentaux, plus particulièrement à Tony Blair qu’il accuse de néo-colonialisme, le traitant également de petit garçon blanc en short. En 2005, le président américain George W. Bush Jr cite le Zimbabwe parmi les régimes autoritaires au côté de Cuba et de la Corée du Nord. Allié traditionnel de la Chine, Mugabe ne baissera pas les bras. Il fera du Zimbabwe l’une des plus importantes destinations en termes d’investissements chinois. Le Zimbabwe deviendra sous sa présidence le 3 ème producteur mondial de platine avec 500 000 onces.

Le secret de la notoriété de Robert Mugabe auprès de certains pays africains est le fait que la réforme agraire de 2003 commence à porter ses fruits. Longtemps considéré comme le nerf de cette profonde crise économique, sociale et politique au Zimbabwe, la réforme agraire est saluée par ses observateurs occidentaux qui ne sont pas écoutés auprès de leur public[129]. En effet, pour Jean-Yves Olivier, homme d’affaires français engagé en Afrique depuis 40 ans les nouvelles sont plutôt bonnes chez Mugabe. Au niveau de la production du tabac par exemple l’une des principales productions agricoles du pays, les rendements en 2008 correspondent à une production de 50 000 tonnes. En 2015, les rendements correspondent à une production de 160 000 tonnes depuis le départ des 1500 grands fermiers blancs remplacés par 58 000 petits fermiers noirs (Cf. Jean-Yves Olivier, Tribune : Mugabe fait aussi de bonnes choses au Zimbabwe). Chacun de ses petits fermiers noirs réalise un bénéfice de 10 000 dollars au minimum par an, constituant une petite fortune dans le monde rural du Zimbabwe. Pendant que l’A.N.C en Afrique du Sud a redistribué en 20 ans de pouvoir 1 % des terres agricoles aux Noirs au lieu de 30 % prévus depuis l’arrivée de Nelson Mandela en 1994, le Zimbabwe a redistribué 88 % des terres agricoles aux petits fermiers noirs. Voilà pourquoi Robert Mugabe est salué par les Noirs d’Afrique du Sud comme un authentique héros politique africain.

2015 marque un événement majeur, c’est le retour en force pour Robert Mugabe qui est élu président de l’Union Africaine, dès lors il échappe en sa qualité de représentant de l’Union Africaine au régime de persona non grata et peut circuler en toute liberté lors de ses voyages. Pour certains observateurs, son élection à la tête de l’UA est assez exceptionnelle c’est une sorte de pied à nez à l’Occident car c’est un chef d’Etat assez controversé. Dans le cas du conflit en Libye, certains journalistes ont pensé que l’Union Africaine allait exercer ses capacités de négociations sur les anciennes puissances coloniales. Son rôle en tant que président de l’U.A est de résoudre deux problèmes majeurs : sécuritaire d’abord avec la lutte régionale contre le groupe terroriste Boko Haram puis sanitaire avec l’éradication du virus Ebola dans les pays de l’Afrique de l’Ouest. Mugabe jouit d’une grande popularité et d’un leadership réel (Cf. Michel

[129] Jean-Yves Olivier, Tribune : Mugabe fait aussi de bonnes choses au Zimbabwe.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Galy, chercheur au CNRS et spécialiste de l'Afrique), ce vieux chef d'Etat africain de 90 ans est assez connu comme un dirigeant qui tient tête à l'Occident par des provocations et un langage anti-colonial. Secrétaire général du mouvement des non-alignés de 1986 à 1989, Mugabe joua un rôle de premier plan sur la scène politique internationale. Le 21 novembre 2017, Robert Mugabe démissionne de son poste. Le nouveau chef d'Etat est Emmerson Mnangagwa. Le 6 septembre 2019, la Zanu-PF accorde le « statut de héros national » à Robert Mugabe. Un an après sa mort.

Leader charismatique mais chef d'Etat assez controversé. Mugabe demeure l'une des plus grandes icones du nationalisme africain. Il a mené pendant 10 ans une lutte de libération nationale contre le système de l'apartheid de la Rhodésie du Sud, en l'occurrence contre le gouvernement blanc de Ian Smith. Le Zimbabwe accède ainsi à l'indépendance nationale après une lente évolution ponctuée de drames et de tragédies. Son opposition farouche à toute intervention militaire des puissances étrangères en Afrique et son langage anti-colonial et provocateur lui ont permis d'acquérir une certaine popularité auprès des jeunesses africaines. Dans ses premières années à la tête du Zimbabwe, à l'issue de la transition suivant la fin de l'Empire colonial britannique, des progrès spectaculaires ont été réalisés dans des domaines tels que la santé et l'éducation, et le Zimbabwe affiche encore aujourd'hui l'un des plus forts taux d'alphabétisation d'Afrique. François Soudan, décrit Robert Mugabe comme un héros panafricain et un combattant anticolonialiste qui a façonné le Zimbabwe après l'indépendance. Dans un éditorial publié à la mort de Mugabe en 2019, il souligne que ce dernier, "l'enfant de Kutuma", fut d'abord un militant déterminé qui a mené la lutte de libération contre le système de ségrégation raciale en Rhodésie du Sud. Il le présente comme un mélange fascinant de missionnaire british et de révolutionnaire vietnamien, notamment lorsqu'il est Premier ministre en 1980, avec une vision de nation unie. Soudan rappelle que Mugabe a été acclamé par l'Occident à l'époque, avec des discours de réconciliation et une volonté d'unité nationale. Il insiste aussi sur les responsabilités partagées : celles de l'ancienne puissance coloniale britannique, qui n'a pas respecté les engagements de Lancaster House, et celles des Blancs qui ont saboté l'Etat biracial. Il considère que la réforme agraire violente des années 2000, bien que chaotique, répondait à une nécessité absolue pour les petits paysans marginalisés. Malgré les sanctions économiques et financières des puissances occidentales, l'Etat a survécu sous sa présidence. Il évoque même une image poignante : Mugabe, dans un petit bureau de Salisbury, entouré de livres de droit et d'économie marxiste, un revolver russe posé sur la cheminée, incarnant une figure complexe, presque en noir et blanc. Pour Soudan, c'est cette image que désormais il gardera de lui, malgré les dérives ultérieures de son pouvoir.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no26-ROBERT SOBUKWE (AFRIQUE DU SUD)



Né le 5 décembre 1924 et décédé le 27 février 1978, Robert Mangaliso Sobukwe est un révolutionnaire, militant anti-apartheid et un homme politique sud-africain. Fondateur du Congrès Panafricain d'Azanie. Il est l'un des tout premiers grands panafricanistes d'Afrique du Sud. Sa philosophie et son combat politique en fait un leader révolutionnaire similaire à Steve Biko ou Nelson Mandela. S'il n'a pas pu accéder à la magistrature suprême, il est néanmoins perçu comme un leader politique africain majeur. Sa personnalité de leader charismatique et intellectuel marque la jeunesse sud-africaine des années 70. Son action la plus marquante fut l'organisation de la campagne de désobéissance civile contre les lois sur les laissez-passer le 21 mars 1960. Sobukwe a lui-même conduit une marche pacifique vers le poste de police d'Orlando à Soweto pour se faire arrêter, appelant ses partisans à faire de même pour submerger le système judiciaire. Cet appel a conduit au massacre de Sharpeville le même jour, où la police a tué 69 manifestants, un événement qui a provoqué une condamnation internationale sans précédent du régime d'apartheid. Robert Sobukwe aurait très bien pu être le premier dirigeant noir d'une Afrique du Sud libre. Le gouvernement de l'apartheid le considérait comme un opposant redoutable. Il est une haute figure du nationalisme africain[130].

Robert Mangaliso Sobukwe grandit dans une famille méthodiste et pauvre de Graaff-Reinet dans la province du Cap. Il effectue sa scolarité dans une école missionnaire puis au lycée de Healtdown et obtient une bourse pour poursuivre des études supérieures à l'Université de

[130] Paul Yange. Robert Sobukwe (1924-1978). Fondateur du Congrès Panafricain (PAC).

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Fort Hare. C'est là, en 1948, qu'il adhère à l'organisation de jeunesse du Congrès National Africain (ANC) de Walter Sisulu et qu'en 1949, il préside le Conseil représentatif des étudiants de Fort Hare où il révèle ses qualités d'orateur et de meneur d'hommes. Fort Hare est une institution où des générations de jeunes Africains se sont familiarisés avec la politique africaine. Mandela notamment y a été étudiant.

En 1950, il est nommé à un poste d'enseignant dans un lycée à Standerton, mais perd son poste à la suite de sa prise de position en faveur de la campagne de défi lancée en 1952 par l'ANC. La campagne de défi était une action de masse pacifique et de désobéissance civile qui dura 6 mois et eut un énorme retentissement. Les autorités sud-africaines tentent en vain de dissuader le nationaliste noir. Mais Robert Sobukwe est déjà un panafricaniste et tiers-mondiste convaincu. Il est à cette époque, l'un des militants les plus attachés à la cause noire sud-africaine. Avec Steve Biko et Nelson Mandela, Robert Sobukwe milite pour l'indépendance du peuple noir d'Afrique du Sud[131].

Il est cependant réintégré dans ses fonctions par la suite. De 1952 à 1954, coupé des principales activités du Congrès National Africain (ANC), il continue néanmoins à tenir le poste de Secrétaire général de l'ANC à Standerton. En 1954, il est recruté comme enseignant à l'université du Witwatersrand considérée comme la meilleure université de langue anglaise d'Afrique du Sud. Sobukwe déménage pour Johannesburg, et parallèlement à son métier d'enseignant exerce la profession de journaliste. Il édite "The Africanist", une revue de l'ANC. Il commence rapidement à critiquer l'ANC dont il est membre : des divergences idéologiques sur les méthodes de combat pour sortir l'Afrique du Sud du joug de l'apartheid apparaissent.

Sobukwe considère que la libération des Noirs d'Afrique du Sud doit être menée par les Noirs eux-mêmes. Il reproche en outre que l'influence de Blancs de gauche membres ou sympathisants du parti communiste est trop grande sur l'ANC - Parmi les membres ou sympathisants de l'ANC figurent des Blancs sud-africains comme Bram Fischer, le futur avocat de Mandela, Joe Slovo ou encore Ruth First qui sera tuée en 1982 à Maputo par une lettre piégée envoyée par le régime de Prétoria. Il estime que les Noirs sud-africains devraient occuper plus de responsabilités au sein du parti. D'autant plus que les militants blancs anti-apartheid sont trop modérés dans l'action combattante.

Il n'est donc pas partisan d'un mouvement de libération multiracial comme peut l'être l'ANC de Mandela et veut rendre les Noirs sud-africains conscients du fait qu'ils ne doivent compter que sur eux-mêmes pour gagner la lutte de libération et pas sur des procès ou des Blancs négrophiles qui négocieront pour eux. Il dira : "Nous avons compris qu'il y a des intellectuels blancs qui sont partisans de la cause des Noirs, mais étant donné qu'ils bénéficient matériellement de la présente situation en Afrique du Sud, ils ne peuvent pas s'identifier complètement à la cause (...) ils protègent consciemment ou inconsciemment les intérêts de leur groupe". La fracture apparaît clairement au sein de l'ANC entre les "multiracialistes"

[131] Meriyem. Au Pays Du Baobab. Histoire de l'Apartheid en Afrique du Sud.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre
menés par Mandela et les "africanistes" menés par Sobukwe. Cependant, les multiracialistes s'imposent.

En 1958, Robert Sobukwe que ses amis surnomment le professeur, quitte l'ANC et crée une scission au sein du mouvement. Certains affirment qu'il aurait été exclu par les dirigeants du parti. Il décide de fonder le Pan Africanist Congress (PAC) dont le premier congrès se tient en avril 1959. Son dévouement pour la cause, son éloquence, son charisme font naturellement de lui le président. Sobukwe électrise ses partisans lors de ce premier congrès fondateur. La jeunesse sud-africaine découvre un bon dirigeant et un bon orateur.

Il adopte les idéaux panafricanistes exprimés lors de la conférence d'Accra en décembre 1958. Le PAC se positionne résolument du côté des mouvements nationalistes d'Afrique noire et partage la vision de Kwame Nkrumah qui veut construire les Etats-Unis d'Afrique. Lors de son discours à la 1ère réunion du PAC le 6 avril 1959, Sobukwe exprimera sa vision de ce que devait être le tout nouveau Pan Africanist Congress : "La liberté en Afrique du Sud maintenant, et demain les Etats-Unis d'Afrique". De par son rattachement affirmé avec les mouvements de libération africains en dehors de l'Afrique du Sud, le PAC finira dans les années 60 par voler la vedette à l'ANC.

Le premier exploit du PAC est de devancer l'ANC en relançant l'organisation des campagnes de défiance au gouvernement. Alors que l'ANC annonce le lancement d'une campagne de défiance à compter du 31 mars 1960, le PAC décide d'organiser sa propre campagne de défiance 10 jours plus tôt le 21 mars 1960. Sobukwe et le PAC organisent une manifestation pour protester contre l'instauration du « Pass » par le gouvernement sud-africain. Les Pass étaient des laisser-passer dont avaient besoin les Noirs pour se rendre dans certaines zones. D'autres zones étaient exclusivement réservées aux Blancs. La manifestation a lieu le 21 mars. Sobukwe suivi de ses partisans se rend au commissariat à Orlando, et brandit son Pass aux policiers en leur faisant savoir qu'il viole la loi sur le Pass et en leur demandant de l'arrêter. La police l'arrête. Robert Sobukwe pensait que son arrestation était pour quelques mois.

A Sharpeville, la manifestation pacifique dérapa en massacre. La police tua 69 personnes et en blessa 186. La plupart des victimes furent atteints de balles dans le dos. C'est à la suite de ce massacre de Sharpeville que le régime de l'apartheid décréta l'état d'urgence et prononça l'interdiction du PAC et de l'ANC. Sobukwe est arrêté et condamné à trois ans de prison alors que de nombreux militants quittent le pays. Une fois arrivé au bout de sa peine, il n'est pas pour autant relâché. Il est envoyé sur l'île de Robben Island, à la suite d'une nouvelle loi autorisant le Ministre de la Justice à prolonger la détention de condamnés pour des motifs de sécurité nationale.

Cette loi fut appelée "la clause Sobukwe" car il fut le seul condamné à avoir eu sa détention en prison prolongée sur cette base législative.

En prison, Sobukwe est mis en isolement. Il lui est permis d'avoir accès à la lecture et à l'information mais il ne cohabite pas avec les autres détenus. Il parvient néanmoins à faire

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre
parvenir à l'extérieur des messages dont son approbation du nouveau programme politique du PAC, Il s'agit d'un programme d'inspiration maoïste. Durant cette période, il poursuit des études par correspondance. Il obtient un diplôme en économie de l'Université de Londres.

En 1969, Sobukwe est remis en liberté mais est assigné à semi-résidence pour 5 ans à Galeshewe, un quartier de Kimberley où sa femme et ses enfants le rejoignent . Il y trouve un emploi mais toute activité politique lui est interdite. En 1974, son assignation est renouvelée pour 5 ans.

Il termine ses études de droit et s'installe dans un cabinet d'avocat en 1975.
Atteint d'un cancer des poumons, il est hospitalisé en 1977 et meurt en février 1978. Il est enterré à Graaff-Reinet le 11 mars 1978.

Robert Sobukwe est aujourd'hui considéré comme l'un des plus grands Sud-Africains. Le lieu de sa détention, situé face à l'endroit où les chiens de garde de Robben Island dormaient, est devenu un lieu de visite. Il contient de nombreuses lettres que Robert Sobukwe a écrites à sa femme au cours de sa détention.

Robert Sobukwe représentait une époque où ceux qui émergeaient dans des rôles de leadership étaient, dans l'ensemble, dotés de principes, dévoués et altruistes. Ils éclairent comme des phares nôtre époque lamentable. Sobukwe entre au panthéon des héros africains comme un digne fils de l'Afrique à l'instar de Thomas Sankara, Kwame Nkrumah ou Patrice Lumumba. Longtemps oublié, sa légende renait comme un phénix de ses cendres. Robert Sobukwe sert aujourd'hui de modèle à une jeunesse africaine désillusionnée par des dirigeants trop serviles vis-à-vis de l'Occident, qui utilisent les ressources de l'Afrique pour les intérêts des multinationales et non le bien-être de leurs peuples. Il aurait pu être le premier chef de gouvernement d'une Afrique du Sud libre. Cependant sa trop forte personnalité fut une pierre d'achoppement pour sa carrière politique. Les militants du PAC qui avaient organisé la manifestation s'étaient retrouvés aux premier rang de la lutte contre l'apartheid et Robert Sobukwe était salué, à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique du Sud comme le sauveur du mouvement de libération. Tout cela n'empêcha pas le gouvernement sud-africain d'interdire en avril 1963 le PAC et l'ANC. Si Steve Biko et Nelson Mandela sont aujourd'hui plus célèbres. Robert Sobukwe eût à un moment une ascension irrésistible sur la scène politique sud-africaine. Le combat de Robert Sobukwe contrairement à celui d'Albert Luthuli fut réaliste et non idéaliste. Il comprit qu'à défaut d'une révolution pacifique seule une révolution armée pouvait libérer un peuple sans arme et sans défense. Il est une figure panafricaniste en Azanie.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no27-HOUARI BOUMEDIENE (ALGERIE)



Né le 13 août 1932 à Aïn Hassaïnia et mort le 27 décembre 1978 à Alger. Mohamed Boukharouba alias Houari Boumédiène est un colonel et un homme d'Etat algérien. Il est le deuxième chef de l'Etat algérien de 1965 à 1976 puis président de la République de 1976 à 1978. Militaire de carrière, chef de l'Etat-major général de l'Armée de libération nationale de 1959 à 1962, il occupe de hautes fonctions d'Etat, étant notamment Ministre de la Défense sous Ben Bella en septembre 1962, poste qu'il cumule avec celui de vice-président du Conseil durant la présidence d'Ahmed Ben Bella de mai 1963 à juin 1965. Houari Boumédiène n'avait pas plus le charisme ni l'ambition à l'époque révolutionnaire du panafricanisme d'un Kwame Nkrumah[132]. Mais il avait le privilège de diriger un pays ayant potentiellement l'attribut de grande puissance : le poids économique. Les actions principales de Houari Boumédiène lors de sa présidence en Algérie (1965-1978) se centraient sur la consolidation du pouvoir militaire, la souveraineté économique, le développement industriel et le rayonnement diplomatique. Les années « Boom » évoquent un sentiment de nostalgie dans l'âme de nombreux Algériens.

Il est issu d'une famille de paysans de condition modeste et d'une lignée de guerriers Kabyles les Boukharouba, du mot arabe kharrub, qui signifie « caroubier » en français. Il grandit à Aïn Hassaïnia, située à environ 15 km à l'ouest de Guelma en Algérie, pendant la colonisation française. Le jeune Mohamed Boukharouba assiste aux événements sanglants du 8 mai 1945

[132] Aissatou Doumbia. 5 grandes figures du Panafricanisme et leur héritage aujourd'hui. Pulse.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

à Sétif[133], Guelma et Kherrata, dont il dira plus tard : « Ce jour-là, j'ai vieilli prématurément. L'adolescent que j'étais est devenu un homme. Ce jour-là, le monde a basculé. Même les ancêtres ont bougé sous terre. Et les enfants ont compris qu'il fallait se battre les armes à la main pour devenir des hommes libres. Personne ne peut oublier ce jour-là ». Il s'inscrit à Constantine, comme élève de littérature de langue arabe. Il étudie à la zaouïa Khattenia et à l'institut Ben Badis. Il entre, comme beaucoup de jeunes de sa génération aux « scouts musulmans », première pépinière du nationalisme algérien et milite dans le parti nationaliste le plus radical, le Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (MTLD).

A la suite d'un coup d'Etat qualifié par ses partisans de « réajustement révolutionnaire »[134], Houari Boumédiène devient en date du 20 juin 1965 président du Conseil de la Révolution, jusqu'au 10 décembre 1976, date à laquelle il est élu président de la République, jusqu'à sa mort le 27 décembre 1978 tout en gardant son portefeuille de Ministre de la Défense. Il a été président du Front de Libération Nationale dès le coup d'Etat et durant son mandat à la présidence de la République.

Après l'indépendance, l'Algérie connait un développement économique, notamment grâce à la rente pétrolière, et social important principalement sous son gouvernement[135]. Entre 1962 et 1982, la population algérienne passe de 10 à 20 millions de personnes et, massivement rurale avant l'indépendance, est urbanisée à 45 %. Le revenu annuel par habitant, dû aux inégalités des classes sociales, qui n'excédait pas 2 000 francs en 1962, dépasse 11 000 francs vingt ans plus tard, tandis que le taux de scolarisation oscille de 75 à 95 % selon les régions, loin des 10 % de l'Algérie française. Toutefois, il maintient un régime à parti unique et la priorité donnée au développement industriel lui fait négliger l'agriculture.

Il fut Secrétaire général du mouvement des non-alignés de septembre 1973 à août 1976. En son honneur l'aéroport d'Alger porte son nom : Aéroport d'Alger - Houari Boumédiène, ainsi que sa commune de naissance. Comme il est volontiers discret et taciturne, qu'il prend vis-à-vis des journalistes et des diplomates une « distanciation » évidente et qu'il protège sa vie privée, on le présente souvent dans les capitales occidentales comme un dirigeant énigmatique, comme une sorte de sphinx sur le « mystère » duquel on greffe des légendes abusives. Après le déclenchement de la guerre de libération algérienne, le Néo-Destour obtient l'autonomie interne de la Tunisie et il préfère négocier avec le gouvernement français la future indépendance du pays plutôt que d'arracher cette indépendance par les armes. Le « groupe des 15 » est dissous. Ben Bella, troisième représentant de l'Algérie au bureau du Maghreb, fait embarquer sur le Dinah, le yacht ancré à Alexandrie de la reine Dina de Jordanie, un stock d'armes destiné aux résistants algériens qui doivent le réceptionner à Nador, au Maroc espagnol. Convoyé par neuf hommes sous le commandement d'un Soudanais, Brahim Niyal, et de Boukharouba, le navire arrive à bon port, non sans contretemps et péripéties. Boukharouba remet un message de Ben Bella au chef FLN Larbi Ben M'hidi qui acheminera

[133] Lumni Enseignement. Massacres de Sétif, Guelma et Kherrata : que s'est-il passé en Algérie le 8 mai 1945 ?
[134] Abdelkader Bachir. 19 juin 1965 : Un redressement révolutionnaire au service de la nation. Hoggar.
[135] Forum International Nasser. Houari Boumédiène. Révolutionnaire ayant renforcé la construction de l'Etat algérien. Nasser Youth Movement.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

vers la wilaya V la plus grosse partie de la cargaison d'armes. Le trafic d'armes s'organise depuis Nador jusqu'à Nemours, à travers mille et un détours. Boukharouba est l'un des principaux organisateurs de ces transports de matériel de guerre et lorsqu'il rentre au Maroc il se montre parmi les plus assidus des militants qui à la base d'Oujda, suivent les cours (stratégie, histoire, économie et politique) du Centre de formation et de perfectionnement du FLN.

Il travaille avec Boussouf, lui-même premier lieutenant de Ben M'hidi chef de la wilaya V. En 1956, Ben M'hidi laisse le commandement de la wilaya V à Boussouf pour entrer au CNRA, et quand Boussouf en septembre 1957, quitte le sol algérien, son successeur à la tête de la wilaya V est son ex-adjoint Boukharouba - ou plutôt Houari Boumédiène car le nouveau colonel commandant en Oranie a pris comme nom de guerre celui du célèbre mystique soufi Sidi Boumédiène, saint et savant musulman, dont un sanctuaire à Tlemcen perpétue la mémoire. Organisateur d'une wilaya qu'il dirige depuis le PC d'Oujda, au Maroc, nommé chef du commandement opérationnel de l'Ouest dès qu'il a gagné Tunis, désigné enfin comme chef de l'Etat-Major général de l'ALN nouvellement créée, Boumédiène n'a pas cessé de prendre, au sein du FLN, des responsabilités de plus en plus lourdes.

Parce qu'il aime mieux parler arabe que français, qu'il ne paraît pas volontiers en public et que la présence d'un interlocuteur qu'il connaît ou devine mal le rend laconique et contracté, gêné et gênant, on l'assimile à un « moine-soldat » timide, ascétique et glacé[136]. Il ne dissimule pas son attachement farouche aux valeurs culturelles ancestrales que l'islam véhicule au Maghreb et parce qu'il affirme la nécessité de construire, après l'indépendance, en Algérie comme en Egypte, un Etat fort puissamment structuré. On prétend enfin que Boumédiène est « nassérien ». En fait il n'apprécie guère le verbalisme emphatique de l'Orient et il se méfie de toutes les idéologies d'importation, de tous les modèles étrangers, bien qu'arabes, susceptibles, à ses yeux, de dénaturer ou de corrompre l'originalité, la spécificité algérienne.

Houari Boumédiène opte dès le début de son mandat pour le modèle socialiste et la nationalisation des richesses locales[137]. Sur le plan intérieur, il cherche à estomper les tensions nées de la guerre d'indépendance en évacuant la base militaire occupée par la France à Mers-El-Kébir (Oran). Sur le plan économique il effectue de nombreux travaux pour le développement social de l'Algérie. Dans le domaine industriel il met en place la gestion et la maitrise de la technologie à travers le complexe mécanique de moteur et de tracteur, le complexe de vannes et de pompes, les entreprises chimiques, les entreprises électriques, les entreprises de plastic, les entreprises pétrolières et gazières et bien d'autres entreprises productives. Le 21 février 1971, il opte pour le principe de la récupération des richesses à travers la nationalisation des hydrocarbures, au grand dam de la France. Cette nationalisation réussie confère à Boumédiène une importante dimension internationale. En effet Boumédiène a triomphé là où l'Iranien Mossadegh a échoué. Cette politique de nationalisation entraine ainsi une crise diplomatique avec la France qui décide de ne plus

[136] Benallal Mohamed. Houari Boumédiène : Histoire et Légende. Bel-Abbes Info.
[137] Forum International Nasser. Houari Boumédiène. Révolutionnaire ayant renforcé la construction de l'Etat algérien. Nasser Youth Movement.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre
acheter le vin algérien, deuxième source de revenus en devises pour le Trésor. Mécontent le gouvernement de Boumédiène décide l'arrachage des milliers d'hectares de vignobles. Cette décision aura un impact négatif sur le plan économique et écologique. Dans le domaine agricole, il opte pour la socialisation des moyens de production qui nécessite naturellement une culture très avancée, les Suédois sont plus aptes que quiconque pour réussir une telle entreprise. La réforme agraire ne consistait pas à abolir la propriété privée mais visait la limitation des grosses propriétés en vue d'une juste répartition des terres. L'idée fut ingénieuse mais les résultats furent catastrophiques. Dans le domaine de la culture, Boumédiène a bâti partout des écoles, des usines, des centres de santé dans les coins les plus reculés du pays, il trace des routes telle que la Transsaharienne qui fut un grand défi. Il ramène du gaz à la ville, de l'électricité, de l'eau pour les villageois qui utilisaient encore des fontaines publiques. La CERI est la première grande école du Tiers-Monde en informatique. La réforme sportive quant à elle a produit des joueurs de qualité (Coupe d'Afrique des Nations 1982). Déjà en 1973, il affirme son influence sur le plan international en organisant avec succès le sommet des non-alignés auxquels les plus grands dirigeants du Tiers-Monde de l'époque participent. Dès lors, l'Algérie de Boumédiène donne un soutien très actif aux différents mouvements de libération d'Afrique, d'Asie et d'Amérique et c'est en véritable leader du Tiers-Monde qu'il effectue un voyage en 1974 à New-York pour prendre part à une réunion spéciale de l'Assemblée générale de l'ONU sur les matières premières qu'il a lui-même évoqué au nom des pays du mouvement des non-alignés. Il dénonce l'exploitation abusive des matières premières des pays du Tiers-Monde au profit des industries françaises. Boumédiène expose une doctrine économique favorable à l'établissement d'un nouvel ordre international plus juste qui prendrait en compte les intérêts du Tiers-Monde. En 1975, il accueille le premier sommet de l'OPEP au cours duquel les membres du cartel ont pu définir une politique pétrolière concertée. Dans le même moment, il réussit à établir la paix entre l'Iran du Chah et l'Irak de Saddam Hussein.

Il meurt le 27 décembre 1978 de la maladie de Waldenström.

Selon l'ancien ministre irakien des Affaires étrangères, Boumédiène aurait été empoisonné par les services irakiens avec du thallium.

Figure de proue de la révolution algérienne, homme d'Etat d'une stature internationale, Houari Boumédiène appelé affectueusement « Boom » par les Algériens a su mener à court et à long terme une politique anti-impérialiste visant à défendre les intérêts de l'Algérie en particulier et du Tiers-Monde en général en exposant deux principes essentiels de sa politique nationaliste : « Les pays sous-développés doivent d'abord compter sur eux-mêmes et leur politique étrangère doit être le reflet de leur politique intérieure ». Discret, timide, taciturne mais parfois autoritaire Boumédiène ne tolère aucune forme d'opposition. Il estime servir l'intérêt général de l'Etat par sa politique dirigiste. Les succès de Boumédiène trouvent leur source dans son patriotisme et ses échecs sont les fruits tenaces de la radicalisation de son pouvoir. Boumédiène a tant bien que mal guidé le peuple algérien vers le développement économique et industriel. La vision politique de Houari Boumédiène, président de l'Algérie de 1965 à 1978 reposait sur la construction d'un Etat fort, souverain et socialiste, centré sur trois

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

objectifs majeurs : Construire l'Etat, parfaire l'indépendance politique et poser les bases du décollage économique. Il est vu comme un dirigeant révolutionnaire majeur du Tiers-Monde.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no28-BENJAMIN NNAMDI AZIKIWE (NIGERIA)



Né le 16 octobre 1904, dans le nord du Nigéria dans le village de Zungeru de parents Ibo originaires du sud-est et décédé le 11 mai 1996 à Lagos, Benjamin Nnamdi Azikiwe, est un homme politique et idéologue nigérian. Fondateur du NCNC (Conseil National du Nigéria et du Cameroun). Figure emblématique du nationalisme ouest-africain, Nnamdi Azikiwe est l'un des pères de l'indépendance du Nigéria avec Sir Tafawa Balewa et Obafemi Awolowo[138]. Tribun hors pair, il demande pour la première fois l'indépendance en 1943, avant d'adhérer aux idées du panafricanisme. Premier ministre de la région orientale de 1954 à 1959, il est nommé, en novembre 1960, gouverneur général du Nigéria indépendant. Il est le premier président de la République Fédérale du Nigéria[139]. La pensée de Nnamdi Azikiwe, surnommé « Zik », repose sur un panafricanisme pragmatique influencé par le garveyisme, l'activisme afro-américain et les philosophes de la subjectivité comme Edward Wilmot Blyden. Il considérait que la libération de l'Afrique exigeait d'abord une émancipation mentale et une régénération sociale pour permettre une résurgence politique. Il a été une figure centrale de la lutte pour l'indépendance du Nigéria avec le chef de gouvernement fédéral Tafawa Balewa.

Son action politique s'est structurée autour de plusieurs phases majeures : Fondation du NCNC et journalisme : Après des études aux Etats-Unis, il retourne au Nigéria en 1937 pour fonder le West African Pilot et co-créer en 1944 le National Council of Nigeria and the Cameroons (NCNC), qu'il dirige jusqu'à devenir président. Il y défend l'indépendance, le suffrage universel et la « nigérianisation » de l'administration. Gouvernance régionale et fédérale : Il sert comme

[138] Meriyem. Au Pays Du Baobab. La République fédérale du Nigéria.
[139] Dr. Nnamdi Azikiwe. 1904-1966, premier président du Nigéria : un acteur majeur du développement des bibliothèques au Nigéria.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Premier ministre de la Région de l'Est (1954-1959), où il lance de grands programmes éducatifs et fonde l'Université du Nigéria. Il devient ensuite président du Sénat fédéral (1960) puis gouverneur général avant de devenir le premier président de la République lors de la proclamation de la république en 1963. Crise du Biafra et fin de carrière : Déposé par un coup d'Etat militaire en janvier 1966, il soutient initialement la sécession du Biafra pendant la guerre civile (1967-1970), proposant un plan de paix en 14 points en 1969. Il revient ensuite à la politique civile et se présente sans succès à l'élection présidentielle de 1979 à la tête du Nigerian People's Party. Azikiwe, surnommé « Zik », est considéré comme le fondateur du nationalisme nigérian moderne, bien que son mandat ait été marqué par des tensions ethniques et la fragilité des institutions démocratiques naissantes.

Son père était Obed-Edom Chukuemeka Azikiwe, employé du bureau de l'administrateur britannique de l'est du Nigéria. Sa mère était Rachel Chinwe Azikiwe. Son grand-père était un chef traditionnel Ibo. Après des études au Lycée de Garçons Méthodistes, Azikiwe part aux Etats-Unis. Il entre à l'Université Howard, de Washington D.C avant de s'inscrire à l'Université Lincoln, en Pennsylvanie en 1927 d'où il sort avec un diplôme de sciences politiques. Parmi ses contemporains à Lincoln sont présents le futur président ghanéen Kwame Nkrumah et le juge en chef Thurgood Marshall. Il est actif dans plusieurs sports en tant qu'étudiant remportant des médailles pour la natation, le cross, la boxe et participe en tant qu'athlète aux Jeux de l'Empire britannique mais est rejeté par la Grande-Bretagne. Pendant ce temps, il paie son chemin en travaillant dans une variété d'emplois y compris le lavage de voitures ou le métier d'assistant en cuisine. En 1933, il obtient une seconde maitrise en anthropologie à l'Université de Pennsylvanie. Il travaille comme instructeur à Lincoln avant de revenir en Afrique. En 1934, il prend le poste de rédacteur pour Africa Morning Post, un quotidien d'Accra au Ghana. Dans cette position, il fait la promotion d'un programme pro-africain. Smertin décrit son écriture : « Dans ses articles, il censure l'ordre coloniale existant et la discrimination raciale et revendique le droit à l'expression et critique également à travers ses déclarations publiques ces Africains qui appartiennent à cette « élite africaine restreinte » de la société coloniale qui est favorable au maintien de l'ordre existant qu'ils considèrent comme la base de leur bien-être ». En 1937, il fonde le West African Pilot qu'il utilise comme véhicule pour promouvoir le nationalisme nigérian. Après une entreprise de journalisme à succès, il entre en politique et est élu co-fondateur du Conseil National du Nigéria et du Cameroun avec Herbert Macaulay en 1944. Il est devenu le Secrétaire général du Conseil National du Nigéria et du Cameroun en 1946 et l'année suivante au Conseil consultatif du Nigéria. En 1951, il est le charismatique leader de l'opposition au gouvernement d'Obafemi Awolowo dans la Maison de la région occidentale de l'Assemblée. Trois régions fédérées du Nigéria sont basées sur des configurations tribales favorisées par les colons britanniques avec le Haoussa et le Foulani (Peuhl) au nord, le Yorouba dans le sud-ouest et l'Ibo dans le sud-est. Le Congrès des Peuples du Nord d'Ahmadu Bello domine le nord du Nigéria tandis que le Groupe d'Action d'Obafemi Awolowo domine l'ouest du pays. Le Nigéria fut fondé lui-même en combinant d'anciens protectorats britanniques en une seule colonie britannique en 1914. En 1952, Azikiwe se déplace vers l'Est et est élu Ministre en chef. En 1954, il devient Premier ministre de la Région de l'Est du Nigéria. A partir de cette époque, Nnamdi Azikiwe déploie une activité intense à travers l'éducation, le développement industriel et le suffrage universel sans louvoyer entre

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

les Britanniques et ses partisans, ni se perdre dans d'obscures affaires commerciales néanmoins il devient le leader incontesté de sa région. En 1955, il adopte une loi qui conduit à la fondation en 1960 de l'Université du Nigéria invitant conseillers britanniques et américains pour aider la mise en place de la nouvelle institution. Contrairement à Awolowo du Groupe d'Action qui opte pour « l'identité ethnolinguistique » comme base de parti et d'affiliation de l'Etat, Azikiwe pense qu'une telle politique est inappropriée et préfère créer des entités et des affiliations à travers les différences raciales considérant que cette méthode est le socle de l'unité nationale dans un Nigéria déjà fragilisé par les intérêts tribaux. Entre 1957 et 1958, Nnamdi Azikiwe se rassemble avec les autres dirigeants des principaux partis politiques du pays tels qu'Obafemi Awolowo du Groupe d'Action et Ahmadu Bello de l'APN (Association des Peuples du Nord) qui représentent les délégations des pourparlers constitutionnels à Londres.

Abubakar Tafawa Balewa en tant que Premier ministre du gouvernement fédéral et vice-président de l'APN dirige la délégation. Après l'indépendance en 1960, la coalition NCNC-APN de Nnamdi Azikiwe et Tafawa Balewa remportent l'élection nationale, Balewa redevient Premier ministre du gouvernement fédéral et Nmandi Azikiwe est élu gouverneur général du Nigéria avec pour chef d'Etat à titre honorifique la reine d'Angleterre[140]. En 1963, le Nigéria décide de devenir une République, Nnamdi Azikiwe est élu président de la République Fédérale du Nigéria et commandant en chef et Tafawa Balewa président du Conseil. Les partis politiques du Nigéria menaient des orientations politiques différentes. La Constitution attribue des sièges à l'Assemblée fédérale basée sur la population de chacune des régions. Lorsque l'ancien Cameroun du Sud rejoint le Nigéria dans le cadre de la Région du Nord il bénéficie de la garantie d'un plus grand nombre de sièges. Azikiwe était un fédéraliste convaincu pourtant, le NCNC engendre la création de petits Etats pour remplacer les trois grandes régions fédérées en faveur d'un gouvernement central faible tandis que le Groupe d'Action d'Awolowo plaide en faveur d'un gouvernement central fort et aussi d'une Fédération de l'Afrique de l'Ouest où le Nigéria , le Ghana, la Sierra Leone et le Libéria doivent s'unir en un seule entité tandis que Nnamdi Azikiwe craint une telle union avec le Ghana de Kwame Nkrumah qu'il accuse de vouloir annexer le Togo à l'est ou la Côte d'Ivoire à l'ouest. Entre-temps, Tafawa Balewa joue un rôle important dans la règle formative des indigènes du continent. Il est un chef important dans la formation de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) et dans la création d'une coopération entre les anciennes colonies anglaises et les anciennes colonies françaises. Avec Nmandi Azikiwe, Tafawa Balewa fait partie des leaders du groupe de Monrovia qui milite pour une coopération économique, technique et culturelle entre les Etats africains face au groupe de Casablanca dirigé par Kwame Nkrumah et Sékou Touré, qui milite plutôt pour une unification économique voire politique du continent. Grâce aux arguments de Nmandi Azikiwe et de William Tubman c'est la première option, celle du groupe de Monrovia qui s'impose lors de la création de l'OUA. En tant que médiateur Tafawa Balewa joue un rôle essentiel dans les négociations entre l'opposition katangaise de Moise Tshombe et le gouvernement congolais de Patrice Lumumba puis celui de Joseph Mobutu pendant la crise du Congo entre 1960 et 1964. Il mène une protestation vocale contre le

[140] Dr. Nnamdi Azikiwe. 1904-1966, premier président du Nigéria : un acteur majeur du développement des bibliothèques au Nigéria.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

massacre de Sharpeville en 1960 et conclut une alliance avec les ministres du Commonwealth qui condamnent l'apartheid et qui veulent que l'Afrique du Sud quitte le Commonwealth. Si à l'extérieur Tafawa Balewa s'impose sur la scène diplomatique comme un leader charismatique, un homme politique habile et un excellent médiateur, à l'intérieur il est de plus en plus controversé : les différentes parties régionales craignent que leurs rivaux s'intriguent avec d'autres groupes pour prendre le contrôle du gouvernement dans « les mains du nord » autrement dit pour les intérêts tribaux des nordistes.

La deuxième élection générale de décembre 1964 a été marquée par une controverse sur l'exactitude des listes électorales conduisant à des allégations de fraude électorale, l'opposition boycotte et appelle aux recomptes des voix. La troisième élection générale est marquée par la victoire de l'opposition à savoir le Groupe d'Action d'Obafemi Awolowo et ses alliés politiques qui remportent 108 sièges. Ainsi le Premier ministre Tafawa Balewa est contraint de former sa deuxième administration.

Les relations entre le Premier ministre Balewa et le président Azikiwe sont de plus en plus tendues. En novembre 1965, le NCNC de Nnamdi Azikiwe et ses alliés politiques remportent la quatrième élection générale, malgré une forte campagne de l'opposition. Les affaires de corruption et de fraude se suivent ainsi que des émeutes et des manifestations au cours desquelles environ 2000 personnes sont mortes principalement dans l'ouest. Pour sauver la stabilité, Balewa délègue des pouvoirs extraordinaires à chaque gouvernement régional du Nigéria. Cela n'a malheureusement ne réussit à rétablir la stabilité. Des murmures se manifestent dans le camp des officiers de l'armée qui cherchent des méthodes plus radicales pour mettre fin à cette détérioration. Le 16 janvier 1966, des militaires Ibo prennent la décision d'organiser un coup d'Etat qui se termine par l'assassinat de Tafawa Balewa et d'Ahmadu Bello avec la chute du président Nnamdi Azikiwe dont la vie est épargnée par les putschistes. L'instigateur de ce coup d'Etat fut le major-général Johnson Aguiyi Ironsi, il suspend la Constitution et établit le premier régime militaire de l'histoire du Nigéria mais sa transition sera de courte durée. Celui-ci est renversé à son tour le 29 juillet 1966 par un officier du nord du nom de Yakubu Gowon, le chef d'état-major de l'armée. Les émeutes contre les populations Ibo secouent la nation nigériane. En mai 1967, le Lieutenant-colonel Odumegu Emeka Odjukwu face à cette crise déclare unilatéralement l'indépendance de la Région de l'Est en République du Biafra qui élimine Okpara de ses fonctions. La guerre civile s'éclate au Nigéria.

Pendant la guerre de la sécession du Biafra (1967-1970), Azikiwe devient le porte-parole de la république sécessionniste et le conseiller de son président Odumegu Emeka Odjukwu[141]. Dans ce conflit civil, le gouvernement nigérian met un blocus terrestre et maritime contre la région du Biafra. La Région de l'Est est plongée ainsi dans la famine entrainant la mort d'un ou de deux millions de personnes parmi lesquels de nombreux enfants. Pendant la guerre, il propose un plan de paix en 1969 en 14 points que les deux parties rejettent. Après la guerre, il devient chancelier de l'Université de Lagos de 1972 à 1976. Il fonde le Parti Populaire du Nigéria en

[141] Serge Patrick Mankou. La guerre du Biafra : une page douloureuse de l'histoire du Nigéria. Africa News.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre
1979, mais échoue dans la même année à l'élection présidentielle battu par Shehu Shagari. Il se présente en 1983, sans succès avant de quitter la politique en 1986.

Nmandi Azikiwe décède le 11 mai 1996. Son portrait figure sur les billets de 500 nairas. Nnamdi Azikiwe considérait le nationalisme comme la clef de l'émancipation politique, sociale et culturelle des Nigérians. Il s'opposait au tribalisme et aux divisions ethniques, cherchant à construire une identité nationale commune entre les grandes régions (Igbo, Yoruba, Haoussa-Fulani). Par son journalisme notamment le West African Pilot, il popularisa des idées de résistance contre le colonialisme britannique et éveilla une conscience politique de masse. Il a été influencé par les penseurs noirs américains comme Marcus Garvey et W.E.B Du Bois. Il croyait que la libération de l'Afrique ne pouvait se faire que dans une dynamique collective : l'unité africaine, la coopération économique et la solidarité internationale entre les peuples noirs. Sa pensée rejoint celle de Nkrumah ou Kenyatta, mais dans une version plus pragmatique et modéré, cherchant des compromis avec l'Occident. Azikiwe a formulé une doctrine connue sous le nom de Zikism, qui constituait une philosophie politique pour guider les Africains. Elle reposait sur cinq piliers : l'équilibre spirituel, la régénération sociale, le déterminisme économique, la libération mentale, la résurgence politique. Le Zikism était à la fois une idéologie de libération et une philosophie de gouvernance. Nnamdi Azikiwe défendait un fédéralisme démocratique permettant aux diverses communautés du Nigéria de coexister. Il prônait un équilibre entre les ethnies, tout en insistant sur l'importance de la souveraineté populaire et du jeu démocratique. Azikiwe n'était pas révolutionnaire au sens fort comme Lumumba ou Sankara mais plutôt un réformateur pragmatique. Il cherchait une indépendance obtenue par la négociation et l'évolution graduelle, plutôt que par une rupture totale. Sa pensée insistait sur la nécessité de coopérer avec l'Occident après l'indépendance, afin de garantir stabilité et développement. Cependant Nnamdi Azikiwe n'avait pas le charisme, ni l'ambition à l'époque révolutionnaire du panafricanisme d'un Kwame Nkrumah ou d'un Sékou Touré. Il lui manquait le nationalisme progressiste, le panafricanisme militant, une vision économique précise et une vision politique fortement idéologique. Néanmoins il peut être considéré comme une figure de la libération africaine. Azikiwe fut un orateur brillant mais un réformateur limité, un grand intellectuel, journaliste et penseur. Il excellait dans le discours plus que l'action gouvernementale à l'opposé de Balewa. Son pragmatisme était plutôt opportuniste. Nnamdi Azikiwe a été parfois accusé de compromis excessifs avec le pouvoir colonial britannique et avec les élites régionales. Tafawa Balewa, à l'inverse était un leader proche du peuple et des mouvements d'indépendance africains. Il était partiellement un panafricaniste révolutionnaire. Azikiwe malgré la volonté de faire, la détermination et l'abnégation de Tafawa Balewa n'a pas pu dépasser les clivages ethno-régionaux. Il y a eu un manque d'autorité exécutive de sa part en tant que gouverneur général et président, ses fonctions étaient largement symboliques. Tout s'explique par la très forte personnalité de Tafawa Balewa qui était un Premier ministre élu par le Parlement. Le pouvoir réel était entre les mains du chef du gouvernement fédéral.

Idéologue majeur du nationalisme africain et figure de proue de l'indépendance du Nigéria, Benjamin Nnamdi Azikiwe a su fonder un Etat fédéral démocratique, pluri-ethnique et moderne mais sa faiblesse réside dans le fait qu'il n'a pas pu effacer les velléités tribales de

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

ses adversaires pour renforcer les fondements des institutions démocratiques du Nigéria, la mort de son prestigieux allié Abubakar Tafawa Balewa fut un sort irréversible pour son régime politique. Le rêve d'Azikiwe était d'assurer que tous les citoyens soient traités de manière égale dans une nation où l'on privilégie la tribu ou la région comme dans d'autres pays d'Afrique. Inspirant la foi en l'égalité et en la dignité il voulait que les Africains forgent leur propre identité en étant fiers de leurs traditions et de leur glorieux passé. Les écrits d'Azikiwe donnent naissance à une philosophie de la libération africaine appelée le « Zikisme » qui identifie cinq concepts pour le mouvement de l'Afrique vers la liberté : l'équilibre spirituel, la régénération sociale, la détermination économique, l'émancipation mentale et la résurgence politique. Mais ses limites résident dans son manque de radicalité idéologique, son incapacité à surmonter les fractures ethniques du Nigéria et son rôle institutionnel surtout cérémonial qui l'empêcha de poser les bases d'un Etat nigérian solide et unifié. Il fut davantage un président symbolique qu'un véritable chef d'Etat au Nigéria. Il est le père du Nigéria moderne.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no29-EDUARDO MONDLANE (MOZAMBIQUE)



Né à Manjacaze, province de Gaza, dans l'ancienne colonie portugaise du Mozambique, le 20 juin 1920 et décédé le 3 janvier 1969 à Dar-Es-Salaam, en Tanzanie. Eduardo Mondlane est un homme politique mozambicain. Chef de parti politique et indépendantiste africain. Fondateur du FRELIMO (Front de Libération du Mozambique " Frente de Libertação de Moçambique "). Il est l'un des pères de l'indépendance du Mozambique avec Samora Machel et Marcelino Dos Santos. Eduardo Mondlane est un grand théoricien et homme d'action de la révolution africaine. Il contribue à une stratégie de lutte contre l'impérialisme et le néocolonialisme en Afrique lusophone et australe de 1962 à 1969[142]. Ayant fui l'Afrique du Sud en raison de l'apartheid et obtenu un doctorat en sociologie aux Etats-Unis, Mondlane a utilisé son expérience à l'ONU et son réseau panafricaniste pour fédérer les mouvements nationalistes dispersés. En 1962, à Dar-Es-Salaam, il a co-fondé et présidé le Front de Libération du Mozambique, créant une coalition unique capable de mener une guerre de libération nationale. Eduardo Mondlane combinait éducation politique et action militaire. Il meurt tragiquement dans un attentat à la voiture piégée après avoir reçu un fax dans une boîte à lettres. Machel poursuivra son combat politique pour l'indépendance du Mozambique.

Il est le fils d'un chef Tsonga et le seul membre de sa famille à recevoir une éducation primaire, il attribua plus tard sa vision éducative à la vision d'une mère très déterminée et persistante. Le système scolaire colonial était presque exclusivement réservé aux Européens, mais Mondlane est entrée à l'école agricole méthodiste américaine. Mondlane obtient une bourse

[142] Dictionnaire Biographique Des Chrétiens D'Afrique. Mondlane, Eduardo Chivambo. Collection DIBICA Classique.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

et entre à l'école secondaire presbytérienne du Transvaal, en Afrique du Sud. En 1948, il est le premier Africain du Mozambique à entrer dans une université sud-africaine. En 1957, après un an en tant que chercheur invité à l'Université de Harvard, où il a travaillé sur le conflit de rôles (sujet de sa thèse), Mondlane a rejoint la section de tutelle du Secrétariat des Nations Unies à New York en tant que chercheur. En 1961, il revient au Mozambique il démissionne de son poste de fonctionnaire international à l'ONU et accepte un poste d'enseignant au sein du programme de l'Afrique de l'Est à l'Université de Syracuse. En juin 1962, Eduardo Mondlane s'envole pour Dar-Es-Salaam, en Tanzanie où il aide à réunir plusieurs groupes nationalistes exilés du Mozambique au Front de Libération du Mozambique (FRELIMO). Il est confirmé en tant que président fondateur du mouvement lors du congrès tenu en septembre en Tanzanie. Il retourne en Amérique pour remplir ses obligations d'enseignant à l'Université de Syracuse.

En 1963, il déménage avec sa famille à Dar-Es-Salaam où il assume son nouveau rôle de leader révolutionnaire. Il collabore avec des protestants américains pour canaliser des fonds de bourses en permettant aux jeunes Africains de fréquenter l'école secondaire et d'étudier à l'étranger. Faisant de l'éducation le socle de sa politique révolutionnaire il fonde l'Institut du Mozambique à Dar-Es-Salaam en Tanzanie pour accueillir des étudiants en leur accordant des bourses dans le but d'élaborer un programme d'enseignement primaire et secondaire au Mozambique. Le FRELIMO envoie des volontaires pour l'entrainement militaire en Algérie, en Egypte, en Syrie et en Tanzanie. Malgré les revendications indépendantistes du FRELIMO d'Eduardo Mondlane, le Portugal érige le Mozambique au statut de territoire d'outre-mer en 1951. Le Mozambique connait à cette époque de très larges disparités entre les Portugais aisés et la majorité de la population indigène rurale. En effet, elle est majoritairement analphabète et conserve son mode de vie traditionnel. Les opportunités d'emploi qualifiés ou de places dans l'administration sont rares pour une population indigène aussi nombreuse. Dès lors, elles n'ont aucune raison de migrer en ville. Toutefois, la majorité des indigènes voient leur culture et leurs traditions menacées par le mode de vie des colons portugais. Les dissidents politiques s'opposant à l'autorité coloniale portugaise sont généralement contraints de s'exiler. Le gouvernement portugais impose le travail forcé aux Mozambicains dans les champs et les mines.

En 1950, seulement 4353 Mozambicains sur 5 733 000 obtiennent le droit de vote de la part du gouvernement colonial portugais. Cette frange de votants mozambicains n'est rien d'autre qu'un petit nombre de Métis, les autochtones ne bénéficient pas des mêmes droits politiques et civiques que les colons portugais au Mozambique. Soutenu par plusieurs pays indépendants d'Afrique, le FRELIMO d'Eduardo Mondlane décide de déclencher la lutte armée contre les colons portugais à partir de 1964, c'est la guerre d'Indépendance[143]. Depuis sa base arrière en Tanzanie, le FRELIMO supervise des opérations de plus en plus millimétrées sur le territoire mozambicain. Seulement la branche armée de l'organisation ne fait pas le poids face à une armée coloniale beaucoup plus nombreuse qui déploie jusqu'à 24 000 hommes en 1967.

[143] Miguel Martins. Mozambique : 25 juin 1975, le crépuscule de cinq siècles de colonisation portugaise.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Le FRELIMO dispose cependant du soutien stratégique inconditionnel de la population (femmes, enfants, vieillards), influencée par la volonté d'indépendance du pays mais aussi par l'idéologie communiste du FRELIMO. La guérilla dispose aussi du fort atout du terrain boisé du pays et des techniques de guerre pour piéger les soldats portugais. Le Portugal malgré sa lutte impérialiste obtient le soutien des forces de l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique du Nord) qui craignent la dangerosité du FRELIMO. Elles développent alors des moyens anti-insurrectionnels dans tout le pays. Des opérations d'envergure s'accroissent sur l'ensemble du territoire. Le conflit s'accélère à la suite de l'assassinat par colis piégé du chef charismatique et historique du FRELIMO, Eduardo Mondlane, au quartier de Dar-Es-Salaam, en Tanzanie par les responsables de la PIDE, la police sécrète portugaise. Plus tard, le FRELIMO aura des soupçons envers Lazaro Nkavandame, secrétaire du parti pour la province de Cabo Delgado. Ce dernier aurait été révoqué par le parti quelques jours avant la mort du leader du parti Eduardo Mondlane. Celui-ci sera remplacé plus tard dans sa lutte anti-coloniale par son plus fidèle et dévoué lieutenant Samora Machel le futur premier président de la République du Mozambique.

Cette guerre active s'enlise et se transforme en guerre d'usure. L'armée coloniale portugaise peine à mettre la main sur les militants du FRELIMO et ceux-ci sont contraints de se cacher dans le maquis de peur de se faire capturer et torturer par les colons portugais. De surcroit, l'OTAN finit par se désengager dans la lutte anti-insurrectionnelle du Portugal lorsqu'elle découvre de nombreux massacres commis par l'armée coloniale sur les villageois, supposés partisans du FRELIMO. Les finances du Portugal s'affaiblissent et les efforts de l'armée portugaise dans ses luttes contre ses colonies d'Afrique (Cap-Vert, Guinée-Bissau, Angola, Mozambique) lui font couter 40 % de son budget national. En avril 1974, la révolution des Œillets met fin au pouvoir du successeur de Salazar, Marcelo Caetano et dans le même temps au conflit luso-mozambicain. L'indépendance est enfin proclamée le 25 juin 1975 par le leader indépendantiste Samora Machel après dix années de guerre d'Indépendance entre le Portugal et sa colonie du Mozambique. Juste avant sa mort Eduardo Chivambo Mondlane obtient le Prix de l'Ordre des Compagnons d'Oliver Tambo, remis par la République d'Afrique du Sud pour son livre « La Lutte pour l'indépendance au Mozambique », écrit lors de ses combats dans le front.

Grand théoricien et homme d'action de la révolution africaine, pionnier de l'indépendance du Mozambique, Eduardo Mondlane fut le premier leader révolutionnaire au Mozambique à engager une lutte de libération contre l'empire portugais. Il mena ce combat contre la colonisation pendant une décennie. Ses écrits, ses idées sur la lutte anti-coloniale du Mozambique constituent un chef d'œuvre. Son plus fidèle et dévoué compagnon de lutte Samora Machel devenu le nouveau chef du FRELIMO continua la lutte contre l'impérialisme portugais après sa disparition en Tanzanie. Eduardo Mondlane est assassiné en 1969, à Dar-Es-Salam lors d'un attentat à la voiture piégée. Mais ce crime abject n'a pas interrompu le processus que Mondlane avait mis en route, car déjà il avait accompli l'essentiel pour la libération de son pays à la tête du FRELIMO, le Front de Libération du Mozambique. Samora Machel le premier président de la République du Mozambique rendra compte avec précision et sympathie de la vie exemplaire de cet homme qui sut maintenir ensemble, avec rigueur,

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

efficacité et justice, la fondamentale revendication de la liberté et les rudes exigences du combat révolutionnaire. La pensée d'Eduardo Mondlane combinait action militaire et éducation politique, visant non seulement l'indépendance mais aussi la construction d'une nation consciente et égalitaire. Il a établi le Mozambique Institute pour former les futurs cadres et a promu une « direction collective » au sein du parti, tout en ouvrant le front armé en 1964. Eduardo Mondlane a préparé la mise en place d'un Etat souverain et démocratique.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no30-ANOUAR EL SADATE (EGYPTE)



Né le 25 décembre 1918 à Mit Abou Al-Koum et décédé le 6 octobre 1981. Anouar El-Sadate est un homme d'Etat soudano-égyptien. Président de l'Assemblée nationale, vice-président de la République du général Gamal Abdel Nasser, il occupe les fonctions de président de la République de 1970 jusqu'à son assassinat, en 1981. Il occupe également le poste de Premier ministre par deux fois durant sa présidence. Son régime se caractérise par un rapprochement avec l'Etat d'Israël en vue de résolutions pacifiques dans le conflit israélo-arabe, il est perçu comme un traitre de la cause arabe palestinienne par les extrémistes islamistes qui ne reconnaissent que l'Etat de Palestine. Il est toutefois admiré par plusieurs pour sa visite surprise en Israël en novembre 1977, et sa décision de faire la paix avec ce pays. Il reçoit le prix Nobel de la paix en 1978, conjointement avec le Premier ministre israélien Menahem Begin pour son rôle dans les accords de Camp David[144]. Il est un martyr du nationalisme arabe.

Il est issu d'une famille pauvre comptant treize enfants. Son père, Anouar Mohammed El-Sadate, est originaire de Haute-Egypte tandis que sa mère, Sit Al-Berain, est d'origine soudanaise. Il intègre la prestigieuse école secondaire du roi Fouad Ier mais ses résultats insuffisants l'obligent à changer plusieurs fois d'établissement avant l'obtention de son baccalauréat. En tant que lycéen, il participe à des manifestations contre la présence britannique ou le gouvernement et tente, sans succès, de devenir comédien. Grâce à

[144] Sami Aoun et Gilles Vandal. Anouar El-Sadate. Chef de guerre devenu homme de paix ? Mardaga.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

l'intercession du médecin-major Fitzpatrick, Sadate entre à l'Académie Militaire Royale du Caire en octobre 1936 et en sort diplômé en février 1938 avec le grade de sous-lieutenant.

En 1942, Sadate est emprisonné par les troupes britanniques pour les activités qu'il mène contre l'occupation britannique en animant un réseau d'espionnage en faveur de l'Afrika Korps, les Allemands ayant promis en cas de victoire allemande de libérer l'Egypte[145]. En 1945, il se rapproche des Frères musulmans avec lesquels il participe à des attentats comme celui contre le ministre des Finances Amin Osman. Il est arrêté, passe trois ans en prison. Il est expulsé de l'armée en 1948, ne participe pas à la première guerre israélo-arabe, où l'Egypte figure parmi les perdants. Réintégré en 1950, il participe à la création de l'association clandestine du Mouvement des officiers libres dont le but est de libérer l'Egypte du contrôle britannique, et participe en juillet 1952 au coup d'Etat qui détrône le roi Farouk Ier.

De 1960 à 1968, après avoir assumé quelques fonctions ministérielles dans le gouvernement égyptien, il devient président de l'Assemblée du peuple. Il est ensuite nommé vice-président de la République par le président Gamal Abdel Nasser le 20 décembre 1969. Plus tard, il accusera ce dernier de manquer d'une vision claire pour l'évolution de l'Egypte et d'intérêt pour le bien-être des citoyens. Le 28 septembre 1970, après la mort de Gamal Abdel Nasser, en sa qualité de vice-président, il devient président de la République par intérim. Le 5 octobre 1970, il est désigné par l'Union Socialiste Arabe – parti unique – comme candidat unique à la présidence de la République Arabe Unie. Sa désignation par le parti surprend les experts qui voyaient comme successeur possible à Nasser le pro-soviétique Ali Sabri ou le pro-américain Zakaria Mohieddin. Henry Kissinger va jusqu'à déclarer à Golda Meir qu'Anouar El-Sadate est « un imbécile, un clown, un bouffon ». Le 15 octobre 1970, il est élu président de l'Egypte à la suite d'un referendum où il obtient 90 % des voix.

Décidé à réorienter la politique gouvernementale vers le capitalisme, il entre rapidement en conflit avec les ministres du gouvernement de Nasser. Ceux-ci sont arrêtés, ainsi que les chefs de l'armée, sous l'accusation de s'apprêter à mener un coup d'Etat. Il choisit comme chef de gouvernement le pro-américain Aziz Sedki et fait renvoyer les conseillers militaires soviétiques d'Egypte le 18 juillet 1972. Par ailleurs, la religion obtient de nouveau une place prépondérante dans la société égyptienne. La loi islamique, la charia, devient la source de législation de l'Etat. En 1973, Sadate, de concert avec la Syrie, mène l'Egypte dans la guerre du Ramadan / guerre du Kippour contre Israël pour tenter de reprendre le Sinaï perdu en 1967 lors de la guerre des Six Jours. Le 6 octobre, jour de Yom Kippour (jour du Grand Pardon, le jour le plus saint pour les Juifs)[146], alors que Sadate ordonne le début des hostilités, avec l'opération Badr, l'état-major israélien est surpris et doit se rendre à l'évidence : malgré une nette supériorité militaire de Tsahal, les forces égyptiennes sont décidées à reprendre les territoires perdus en 1967, profitant de la diminution des effectifs du fait de la fête religieuse en Israël. Même si l'effet escompté par Sadate est réussi, les Egyptiens tout comme les Syriens, ne peuvent contenir les contre-attaques israéliennes, qui repoussent l'armée syrienne sur le

[145] Marc Lavergne. L'économie égyptienne après la tourmente : Les défis sont toujours là.
[146] Florent Vandepitte et Yann Jeantet. Anouar El-Sadate. Le rapprochement entre l'Egypte et Israël. 1977.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre
Golan, encerclent la 3ème armée égyptienne, retraversent le canal de Suez et menacent le Caire. Finalement, un cessez-le-feu est négocié par les Etats-Unis et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, alliés respectifs d'Israël et de l'Egypte, et des pourparlers de désengagement peuvent alors débuter au Kilomètre 101 de la route Le Caire-Suez. Anouar El-Sadate, accompagné de son épouse Jihane El-Sadate, avec Richard Nixon et son épouse, aux nécropoles de Gizeh, la Pyramide de Khéops est visible en arrière-plan (14 juin 1974).

Le sentiment général qui prédomine dans le monde arabe, et notamment en Egypte, est, paradoxalement, celui d'une grande victoire. Les Egyptiens ont de nouveau mis un pied dans le Sinaï, après en avoir été chassés en 1967. Anouar El-Sadate tire profit de cette situation et devient, à la suite de son rapprochement avec les Américains à la fin de la guerre du Kippour, un interlocuteur privilégié dans la région. Les Soviétiques perdent du coup un de leurs alliés et la Syrie reste le dernier pays de la zone à leur être encore favorable. Cette dernière peut donc négocier avec Moscou en position de force.

En 1974, il lance la politique de l'Infitah (ouverture) qui vise, en réduisant le rôle de l'Etat, à attirer les investissements étrangers et favorise les relations avec les Etats-Unis. Une classe de nouveaux riches se développe rapidement. En 1975, on compte plus de 500 millionnaires en Egypte mais plus de 40 % de la population vit sous le seuil de pauvreté et des bidonvilles se développent autour de la capitale. Par ailleurs, le pays accumule une dette monumentale durant les années de l'Infitah. Pour la restructurer, le FMI demande la suppression de toutes les subventions aux produits de base ce qui provoque des émeutes en janvier 1977. Le gouvernement fait intervenir l'armée, générant un nombre de victimes inconnu.

La réorientation de l'économie conduit Sadate à rechercher le soutien des élites rurales traditionnelles, dont l'influence avait décliné sous le nassérisme. Des paysans sont expulsés des terres contestées. Dans les villes, pour contrecarrer les organisations nassériennes et marxistes, Sadate fait libérer des milliers de détenus islamistes et leur octroie des libertés politiques.

En septembre 1981, Sadate lance une offensive majeure contre les intellectuels et les activistes de tout le spectre idéologique. Sont ainsi emprisonnés ou écartés des socialistes, des nassséristes, des féministes, des islamistes, des professeurs d'université et des journalistes. Le 6 octobre, un mois après la vague d'arrestations, Sadate est assassiné durant une parade militaire filmée au Caire dans un stade de Nasr City par des membres de l'armée qui appartiennent à l'organisation du Jihad islamique égyptien, fondée par d'anciens membres des Frères musulmans. Ils s'opposaient à la négociation entamée par Sadate avec Israël ainsi qu'à son usage de la force durant l'opération de septembre.

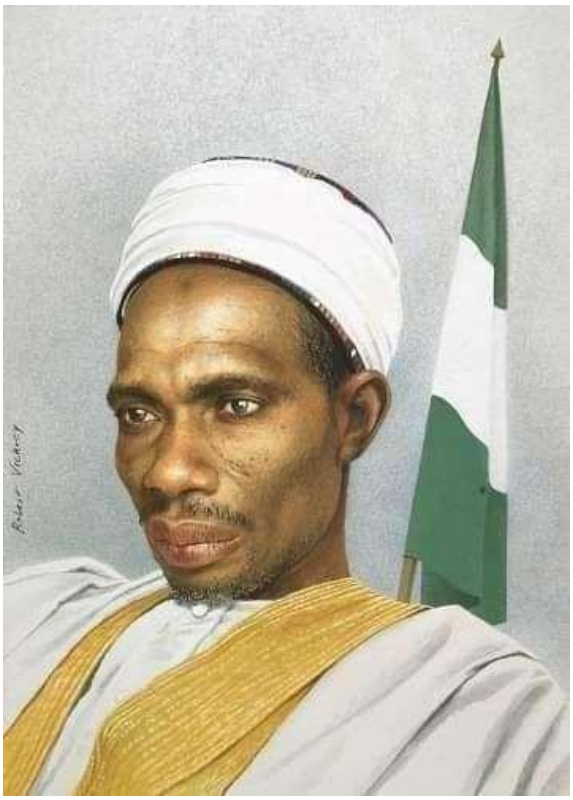
Anouar El-Sadate a mené des réformes majeures visant à sortir de l'héritage nassérien, marquées par une ouverture économique et une libéralisation politique relative. Infitah (Ouverture économique) : Promulguée en 1974 via la « Loi 43 », cette politique a libéralisé l'économie, annulé certaines confiscations de propriétés privées, attiré les capitaux étrangers représentant 90 % du financement des projets publics en 1981 et expulsé les conseillers

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre
soviétiques pour se tourner vers les Etats-Unis. Réformes politiques et constitutionnelles : Il a mis fin au Parti Unique en instaurant un multipartisme limité, libéré les prisonniers politiques notamment les Frères musulmans et intégré la charia comme source principale de la législation dans la Constitution (amendement de 1980). Droits des femmes : Grâce à l'influence de sa femme Jihane Sadate, des décrets de 1979 (« lois de Jehane (Jihane) ») ont amélioré les droits en matière de divorce et réservé 30 sièges au Parlement aux femmes. Paix internationale : Il a réorienté l'alliance égyptienne vers l'Occident, signé les accords de Camp David en 1978 avec Israël et reçu le prix Nobel de la paix en 1978, un acte controversé qui a isolé l'Egypte dans le monde arabe. Ces réformes ont profondément transformé l'Egypte, passant d'un régime socialiste pro-soviétique à une économie libérale pro-occidentale, bien qu'elles aient aussi accru les inégalités sociales et favorisé la montée de l'islamisme politique.

Sadate était un leader visionnaire. Très perspicace, il était capable de percevoir la gravité d’une situation et de la dépasser pour contrer ce qui semble inévitable et faire émerger de nouvelles possibilités. Il prit l'initiative de la guerre pour venger les Arabes de leurs humiliations passées et consolider sa légitimité auprès de ses concitoyens. C'est la quatrième fois que vont se heurter les armées arabes et israéliennes après la guerre de 1948, consécutive à la proclamation de l'indépendance de l'Etat d'Israël par l'ONU, l'opération israélo-franco-britannique de Suez en 1956 et la Guerre des Six Jours en 1967. Dépourvu de l’envergure politique et du charisme de son prédécesseur, Sadate avait néanmoins une certaine légitimité en tant que dirigeant de la révolution de 1952. Avec son intuition, sa détermination et son audace, il releva son premier défi : S’imposer comme l'héritier de Nasser en Egypte puis tenter de modifier progressivement ses orientations idéologiques par une libéralisation économique et politique. Cependant, en s’alliant avec les mouvements islamistes, dont les Frères musulmans, pour contrebalancer l’influence des nassériens et des mouvements de gauche socialiste et pro-soviétique, il ouvrit la boîte de Pandore. Sadate sera abattu par un islamiste.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no31-ABUBAKAR TAFAWA BALEWA (NIGERIA)



Né le 1er décembre 1912 à Bauchi et décédé le 15 janvier 1966 à Lagos. Sir Abubakar Tafawa Balewa est un homme politique britannique et nigérian. Il est le chef du premier gouvernement fédéral du Nigéria. Surnommé « la voix d'or de l'Afrique », il est l'une des figures historiques du mouvement d'indépendance du Nigéria avec Nmandi Azikiwe, Obafemi Awolowo et Alhadji Ahmadu Bello, le sultan des Sardaonas de Sokoto. Il est président du Conseil des ministres de la Fédération du Nigéria (chef du gouvernement fédéral) du 1er octobre 1960 au 12 septembre 1966, à sa mort. Abubakar Tafawa Balewa s'impose sur la scène diplomatique de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) comme un grand chef charismatique, un homme politique habile et un excellent médiateur. Il invite les Africains à s'engager d'abord dans la voie médiane de la coopération économique et technique multiforme, prélude à l'unification politique. Il proclame l'indépendance du Nigéria le 1er octobre 1960. Alhadji Abubakar Tafawa Balewa est considéré par beaucoup de Nigérians et d'Africains comme la figure principale de l'indépendance du Nigéria[147]. Il est un héros national.

Abubakar Tafawa Balewa est le fils d'un chef traditionnel musulman de Bauchi, bien qu'il se considère comme un Haoussa son père Dan Balewa Yakubu Zala était d'ethnie Bagueri et sa mère Fatima Inna d'ethnie Foulani (Peuhl). Il commence son éducation à l'école coranique de Bauchi et comme la plupart de ses contemporains, il étudie au College de Katsina comme formation continue et obtient bientôt un brevet d'enseignement. Il retourne à Bauchi et enseigne à l'école secondaire de Bauchi. Avec quelques enseignants qui se sont formés au

[147] Egypte et Afrique. Abubakar Tafawa Balewa. La voix d'or de l'Afrique. Figures de proue.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

nord, il est choisi à l'étranger à l'Institut de formation pédagogique au sein de l'Université de Londres. A son retour, il devient inspecteur des écoles de l'administration coloniale et décide plus tard de rentrer en politique. Il est élu député dans le nord de l'Assemblée législative en 1946 et député à l'Assemblée législative en 1947. En tant que législateur, il est l'ardent défenseur des droits de l'Etat du Nord du Nigéria et avec Alhadji Ahmadu Bello, le sultan des Sardaonas de Sokoto, il fonde le Congrès des Peuples du Nord (CPN). Dès 1952, commence une ascension politique pour Tafawa Balewa : il devient ministre des Travaux publics puis ministre des Transports. En 1957, il est élu ministre en chef de la formation d'un gouvernement de coalition entre le NCNC de Nmandi Azikiwe et le CPN d'Ahmadu Bello. Il conserve son poste de Premier ministre jusqu'à l'indépendance du Nigéria en 1960 et est réélu en 1964. Avant l'indépendance du Nigéria, une conférence constitutionnelle adopte en 1954 un cadre politique régional pour le pays stipulant que toutes les régions fédérées à savoir l'Etat du Nord, l'Etat de l'Ouest et l'Etat de l'Est du Nigéria bénéficient de la même liberté politique.

Des réunions ont lieu à Londres en 1957 et 1958 en vue de la rédaction de la Constitution. En tant que Premier ministre du gouvernement fédéral nigérian, Tafawa Balewa dirige la délégation nigériane dont Obafemi Awolowo, Premier ministre de la Région de l'Ouest, Nmandi Azikiwe Premier ministre de la Région de l'Est et Tafawa Balewa Premier ministre de la Région du Nord représentant respectivement chacun un parti politique différent à savoir le Groupe d'Action (ouest), le Conseil National du Nigéria et du Cameroun (est) et le Congrès des Peuples du Nord en vue d'obtenir l'indépendance qui est acquise le 1er octobre 1960. Bien que ces trois Etats fédérés ne soient pas complètement homogènes du point de vue ethnique, ils ont été construits sur la base des divisions coloniales représentées par les différentes communautés ethniques à savoir les Haoussa et les Foulani au nord, les Yorouba au sud-ouest et les Ibo ou Igbo au sud-est. En décembre 1959, le Nigéria organise des élections pour la Chambre fédérale des représentants. La répartition des sièges est faite selon la population régionale. Le nord dirigé par le Congrès des Peuples du Nord de Tafawa Balewa et d'Aladji Ahmadu Bello remporte largement la victoire avec 174 sièges sur 312. Nmandi Azikiwe mène sa campagne pour la création de nouveaux Etats fédérés, pour le développement de l'éducation, pour le développement industriel et pour le domaine de la santé. Tandis que le Groupe d'Action d'Awolowo Obafemi milite en faveur d'un gouvernement central fort et de la création d'une Fédération d'Afrique de l'Ouest anglophone (Ghana, Nigéria, Sierra-Léone, Libéria). Mais Azikiwe ne voit pas réellement de pragmatisme dans la politique d'Awolowo et opte seulement pour une Fédération du Nigéria. Ainsi Awolowo devient le chef de l'opposition face à la coalition NCNC-CPN de Nmandi Azikiwe et Tafawa Balewa.

Après l'indépendance en 1960, la coalition NCNC-CPN de Nnamdi Azikiwe et Tafawa Balewa remportent l'élection nationale, Balewa redevient Premier ministre du gouvernement fédéral et Nmandi Azikiwe est élu gouverneur général du Nigéria avec pour chef d'Etat à titre honorifique la reine d'Angleterre. En 1963, le Nigéria décide de devenir une République, Nnamdi Azikiwe est élu président de la République Fédérale du Nigéria et commandant en chef et Tafawa Balewa président du Conseil[148]. Mais la situation de l'Etat fédéral se fragilise,

[148] Wikipédia L'Encyclopédie Libre. Cabinet d'Abubakar Tafawa Balewa (1912-1966).

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

l'action politique des premiers ministres de chaque région et de certains dirigeants régionaux de premier plan consiste chacun à guider leur région contre l'empiètement de la politique des autres dirigeants régionaux. Entre-temps, Tafawa Balewa joue un rôle important dans la règle formative des indigènes du continent. Il est un chef important dans la formation de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) et dans la création d'une coopération entre les anciennes colonies anglaises et les anciennes colonies françaises[149]. Avec Nmandi Azikiwe, Tafawa Balewa fait partie des leaders du groupe de Monrovia qui milite pour une coopération économique, technique et culturelle entre les Etats africains face au groupe de Casablanca dirigé par Kwame Nkrumah et Sékou Touré, qui milite plutôt pour une unification économique voire politique du continent. Grace aux arguments de Nmandi Azikiwe et de William Tubman c'est la première option, celle du groupe de Monrovia qui s'impose lors de la création de l'OUA. En tant que médiateur Tafawa Balewa joue un rôle essentiel dans les négociations entre l'opposition katangaise de Moise Tshombe et le gouvernement congolais de Patrice Lumumba puis celui de Joseph Mobutu pendant la crise du Congo entre 1960 et 1964. Il mène une protestation vocale contre le massacre de Sharpeville en 1960 et conclut une alliance avec les ministres du Commonwealth qui condamnent l'apartheid et qui veulent que l'Afrique du Sud quitte le Commonwealth. Si à l'extérieur Tafawa Balewa s'impose sur la scène diplomatique comme un leader charismatique, un homme politique habile et un excellent médiateur, à l'intérieur il est de plus en plus controversé : les différentes parties régionales craignent que leurs rivaux s'intriguent avec d'autres groupes pour prendre le contrôle du gouvernement dans « les mains du nord » autrement dit pour les intérêts tribaux des nordistes.

L'est et l'ouest craignent comme le dit Cooper que « le nord soit étroitement contrôlé par une élite islamique ». Le terme de Balewa dans le bureau est contesté avec des factions régionales qui menacent son gouvernement. Ces derniers accusent le Congrès des Peuples du Nord (CPN) de Tafawa Balewa et d'Ahmadu Bello de privilégier les préoccupations des régions du nord et de la distribution du pétrole-revenu qui venait du nord de manière disproportionnée. Les élections générales de décembre 1964 et de mars 1965 sont caractérisées par des contestations et des fraudes.

En décembre 1964, l'opposition à savoir le Groupe d'Action d'Obafemi Awolowo et ses alliés politiques remportent 108 sièges à la troisième élection générale. Les relations entre le Président Azikiwe et le Premier ministre Balewa sont de plus en plus tendues.

Balewa est renversé et assassiné lors d'un coup d'Etat militaire le 15 janvier 1966 , tout comme de nombreux autres dirigeants, dont son ancien compagnon Sa Majesté El Hadj Ahmadu Bello, Sultan des Sardaonas de Sokoto. Les circonstances de sa mort ne sont toujours pas élucidées. Son corps est découvert au bord d'une route près de Lagos six jours après son éviction de ses fonctions. Balewa est enterré à Bauchi. La nouvelle de son assassinat a déclenché de violentes émeutes dans tout le nord du Nigeria et a finalement conduit au sanglant contre-coup d'Etat de juillet 1966.

[149] Georges R. Manue. La Conférence d'Addis-Abeba. « Sir Bubakar. Tafawa Balewa, grand, le visage arabisé, parle avec une discrétion oxonienne. Il est écouté avec la satisfaction que l'on imagine quand il… ».

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Les grandes actions du chef du gouvernement fédéral Abubakar Tafawa Balewa sont :

1. Indépendance du Nigéria (1960)

- Il fut le principal artisan de la transition pacifique vers l'indépendance (1er octobre 1960) aux côtés de Nnamdi Azikiwe et Obafemi Awolowo.

- Il mena les négociations constitutionnelles avec la Grande-Bretagne, défendant l'unité nationale dans un pays très diversifié (Hausa-Fulani, Yoruba, Igbo, etc.).

2. Bâtisseur de l'unité nationale

- Malgré les clivages ethniques et religieux, Balewa mit en avant l'idée d'un Nigéria fédéral et uni, cherchant à équilibrer les pouvoirs entre les différentes régions.

- Il prônait un nationalisme modéré, opposé aux excès tribaux et au radicalisme politique.

3. Leadership international

- Sur le plan africain, il participa à la fondation de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) en 1963.

- Il affirma la voix du Nigéria dans les affaires internationales, notamment au sein du Commonwealth, de l'ONU et dans le mouvement des non-alignés.

- Il défendit la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud et soutint les mouvements d'indépendance africains.

4. Politique étrangère active et indépendante

- Balewa développa une diplomatie qui faisait du Nigéria un acteur majeur en Afrique de l'Ouest.

- Il envoya des troupes nigérianes dans les missions de maintien de la paix de l'ONU, par exemple au Congo lors de la crise congolaise (1960-1964).

5. Développement éducatif et institutionnel

- En tant qu'ancien enseignant, il mit l'accent sur l'éducation comme clé du progrès.

- Sous son gouvernement, de nouvelles écoles secondaires et universités furent créées afin de former une élite nigériane capable de remplacer les colons britanniques dans l'administration.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

6. Gestion de la fédération et transition économique

- Il engagea des réformes pour moderniser l'administration et développer les infrastructures.

- Il chercha à diversifier l'économie, encore fortement dépendante de l'agriculture et des exportations de matières premières.

L'indépendance nationale de la République Fédérale du Nigéria, proclamée le 1er octobre 1960, marque une étape décisive dans l'histoire politique de l'Afrique contemporaine. A la tête du premier gouvernement nigérian, Abubakar Tafawa Balewa s'impose comme un médiateur hors pair, capable de concilier les antagonismes religieux, ethniques et régionaux qui menaçaient l'unité du pays. Son rôle capital pour transformer une mosaïque de peuples et de cultures en une fédération cohérente est reconnue sur la scène internationale. Symbole d'une indépendance pacifiquement conquise et d'un idéal d'unité nationale, il incarna l'espoir d'un Nigéria moderne, démocratique et ouvert au dialogue entre les nations. Mais son assassinat en 1966 mit fin brutalement à cette expérience fragile, plongeant le pays dans une longue période de crises politiques et militaires. L'héritage politique et intellectuel de Tafawa Balewa demeure cependant celui d'un artisan de paix et d'un pionnier de la diplomatie, dont la disparition tragique rappelle combien la construction nationale et la stabilité politique restaient des défis majeurs pour les jeunes Etats indépendants du continent. Capturé et assassiné lors du premier coup d'Etat militaire du 15 janvier 1966, Abubakar Tafawa Balewa est considéré comme un héros national ayant payé de sa vie son idéal de paix et de souveraineté pour son pays. Il a durement condamné l'apartheid en République sud-africaine.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no32-MARIEN NGOUABI (CONGO-BRAZZAVILLE)



Né le 31 décembre 1938 à Ombele et mort le 18 mars 1977 à Brazzaville. Marien Ngouabi est un officier et homme d'Etat marxiste-léniniste, anti-impérialiste, révolutionnaire, socialiste, panafricaniste et tiers-mondiste congolais. Il est l'un des combattants anti-impérialistes africains les plus éclairés et les plus conséquents de l'histoire. Fondateur du Parti Congolais du Travail (PCT), Marien Ngouabi a axé sa politique économique davantage sur une redistribution équitable que sur une croissance économique forte. Il est un modèle de rigueur dans la gouvernance. Il a été président de la République du Congo puis de la République Populaire du Congo du 31 décembre 1968 à sa mort. La pensée politique de Marien Ngouabi repose sur le socialisme scientifique marxiste-léniniste, qu'il a instauré en République Populaire du Congo en 1970, rejetant explicitement la notion d'un « socialisme typiquement africain » au profit d'une idéologie rigoureuse et internationale. Son destin, ses idées, ses actions, sa vie, sa mort, coïncident étrangement avec ceux d'un autre révolutionnaire panafricain : Thomas Sankara[150].

De 1947 à 1953, il fait ses études primaires à Fort-Rousset. En 1953, il entre à l'Ecole Militaire Préparatoire Général Leclerc de Brazzaville. Il en sort en 1957 et est affecté à Bouar, en Oubangui-Chari future République centrafricaine. De 1958 à 1960, il fait partie du deuxième bataillon des tirailleurs du Cameroun, avec le grade de sergent. En 1960, à la faveur de l'indépendance du Congo, il est admis à suivre une formation d'officier en France, d'abord à l'Ecole Militaire Préparatoire de Strasbourg. Il poursuit ses études à l'Ecole Militaire Interarmes de Coëtquidan. Il a pour camarades de promotion ses compatriotes Joachim

[150] Théophile Obenga. La Vie de Marien Ngouabi. 1938-1977. Présence Africaine.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Yhombi-Opango, Louis Sylvain-Goma et Luc Kimbouala-NKaya. En 1962, il revient au Congo avec le grade de sous-lieutenant. Il est affecté à la garnison de Pointe-Noire en qualité d'adjoint au Commandant du bataillon d'infanterie. L'année suivante, il est promu au grade de lieutenant. En 1965, de retour à Brazzaville, débute son ascension dans les forces armées. Il devient capitaine et commande le bataillon parachutiste des Forces armées congolaises nouvellement crée. Le 1er octobre 1968, il devient commandant. Au début des années soixante-dix, il entreprend des études de physique à l'Ecole Supérieure des Sciences de Brazzaville. Il obtient une maitrise puis un diplôme d'études approfondies en sciences naturelles[151].

En 1966, Ngouabi est membre du Comité central du Mouvement National de la Révolution (MNR), le parti unique. Il y représente l'armée. Comme plusieurs officiers, il est déçu par les changements opérés dans l'armée par le régime. L'année précédente, à la suite de l'évasion de l'ancien président Fulbert Youlou, la Jeunesse du Mouvement National de la Révolution (JMNR) avait été pourvue d'une branche armée, dénommée Défense civile. Puissamment équipée, son rôle est de défendre la Révolution et la Nation.

Le 22 juin 1966, l'Assemblée nationale vote une loi transformant les Forces armées congolaises (FAC) en Armée Populaire Nationale (APN). Une direction politique à l'armée et un haut-commandement collégial sont créés par l'Etat. Les deux sont dirigés par une commission civile coiffée par un officier membre du parti, qui a rang de commandant en chef de l'APN. Le capitaine Ngouabi s'oppose à cette inféodation de l'armée au politique et émet de vives critiques à l'endroit du président Massamba-Débat. En guise de punition, il est muté à Pointe-Noire. Ayant refusé cette affectation, il est mis aux arrêts et rétrogradé au rang de soldat de première classe par Massamba-Débat. Des membres de son ethnie manifestent dans les rues de Brazzaville les 27 et 28 juin pour réclamer sa libération. Les militaires de son bataillon, le groupement aéroporté, se révoltent. Ils occupent des bâtiments gouvernementaux et mettent à sac l'organisme du parti. Finalement, la Défense civile parvient à rétablir l'ordre. Le capitaine Marien Ngouabi est remis en liberté et rétabli dans son grade.

L'épreuve de force lui a valu une certaine stature dans l'armée et il s'impose comme le chef de file des officiers progressistes qui souhaitent une politique plus à gauche de la part du régime. Affecté au bureau d'études de l'Etat-major, il publie un ouvrage intitulé « Soldat du peuple ». La négociation entre les nouveaux hommes forts de l'armée et Massamba-Débat, revenu à Brazzaville, s'ouvre le 4 août. Elle aboutit le 5 août, à la formation d'un nouveau gouvernement et à la constitution d'un Conseil National de la Révolution (CNR). Le 31 décembre 1968, l'Acte fondamental est de nouveau modifié. Le CNR, remanié et réduit à 28 membres avec la mise à l'écart des proches de Massamba-Débat, devient l'organe suprême de l'Etat. Ce Conseil National de la Révolution (CNR) désigne Marien Ngouabi comme le chef du Conseil. Le chef du Conseil est de droit président de la République. Marien Ngouabi devient ainsi le troisième président du Congo-Brazzaville, à l'âge de 30 ans. Il est l'un des plus jeunes chefs d'Etat africains de l'histoire.

[151] Tshitenge Lubabu M.K. Marien Ngouabi, le président révolutionnaire. Jeune Afrique.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Il dirige un pays d'un million d'habitants, dont l'économie repose sur l'agriculture vivrière et d'exportation, notamment le café et le cacao, l'exportation du bois, l'exploitation minière et le transport. Dans ce dernier domaine, ses infrastructures (CFCO, Voie Comilog, Voie fluviale et Port de Pointe-Noire) et sa situation géographique lui permettent de jouer un rôle de transit pour d'autres pays de la sous-région tels que le Gabon, le Cameroun, la Centrafrique et le Tchad. Le Congo dispose également d'une industrie agro-alimentaire et textile naissante, pour partie privée et pour partie étatique. Les services publics, quoique modestes, fonctionnent correctement. La corruption a été presque totalement éradiquée par le nouveau régime. La situation financière de l'Etat est saine. Le grand handicap du pays consiste en sa faiblesse en ressources humaines de haut niveau. Le Congo ne dispose que d'une poignée d'universitaires, d'ingénieurs, de juristes ou d'experts-comptables et de moins d'une centaine de médecins. Cependant, avec un taux de scolarisation de 95 % au primaire, tous les espoirs semblent permis.

Dès sa prise de fonction, Marien Ngouabi nomme Alfred Raoul au poste de Premier ministre[152]. Celui-ci constitue un nouveau gouvernement dans lequel Mouzabakani ne figure pas. A l'opposé de ses prédécesseurs, Ngouabi n'occupe pas le palais du Peuple, résidence du président de la République depuis 1960. Il préfère habiter au grand quartier général de l'APN où une résidence est aménagée. Reconnaissant le principe de la lutte des classes, il entend par une première étape révolutionnaire, renforcer l'unité nationale pour lutter contre les divisions tribales et le néo-colonialisme, le Parti Congolais du Travail étant le fer de lance de la Révolution. Malgré sa rigueur idéologique, le président Marien Ngouabi s'est montré pragmatique sur le plan économique et international. Si le but final est la construction d'une société socialiste par appropriation des moyens de production, les conditions objectives ne sont pas réunies pour sa réalisation immédiate. Pour assurer le développement économique du Congo, il fait appel aux investissements privés nationaux et étrangers ; les nationalisations restent limitées malgré les discours nationalistes et anti-impérialistes. Les attaques du président Marien Ngouabi contre l'impérialisme français n'ont pas mis fin aux liens économiques étroits avec la France, au maintien dans la zone franc et à l'existence de relations privilégiées avec la Communauté Economique Européenne. Les relations internationales, notamment avec les pays africains, sont davantage fondées sur des rapports de bon voisinage que sur l'adhésion à une même idéologie. Habile manœuvrier. Il possède une très bonne analyse des rapports de forces politiques.

Malgré sa figure de héros populaire, Marien Ngouabi n'échappe pas aux contestations. Le 16 octobre 1969, l'ancien président Massamba-Débat, remis en liberté quelques mois plus tôt, est de nouveau arrêté pour les événements de juillet-août 1968 et pour les assassinats perpétrés durant son mandat. Plusieurs de ses anciens collaborateurs sont emprisonnés avec lui. La Cour révolutionnaire ne parviendra pas à mettre en évidence l'implication de l'ancien président dans les assassinats perpétrés sous son mandat et l'acquittera un mois plus tard. Ses anciens collaborateurs Lissouba, Noumazalaye, Lounda et Claude-Ernest Ndalla, sont

[152] Théophile Obenga. La Vie de Marien Ngouabi. 1938-1977. Présence Africaine.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

également acquittés. Cependant ils sont tous interdits de toute activité politique et sortie du territoire pour deux ans. Des mécontentements se font entendre dans le camp de l'opposition. Le 7 novembre 1969, Bernard Kolelas fait une tentative de coup d'Etat contre le nouveau régime. Il est arrêté et condamné à mort par coutumace en 1965 pour terrorisme, il est revenu d'exil un an plus tôt après son amnistie par Marien Ngouabi et a réintégré la fonction publique. Le 31 décembre 1969, lors du Congrès Constitutif du Parti Congolais du Travail, il établit un parti-Etat d'avant-garde, d'idéologie marxiste-léniniste, c'est le socialisme scientifique. Avec Claude-Ernest Ndalla et Moungounga Nkombo Nguila, il rédige les statuts. Une nouvelle constitution est promulguée à cette occasion. La dénomination du pays devient république populaire du Congo. Les symboles de la république sont changés. Le drapeau tricolore vert-jaune-rouge est remplacé par un drapeau rouge avec une houe et un marteau jaunes entrecroisés, entourés de 2 palmes vertes. Les Trois glorieuses remplace La Congolaise comme hymne national.

Sous la présidence de Marien Ngouabi, l'Etat a vu ses recettes augmenter considérablement en début d'année 1973 avec la mise en production au large de Pointe-Noire du champ d'Emeraude, quelques mois plus tôt. L'Etat peinait à équilibrer son budget depuis 1968. Avec l'exploitation de ce gisement géant sous concession par la société Elf-Congo, le Congo fait son entrée véritable dans le cercle des grands pays africains producteurs de pétrole, au meilleur moment c'est-à-dire lors du choc pétrolier de 1973. D'insignifiante, la part des revenus pétroliers dans le budget passe à 31 %.

En février 1974, le président Marien Ngouabi crée la société Hydro-Congo. La nouvelle entreprise d'Etat ambitionne de se lancer à terme dans la prospection et la production pétrolière, à l'exemple de la Sonatrach. Dans un premier temps, elle se contente d'assurer la distribution des produits pétroliers. Elle en obtient finalement le monopole et toutes les stations-service sont nationalisées. Marien Ngouabi est le tout premier chef d'Etat africain à réduire son salaire de 90 % pour compatir avec les plus démunis. Il est aussi le premier chef d'Etat africain à voyager en classe économique avec ses ministres[153]. Les dîners parlementaires réservés aux députés congolais sont supprimés et reversés dans les budgets des hôpitaux publics. Il mène des réformes sans précédent : il augmente le SMIG à 70 %, il réduit le prix des médicaments et des produits alimentaires à des niveaux dérisoires, il subventionne l'importation de la viande en provenance du Tchad, pour soutenir l'économie, des plans triennaux entre 1973-1975 et 1975-1977. En 1975, la croissance annuelle du Congo-Brazzaville s'élève à +7,73 %. Le programme triennal avait pour objectifs l'édification d'une économie indépendante, le désenclavement de l'arrière-pays, la réduction des inégalités sociales, la relance des entreprises publiques défaillantes, la création des nouvelles ainsi que le lancement de nombreux travaux publics. Sous sa présidence, on note un redressement fiscal remarquable. Cependant, le Congo-Brazzaville plonge à nouveau dans la crise en 1977. C'est le déclin, le système mis en place par Marien Ngouabi montre de plus en plus ses limites. La corruption et le tribalisme qu'il a combattu depuis le début de sa présidence refont surface.

[153] JeSuisMort.com. Marien Ngouabi. Biographie, Tombe, Citations, Forum, Fiche d'identité.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Les difficultés économiques, estompées pendant quelque temps par les revenus du pétrole, ressurgissent.

Début mars 1977, Marien Ngouabi reçoit une lettre de son prédécesseur Massamba-Débat. Dans sa missive, celui-ci lui recommande de démissionner, car la gravité de la situation socio-économique du pays l'impose. Le 3 mars, il reçoit en audience l'ancien président et son épouse. Quelques jours plus tard, lors d'un meeting populaire organisé par l'URFC, il s'en prend violemment à l'impérialisme français qu'il tient pour responsable des difficultés économiques du Congo. Il y prononce également cette phrase curieuse : « Lorsque ton pays est sale et manque de paix durable, tu ne peux lui rendre sa propreté et son unité qu'en le lavant avec ton sang ». Le 18 mars 1977, il est assassiné par une nouvelle junte organisée par le capitaine Barthélemy Kikadidi sous ordre de l'ex-président Massamba-Débat. Ce dernier est condamné à mort par le Comité Militaire Populaire (CMP).

Marien Ngouabi a su administrer le Congo avec un talent politique rare. Orateur passionné. Habile tacticien. Il a toujours été à l'écoute des masses. C'est un homme de meeting. Théoricien, il est l'un des fondateurs du socialisme scientifique en Afrique. Les présidents Yhombi-Opango puis Sassou-Nguesso, instituent un culte national à sa mémoire et son œuvre, à l'image de celui de Lénine en URSS ou de Mao Zedong en Chine. Ils proclament tenir leur légitimité de lui et s'inscrire dans la continuité de son action. L'Université de Brazzaville est rebaptisée à sa mémoire. Surnommé à titre posthume, le Sankara du Congo-Brazzaville[154], assassiné pour ses idées révolutionnaires à l'âge de 38 ans. Il apparait comme un homme sincère, intègre et même austère. Idéologue rejetant la notion d'un socialisme typiquement africain, il prône un socialisme scientifique marxiste-léniniste. Reconnaissant le principe de la lutte des classes, il entend, par une première étape révolutionnaire, renforcer l'unité nationale pour lutter contre les divisions tribales et le néo-colonialisme, le Parti Congolais du Travail est le fer de lance de la Révolution. Malgré sa rigueur idéologique, le président Marien Ngouabi s'est montré pragmatique sur le plan économique et international. Il a laissé à ses compatriotes l'image d'un président aux goûts simples et à la modestie exemplaire. Il est le seul chef d'Etat en exercice au monde à s'être inscrit à l'université au début des années 1970 pour préparer un diplôme de physique. Il est un théoricien et martyr du nationalisme africain.

[154] Congo Liberty.com. La Justice Burkinabè rend justice à Sankara. Ngouabi retourne dans sa tombe.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no33-HABIB BOURGUIBA (TUNISIE)



Né le 3 août 1903 à Monastir et mort le 6 avril 2000. Habib Ben Ali Bourguiba est un homme d'Etat tunisien. Avocat formé en France dans les années 1920, il revient en Tunisie pour militer dans les milieux nationalistes. En 1934, il fonde à l'âge de 31 ans le Néo-Destour, fer-de-lance du mouvement pour l'indépendance de la Tunisie. Plusieurs fois arrêté et exilé par les autorités du protectorat français, il choisit de négocier avec la Quatrième République, tout en faisant pression sur elle, pour atteindre son objectif. Une fois l'indépendance obtenue le 20 mars 1956, il contribue à mettre fin à la monarchie et à proclamer la République, dont il prend la tête en tant que premier président le 25 juillet 1957[155]. Son rapprochement avec l'Etat d'Israël de 1948 attire très tôt l'hostilité des pays arabes et des milieux intellectuels et révolutionnaires notamment les milieux panarabes opposés à sa politique par étapes et à sa collaboration avec la France. Bourguiba est perçu comme conservateur et pro-occidental. Sa volonté de faire de la Tunisie une « nation homogène » est senti par les Afro-Tunisiens comme ségrégationniste. Cependant il envisage la modernisation et l'unification de la Tunisie actuelle.

Dès lors, il s'emploie à mettre sur pied un Etat moderne. Parmi les priorités de son action politique figurent le développement de l'éducation, la réduction des inégalités entre hommes et femmes, le développement économique et une politique étrangère équilibrée, ce qui en fait une exception parmi les dirigeants arabes[156]. Ceci n'empêche pas le développement d'un culte de la personnalité autour de sa personne et l'instauration d'un régime de parti unique

[155] Noureddine Dougui. Universitaire. Tunisie, 1957 : la transition vers la République. Leaders.
[156] Bourguiba, despote éclairé. Entretien avec Abdelhamid Larguèche. Propos recueillis par Daniel Bermond.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre
pendant une vingtaine d'années. La fin de sa présidence, marquée par sa santé déclinante, la montée du clientélisme et de l'islamisme, se conclut par sa destitution, le 7 novembre 1987, à l'initiative de son Premier ministre Zine El-Abidine Ben Ali. Installé après sa destitution dans une résidence à Monastir, il meurt le 6 avril 2000 et repose dans le mausolée qu'il s'était fait construire.

Dès son retour, Bourguiba décide d'entreprendre une campagne de sensibilisation dans tout le pays, notamment à Bizerte, Medjez El-Bab et Sfax, afin de reprendre le contrôle du parti. De novembre 1949 à mars 1950, il s'y adonne et voit sa popularité augmenter grâce à ses talents oratoires mais aussi à la politique attentiste adoptée par les autorités servant ses intérêts. Une fois son objectif atteint et décidé à arracher des concessions à la France, il s'envole pour Paris le 12 avril pour mobiliser l'opinion publique, la presse et les hommes politiques sur la question tunisienne. Trois jours plus tard, il donne une conférence de presse à l'hôtel Lutetia où il énumère les principales revendications nationalistes qu'il résume en sept points, déclarant que « ces réformes destinées à consacrer notre indépendance doivent resserrer et fortifier l'esprit de coopération […]. Nous estimons que nous sommes un pays trop faible militairement et trop fort stratégiquement pour nous passer du concours d'une grande puissance, que nous voudrions être la France ».

Son discours ne tarde pas à attirer l'hostilité des « prépondérants » mais aussi celle des milieux panarabes opposés à sa politique par étapes et à sa collaboration avec la France[157]. Bourguiba, dans ce contexte, pense que l'appui du bey est vital et envoie Ben Youssef et Hamadi Badra convaincre Lamine Bey de rédiger une lettre à Vincent Auriol, le 11 avril 1950, lui rappelant ses demandes vieilles de dix mois déjà et réclamant des « réformes substantielles et nécessaires ». Le message est enfin entendu puisque, le 10 juin, Robert Schuman annonce à Thionville la nomination du résident général Louis Périllier qui « aura pour mission de conduire la Tunisie vers le plein épanouissement de ses richesses et de l'amener vers l'indépendance, qui est l'objectif final pour tous les territoires au sein de l'Union française ». Cependant, le mot « indépendance » est vite remplacé par « autonomie interne ». Malgré cela, Bourguiba est décidé à accorder un « préjugé favorable » aux réformes que Périllier est chargé de mener. Il ne tarde pas à être satisfait des résultats de son séjour à Paris car la question tunisienne devient l'un des principaux sujets abordés par l'opinion publique française et débattu au parlement. Alors que la délégation tunisienne, face au blocage des négociations, regagne Tunis, Bourguiba demeure à Paris où il juge indispensable de nouer des contacts dans cette phase d'affrontements. Ses objectifs consistent à obtenir des fonds et des armes pour la lutte armée mais aussi de pousser la communauté internationale à introduire la question tunisienne auprès de l'ONU. Dans la foulée de l'indépendance, obtenue le 20 mars 1956, une Assemblée constituante, chargée de rédiger une constitution est élue le 25 mars. Sur les listes électorales, Bourguiba figure en tant que candidat représentant le Néo-Destour dans la circonscription de Monastir. Le 8 avril, l'assemblée ouvre ses travaux, sous la présidence du doyen d'âge M'hamed Chenik et en présence de Lamine Bey. A l'occasion du second

[157] B. Etienne et N. Sraieb. Bourguiba et Israël. « C'est au sujet du problème palestinien que l'unanimité des Etats de la. Ligue arabe a été la plus constante. En 1965 naît une grave divergence… ».

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

anniversaire de son retour en Tunisie, le 1er juin 1957, Bourguiba désire proclamer la république, mais la crise des rapports franco-tunisiens due à la suspension de l'aide financière de la France, ajourne l'événement. Le 22 juillet, le bureau politique du Néo-Destour annonce la convocation des membres de l'Assemblée constituante à une séance extraordinaire organisée le 25 juillet. La séance débute à 9 h 23 dans la salle du trône du palais du Bardo sous la présidence de Jallouli Farès et en présence du corps diplomatique. Le Premier ministre Bourguiba et les membres de son gouvernement, à l'exception de Béchir Ben Yahmed qui n'est pas parlementaire, siègent dans les rangs des constituants. Ouvrant la séance, Farès souligne que les constituants sont appelés à se prononcer sur la forme du régime. A 15 h 30, Bourguiba commence un procès méthodique du règne des beys, accusant ces derniers de bassesse et de trahison. Il conclut finalement en appelant à la proclamation de la République.

Il est élu président de la République de Tunisie le 8 novembre 1959. Bourguiba effectue des réformes majeures : la polygamie est interdite, le divorce autorisé et l'avortement légalisé. Le pays est divisé en quatorze gouvernorats dotés d'une administration moderne. Le pouvoir des chefs religieux est réduit. Les femmes accèdent à un statut inédit au monde arabe, dépassant même celui des Françaises dans certains domaines[158]. Le 20 décembre 1962, onze opposants sont jugés et pendus par le tribunal militaire pour avoir tenté d'assassiner la personne du président, l'un d'eux accuse Bourguiba de les avoir sacrifiés à la bataille de Bizerte conflit franco-tunisien au début de l'indépendance. L'année suivante, la France reconnait la ville de Bizerte comme la propriété de l'Etat tunisien. Au nom de l'intérêt général de l'Etat, Bourguiba instaure dans sa politique économique l'expérience collectiviste pour corriger l'individualisme de la libre-entreprise. La politique étrangère du pays se caractérise par des rapports bien équilibrés avec le monde occidental et Israël, en effet Bourguiba a été le seul dirigeant arabe de l'époque à avoir pris une position prudente comme celle de refuser l'intervention militaire dans le conflit israélo-arabe. Le 8 novembre 1966, Habib Bourguiba est critiqué par les pays arabes pour ses relations modérées avec Israël et l'Occident. En effet, l'Occident et Israël sont vus par les pays arabes comme des « parasites » de l'impérialisme refusant la reconnaissance internationale de la Palestine et militant contre le nationalisme et le panarabisme au Moyen-Orient et au Maghreb. Les relations diplomatiques avec l'Egypte sont rompues en octobre 1967, puis avec la Syrie en mai 1968. Après la réélection de Bourguiba, le 2 novembre 1969, le Premier ministre Baghi Ladgham augmente les salaires des ouvriers et abaisse les prix des produits. Des réformes sont prises par le gouvernement en vue d'améliorer les conditions de vie des populations. En 1970, survient la crise tunisienne. La crise perdure et pourtant Bourguiba ne se laisse pas indifférent au culte de la personnalité, il se fait surnommer le « Combattant suprême ». Bourguiba considère que son peuple n'est pas encore mûr à la démocratie et au pluralisme et finit par s'octroyer le titre de président à vie en 1975. L'autoritarisme bourguibiste sert aux yeux de la bourgeoisie et des partisans comme régulateur de la société. Le multipartisme étant perçu en Afrique comme source de conflits d'ordre tribal, le régime de Bourguiba estime que seul le parti-Etat peut servir la cause de l'unité. Ce qui n'empêchera pas des contestations de la part de l'opposition, ses manifestations seront violemment réprimées (coup de force du « jeudi soir » contre l'Union

[158] Olfa Bouallegue. Jeunes et rebellions : une analyse socio-économique de la révolution tunisienne.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Générale Tunisienne du Travail (l'UGTT) en janvier 1978, attaque contre la ville minière de Gafsa en 1980). Cependant l'on peut féliciter le régime de Bourguiba, en l'occurrence le gouvernement de Zine El-Abidine Ben Ali de ne pas avoir laissé la place au terrorisme comme ce fut le cas en Algérie avec la montée en puissance de l'islamisme ou en Egypte lors de l'assassinat d'Anouar El-Sadate en 1981. Pour faire face à la crise tunisienne, Bourguiba va donc choisir une option politique nouvelle : l'initiation à la démocratie pluraliste en avril 1989 en y autorisant deux nouveaux partis le Mouvement des Démocrates Socialistes et le Parti de l'Unité Populaire lors du congrès historique du Parti Socialiste Destourien (PSD). Cet événement est historique dans l'histoire moderne de la Tunisie. Toutefois, l'interdiction du Parti Communiste amène la déception dans le camp de l'opposition et l'arrestation d'Abib Hachour, le leader de l'UGTT (Union Générale Tunisienne du Travail) entraine la chute progressive du président vieillissant. Le 7 novembre 1987, le peuple tunisien apprend avec surprise la destitution du président Bourguiba par le Premier ministre Zine El-Abidine Ben Ali qui avait constaté en présence de ses médecins son incapacité d'exercer longtemps ses fonctions due à une santé fragile. Le 2 avril 1989, il quitte sa résidence pour aller voter en faveur de son Premier ministre Zine El-Abidine Ben Ali étant l'unique candidat à la présidence.

Le 5 mars 2000, Bourguiba est hospitalisé en urgence à l'hôpital militaire de Tunis à la suite d'une pneumopathie. Son état étant jugé critique, il subit une ponction pleurale aux soins intensifs. Sa santé s'étant améliorée, il quitte l'hôpital le 13 mars pour regagner sa résidence. Il y meurt le 6 avril, à 9 h 50, à l'âge officiel de 96 ans. Le président Ben Ali décide un deuil national de sept jours alors que l'Algérie décrète un deuil de trois jours. Le président algérien Abdelaziz Bouteflika reconnaît « l'une des personnalités du Maghreb les plus marquantes du XX ème siècle dont l'Afrique et le monde peuvent s'enorgueillir » et le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, rend hommage à un « homme de paix » et à un « architecte de l'Organisation de l'Unité Africaine ».

Leader charismatique et personnage historique de l'indépendance de la Tunisie, Bourguiba a symbolisé la lutte du peuple tunisien pour la reconquête de son indépendance perdue lors de la signature des traités du Bardo et de la Marsa avec la France en 1881 et en 1883. Militant socialiste, il est l'un des précurseurs dans le monde arabe du code du statut personnel et du statut de la femme, Bourguiba a pris des positions prudentes notamment dans la question du conflit israélo-arabe. Il a conduit son pays à l'indépendance puis fondé la deuxième république civile du monde arabe après celle du Liban. Il a ensuite participé à la construction de l'Etat-nation en « tunisifiant » son pays. D'ailleurs, avant l'indépendance, le pays s'appelait régence de Tunis et non pas Tunisie. Pour l'ancien ministre Mohamed Charfi, les transformations postérieures de la société tunisienne induites par l'action de Bourguiba sont nombreuses : urbanisation, scolarisation, passage à un autre modèle familial et libération des femmes. Il insiste ainsi sur le rôle joué, après les grandes figures de la réforme tunisienne que sont Kheireddine Pacha et Tahar Haddad, par Bourguiba. « Si le sous-développement est une maladie, Bourguiba aura su faire le juste diagnostic et mettre en œuvre les remèdes efficaces ». Toutefois, d'autres remettent en question l'ampleur des succès obtenus dans cette bataille du développement et le rôle du seul Bourguiba dans ces évolutions politiques et économiques.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no34-LEOPOLD SEDAR SENGHOR (SENEGAL)



Né le 9 octobre 1906 à Joal, au Sénégal, et mort le 20 décembre 2001 à Verson, en France. Léopold Sédar Senghor est un homme d'Etat français puis sénégalais. Il est le symbole de la coopération entre la France et ses anciennes colonies pour ses partisans ou du néocolonialisme français en Afrique pour ses détracteurs[159]. Sa poésie, fondée sur le chant de la parole incantatoire, est construite sur l'espoir de créer une Civilisation de l'Universel, fédérant les traditions par-delà leurs différences. Par ailleurs, il approfondit le concept de négritude, notion introduite par Aimé Césaire qui la définit ainsi : « La négritude est la simple reconnaissance du fait d'être Noir, et l'acceptation de ce fait, de notre destin de Noir, de notre histoire et de notre culture ». Senghor est considéré comme l'un des pères fondateurs et concepteurs de la Francophonie, aux côtés de dirigeants comme Habib Bourguiba et Hamani Diori. Dès les années 1960, il théorise une francophonie comme humanisme intégral et outil de coopération, dépassant le cadre néocolonial à l'opposé de la Françafrique[160]. Ses Essais sont une œuvre capitale de la pensée politique africaine renfermant socialisme et négritude.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, il reprend la chaire de linguistique à l'Ecole Nationale de la France d'Outre-mer qu'il occupera jusqu'à l'indépendance du Sénégal en 1960. Au cours d'un de ses voyages de recherche sur la poésie sérère au Sénégal, le chef de file local des socialistes, Lamine Guèye, lui propose d'être candidat à la députation. Senghor accepte et

[159] Khadim Ndiaye. Senghor derrière le mythe. Léopold Sédar Senghor, chantre du néo-colonialisme français. Afrique XXI.

[160] Tiémoko Diallo. Félix Houphouët-Boigny, le « Big Boss » de la Françafrique. Open Edition Journals.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

est élu député à l'Assemblée nationale française, où les colonies viennent d'obtenir le droit d'être représentées. Représentant la circonscription du Sénégal et de la Mauritanie, il se démarque de Lamine Guèye au sujet de la grève des cheminots de la ligne Dakar-Niger. Guèye vote contre car le mouvement social paralyse la colonie alors que Senghor soutient le mouvement, ce qui lui vaut une grande popularité. Il souhaite une réforme du système colonial, ce qui le conduit à publier en janvier 1945 "La Communauté impériale française", dont les propositions rejoignent celles d'Henri Laurentie. Opposé à l'indépendance des colonies, il milite pour que l'Union française constitue « une maison familiale, où il y aura sans doute un ainé, mais où les frères et les sœurs vivront vraiment dans l'égalité ». Cette position très modérée est conforme à celle de son parti, la SFIO, et tend à occulter la question des droits politiques réels des colonisés.

Le 12 septembre 1946, Senghor se marie avec Ginette Eboué (1923-1992), attachée parlementaire au cabinet du Ministre de la France d'Outre-mer et fille de Félix Eboué, ancien gouverneur général de l'Afrique-Equatoriale Française (AEF) ; avec qui il eut deux fils : Francis-Arphang né le 20 juillet 1947) et Guy-Wali né le 28 septembre 1948, décédé en 1983 à la suite d'une chute du cinquième étage de son appartement de Paris. Senghor lui consacrera le poème « Chants pour Naëtt », repris dans le recueil de poèmes Nocturnes sous le titre « Chants pour Signare »).

Il n'est pas présent en octobre 1946 au congrès fondateur du Rassemblement Démocratique Africain (RDA) à Bamako du fait des pressions du Ministre de la France d'Outre-mer Marius Moutet. Revenant sur cet épisode, il incrimine alternativement le communisme du RDA et l'autoritarisme de la SFIO, tout en précisant : « mais je dois en toute modestie faire mon autocritique jusqu'au bout. Mon tort a été d'obéir aux ordres qui m'étaient imposés de l'extérieur ». Fort de son succès, il quitte en 1948 la section africaine de la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO) qui avait soutenu financièrement en grande partie le mouvement social, et fonde avec Mamadou Dia le Bloc Démocratique Sénégalais (1948). Il bat Lamine Guèye le plus célèbre politicien sénégalais de l'époque lors des élections législatives de 1951.

Il se rapproche de Louis-Paul Aujoulat, député conservateur du Cameroun, et constitue avec lui un nouveau bloc parlementaire entrant en concurrence avec celui du RDA. Il est partisan d'un modèle associatif d'union des Etats confédérés au sujet des territoires africains, s'opposant à Félix Houphouët-Boigny, qui préférait les territoires aux fédérations[161]. A cette époque, François Mitterrand le décrit dans un rapport confidentiel comme un « homme de valeur qui peut être inquiétant » et estime que « dans dix ans, il sera la principale personnalité du Sénégal ». Senghor est de ces hommes de lettres qui pensent que les poètes, parce qu'ils sont des visionnaires, sont qualifiés pour conduire le destin des peuples dans les grandes périodes de changement.

[161] Christian Valantin. Léopold Sédar Senghor : le poète, l'écrivain et le politique ou Senghor l'Africain. Open Edition Journals.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Réélu député en 1951 comme indépendant d'Outre-mer, il est Secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil dans le gouvernement Edgar Faure du 1er mars 1955 au 1er février 1956, devient maire de Thiès au Sénégal en novembre 1956 puis Ministre-conseiller du gouvernement Michel Debré, du 23 juillet 1959 au 19 mai 1961. Il fut aussi membre de la commission chargée d'élaborer la constitution de la Cinquième République, conseiller général du Sénégal, membre du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française et membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Entre-temps, il avait divorcé de sa première épouse en 1956 au terme d'un long procès devant les autorités ecclésiastiques qui avait abouti à déclarer nul fait rare ce premier mariage, et s'était remarié l'année suivante avec Colette Hubert, une Française née en 1925 de l'union de Jean Roger Hubert et Marie Thaïs de Betteville, originaire de Normandie, avec qui il eut un fils, Philippe-Maguilen (17 octobre 1958 - 4 juin 1981), mort dans un accident de la circulation à Dakar. Il consacrera le recueil Lettres d'Hivernage à sa seconde épouse. Senghor fait paraître en 1964 le premier d'une série de cinq volumes intitulée Liberté. Ce sont des recueils de discours, allocutions, essais et préfaces.

Senghor est un fervent défenseur du fédéralisme pour les Etats africains nouvellement indépendants, une sorte de « Commonwealth à la française ». Le 13 janvier 1957, une « convention africaine » est créée. La convention réclame la fondation de deux fédérations en Afrique française. Senghor se méfie de la balkanisation de l'AOF, composée de huit petits Etats. Le fédéralisme n'obtenant pas la faveur des pays africains, il décide de former, avec Modibo Keïta, l'éphémère Fédération du Mali avec l'ancien Soudan français (l'actuel Mali). La Fédération du Mali est constituée en janvier 1959 et regroupe le Sénégal, le Soudan français, le Dahomey (l'actuel Bénin) et la Haute-Volta (l'actuel Burkina Faso). Un mois après, le Dahomey et la Haute-Volta quittent la fédération refusant sa ratification. Les deux fédéralistes se partagent les responsabilités. Senghor assure la présidence de l'Assemblée fédérale. Modibo Keïta prend la présidence du gouvernement. Les dissensions internes provoquent l'éclatement de la fédération du Mali. Le 20 août 1960, le Sénégal proclame son indépendance et le 22 septembre, Modibo Keïta proclame l'indépendance de la République soudanaise qui devient la République du Mali[162].

Le président Leopold Senghor nomme le doyen Lamine Gueye au poste de Président de l'Assemblée nationale (1961-1966) et son compatriote Mamadou Dia au poste de Premier ministre. Le chef du gouvernement Mamadou Dia lutte contre la corruption. Il gagne de plus en plus de popularité auprès du peuple. Plein d'admiration. Senghor s'exclame : « Au Sénégal il y a deux hommes forts : Senghor, l'homme fort et Mamadou Dia, l'homme très très très fort ! ». En 1961, Senghor échappe à un coup d'Etat venant de son Premier ministre Mamadou Dia et emprisonne ce dernier jusqu'à nouvel ordre et instaure le Parti Unique en 1963. Il retiendra de son expérience que le seul régime politique viable est le régime présidentiel. Pour les partisans de Mamadou Dia, la tentative de coup d'Etat est un faux complot orchestré par Senghor et la France[163]. Mamadou Dia était pour un panafricanisme révolutionnaire et une indépendance économique. Senghor était plutôt pour une autonomie interne et un

[162] Sophie Dulucq. La Fédération du Mali : un projet politique original. Vidéo-Reportage. Ina Indépendances.
[163] Namory Barry. Crise politique de décembre 1962 : Comment Mamadou Dia a été piégé par l'ancien président Senghor. Avomm.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

rapprochement avec la France. Fidèle à sa tradition, le Sénégal s'affirme en Afrique de l'Ouest, comme la vitrine de la culture, de l'esthétique et de la politique. L'illustration célèbre est le premier Festival Mondial des Arts nègres organisé le 6 avril 1966 à Dakar. Lors de son premier Discours sur l'Ouverture en 1965, Senghor affirme vouloir faire du Sénégal, la « Grèce noire » de l'Afrique moderne, autrement dit une sorte d' « halice mater » (mère du savoir). En effet, le cinéma sénégalais est le premier en Afrique de l'Ouest à connaitre un essor remarquable et original sur la scène internationale avec des cinéastes de renom comme Ousmane Sembène, Mahama Johnson Traoré, Safi Faye, Paulin Vieyra ou Momar Thiam. Le paysage politique, de surcroit, connaitra très tôt évolution de la démocratie sénégalaise. A travers son ouvrage politique intitulé Essais (1965-1993), Senghor inculque des notions importantes de sa politique au peuple sénégalais tels que la Civilisation de l'Universel (la francophonie avec petit f), la Négritude, l'humanisme, la nation, la voie africaine du socialisme, la planification du socialisme et le dialogue des cultures.

Inspiré par sa vision d'une culture ouverte sur les autres, Léopold Sédar Senghor se présente comme le défenseur de la négritude et l'annonciateur du fédéralisme en Afrique francophone. Mais on lui reproche ses liens très étroits avec la France et le monde occidental et ses dérives autoritaires : le président du Sénégal fait enfermer ses opposants[164]. En 1968, la rébellion des étudiants est matée grâce à l'armée française, Senghor proclame l'état d'urgence, met fin au multipartisme et abandonne très tôt les coopératives rurales. On l'accuse alors d'abandonner ses idéaux socialistes.

Précurseur de la démocratie africaine, il crée le mai 1976 le tripartisme c'est-à-dire le multipartisme limité à trois courants politiques : socialiste, communiste et libéral, puis quatre, les trois précédents rejoints par le courant conservateur. Un nouveau système politique est instauré : Le quadripartisme. Senghor démissionne de la présidence, avant le terme de son cinquième mandat, en décembre 1980. Abdou Diouf, Premier ministre, le remplace à la tête du pouvoir, en vertu de l'article 35 de la Constitution.

La situation économique désastreuse dans laquelle le président Senghor laisse le Sénégal ne saurait évidemment paraître entièrement étrangère à son départ. Oublié par une communauté internationale de plus en plus étroitement enfermée dans ses égoïsmes nationaux, inquiet de l'aggravation générale des déséquilibres économiques et sociaux de son pays, le chef de l'Etat sénégalais laisse un héritage fort lourd à assumer. La mise au point récente d'un programme quinquennal d'austérité et les efforts personnels déployés par le président, n'ont pas réellement influer sur l'attitude des chefs d'Etat d'Europe et du Proche-Orient pour le projet d'exploitation de la vallée du fleuve Sénégal.

Les dirigeants sénégalais eux-mêmes considèrent l'endettement extérieur du Sénégal comme excessif. Il y a déjà plus d'un an que le président Senghor, dans le cadre solennel du Conseil économique et social, a demandé aux Sénégalais d'observer une pause dans les investissements administratifs, de juguler l'endettement à l'égard de l'extérieur, de mettre

[164] Florian Bobin. Senghor, derrière le mythe. Léopold Sédar Senghor. Un président sans poésie. Afrique XXI.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

l'accent sur le développement prioritaire du secteur agricole. Cependant, l'industrie touristique, la vente des produits de la pêche, celle des phosphates, connaissent fort heureusement un essor économique.

Peu familier aux réalités de l'économie, souvent inapte à sortir son pays du sous-développement, trop exclusivement soucieux de former au Sénégal des élites humanistes et de se débarrasser d'adversaires trop encombrants, il a eu cependant l'insigne mérite de fonder une démocratie moderne en Afrique et celui, plus rare encore, de quitter ses fonctions de sa propre initiative pour consolider les institutions de son pays[165].

Poète majeur, intellectuel confirmé, homme politique de premier plan. Senghor a incarné la coopération entre la France et ses anciennes colonies. Il est l'inspirateur de la Francophonie. Sous la présidence de Senghor, le Sénégal est devenu l'une des premières démocraties en Afrique. Le Sénégal a fait l'apprentissage de la démocratie bien avant beaucoup d'autres pays sur le continent et même avant certains pays d'Europe (Cf. Abdou Diouf). Paradoxalement, la croissance économique se ralentit à partir de 1976, période de l'instauration du multipartisme limité à quatre formations politiques dit quadripartisme. Senghor a placé la culture au-dessus de toute forme d'activité, et en tout cas avant la politique ; il a soumis ses décisions à une pensée intense et profonde. Une des raisons, parmi d'autres, qui le fit entrer en politique fut certainement d'ordre culturel et résida dans son rejet de l'illusion assimilatrice coloniale. Senghor ne pouvait pas s'opposer à la politique d'assimilation officielle sans intervenir là où se prenaient les décisions. C'est ainsi qu'il décida de militer pour l'indépendance. Léopold Sédar Senghor a mené une action politique dualiste, oscillant entre réformisme colonial et indépendance fédéraliste, avant de gouverner le Sénégal avec une approche mêlant démocratie parlementaire et autoritarisme contrôlé. Il a facilité une alternance démocratique.

[165] Philippe Decraene. Incertitudes politiques et lourd passif économique compromettent l'avenir du Sénégal. Le Monde diplomatique.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no35-FELIX HOUPHOUET-BOIGNY (COTE D'IVOIRE)



Né le 18 octobre 1905 à Ngokro et mort le 7 décembre 1993 à Yamoussoukro. Félix Houphouët-Boigny est un homme politique français puis homme d'Etat ivoirien. Chef traditionnel, médecin, planteur et dirigeant syndical, il est notamment député français (1945-1959), membre de gouvernements français (1956-1961), président de l'Assemblée nationale ivoirienne (1953-1959), maire d'Abidjan (1956-1960), Premier ministre ivoirien (1959-1960) et premier président de la République de Côte d'Ivoire (1960-1993). Père de l'indépendance de son pays, Houphouët-Boigny domine jusqu'à la fin de sa vie la politique de la Côte d'Ivoire et tient un rôle de premier plan dans le processus de décolonisation de l'Afrique[166]. Houphouët-Boigny préfère une indépendance par étapes, dans le cadre de petits Etats stables et liés à la France, à une indépendance totale et immédiate au sein d'une fédération, entérinant de fait le morcellement politique de l'Afrique de l'Ouest francophone que l'histoire qualifiera plus tard de balkanisation. Pour des intellectuels comme Senghor ou Cheikh Anta Diop, Houphouët-Boigny est à l'origine des « indépendances balkanisées » en Afrique Occidentale Française (AOF) et en Afrique Equatoriale Française (AEF). Ces indépendances sous tutelle de la France sont caractérisées par des accords avec l'ancienne puissance colonisatrice et ses ex colonies. Houphouët-Boigny a contribué à l'unification et la modernisation de la Côte d'Ivoire.

Brillant élève, il intègre, en 1919, l'Ecole Normale William-Ponty de Gorée au Sénégal où il obtient son diplôme d'instituteur et enchaîne, en 1921, avec l'Ecole de Médecine de l'Afrique Occidentale Française dont il sort premier de promotion en 1925. Ces études de médecine

[166] Libula. Rassemblement Démocratique Africain : rôle majeur dans le processus de décolonisation en Afrique Noire francophone.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

étant enseignées de manière incomplète par le colonisateur, Houphouët ne peut prétendre qu'à une carrière d'infirmier indigène (médecin africain). Issu d'une bourgeoisie agraire. Il est l'un des premiers planteurs indigènes en Côte d'Ivoire à s'intéresser à la production du café et du cacao. Il fonde le Syndicat Agricole en 1945[167]. Il milite pour l'amélioration des conditions de vie des planteurs indigènes. Il crée le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) en 1946. Dans la même année, il assiste à la fondation du Rassemblement Démocratique Africain (RDA) à Bamako. Le Congrès de Bamako désigne Mamadou Konaté comme président-fondateur du RDA. Houphouët demande l'abolition de la domination coloniale. Ce qui est perçu comme inacceptable par le gouvernement français. Paris mène une répression féroce contre les militants de l'aile gauche du parti.

Député de la IV ème République française, il supprime le travail forcé en stipulant la liberté de travail et l'interdiction de toute contrainte directe ou indirecte de maintien sur les lieux de travail d'un individu non consentant. Pour le Pr. Coovi Gomez Jean-Charles, la loi sur l'abolition du travail forcé en AOF et en AEF serait une initiative de Sékou Sanogo et Ferdinand Brou. De 1945 à 1950, le Rassemblement Démocratique Africain (RDA) est allié au Parti Communiste Français le plus opposé à la colonisation française. Barthélémy Boganda accuse Houphouët-Boigny de suspendre la lutte anti-colonialiste et de saboter le RDA. En 1950, le RDA abandonne le communisme et adopte des méthodes plus conciliantes avec la métropole française. C'est le repli tactique. Il reçoit de vives reproches du Parti Communiste Français. Houphouët-Boigny réplique : " On ne meurt pas pour une stratégie, on meurt pour une cause ". En 1952, le RDA devient la plus grande force politique d'Afrique française avec 8 députés : 6 en AOF (Afrique Occidentale Française) et 2 en AEF (Afrique Equatoriale Française). Houphouët-Boigny fonde le 29 mai 1959, le Conseil de l'Entente. Les pays fondateurs sont le Dahomey (Bénin actuel), la Haute-Volta (Burkina actuel), la Côte d'Ivoire et le Niger. Selon Léopold Sédar Senghor et Mamadou Dia, le Conseil de l'Entente a été établi dans le but de stopper la progression d'une Fédération du Mali.

Félix Houphouët-Boigny proclame l'indépendance nationale de la Côte d'Ivoire, le 7 août 1960. Mais cette indépendance est caractérisée par des accords de coopération qui se traduisent par une assistance totale de l'ancienne puissance coloniale dans les domaines politique, économique et militaire. Il s'agit d'une indépendance sous tutelle de la France. Houphouët-Boigny parvient à développer l'économie de la Côte d'Ivoire (taux de croissance de 7% par an), notamment dans le secteur agricole (binôme café-cacao), faisant de celle-ci un îlot de prospérité dans un continent miné par la pauvreté, ce qui donne lieu à l'expression de « miracle ivoirien ». Il œuvre pour un ensemble structuré africain francophone et propose la création de l'Organisation Commune Africaine et Malgache, l'OCAM. La Côte d'Ivoire fut longtemps critiquée par les autres pays africains pour sa reconnaissance et son soutien à l'Etat du Biafra. Le président ivoirien était persuadé, en ces temps de Guerre Froide, que le monde musulman était d'accointance avec le communisme qu'il redoute. Il n'est vrai que, depuis le coup d'Etat de juillet de 1966, qui a coûté la vie au président Johnson Aguiyi Ironsi et à de

[167] Kobi Abo Joseph. Le Syndicat Agricole Africain de Cote d'Ivoire (SAACI) et les mouvements migratoires (1944-1960). Thèse.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

nombreux officiers Ibo principalement chrétiens, des hauts gradés Haoussa principalement musulmans tiennent le haut du pavé dans les rangs de l'armée nigériane. En janvier 1970, renforcées par les Britanniques, les forces fédérales nigérianes lancent une offensive finale qui se termine par la capitulation des Biafrais. La France soutenant le Biafra contre la République Fédérale du Nigéria se retire. La guerre biafraise fait plus de 2 millions de morts dont 1 million d'enfants. Le monde intellectuel et politique est scandalisé par les évènements. La communauté internationale considère la guerre du Biafra comme l'une des guerres les plus meurtrières de l'histoire de l'Afrique contemporaine. Les autorités ivoiriennes annoncent la présence du révolutionnaire biafrais Emeka Odumegwu Ojukwu à Abidjan, qui s'abstiendra de toute activité politique durant son exil[168].

Houphouët-Boigny crée la Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest : la CEAO en 1973 qui deviendra l'UEMOA en 1994. La Côte d'Ivoire que chacun contemple comme une terre d'hospitalité et de fraternité est un exemple de ce que l'on peut réaliser comme gestion capitaliste libérale tranquille où les investissements ne courent aucun risque. Non seulement il renforce de jours en jours le progrès économique en Côte d'Ivoire mais encore il est très consulté pour régler les conflits inter-africains voire internationaux. Fin diplomate, il est le premier chef d'Etat africain à négocier avec l'Afrique du Sud pour l'abolition de l'apartheid à une époque où les pays africains rompaient déjà les relations avec Pretoria. Malgré les critiques et les attaques personnelles que provoque son initiative. Il rencontre le Premier ministre d'Afrique du Sud Vorster. Le président Houphouët est également l'un des premiers chefs d'Etat modérés à établir des relations diplomatiques avec l'URSS en 1967. Celles-ci sont rompues en 1969 pour causes d'ingérence dans les affaires intérieures de la Côte d'Ivoire. Elles ne reprendront qu'en 1986. Mais si l'exportation de cacao et de café fait la richesse du pays, elle provoque des difficultés dans les années 1980, après la chute brutale des cours des matières premières. Dès lors, son régime, dominé depuis l'indépendance par un parti unique, le PDCI-RDA, miné par une corruption endémique, devient de plus en plus insupportable pour la population touchée de plein fouet par la crise économique.

Afin de laisser à la postérité l'image d'un homme de paix et de dialogue, il institue en 1989 un prix pour la recherche de la paix parrainé par l'Unesco entièrement subventionné par des fonds extrabudgétaires apportés par la Fondation Félix-Houphouët-Boigny. Ce prix qui porte « le nom du président Félix Houphouët-Boigny, doyen des chefs d'Etat africains, apôtre infatigable de la paix, de la concorde, de la fraternité et du dialogue pour résoudre tout conflit à l'intérieur comme à l'extérieur des Etats », est attribué chaque année par un Jury international, composé de onze personnalités originaires des cinq continents. Les premiers lauréats de ce prix en 1992 furent le président d'Afrique du Sud Frederik De Klerk et le leader charismatique de l'ANC Nelson Mandela.

L'élection présidentielle ivoirienne de 1990 se déroule le 28 octobre 1990 afin d'élire pour cinq ans le président de la République de Côte d'Ivoire. Première élection présidentielle organisée sous le multipartisme dans le pays, elle voit la réélection du président sortant Félix

[168] Claude Wauthier. Jacques Foccart et les mauvais conseils de Félix Houphouët-Boigny. Open Edition Journals.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Houphouët-Boigny. Après sa mort, la Côte d'Ivoire est dirigée par Henri Konan Bédié mais ce dernier n'a ni sa carrure, ni son charisme. Il suscite par des rivalités personnelles avec Robert Gueï, Laurent Gbagbo et l'ancien Premier ministre Alassane Ouattara, la mise en place en 1995 du concept d'ivoirité. La « nation » ivoirienne prônée par Houphouët a ainsi évolué avec ses successeurs en un avatar xénophobe à l'origine du conflit politico-militaire ouvert en 2002.

Houphouët-Boigny s'est illustré comme un brillant tacticien politique, maitre dans l'art du compromis, de la négociation et de la neutralisation des tensions. Dans un contexte postcolonial incertain, il a su instaurer une stabilité durable dans une société multi-ethnique, en préservant l'unité nationale et la paix sociale. Son sens aigu du pragmatisme lui a permis de maintenir la cohésion nationale tout en favorisant une croissance économique rapide fondée sur les matières premières (cacao, café etc.). En tant que gestionnaire, il a fait preuve d'efficacité dans la conduite des affaires de l'Etat, consolidant les institutions, développant les infrastructures et projetant la Côte d'Ivoire comme un pôle économique majeur en Afrique de l'Ouest. Malgré ces réussites, Houphouët-Boigny n'a pas incarné une vision politique transformatrice à long terme. Son modèle de développement est resté dépendant des exportations agricoles sans véritable politique d'industrialisation ou de diversification économique. Cette dépendance a rendu la Côte d'Ivoire vulnérable aux chocs exogènes, notamment les baisses des cours mondiaux du cacao. Sur le plan politique, il a maintenu un système centralisé et paternaliste, fondé sur le parti unique jusqu'en 1990. Les réformes sociales sont restées timides : peu d'efforts ont été faits en matière de justice sociale, de redistribution des richesses ou d'équilibre régional. Les inégalités se sont creusées, illustrant les limites de son modèle de gestion. Son leadership, tout en étant efficace dans la stabilité, n'a pas impulsé de transformation structurelle de la société ivoirienne. Il s'est montré conservateur dans ses orientations, préférant la continuité à l'innovation, le consensus à la rupture. Contrairement à d'autres grands leaders africains de son époque - Kwame Nkrumah, Julius Nyerere, Jomo Kenyatta, Kenneth Kaunda, Nnamdi Azikiwe - Houphouët-Boigny n'a pas porté de vision panafricaine ou de transformation continentale. Ces figures ont, chacune à leur manière, incarné des projets de réforme sociale profonde, de construction identitaire, voire de rupture révolutionnaire. Des figures comme Thomas Sankara, Nelson Mandela ou Kwame Nkrumah ont bâti des stratégies politiques autour de la transformation de leurs sociétés, avec une portée symbolique et intellectuelle durable. En comparaison, Houphouët-Boigny apparait davantage comme un gestionnaire pragmatique, soucieux de l'ordre, du développement économique à court terme et du maintien des équilibres hérités de la colonisation. Houphouët-Boigny reste une figure essentielle dans l'histoire postcoloniale de l'Afrique francophone. Son habilité tactique, sa capacité à préserver la paix sociale et à maintenir la croissance font de lui un chef d'Etat respecté. Mais son manque de réformes structurelles profondes, son conservatisme politique et l'absence de vision transformatrice à long terme l'éloignent des grands stratèges politiques du XX ème siècle que sont Kwame Nkrumah, Nelson Mandela, Thomas Sankara, Gamal Abdel Nasser, Ahmed Sékou Touré.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Partisan d'une relation spéciale avec la France, qu'il qualifie lui-même de « Françafrique »[169], il est un puissant intermédiaire de Paris en Afrique, tout en étant un habile manœuvrier de la classe politique française pendant ses trente-trois années de présidence. S'appuyant sur les réseaux d'influence de Jacques Foccart, proche du général De Gaulle, il permet à la France de garder, entre les influences des Etats-Unis et de l'Union Soviétique, le contrôle de son « pré carré » pendant la Guerre Froide, tandis qu'il se taille ainsi une place toute particulière sur la scène politique africaine, notamment en Afrique francophone. Sous la direction d'Houphouët-Boigny. Le pays est en avance sur ses voisins malgré le régime autoritaire : Développement du réseau routier, redistribution des richesses nationales, promotion de l'excellence. Cependant, les infrastructures en grande partie appartiennent aux investisseurs étrangers notamment français et américains. Cette modernisation ne profite qu'à une minorité bourgeoise de la société ivoirienne. Il ne s'agit pas d'un développement local puisque les entreprises étrangères peuvent rapatrier jusqu'à 90 % des profits dans leur pays initial. Cela veut dire que seulement 10 % de la richesse produite reste en Côte d'Ivoire. Il s'agit plutôt d'une croissance économique forte. L'économie ivoirienne est encore essentiellement agricole. Il n'y a pas une réelle industrialisation. Houphouët-Boigny s'est abstenu d'exploiter le pétrole. Source de nombreux conflits armés en Afrique. Il opta pour la stabilité. Cependant il n'a pas su préparer sa succession. Il y a eu une guerre des héritiers au sein du PDCI RDA (Parti Démocratique de Côte d'Ivoire section RDA). Toutefois, il demeure pour la Côte d'Ivoire un modernisateur et un promoteur de l'unité nationale. Il est aussi l'un des pères-fondateurs du Conseil de l'Entente.

[169] Tiémoko Diallo. Félix Houphouët-Boigny, le « Big Boss » de la Françafrique. Open Edition Journals.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no36-ARISTIDES PEREIRA (CAP-VERT)



Né le 17 novembre 1923 sur l'île de Boa Vista et mort le 22 septembre 2011 à Coimbra, au Portugal. Aristides Maria Pereira est un homme d'Etat cap-verdien. Il est avec Amilcar Cabral, l'un des pères de l'indépendance du Cap-Vert et de la Guinée-Bissau. Il est le président de la République de l'indépendance de Cap-Vert en 1975, jusqu'en 1991, sous un régime marxiste assez modéré. Il tenta avec le premier président de la République de Guinée-Bissau, Luis Cabral, frère cadet d'Amilcar Cabral d'unifier les deux républiques indépendantes sous une confédération. Bâtisseur de l'Etat insulaire de Cabo-Verde. Il a prôné une vision politique axée sur la souveraineté nationale, la reconstruction post-coloniale et un développement humaniste. Leader du PAIGC puis du PAICV, il dirigea un régime de parti unique, prônant le dialogue des cultures, avant de mener le pays vers la transition démocratique[170]. Pedro Pires, président de la République de 2001 à 2011, a été son chef de gouvernement de 1975 à 1991.

A la faveur de l'indépendance du Cap-Vert, il est élu président de la République le 8 juillet 1975 par l'Assemblée nationale populaire. Il mène une politique de restauration de l'activité agricole, de développement de la pêche, de l'exploitation du sel, de tourisme, et de création d'industries agro-alimentaires (conserveries, cimenteries, textiles). Un plan de reforestation est également initialisé. Il fait de la santé et de l'éducation la priorité de son action politique. A la fin de sa présidence, le taux d'alphabétisation du pays s'élève à 75 %. Le Cap-Vert est à l'époque l'un des pays ayant le taux d'alphabétisation le plus élevé d'Afrique. Sa première charge gouvernementale fut le poste de chef de télécommunications en Guinée-Bissau, alors

[170] Aristides R. Lima. Reforma Politica em Cabo Verde. Do paternalismo à modernizaçao do Estado. Praia. 1992.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

colonie portugaise au même titre que le Cap-Vert. Dès la fin des années 1940, Pereira fut très impliqué dans le mouvement anti-colonial et gravit rapidement les échelons, à l'intérieur de son parti, le Parti Africain de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC).

En 1956, Aristides Pereira fonde avec Amilcar Cabral le Parti Africain de l'Indépendance de la Guinée et du Cap-Vert[171]. Ils participent tous deux à l'élaboration des discussions avec le gouvernement portugais envoyé à l'ONU. Le Portugal instaure le Code de l'Indigénat qui est une forme de discrimination raciale. En 1957, Amilcar Cabral le chef de parti anime à Paris une réunion sur la lutte anti-colonialiste portugaise. Il met comme condition nécessaire à l'indépendance la réunification de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert. Il assiste à l'indépendance du Ghana dans la même année. En 1958, Amilcar Cabral fonde avec d'autres leaders révolutionnaires d'Afrique lusophone à savoir Mario De Andrade, Agostinho Neto, Viriato Da Cruz, Eduarno Mondlane, Vasco Cabral et Marcelino Dos Santos le Mouvement Anti-Colonialiste (MAC). Le MAC est une coalition politique regroupant les différents mouvements de libération de l'Angola, du Cap-Vert, de la Guinée Bissau, du Mozambique et de Sao-Tomé-Et-Principe. Sous la direction d'Amilcar Cabral il devient l'une des plus puissantes coalitions marxistes-léninistes d'Afrique ; les militants du PAIGC organisent des boycotts contre l'autoritarisme des colons portugais. Le 3 août 1959, l'armée portugaise ouvre le feu sur les travailleurs en grève au port de Pidjiguiti conséquence de l'attaque : 50 morts. A partir de cette date commence la lutte armée contre les autorités portugaises. Amilcar Cabral et ses lieutenants organisent une défense « nationale ». En 1960, a lieu un tournant décisif dans l'histoire de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert, lors de la Conférence à Londres, il dénonce pour la première fois le colonialisme portugais sous le nom de guerre de « Abel Djassi », il expliquera que sa longue lutte n'était pas contre le peuple portugais mais contre le système colonial instauré par le Portugal. Amilcar Cabral et ses militants continuent à construire des cellules et des infrastructures clandestines dans l'optique de préparer la « guérilla » afin de permettre au pays d'accéder à l'indépendance. Amilcar Cabral est alors soutenu par les grands leaders révolutionnaires cubains Fidel Castro et Che Guevara qui œuvrent pour la décolonisation complète des colonies portugaises d'Afrique. De même, l'ONU reconnait la Guinée-Bissau comme un Etat autonome en 1960. Le 25 avril 1974, a lieu un coup d'Etat au Portugal qui favorise la reconnaissance par le Portugal de l'indépendance de la Guinée-Bissau, mais hélas Amilcar Cabral sera le grand absent de ce jour d'indépendance puisqu'il sera lâchement assassiné par Inociencio Kani, l'un des militants du PAIGC le 20 janvier 1973 un an avant la reconnaissance de l'indépendance nationale de la Guinée-Bissau. Ce dernier sera condamné par les militants du PAIGC sans savoir le véritable commanditant de la PIDE, la police sécrète portugaise. Quelques années plus tard certains soupçonneront Sékou Touré d'avoir été mêlé à cette affaire. Aristides Pereira qui venait à la rescousse d'Amilcar Cabral fut emprisonné par la police secrète portugaise lors de ces événements. Le 5 juillet 1975, a lieu l'indépendance du Cap-Vert après la révolution des Œillets. Pereira avait d'abord promis d'introduire rapidement la démocratie au Cap-Vert, il réprima l'opposition après le renversement de Luís Cabral, président du Conseil d'Etat de la République de Guinée-Bissau et son allié dans le projet

[171] Michel Martins. Le Cap-Vert : une indépendance après une lutte sans guerre. Radio France International (RFI).

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

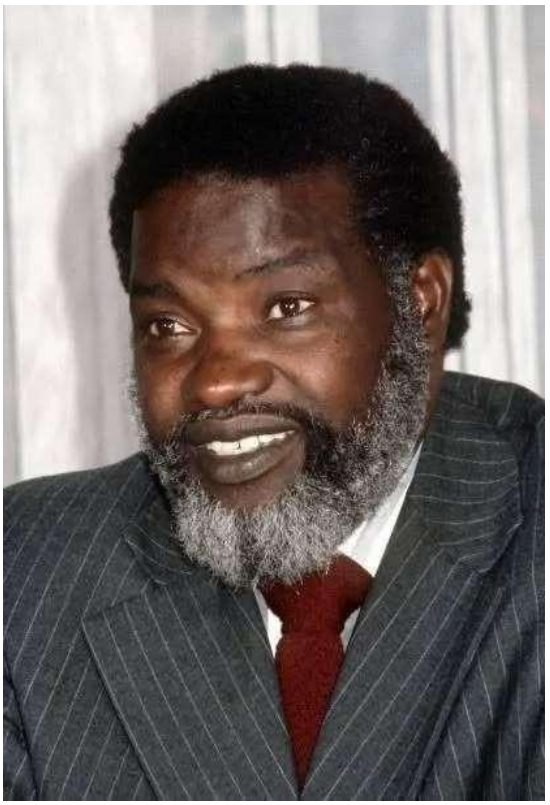
d'unification des deux Etats lusophones. Toutefois, la situation des droits humains au Cap-Vert restera l'une des meilleures d'Afrique de l'Ouest et la délégation de pouvoir aux comités citoyens locaux permettra un début de démocratisation. La répression diminuera progressivement mais le PAICV, issu de la partition d'avec le PAIGC, demeurera parti unique jusqu'à la chute du bloc communiste en 1990. Pays non-aligné pendant la Guerre Froide, le Cap-Vert de Pereira cherchera à soutenir la paysannerie dans ses réformes économiques. Ses alliances de l'époque avec la Chine et la Libye seront critiquées. Lorsqu'il accède à l'indépendance en 1975, l'archipel du Cap-Vert hérite d'une situation économique difficile, issue de plusieurs années de sécheresse et de plusieurs siècles de stagnation économique sous la domination coloniale portugaise[172]. L'agriculture de ce territoire ne peut couvrir qu'une faible partie des besoins alimentaires, moins de 10 %. Par exemple, sur les 60 000 tonnes de maïs consommées annuellement, qui est une nourriture de base pour les insulaires, plus de 58 000 tonnes sont importées. La balance commerciale est profondément déficitaire, de l'ordre de 93 %, et les caisses de l'Etat sont vides. Les dirigeants du nouvel Etat indépendant sont issus du mouvement indépendantiste et créateurs d'un parti, le Parti Africain pour l'Indépendance du Cap-Vert (PAICV), qui est initialement promu comme parti unique, au pouvoir dans la deuxième moitié des années 1970 et dans les années 1980. Ces dirigeants cherchent à restaurer l'activité agricole, développer la pêche, l'exploitation du sel, le tourisme, et amorcer la création d'une industrie (conserveries, cimenteries, textiles). Ils lancent ensemble un plan de reforestation. La santé et l'éducation sont des priorités mises en avant (75 % de la population est désormais alphabétisée, les grandes épidémies ont disparu, de même que la famine, bien que 14 % des enfants souffrent de malnutrition), mais les chiffres officiels cachent d'importantes inégalités sociales. Néanmoins, le pays a connu un développement politique et social significatif. Toutefois, Pereira perd l'élection présidentielle de 1991 contre António Mascarenhas Monteiro. Il accepte le verdict. C'est la première fois en Afrique qu'un parti politique au pouvoir reconnaît la victoire de l'opposition.

Bien qu'il n'ait pas l'aura historique ou l'envergure intellectuelle d'Amilcar Cabral son coéquipier, il est une figure politique majeure du mouvement d'indépendance africaine. Il milite à ses côtés pour une indépendance totale de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert. Panafricain, il reste fidèle à la vision du guide de la révolution bissau-guinéenne et cap-verdienne. Il tente avec Luis Cabral, le frère cadet de celui-ci d'unifier les deux Etats lusophones : le Cap-Vert et la Guinée-Bissau. Cependant, Luis Cabral est renversé à Bissau par les contre-révolutionnaires qui travaillent à la solde des puissances occidentales. Il abandonne ce projet. Toutefois, il reste proche des mouvements révolutionnaires. Sous sa présidence on constate une timide démocratisation du régime. Convaincu que le peuple est avec lui, le PAICV, Parti Africain de l'Indépendance du Cap-Vert organise une élection par suffrage universel. Mais son leader historique est battu au cours de l'élection présidentielle. Il admet sa défaite et félicite son opposant. Aristides Pereira est le premier chef d'Etat en Afrique à reconnaitre la victoire de son adversaire lors d'une élection pluraliste en 1991. Une grande leçon de démocratie pour l'Afrique. Il a su faciliter une transmission pacifique au sein de l'Etat.

[172] Michel Cahen. Cap-Vert : de nulle part à la mondialisation ? HAL Open Science.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no37-SAM NUJOMA (NAMIBIE)



Né le 12 mai 1929 à Ongandjera. Samuel Shafiishuna Nujoma, dit Sam Nujoma, est un révolutionnaire, militant anti-apartheid et homme politique namibien. Fondateur de l'Organisation du Peuple du Sud-Ouest Africain (SWAPO). Il est l'un des derniers dinosaures des indépendances africaines[173]. Sa lutte héroïque contre l'apartheid et son engagement politique pour la reconnaissance du génocide des Herero et Nama durant la colonisation allemande du Sud-Ouest Africain lui assure une popularité auprès d'une grande partie de sa population et du continent africain. Il joue un rôle primordial en tant que leader charismatique du mouvement de libération nationale dans la campagne pour l'indépendance politique de la Namibie vis-à-vis de la domination sud-africaine. Il crée l'Armée Populaire de Libération de la Namibie (PLAN) en 1962 et lance une guérilla contre le gouvernement de l'apartheid d'Afrique du Sud en août 1966 à Omugulugwombashe, après que les Nations Unies retire le mandat de l'Afrique du Sud pour gouverner le territoire. Nujoma dirige la SWAPO pendant la longue guerre d'indépendance namibienne, qui dure de 1966 à 1989. Il reçoit le soutien de plusieurs leaders révolutionnaires majeurs comme Samora Machel, Robert Mugabe ou Kenneth Kaunda. Il affiche une grande admiration pour le révolutionnaire zimbabwéen Robert Mugabe.

Il grandit au sein d'une famille de bergers de l'ethnie Ovambo dans le Sud-Ouest Africain, alors sous mandat sud-africain, Sam Nujoma est l'aîné de onze enfants. Son père est Daniel Uutoni Nujoma (1893-1968) et sa mère, qui vécut environ 110 ans et verra de son vivant son fils à la présidence, est Helvi Mpingana Kondombolo (1898-2008). Il passe l'essentiel de son enfance

[173] Jean-Jacques Louarn. Samuel Nujoma, le berger héros devenu héros de l'indépendance namibienne.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

à mener une vie pastorale traditionnelle en surveillant les troupeaux de bétail dans les champs.

Ses moyens sont limités. Il commence à fréquenter une école missionnaire finlandaise à Okahao quand il a dix ans et complète le Standard Six, qui est le plus élevé possible pour les Noirs à l'époque. En 1946, à l'âge de 17 ans, il déménage à Walvis Bay pour vivre avec sa tante, où il commence son premier emploi dans un magasin général pour un salaire mensuel de 10 shillings. Il mènera plus tard des activités dans le domaine de la pêche baleinière. Là-bas, il est exposé à la politique mondiale en rencontrant des soldats d'Argentine, de Norvège et d'autres régions d'Europe venus pendant la Seconde Guerre mondiale.

En 1949, Nujoma déménage à Windhoek , où il commence à travailler comme nettoyeur pour les chemins de fer sud-africains (SAR), tout en suivant des cours du soir à l'école de l'église anglicane St Barnabas dans le vieux lieu de Windhoek , principalement dans le but d'améliorer son niveau de langue en anglais. Il étudie ensuite pour son Junior Certificate par correspondance au Trans-Africa Correspondance College en Afrique du Sud.

En 1959, Nujoma crée avec Andimba Toivo ya Toivo l'Organisation du peuple de l'Ovamboland, qui devient le 19 avril 1960 dans l'Organisation du Peuple du Sud-Ouest Africain (SWAPO)[174]. Nujoma en devient le premier président et commence à prendre part dans la clandestinité à la lutte armée contre la puissance coloniale, l'Afrique du Sud, qui depuis le début des années 1950, administre le Sud-Ouest Africain selon les principes et les lois de l'apartheid, classifiant la population entre races et divisant le territoire en réserves indigènes et terres riches ou fertiles réservées exclusivement aux Blancs. En avril 1960, Samuel Nujoma voyage du Tanganyika à Khartoum , au Soudan , et de là à Accra , au Ghana , où il assiste à la Conférence des Peuples Africains organisée par Kwame Nkrumah contre l'essai de la bombe atomique française dans le désert du Sahara. Nujoma rencontre d'autres dirigeants nationalistes africains tels que Patrice Lumumba, Gamal Abdel Nasser, Joseph Kasa-Vubu et Frantz Fanon lors de la conférence. Ses premières rencontres avec d'autres dirigeants nationalistes africains laissent une impression durable. Kwame Nkrumah aide Nujoma à se rendre aux Etats-Unis, puis au Libéria , où une affaire sur le Sud-Ouest Africain est présentée à la Cour Internationale de Justice (CIJ).

Samuel Nujoma parvient à faire reconnaître la SWAPO aux Nations Unies comme seul représentant légitime du Sud-Ouest Africain alors que l'organisation internationale met fin au mandat sud-africain.

Le 21 mars 1966, dans le but de tester les affirmations de l'Afrique du Sud devant la Cour internationale de Justice de La Haye selon lesquelles les Namibiens en exil étaient libres de rentrer et son affirmation selon laquelle ils étaient en exil volontaire, Samuel Nujoma, accompagné de Hifikepunye Pohamba, prend en location un avion pour Windhoek. A leur

[174] Selma El Obeid et John Mendelsohn. SWAPO : le début politique. Institut français des relations internationales.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

arrivée à l'aéroport, ils sont arrêtés et expulsés vers la Zambie le lendemain. Le 26 août 1966, le premier affrontement armé entre le SWALA, l'Armée de libération de l'Afrique du Sud-Ouest et les forces de sécurité sud-africaines ont lieu lorsque des parachutistes et des policiers attaquent les combattants du SWALA qui installent un camp à Omugulugwombashe. Cette attaque marque le début de la guerre d'indépendance namibienne qui durera plus de 25 ans.

En 1978, le Conseil de Sécurité des Nations Unies adopte la résolution 435 qui prévoit un processus menant à l'indépendance de la Namibie. Il faut cependant attendre le 22 décembre 1988 pour qu'un accord soit signé entre les belligérants, qui aboutit au retrait des Cubains d'Angola et des Sud-Africains de Namibie. Aux élections de novembre 1989, supervisées par l'Organisation des Nations Unies et destinées à désigner une Assemblée constituante, la SWAPO remporte les élections législatives avec 57 %. Samuel Nujoma est élu par l'Assemblée constituante président du futur Etat dont l'indépendance est proclamée le 21 mars 1990. Nujoma prête serment devant le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar.

Au moment de l'indépendance, la Namibie est gravement divisée à la suite d'un siècle de colonialisme, de dépossession et de discrimination raciale, aggravés par la lutte armée et la propagande. La SWAPO durant la lutte de libération avait été tellement diabolisée par les médias coloniaux et par les déclarations officielles que la plupart des Blancs, ainsi que de nombreux membres d'autres groupes, considéraient le mouvement avec la plus profonde peur, dégoût et suspicion. L'une des premières réalisations de Nujoma est de proclamer une politique de réconciliation nationale, qui vise à améliorer et à harmoniser les relations entre les différents groupes raciaux et ethnique de Namibie. Sous sa présidence, la Namibie réalise des progrès économiques réguliers, quoique peu spectaculaires, maintient un système démocratique respectueux des droits de l'homme, observe l'état de droit et travaille sans relâche pour éradiquer l'héritage de l'apartheid dans l'intérêt du développement d'une société non raciale. Samuel Nujoma réussit à unir tous les Namibiens dans une société pacifique, tolérante et démocratique régie par l'Etat de droit.

En 1990, Nujoma lance un plan de réforme agraire, pour rééquilibrer le partage de la propriété foncière entre fermiers noirs et fermiers blancs[175]. Environ 12 % de l'ensemble des terres agricoles commerciales du pays sont retirées aux agriculteurs blancs et données aux citoyens noirs en 2007. Cependant, selon une déclaration faite en 1998 par le Cabinet de Namibie, « la base agricole est trop faible pour offrir une base durable pour la prospérité » et 38 % de la population rurale de Namibie continue de vivre sous le seuil de pauvreté en 2010.

Nujoma est réélu président de la Namibie en décembre 1994 avec 76,3 % des voix. La constitution de la Namibie est modifiée pour permettre à Nujoma de briguer un troisième mandat de cinq ans en 1999 ; cela est justifié par le fait qu'il n'a pas été élu directement pour son premier mandat et que le changement ne s'appliquait qu'à Nujoma. Il remporte les élections de 1999 avec 76,8 % des voix. La constitution ne permet pas à Nujoma de briguer un quatrième mandat en novembre 2004. Hifikepunye Pohamba, décrit comme le successeur

[175] Sana Guy. Combattant de la liberté : Sam Nujoma quitte la vie, à 95 ans. Lefaso.net.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

naturel de Nujoma, est élu candidat à l'élection présidentielle lors du congrès de la SWAPO tenu le 30 mai 2004, battant deux autres candidats, Nahas Angula et Hidipo Hamutenya.

En 1998, Nujoma prend la défense du président révolutionnaire congolais, Laurent-Désiré Kabila, lorsque son régime est menacé par les rebelles originaires du Rwanda et de l'Ouganda lors de la seconde guerre du Congo. La Namibie s'implique dans la guerre au nom de son engagement envers la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC). Les troupes namibiennes, angolaises et zimbabwéennes aident Kabila à repousser les attaques. Samuel Nujoma considère cette démarche comme une défense de la souveraineté de la RDC contre les ingérences extérieures.

Le départ de Sam Nujoma du pouvoir intervient alors à un moment convenable a pour la stabilité du pays, même s'il continue dans l'ombre à tirer les ficelles du gouvernement. Sam Nujoma demeure président de la SWAPO jusqu'en 2007, année où il finit par accepter de démissionner.

Le père de Nujoma, Daniel Uutoni Nujoma, dont le seul crime était d'être le père de Nujoma, a été arrêté à Okahao et envoyé à la prison de Pretoria en 1966. Il est décédé plus tard en 1968 d'une tuberculose. Il est élevé au rang de martyr de la nation. Sakaria "Zacky" Nujoma, le plus jeune fils de Nujoma, a été nommé président de l'Association des Panama Papers.

Sam Nujoma reçoit le Prix Lénine de la paix en 1973.

Fin tacticien. Excellent orateur. Sam Nujoma a mené une lutte de libération de 1965 à 1990 contre le régime de l'apartheid de l'Afrique du Sud. Il eut le soutien de plusieurs grands leaders africains tels que Robert Mugabe ou Nelson Mandela. Il est considéré comme l'un des derniers héros de la lutte anti-apartheid en Afrique australe[176]. L'une des grandes actions de Nujoma est de proclamer une politique de réconciliation nationale, qui vise à améliorer et à harmoniser les relations entre les différents groupes raciaux et ethniques de Namibie. Sous sa présidence, la Namibie réalise des progrès économiques réguliers, quoique peu spectaculaires, maintient un système démocratique respectueux des droits de l'homme, observe l'état de droit et travaille sans relâche pour éradiquer l'héritage de l'apartheid dans l'intérêt du développement d'une société non raciale. Samuel Nujoma réussit à unir tous les Namibiens dans une société pacifique, tolérante et démocratique régie par l'état de droit. Il milita aussi en faveur de la reconnaissance du génocide des Herero et Nama durant la colonisation allemande du Sud-Ouest Africain et obtint finalement la reconnaissance de l'Allemagne. Sam Nujoma a également défendu la cause des femmes veuves qui étaient chassées de leurs maisons du fait de la tradition après le décès de leurs maris. Après sa retraite politique, Sam Nujoma a repris les études et a obtenu une licence en géologie. Son intérêt profond pour cette science vient de sa conviction que son pays regorge derichesses minérales.

[176]APA News. Kenya : hommage à Sam Nujoma, héros de l'indépendance namibienne. APA-NAIROBI (KENYA).

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no38-PAUL KAGAME (RWANDA)



Né le 23 octobre 1957 à Ruhango dans la province du sud, au Rwanda, Paul Kagame est un homme d'Etat rwandais, président de la République depuis le 24 mars 2000, après avoir été vice-président et Ministre de la Défense de 1994 à 2000. Il est l'un des dirigeants africains les plus éminents de sa génération. Il est président de l'Union Africaine de 2018 à 2019. Membre du groupe Tutsi, il est commandant dans le Front Patriotique Rwandais, le mouvement révolutionnaire armé qui remporte la guerre civile rwandaise et met fin au génocide des Tutsi en 1994. Par la suite, il devient vice-président de la République et Ministre de la Défense, sous la présidence de Pasteur Bizimungu. A son poste, il soutient une révolution au Zaïre dirigé par Laurent-Désiré Kabila en 1996, menant au renversement du dirigeant zaïrois Mobutu Sese Seko en 1997. Après la démission de Pasteur Bizimungu en 2000, il est élu président du Rwanda, réélu en 2003, 2010 et 2017. Il est crédité d'avoir apporté la croissance économique et la stabilité politique au Rwanda à la suite d'un génocide ainsi que d'avoir réduit la corruption dans le pays[177]. La pensée politique de Paul Kagame repose sur une démocratie contextualisée, rejetant l'application dogmatique des modèles occidentaux. Il défend une approche où la stabilité, la paix et le développement économique priment sur les libertés démocratiques, que la sécurité est le préalable nécessaire à toute démocratie fonctionnelle.

Issu d'une famille Tutsi, Paul Kagame grandit sur la colline de Nyarutovu, dans la commune de Tambwe, province du Sud, près du centre de Ruhango. Il est le fils de Deogratius Rutagambwa

[177] Jean Van Lierde. CNAPD. Home. P'tit Potager de la Paix. Derrière le miracle économique rwandais.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

de la famille des Bega et d'Asteria Bisinda de la branche Hebera du clan royal des Nyiginya comme la reine Rosalie Gicanda. En 1961, à l'âge de quatre ans, il quitte avec sa famille le pays en raison des persécutions contre les Tutsis, commencées avec la révolution rwandaise. La famille s'installe à Gahunge, dans le district de Toro, en Ouganda. Paul Kagame aurait fait ses études secondaires successivement à la Ntare School de Mbarara, puis à la Old School de Kampala de 1972 à 1976. A l'âge de 22 ans, en 1979, il rejoint les maquisards venus de Tanzanie sous la direction du futur président ougandais, Yoweri Museveni, dans un mouvement de résistance au régime d'Idi Amin Dada, qui devint la NRA, National Resistance Army, soutenue politiquement, économiquement et militairement par les Etats-Unis.

Plusieurs réfugiés rwandais font aussi partie du noyau de cette rébellion qui renverse ensuite, en 1985, le président Milton Obote, puis en 1986 le président Tito Okello. Après le coup d'Etat de la NRA en 1986, Yoweri Museveni devient président de la République de l'Ouganda et plusieurs de ses compagnons d'armes rwandais deviennent officiers dans l'armée ougandaise. Paul Kagame est gradé major et obtient un poste important de directeur adjoint des services de renseignement militaire de l'armée ougandaise. Après son mariage, Kagame est envoyé, en juin 1990, aux Etats-Unis pour un stage de commandement militaire (Command Staff) à Fort Leavenworth au Kansas. Venant d'Ouganda, le 1er octobre 1990, le Front Patriotique Rwandais (FPR), formé dans les années 1980 par des exilés rwandais arrivés depuis 1959 et dirigé par Fred Rwigema, entre au Rwanda par la force, après des négociations sans succès pour leur retour au pays, déclenchant ainsi la guerre civile rwandaise. Dès le 02 octobre 1990, Fred Rwigema est tué pendant les combats. La mort de ce dirigeant emblématique est cachée plusieurs jours aux combattants du FPR. Le président ougandais, Yoweri Museveni, parrain du FPR, dont plusieurs responsables se sont illustrés comme officiers dans les rangs de son armée, impose son chef des renseignements militaires, Paul Kagame, vieil ami de Fred Rwigema, pour résoudre cette crise circonstancielle du FPR. Paul Kagame entre sur la scène internationale en prenant les commandes du FPR qu'il avait créé avec Fred Rwigema. En 1994, a lieu un attentat contre le président Juvénal Habyarimana, prélude du génocide des Tutsis du Rwanda.

Il mène dès lors les troupes du FPR à la victoire militaire contre les Forces Armées Rwandaises et le gouvernement génocidaire malgré des troupes inférieures en nombre (15 000 hommes contre 50 000) et des moyens militaires moins importants[178]. A la suite de sa victoire militaire, le FPR établit un gouvernement d'unité nationale, sur la base des accords d'Arusha, mais excluant les partis qui soutenaient les forces génocidaires : la CDR et le MRND. Pasteur Bizimungu devient président de la République le 19 juillet 1994, Faustin Twagiramungu devient Premier ministre et Paul Kagame, souvent appelé l'« homme fort du Rwanda » devient vice-président et Ministre de la Défense. Ce trinôme est perçu comme symbole de la réconciliation entre Hutu et Tutsi. Cependant, Paul Kagame est considéré comme le dirigeant de facto du pays et détient en réalité le pouvoir. Paul Kagame est ensuite l'artisan de la reconstruction d'un Rwanda, complètement détruit et vidé par le génocide. Il expulse les

[178] Bizimana Jean Damascène. Des faits sur le rôle du président Habyarimana dans la planification et exécution du génocide contre les Tutsi entre octobre 1990 et mars 1994.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

dirigeants Hutu ayant organisé et conduit le génocide des Tutsi, et contribue à la mise en place d'un régime où les femmes ont une place parfois majoritaire, comme au Parlement.

Après la démission de Pasteur Bizimungu le 23 mars 2000, Paul Kagame lui succède le lendemain comme président par intérim en tant que vice-président, avant d'être élu président de la République par le Parlement, le 17 avril suivant. Il prête serment le 22 avril 2000. A la suite de l'instauration d'une nouvelle constitution par référendum, il est élu au suffrage universel direct le 25 août 2003 (95 % des voix). Beaucoup d'observateurs accordent à Paul Kagame le mérite d'avoir apporté la stabilité et la croissance économique de ce pays dévasté[179]. L'efficacité de la lutte contre la corruption au Rwanda, y compris contre ses proches, est reconnue au niveau international. Cependant, des ONG, telles que HRW et Amnesty International, critiquent constamment ce qu'elles considèrent comme des manquements au respect des droits de l'homme, notamment en ce qui concerne la liberté de la presse et le climat des périodes électorales. Il présente le développement économique, la mise au travail intensif des Rwandais, la lutte contre la corruption et l'exigence de bonne gouvernance comme des axes majeurs de sa politique. En novembre 2015, Kagame fait voter une modification constitutionnelle qui lui permet de se présenter à l'élection présidentielle de 2017. Fin décembre 2015, Kagame annonce qu'il sera effectivement candidat à l'élection présidentielle de 2017. Le 28 janvier 2018, il est désigné président de l'Union Africaine. Kagame est président de l'UA jusqu'au 10 février 2019.

Paul Kagame est mandaté par ses pairs en juillet 2016 pour proposer un ambitieux plan de réforme de l'Union Africaine. Sa désignation à la présidence tournante, effective en janvier 2018, n'est donc pas une surprise. Elle entérine plutôt l'idée que l'organisation est enfin ouverte au changement. Les attentes sont aussi liées à la personne de Paul Kagame. Tous confirment son style emblématique et la gestion du Rwanda qui a été la sienne ces dernières années. Il est officiellement adoubé comme champion du processus de réforme, et dispose à ce titre d'une grande latitude pour faire des propositions. Il est ensuite désigné président de la Communauté d'Afrique de l'Est le 2 février 2019. En juin 2022, des tensions s'accroissent à nouveau entre la RDC et le Rwanda. Le président congolais Félix Tshisekedi déclare que la RDC fait face à « une agression de la part du Rwanda, agissant sous couvert du M23 ». Paul Kagame rejette ces accusations en déclarant : « Porter ces accusations, c'est simplement fuir ses responsabilités de président de ce pays ».

Paul Kagame avec un sens tactique peu commun, un volontarisme politique rare a su transformer la structure économique et sociale d'un Etat dévasté par un génocide. Son style emblématique et sa gestion de dirigeant ont convaincu grand nombre de ses homologues africains. On lui reconnait le mérite d'avoir mené à terme la réforme de l'Union Africaine en 2018. Bien qu'il n'ait pas pu garantir une indépendance financière réelle à l'Union Africaine, son bilan à la tête de cette organisation semble globalement positif. Un grand nationaliste comme Mouammar Kadhafi de par sa stature, son expérience des relations internationales et sa connaissance des rapports de forces politiques aurait pu garantir une indépendance

[179] Jules Porte. Rwanda : un modèle de développement efficace face au défi de sa soutenabilité. Editions AFD.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre
économique à cet ensemble continental si les événements de 2011 ne s'étaient pas produits. Paul Kagame fait l'objet de nombreuses critiques, il est perçu par ses détracteurs comme un instrument des Etats-Unis. Ils l'accusent de s'ingérer dans les affaires intérieures des Etats de l'Afrique centrale en l'occurrence la République Démocratique du Congo. Il est soupçonné d'avoir financé les mouvements rebelles de l'Etat voisin avec un autre baron de la sous-région : Yoweri Museveni. Bien qu'il s'en est défendu, sa réelle côte de popularité en Afrique a largement baissé depuis l'an 2020. Il demeure néanmoins une figure du nationalisme africain.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no39-JOHN POMBE MAGUFULI (TANZANIE)



Né le 29 octobre 1959 à Chato, dans l'ancien Tangayika et mort le 17 mars 2021 à Dar-Es-Salam, John Pombe Joseph Magufuli est un révolutionnaire et homme d'Etat tanzanien. Plusieurs fois ministre, il est président de la République-Unie de Tanzanie du 5 novembre 2015 à sa mort en 2021, quelques mois après sa réélection pour un second mandat. La politique de John Magufuli se caractérise par une gestion rigoureuse du budget, une lutte anti-corruption, un développement autonome, un refus de l'endettement excessif et une realpolitik[180]. Il est l'un des dirigeants africains les plus marquants de la nouvelle génération des chefs d'Etat. John Magufuli est une figure du panafricanisme contemporain. Bien qu'il n'ait pas la rhétorique révolutionnaire d'un Laurent Gbagbo, il se situe entre le charisme spectaculaire d'un Nana Akufo-Addo et le pragmatisme martial d'un Paul Kagame. Sa vision panafricaine est celle d'un Thomas Sankara. Il est l'un des plus grands bâtisseurs de l'histoire de l'Afrique contemporaine.

Il grandit à Chato, commune rurale dans le nord-ouest de la Tanzanie alors Tanganyika, sur les bords du lac Victoria, dans une famille pauvre. Il vit dans une petite maison au toit de chaume, surveillant le bétail et vendant du lait et du poisson pour aider sa famille.

[180] Adolphe Amani Byenda. Pensée politique du président John Pombe Magufuli : Entre populisme et panafricanisme ?

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Il s'inscrit à l'Université de Dar-Es-Salam pour suivre des cours de chimie et de mathématiques, il obtient un doctorat d'Etat en chimie. Il travaille quelque temps comme enseignant à l'Ecole Secondaire de Sengerema, puis comme chimiste industriel.

Entre 2000 et 2015, il est Ministre de l'Elevage et de la Pêche, ensuite des Terres, du Logement et enfin des Travaux Publics. Il tire de cette période son surnom de « Tingatinga » signifiant le « bulldozer » en Kiswahili pour son engagement dans la construction de nouvelles routes. Ces réalisations en tant que Ministre des Travaux Publics lui assure une très grande popularité sous la présidence de Jakaya Kikwete.

A 56 ans, il est désigné candidat à l'élection présidentielle de 2015 à la suite d'une élection primaire comptant 38 candidats. Le 29 octobre 2015, il est élu président de la République de Tanzanie, succédant ainsi à Jakaya Kikwete. Il est le cinquième chef d'Etat de la Tanzanie. Héritier politique de Julius Nyerere.

Il est élu sur un programme de « reconquête de la souveraineté économique face aux institutions financières internationales », selon l'universitaire et politologue Rwekaza Mukandala[181].

Dès le lendemain de son investiture, John Pombe Magufuli mène une politique d'austérité et de lutte contre la corruption. Il entame un vaste plan de réduction des dépenses publiques. Il réduit lui-même son salaire de président de 15 000 à 4 000 dollars mensuels. Il supprime les emplois fictifs au niveau de la fonction publique. Son acte porte sur le licenciement de 10 000 fonctionnaires titulaires de faux diplômes. Sa décision de réduire son salaire et d'annuler les cérémonies d'indépendance rassure le peuple. Il invite les fonctionnaires candidats aux missions à l'étranger à documenter leurs déplacements. Magufuli supprime les dîners parlementaires réservés aux députés et les reverse dans les budgets des hôpitaux publics. Il décrète la gratuité de l'éducation au niveau de l'enseignement secondaire et de l'enseignement supérieur. Il réduit de 100 000 à 7 000 dollars les frais de la cérémonie d'inauguration du nouveau Parlement. Il réduit le budget des événements et des déplacements officiels en limitant le nombre de membres composant les délégations et en interdisant les voyages en classe affaire pour les ministres tanzaniens. John Pombe Magufuli comme Thomas Sankara avant lui propose que ses ministres voyagent en classe économique. Magufuli fait des visites surprises dans les bureaux du gouvernement pour constater les absences de certains hauts fonctionnaires. Il visite l'hôpital fédéral, l'Hôpital National Muhimbili. Il s'aperçoit que l'hôpital est dans un état déplorable, les équipements diagnostics clés tels que le scanner et l'IRM ne fonctionnent pas. Il licencie le directeur et le conseil d'administration de l'hôpital et ordonne le remplacement ou la réparation de l'équipement dans les deux semaines à venir. Sinon il licenciera le nouveau directeur général de l'hôpital. Il se distingue à la manière de Paul Kagame dans sa capacité à créer des conditions pour construire le développement durable et réduire la corruption.

[181] John Aglionby et David Pilling. Tanzanie : John Pombe Magufuli, le président bulldozer. Jeune Afrique.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Le pays amende les lois régissant l'attribution des contrats d'exploitation minière. Il se donne le droit de les renégocier ou de les rompre en cas de fraude avérée. En outre, la nouvelle législation supprime le droit des sociétés minières à recourir à un arbitrage international. Le contentieux fiscal avec l'Acacia Mining, accusée d'avoir sensiblement sous-évalué durant des décennies sa production d'or, s'est finalement soldé par un accord : la Tanzanie obtient 16 % des parts dans les mines détenues par la multinationale. En revanche, cette politique de lutte anti-corruption repousse les investisseurs européens et américains, qui craignent désormais d'avoir affaire à la justice tanzanienne.

Le gouvernement tanzanien s'engage dans un vaste programme de développement des infrastructures, notamment les routes et les chemins de fer[182]. Le petit port de pêche de Bagamoyo, auquel 10 milliards de dollars d'investissement ont été attribués, devrait surpasser le port autonome d'Abidjan et celui du Cap pour devenir le plus grand port autonome d'Afrique en 2030. Magufuli met en place également la construction d'un immense projet hydroélectrique censé doubler la production d'électricité du pays. La Tanzanie tend à se rapprocher de la Chine, qui promet de soutenir des projets économiques. En réaction à cette nouvelle orientation, les Etats-Unis suspendent leur participation au Millennium Challenge Account, un fonds de développement bilatéral.

Sous la présidence de Magufuli, la Tanzanie connait l'une des plus fortes croissances économiques du continent : 6 % en moyenne par an selon le FMI et quitte la catégorie des pays en voie de développement pour rejoindre celle des pays à revenu intermédiaire.

A partir de la fin du mois de février 2021, John Pombe Magufuli n'est plus vu en public, ce qui suscite des interrogations quant à son état de santé, l'opposition, des internautes et certains journalistes locaux affirmant qu'il est atteint du Covid-19. Les membres du gouvernement démentent. Les pharmacies tanzaniennes décident de fabriquer elles-mêmes leurs médicaments issus de la médecine naturelle car elles se méfient des recommandations onusiennes concernant la pandémie du Covid-19 qui a provoqué plus de morts ailleurs qu'en Afrique. Magufuli propose la solution africaine pour soigner les Tanzaniens.

Le 17 mars 2021, la vice-présidente de la République-Unie de Tanzanie, Samia Suluhu, annonce à la télévision nationale que John Magufuli, âgé de 61 ans, est mort des suites de problèmes cardiaques à l'hôpital Emilio Mzena de Dar-Es-Salam, où il suivit des soins. Samia Suluhu assure la vacance. Elle devient présidente intérimaire de la Tanzanie. Certains jeunes panafricains tanzaniens soupçonnent un empoisonnement orchestré par les impérialistes. La politique anti-corruption de John Magufuli commençait à exaspérer les investisseurs étrangers notamment américains et britanniques.

[182] David Mahamba. Tanzanie : Tout sur la biographie du regretté John Pombe Magufuli. Groupe de Presse La République.

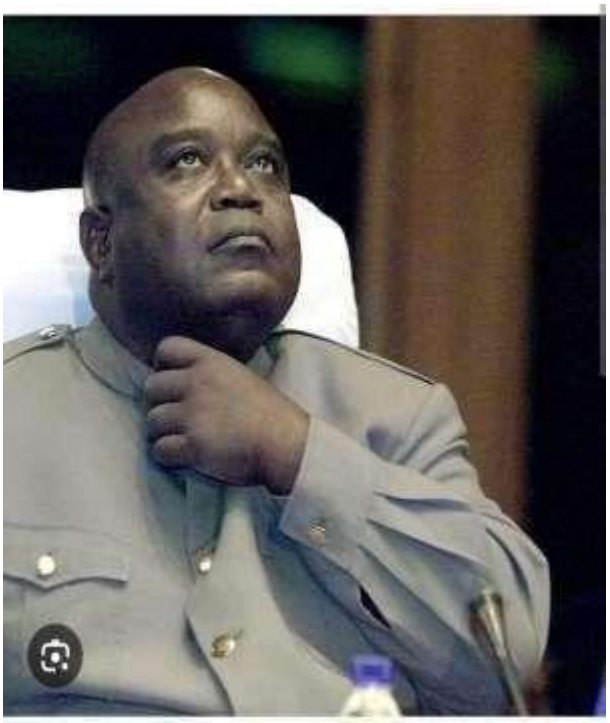
LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Lors de ses obsèques de nombreux chefs d'Etat africains sont présents. Un hommage national est aussi organisé au stade Uhuru de Dar-Es-Salaam, où son corps est exposé et qui réunit plusieurs dizaines de milliers de Tanzaniens.

Leader nationaliste charismatique et homme politique intègre. Héritier politique de Julius Nyerere. John Pombe Magufuli marquera plus d'une génération d'Africains par sa politique révolutionnaire et panafricaine. Il a rétabli la souveraineté économique de la Tanzanie face aux institutions internationales. Sa gestion rigoureuse du budget, sa lutte anti-corruption, son volontarisme, son progressisme et sa diplomatie inter-africaine lui ont assuré une très grande popularité. Le gouvernement tanzanien s'est engagé dans un vaste programme de développement des infrastructures, notamment les routes et les chemins de fer. Le pays a amendé les lois régissant l'attribution des contrats d'exploitation minière. Il s'est donné le droit de les renégocier ou de les rompre en cas de fraude avérée. En outre, la nouvelle législation a supprimé le droit des sociétés minières à recourir à un arbitrage international. John Pombe Magufuli a contribué comme ses illustres prédécesseurs au développement historique de la nation tanzanienne. Il est un personnage clef du socialisme africain tanzanien.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no40-LAURENT-DESIRE KABILA (RDC)



Né le 27 novembre 1939 à Jadotville aujourd'hui Likasi et mort le 16 janvier 2001 à Kinshasa. Laurent-Désiré Kabila est un révolutionnaire et homme d'Etat congolais. Surnommé le « Mzee (le Sage en Kiswahili) ». Il est président de la République Démocratique du Congo de mai 1997 jusqu'à son assassinat en janvier 2001. Il est le chef de l'Association des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL). Laurent-Désiré Kabila est l'un des derniers grands leaders révolutionnaires du continent africain. Il est le deuxième héros national post-indépendance en RDC après Patrice Emery Lumumba, premier chef de gouvernement et père de l'indépendance du Congo[183]. Il est un disciple du chef révolutionnaire congolais Pierre Mulele. Selon Dr. Joseph Ilunga, Laurent-Désiré Kabila se place en filiation direct avec Lumumba. Il est le continuateur de l'action émancipatrice de Patrice Emery Lumumba. Lumumba a développé une lutte pour l'émancipation des peuples. Laurent-Désiré Kabila a consolidé cette lutte à la fois à l'intérieur en redonnant la dignité au peuple congolais et à l'extérieur en résistant aux agents néocoloniaux subalternes. Kabila père est vu comme un second souffle de Lumumba.

Il est engagé à partir des années 1960 contre le régime de Mobutu qu'il finit par renverser en 1997, lors de la première guerre du Congo avec le soutien du Rwanda et de l'Ouganda. Contrairement à l'opinion commune, Kabila n'a pas directement reçu le soutien des Etats-Unis et de la France, dans le renversement de l'ancien dirigeant zaïrois. C'était plutôt le soutien de certains pays d'Afrique australe comme le Zimbabwe de Robert Mugabe et la Namibie de Sam Nujoma qui ont contribué avec le Rwanda de Paul Kagame et l'Ouganda de Yoweri Museveni à la victoire militaire et politique de l'Association des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL) dirigée par Kabila.

[183] Encyclopédie Wikipédia. Héros national. Sous-titre : Héros nationaux officiels et commémorations par pays.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Laurent-Désiré Kabila appartient aux ethnies Luba par son père et Lunda par sa mère. S'il est certain qu'il a accompli ses études secondaires à l'institut Saint-Boniface d'Elisabethville (Lubumbashi), ses études universitaires à l'étranger : Paris, Tachkent ou Belgrade et plus tard à Dar-Es-Salaam ne font pas l'unanimité. Kabila est de par sa nature politique et symbolique un personnage charismatique. Des gens affirment que son cursus académique aurait été modifié pour ces raisons. Ses premières luttes remontent au début des années 1960, durant la crise congolaise qui accompagne et suit l'accès à l'indépendance du Congo belge. D'août 1960 à janvier 1961, il lutte contre la gendarmerie katangaise dans les rangs de la jeunesse du Parti Balubakat (Jeubakat), le parti qui regroupe les membres de l'ethnie des Lubas. Jason Sendwé, chef de la Balubakat, remarque ses talents d'orateur et d'organisateur et le nomme colonel des jeunesses, en fait des milices balubakats au Katanga. Il milite aux côtés de Pierre Mulele le nationaliste congolais le plus populaire de l'époque. Il sort de l'anonymat en septembre 1963 lors de la création du Comité National de Libération (CNL), formation politique nationaliste (lumumbiste) et révolutionnaire qui veut éliminer par la lutte armée le gouvernement Adoula. Il y est Secrétaire général aux Affaires Sociales, Jeunesse et Sports. Quelque temps plus tard, ses milices se rallient à l'insurrection déclenchée par les forces lumumbistes ; en juillet 1964, lors de la prise d'Albertville (l'actuelle Kalémié), capitale du Nord-Katanga, par l'Armée populaire de libération, on le retrouve vice-président d'un gouvernement provisoire qui ne durera que quelques mois. Au début de l'année 1965, il se replie au Kivu où il est nommé chef des opérations militaires par un pouvoir rebelle qui contrôle à cette époque plus du tiers du territoire congolais.

Laurent-Désiré Kabila se jure de venger la mort et l'honneur de Lumumba et de devenir un second Lumumba[184]. Dans le mois de février 1965, il fait la rencontre du plus célèbre des révolutionnaires au monde : Ernesto Guevara De La Cerna dit Che. La rencontre provoque jubilation et crainte dans le camp des nationalistes congolais. Les révolutionnaires congolais sont fascinés par la personnalité de ce grand leader marxiste et internationaliste argentin. Cependant ils craignent que les Etats-Unis ne fassent mourir le révolutionnaire argentin pour leur fait endosser le crime. Che Guevara blanc de peau doit passer inaperçu au milieu d'hommes de couleur pour ne pas provoquer des soupçons dans le camp de Mobutu. Pendant ce temps, les nationalistes congolais suivent une formation en politique, économie, histoire et stratégie militaire par Cuba et la Chine. Che Guevara découvre lors de son séjour au Congo la personnalité de Kabila, il le décrit comme un leader d'envergure, un orateur né et un meneur d'hommes (Cf. Laurent-Désiré Kabila, Archives d'Afrique, Alain Foka). Il écrit ceci : « Parmi tous les dirigeants congolais que j'ai rencontrés, Kabila c'est le seul qui a l'étoffe d'un meneur, d'un leader, conducteur de peuples et Kabila pourrait être un des plus grands hommes d'Etat africains ».

De 1967 à 1985, Laurent-Désiré Kabila, suit un double parcours : il est à la fois le chef révolutionnaire incontesté d'un maquis peu étendu situé aux alentours de Hewa Bora dans les

[184] Pierre Bofenda Lofetu. La trajectoire politique de Laurent-Désiré Kabila. Journal of Social Science and Humanities Research.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

montagnes de l'extrême sud du Kivu, mais aussi un commerçant important. Après l'effondrement de celui-ci en 1985, on perd la trace de Kabila, dont certains commentateurs affirment qu'il aurait été dans l'entourage d'un autre résistant, John Garang, chef du plus important maquis soudanais. Résidant principalement à Dar-Es-Salaam, on l'aperçoit aussi à Kampala, en Ouganda, où il entretient des liens amicaux avec le président Yoweri Museveni. Pendant la longue transition zaïroise dite démocratique de 1990-1996, ni lui, ni le parti qu'il a fondé en 1967 dans les maquis du Kivu, le Parti de la Révolution Populaire (PRP), ne participent à la conférence nationale souveraine qui doit amener le Zaïre vers la III ème République. La raison est que le régime de Mobutu Sese Seko ne fait pas d'effort de démocratisation et d'ouverture politique. Il reste un régime autoritaire. Des émeutes et des pillages ont eu lieu en septembre 1991 et janvier 1993. Des manifestants pacifiques sont massacrés dans les rues (Cf. Les Afriques, Une Autre Histoire Du 20 ème siècle. Documentaire)[185].

Kabila sort soudainement de l'ombre en septembre 1996 : il signe à Gisenyi au Rwanda avec trois autres résistants et exilés zaïrois un protocole d'accord créant l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo-Zaïre (AFDL) dans lequel les quatre participants s'engagent à œuvrer pour chasser Mobutu du pouvoir. Mais un seul des signataires dispose de combattants pour ce projet. Ils devront donc compter au départ uniquement sur l'apport des troupes et de la logistique militaire des armées rwandaise, ougandaise puis angolaise. Commence alors l'étonnante anabase militaire et politique qui, en quelques mois, conduit l'AFDL du Kivu à Kinshasa, conquise sans effusion de sang le 17 mai 1997, au lendemain de la fuite précipitée, le 16 mai, du grand léopard du Zaïre Mobutu Sese Seko qui disparaît dans l'indifférence. C'est un événement historique pour le Zaïre redevenu Congo. Les foules acclament Kabila en libérateur. Il est le tombeur de Mobutu. Le peuple peut espérer un retour à une ère démocratique. La première expérience libre et démocratique au Congo connut le jour sous le gouvernement de Lumumba et la présidence de Kasa-Vubu. Sous Lumumba, il y avait cinq partis politiques importants : le Mouvement National Congolais de Lumumba, l'ABAKO de Joseph Kasa-Vubu, le Parti Solidaire Africain de Léon Antoine Gizenga et Pierre Mulele ; le Parti de l'Union Nationale de Jean Bolikango et la CONAKAT de Moise Tshombe. Cependant cette démocratie naissante va disparaitre avec l'arrivée au pouvoir de Mobutu en novembre 1965.

Proclamé président, Laurent-Désiré Kabila, qui prétendait n'avoir jamais été Zaïrois efface toute référence à cette dénomination née en 1971 par décision de son prédécesseur : le pays retrouve son nom d'origine, le fleuve est à nouveau rebaptisé Congo, le franc congolais se substitue au nouveau Zaïre, l'hymne national, la devise du pays sont changés. L'économie se remet en marche. Le pays retrouve la stabilité et la sécurité. Le peuple est pleinement satisfait.

Le président Laurent-Désiré Kabila affiche beaucoup d'ambitions. Ce qui suscite l'admiration des jeunes Congolais. Il annonce dans son discours d'investiture de mai 1997 des objectifs ambitieux : la réinstauration de l'appareil de l'Etat, la réhabilitation des infrastructures sociales et économiques, l'augmentation de la production agricole, la réduction du chômage

[185] Elikia M'Bokolo et Philippe Sainteny. Afriques, une autre histoire du XX ème siècle (2010). Documentaire.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

et la restauration de l'armée nationale. Le président Laurent-Désiré Kabila a une autre mission : la sécurisation des frontières du pays. Pour l'opposant congolais Me Mukendi Wa Mulumba, Laurent-Désiré Kabila a donné une contribution importante dans la lutte pour la libération et la démocratisation du Congo. Cependant, Kabila ne peut s'attribuer seul le mérite. L'opposition a joué un rôle déterminant dans ce processus. Sa venue au pouvoir est une sorte de ré-enfantement de la nation congolaise.

Laurent-Désiré Kabila veut rendre indépendant son pays sur le plan économique[186] ; il décide de battre sa propre monnaie : le franc congolais. La réunification de la devise nationale dans un pays confronté à plusieurs zones monétaires est aussi une priorité du président Laurent-Désiré Kabila. Le mandat présidentiel de Mzee Laurent-Désiré Kabila a été marqué par l'absence totale de coopération de la Banque mondiale et du FMI. La classe politique congolaise et les autorités de la Banque Centrale du Congo ont su faire preuve d'une grande ingéniosité pour créer une monnaie nationale relativement forte sans l'aide des institutions de Bretton Woods. Ces exploits économiques ont été réalisés sous la direction de Laurent-Désiré Kabila. L'objectif de ce président révolutionnaire était de garantir une souveraineté monétaire au Congo et consolider son indépendance politique. La légitimité du gouvernement de salut public qu'il a mis en place en juin 1997 s'avérera cependant précaire : outre l'absence de cohésion liée à une victoire trop rapidement acquise, le nouveau pouvoir est vite perçu comme étant téléguidé de l'extérieur et dirigé par des non-Congolais : les postes clés des Affaires Etrangères, de la Sûreté Nationale et de l'Armée sont surtout aux mains de Tutsis d'origine rwandaise et ougandaise. Il est immédiatement confronté à une tentative de coup d'Etat suivie par une nouvelle rébellion dans l'est du pays montée et dirigée une fois encore par des officiers et des soldats des armées rwandaise et ougandaise. L'appui militaire de pays comme le Zimbabwe, la Namibie, l'Angola et le Tchad est acquis à Kabila, mais la guerre s'enlise sur tous les fronts et son issue reste douteuse. A partir de 1998, on constate un durcissement du régime de Kabila. Il nomme personnellement les députés, emprisonne les opposants politiques notamment Etienne Tshisekedi, Zhaïdi Ngoma, Olengankoy ainsi que plusieurs journalistes étrangers ou nationaux. En 1999, il abolit l'AFDL, et crée le CPP : Comité du Pouvoir Populaire, et fonde, en 2000, un nouveau parlement formé de 300 députés. Alors qu'il se trouve isolé politiquement et diplomatiquement par les puissances occidentales, Laurent-Désiré Kabila est abattu dans des circonstances non encore éclaircies, au début de l'après-midi du 16 janvier 2001, soit 40 ans jour pour jour après l'assassinat de Patrice Lumumba, dans sa résidence, le palais de Marbre, à Kinshasa, par un ancien enfant-soldat devenu membre de sa garde, Rashidi Mizele, qui est abattu sur place quelques instants plus tard par l'aide de camp Eddy Kapend. Dans ses affaires, on trouvera une missive signée de l'attachée militaire de l'ambassade américaine de l'époque : « en cas de problème, contactez ce numéro ». Le docteur Mashako Mamba, présent à cet instant, tente vainement de réanimer le président assassiné. Le nouveau gouvernement soupçonne l'implication de la CIA, de la Belgique et des Etats-Unis. Cependant certains observateurs affirment que Kabila était encore vivant mais inconscient lorsqu'il fut transporté dans un hôpital au Zimbabwe. Le jour de

[186] Yves Bourdillon. L'un des défis de Kabila : reconstruire l'économie. Les Echos. Quotidien français d'information économique et financière.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

l'assassinat, une délégation iranienne attendait d'être reçue par le président Kabila, pour une tractation visant à fournir l'Iran en uranium provenant de la province congolaise du Katanga.

Il est proclamé héros national quelques mois plus tard par le nouveau gouvernement. Ainsi, repose en paix celui qui fut le second souffle de Patrice Lumumba. Le nationaliste congolais le plus populaire de l'histoire. Après une longue période de dictature et de perversion de valeurs sous le régime de Mobutu, selon ses mots, Laurent-Désiré Kabila estime qu'il faut une révolution pardon construite sur une reconversion positive des mentalités du peuple congolais, par une éducation politique et civique de grande envergure ; type de service national pour inculquer aux citoyens congolais en particulier la jeunesse la mentalité de ne jamais trahir le Congo à cause des intérêts sordides et individuels. Malgré la victoire militaire de l'AFDL, Laurent-Désiré Kabila a estimé qu'il faut nécessairement cette révolution pardon pour renforcer la cohésion nationale et impulser une paix durable indispensable à la stabilité et à la reconstruction de la République Démocratique du Congo.

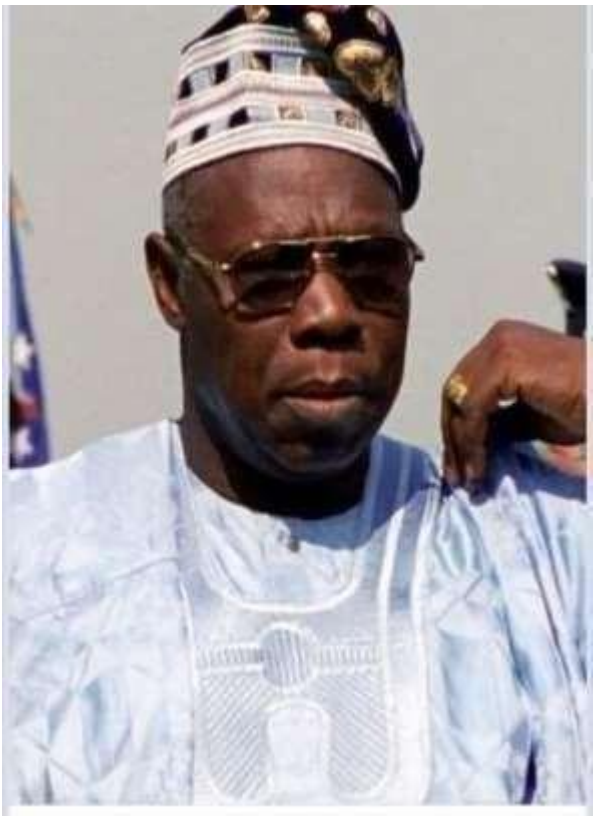
Ainsi, immédiatement après la défaite des Forces Armées Zaïroises du Maréchal Mobutu, Laurent-Désiré Kabila à la tête du pays, leva l'option de récupérer certains anciens de la deuxième République pour les positionner à des postes stratégiques en vue de déclencher l'opération consistant à chasser les alliés de l'AFDL. Pour sauvegarder selon lui, les intérêts suprêmes de la RDC, il accepta d'entrer en contradiction avec ceux-là même qui l'ont aidé à accéder au pouvoir. Il fallait rendre effectif le transfert du pouvoir au peuple congolais victorieux et entreprendre une conscientisation fondée sur l'amour de la patrie et la défense des intérêts de la nation, dit-il. Le rôle de Kabila après la libération de l'ex-Zaïre redevenu République Démocratique du Congo (RDC) était de réorganiser le peuple et de l'aider à identifier ses vrais ennemis et ses vrais intérêts. Car il pressentait la menace des pays voisins : l'Ouganda et le Rwanda.

Homme politique à très forte personnalité, grand patriote, grand leader nationaliste, orateur né et meneur d'hommes, Laurent-Désiré Kabila surnommé le Mzee par les jeunes Congolais, a guidé une révolution démocratique dans le sens qu'elle est anti-impérialiste et qu'elle a pour objectif le rétablissement du pluralisme politique au Congo[187]. Il a mené une lutte de libération pendant une trentaine d'années face à une dictature soutenue par les puissances occidentales notamment les Etats-Unis, la Belgique et la France : le régime de Mobutu. Kabila voulait que les Africains, en l'occurrence les Congolais prennent le contrôle de leurs propres ressources. Il a incarné la résurgence du nationalisme congolais et africain après Patrice Lumumba et Pierre Mulele. Le discours de Kabila souligne les grandes lignes d'une pensée révolutionnaire éminente pourvue d'une grande énergie et d'une existence durable, capable d'éduquer politiquement les esprits des masses et d'ouvrir une voie nouvelle à l'éveil de l'esprit, sinon de prévoir la réalisation des aspirations populaires en vue d'impulser la révolution morale devant combattre n'importe quelle forme d'exploitation coloniale ou impérialiste au monde.

[187] Pierre Bofenda Lofetu. La trajectoire politique de Laurent-Désiré Kabila. Journal of Social Science and Humanities Research.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no41-OLUSEGUN OBASANJO (NIGERIA)



Né le 5 mars 1937, Mathew Aremu Olusegun Okikiola Obasanjo est un militaire et homme d'Etat nigérian. Il est l'un des dirigeants politiques les plus conséquents du Nigéria et d'Afrique. Il devient une première fois chef de l'Etat de 1976 à 1979 au sein du gouvernement militaire fédéral puis, revenu à la vie civile, il est élu président de la République pour deux mandats successifs, de 1999 à 2007. Il joue un rôle déterminant dans le rétablissement de la démocratie au Nigéria. Arrivé à la tête de l'Etat en 1976 à la suite de l'assassinat de son mentor Murtala Muhammed par des putschistes, il le quitte de son plein gré trois ans plus tard. Il est le premier dirigeant militaire en Afrique à céder le pouvoir à un gouvernement civil[188]. Olusegun Obasanjo a marqué l'histoire contemporaine de l'Afrique par sa vision, ses réformes, son courage politique. Il a été consulté par de nombreux chefs d'Etat notamment en Afrique de l'Ouest, Afrique anglophone et Afrique francophone. Olusegun Obasanjo est un ex-militaire qui rassure l'establishment en uniforme. Il a instauré une agence anti-corruption encadrée par un tribunal spécial. Cependant les abus des droits de l'homme dans le passé entachent sa révolution. Olusegun Obasanjo est perçu en Occident et en Afrique comme un sage politique.

Il grandit dans une famille Yorouba de confession chrétienne dans la ville d'Abeokuta, dans l'Etat d'Ogun. Il fait son cycle secondaire à la Baptist Boys' High School d'Abeokuta. Il ne peut entrer au lycée pour des raisons financières. Il décide de s'enrôler dans l'armée coloniale britannique en 1958. Il reçoit une formation d'officier en Grande-Bretagne. Rapidement promu à des postes élevés dans la hiérarchie militaire du Nigéria, Olusegun Obasanjo occupe

[188] Encyclopédie Universalis. Biographie d'Olusegun Obasanjo.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

un poste de commandement lorsque le conflit du Biafra éclate en 1967. Il reçoit la reddition des forces sécessionnistes du Biafra en 1970. En juillet 1975, le général Murtala Muhammed prend le pouvoir en promettant de le rendre aux civils en 1979[189]. Son assassinat, l'année suivante, projette le général Obasanjo, son porte-parole et le chef d'état-major des forces armées, à la tête du Nigéria. Il renforce ses relations avec les Etats-Unis en 1978, le président Jimmy Carter effectue une visite au Nigéria et dote le pays d'une constitution instituant l'Etat fédéral. Dans la période de juillet et d'août 1979, Olusegun Obasanjo organise une élection présidentielle à laquelle il décide de ne pas se présenter. La victoire serrée de Shehu Shagari avec 33 % des voix, représentant du nord musulman, mécontente les Yorouba partisans d'Obasanjo. Shehu Shagari gagne la considération des dirigeants nordistes Haoussa et Peuhl. Il accède au pouvoir. Olusegun Obasanjo se retire des affaires publiques, et, lorsque les militaires reprennent le pouvoir en 1983, il n'est ni impliqué ni ne donne son approbation au renversement du pouvoir civil. Il reste dans un mutisme assourdissant et une indifférence totale à l'égard du nouveau régime militaire. Candidat au poste de Secrétaire général des Nations Unies en 1991, il échoue face à Boutros Boutros-Ghali. Ce dernier devient le premier Africain à occuper ce poste au sein des Nations Unies. Au cours des années suivantes, Obasanjo enseigne à l'Université d'Ibadan et occupe d'autres fonctions diplomatiques, notamment auprès des Nations Unies. Sous le gouvernement du général Sani Abacha, Olusegun Obasanjo est condamné en 1995 à la prison à vie pour complot. La peine est commuée à 15 ans sous la pression internationale. Cette peine est purement et simplement annulée avec l'arrivée d'Abdulsalam Abubakar au pouvoir en juin 1998. Abdulsalam Abubakar mène une politique de développement économique et de développement de l'éducation. Le général Abubakar engage le pays dans la voie de la transition démocratique et le PDP d'Obasanjo triomphe aux élections municipales, régionales et législatives.

Lors de son séjour en prison, Obasanjo affirme avoir fait une nouvelle naissance, être devenu chrétien baptiste et devient membre d'une église baptiste lors de sa libération. Il retourne dans l'arène politique sous la bannière du Parti Démocratique Populaire (People's Democratic Party - PDP). Il est triomphalement élu en 1999 avec 62,6 % des voix face à un autre chrétien Yoruba, Olu Falae. Paradoxalement, le plus mauvais score de ce dernier fut dans sa région d'origine, les électeurs locaux lui reprochent d'avoir remis le pouvoir aux Haoussa musulmans en 1979 et d'être depuis inféodés aux notables de cette communauté. Durant ses huit années de présidence, le Nigéria connait des changements importants sous la direction d'Obasanjo. Dans le domaine économique, le gouvernement est très actif, il met en route une série de réformes. Celles-ci valent des félicitations au président nigérian de la part de la communauté internationale. Cependant l'aggravation du chômage, la hausse des prix des denrées alimentaires et des loyers ainsi qu'un déclin spectaculaire du secteur de l'énergie qui a durement touché les petites et moyennes entreprises déteignent le bilan économique et sociale d'Olusegun Obasanjo. Les réformes économiques prennent du temps à porter leurs fruits. Une des actions les plus difficiles entreprises par le gouvernement est la lutte contre la corruption. Dès son arrivée au pouvoir, Olusegun Obasanjo annonce mettre sur pied une Commission sur les crimes économiques et financiers (EFCC) avec sa tête, un officier de police,

[189] Encyclopédie Universalis. Biographie de Murtala Mohammed.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

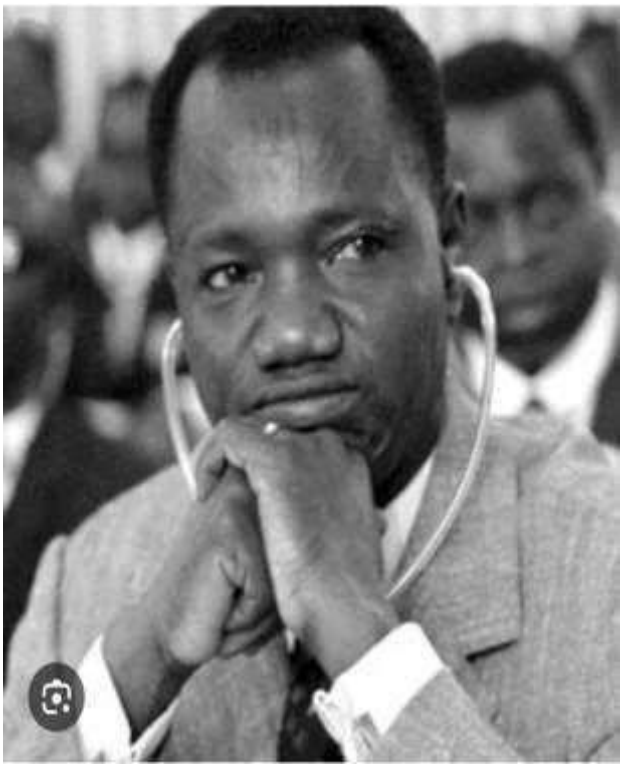
Nuhu Ribadu. Celui-ci y est allé d'une main forte : pour la première fois dans l'histoire du Nigéria, des personnalités haut placées des secteurs aussi bien public que privé ont fait l'objet d'enquêtes et de poursuites de justice pour corruption. L'EFCC a même poursuivi des ministres. Et un chef de la police nationale a été arrêté, traduit en justice pour détournements de fonds publics et condamné à une peine de prison. Pour certains détracteurs du président Obasanjo, cette commission est en fait un instrument pour faire pression sur les adversaires du dirigeant nigérian et de son parti, le PDP. La constitution nigériane interdit au président de se représenter pour un troisième mandat. Obasanjo ne donne pas d'informations claires sur sa volonté ou non d'effectuer un troisième mandat ainsi que sur son soutien à une modification allant dans ce sens. Les anciens chefs d'Etat issus de l'armée Muhammadu Buhari et Ibrahim Babangida ainsi que le vice-président Atiku Abubakar se déclarent opposés à cette modification. La proposition a rencontré un front uni de l'opposition au Parlement ainsi que le soutien de députés et sénateurs du People's Democratic Party d'Obasanjo. Obasanjo renonce donc à un troisième mandat. Il facilite une transition démocratique et pacifique[190]. En mai 2007, son dauphin constitutionnel Umaru Yar'Adua est élu président de la République. Mais l'opposition conteste les résultats et affirme que l'élection d'Umaru Yar'Adua a été faite en faveur de nombreuses fraudes. En novembre 2008, Obasanjo est nommé envoyé spécial de l'ONU chargé de la crise qui survient en République Démocratique du Congo (RDC) entre les troupes gouvernementales de Joseph Kabila et la milice du CNDP de Laurent Nkunda. Il est depuis 2008 membre de l'Africa Progress Panel, une fondation basée à Genève et présidée par Kofi Annan. L'ancien Secrétaire général de l'ONU.

Habile stratège. Orateur charismatique. Olusegun Obasanjo a gouverné la République Fédérale du Nigéria avec un esprit de rigueur et de discipline. Au cours de sa carrière militaire, il a servi plusieurs missions onusiennes de maintien de la paix et a œuvré au retour de la règle civile au Nigéria en 1979 après sa nomination en tant que chef de l'Etat. Considéré comme l'un des refondateurs du Nigéria, il a travaillé, après ses deux mandats présidentiels, auprès de la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en tant qu'envoyé spécial pour la Côte d'Ivoire. Il a également mené des délégations d'observation électorale de l'Union Africaine et a été nommé Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la région des Grands Lacs. Olusegun Obasanjo réalise le rêve de son mentor le général Murtala Muhammad : rétablir la démocratie au Nigéria. Ami personnel du président ivoirien Laurent Gbagbo, Olusegun Obasanjo a mis en place une médiation en faveur d'un retour à la paix et à la stabilité en Côte d'Ivoire. Le général Obasanjo a lancé une série de réformes au Nigéria. Il a fait une guerre contre la corruption à tous les niveaux. Il a arrêté par exemple des ministres et des généraux dans des affaires de détournements de fonds publics. Il a apporté une croissance économique forte et une stabilité politique au Nigéria. Il a pu réconcilier les populations musulmanes du nord et les populations chrétiennes du sud. Il est l'un des dirigeants qui ont mis fin à la guerre du Biafra qui a eu lieu du 6 juillet 1967 au 15 janvier 1970.

[190] Nigéria historique. Olusegun Obasanjo : le général qui a cédé le pouvoir. Ere militaire et coups d'Etat au Nigeria.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no42-NGARTA TOMBALBAYE (TCHAD)



Né le 15 juin 1918 à Bessada, près de Koumra et assassiné lors d'un coup d'Etat le 13 avril 1975 à N'Djaména. François Tombalbaye, dit Ngarta Tombalbaye est un homme d'Etat tchadien. Il est président de la République du Tchad du 11 août 1960 à sa mort. Il est le père de la révolution culturelle et sociale qui a lieu au Tchad de 1960 à 1975 et le concepteur d'une négritude baptisée '' La Tchaditude ''. Ngarta Tombalbaye est un héros et un martyr de la lutte anti-coloniale. Il est l'un des fondateurs de l'Union Douanière des Etats d'Afrique Centrale (UDEAC) créée le 1er janvier 1966. Chef d'Etat très apprécié par ses pairs[191]. Tombalbaye fut de tous les sommets panafricains. Toutes les initiatives en faveur de l'unité africaine le passionnaient. Les Tchadiens gardent le souvenir de ce grand patriote et nationaliste africain qui a défendu l'indépendance et l'unité de la République du Tchad pendant la Guerre Froide.

Instituteur, conseiller territorial du Moyen-Chari (1952-1958), vice-président du Grand Conseil de l'Afrique-Equatoriale Française (1957-1959), dirigeant du Parti Progressiste Tchadien (PPT.), section locale du Rassemblement Démocratique Africain, il remplace Gabriel Lisette comme président du Conseil des ministres (mars 1959). Après le succès du PPT aux élections du 31 mai 1959, il est investi par l'Assemblée nationale (juin 1959) et forme un gouvernement d'union. A la proclamation de l'indépendance, Ngarta Tombalbaye devient le premier président de la République du Tchad (12 août 1960), poste auquel il est réélu en 1962, tout en assurant les responsabilités de chef du gouvernement et, à partir de 1966, celles de divers ministères.

[191] Chérif Oumar Youssouf. Ephérides : le 13 avril 1975, le 1er Président Tchadien, Ngarta Tombalbaye fut assassiné.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

D'ethnie Sara et originaire du Moyen-Chari, instituteur de formation et de confession chrétienne protestante, François Tombalbaye est membre du Parti Progressiste Tchadien (PPT), section locale du RDA[192]. Proche de la gauche française de la IVe République, il est élu conseiller territorial du Moyen-Chari en 1952 puis vice-président du Grand Conseil de l'AEF en 1957 sous le statut de la loi-cadre Defferre de 1956.

Dès cette époque, il s'oppose au député antillais Gabriel Lisette. Les années qui précèdent l'indépendance sont celles où Tombalbaye consolide ses positions au sein du PPT. Il remplace ainsi son rival politique à la présidence du Conseil des ministres en mars 1959 puis en juin, investi par l'Assemblée nationale, dirige un gouvernement d'union.

L'indépendance ayant été proclamée le 11 août 1960, il réussit à démettre Lisette de tous ses mandats en lui interdisant par télégramme de revenir au Tchad lors d'un voyage à l'étranger. De fait, il parvient à mettre en minorité son adversaire en s'appuyant sur les partis musulmans du nord du Tchad qui avaient préféré Tombalbaye à Gabriel Lisette considéré comme un étranger. Il est le premier chef de l'Etat tchadien.

Elu président de la République en 1962, le PPT proclamé parti unique, il commence peu à peu à cumuler les fonctions : chef de gouvernement, puis après 1966, dirige lui-même plusieurs ministères.

En 1968, l'insurrection armée des régions de l'est et du nord, islamistes donc opposées aux sudistes chrétiens, oblige la France à envoyer des troupes contre le FROLINAT. La dérive autoritaire de Tombalbaye, déjà notable, s'accentue après cette date.

Réélu en juin 1969, il accapare tous les pouvoirs régaliens de l'Etat. Déjouant une tentative de coup d'Etat en 1971 orchestrée par la Libye, il se lance, comme Mobutu au Zaïre, dans une violente campagne d'« authenticité » africaine ; changement des prénoms empruntés de l'Occident aux prénoms d'origine africaine et tchadienne, lui-même passant de François à Ngarta, Fort-Lamy et Fort-Archambault deviennent respectivement N'Djaména et Sarh, exaltation du yondo, l'initiation culturelle systématique des jeunes garçons Sara.

En 1972, il rompt avec la France et avec Israël ; il renoue les relations avec le Soudan et avec la Libye, pour qu'ils cessent alors d'aider le FROLINAT (Front de Libération Nationale du Tchad) ; dans le même temps, il se tourne vers les Etats-Unis dans le cadre de la recherche pétrolière au Tchad. En décembre 1972, il accepte l'occupation de la bande d'Aozou par la Libye en échange de l'arrêt du soutien au FROLINAT. Six mois plus tard, les troupes libyennes investissent la région et ses principales villes, et créent une base aérienne près de l'oasis d'Aouzou.

[192] Gabriel Lisette. Le combat du Rassemblement Démocratique Africain (RDA).

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Tombalbaye critique les performances médiocres de l'Armée Nationale Tchadienne dans la guerre civile, cela irrite le corps des officiers et dissipe leurs loyautés. Il pratique de fréquentes purges et remaniements. En mars 1975, Tombalbaye ordonne l'arrestation de plusieurs officiers supérieurs, comme suspects dans une tentative de putsch.

Le 13 avril 1975, plusieurs unités de la gendarmerie de N'Djamena, agissant sous la direction initiale de jeunes officiers, fomentent un coup d'Etat, l'un des motifs de celui-ci est la reculade devant la Libye. François Tombalbaye est assassiné lorsque les insurgés prennent d'assaut le palais présidentiel, lors de la fusillade Tombalbaye est blessé et succombe à des blessures par balle. Le 15, l'ancien commandant de l'Armée Nationale Tchadienne, Félix Malloum, qui avait été arrêté en mars, est nommé président par un conseil militaire. Malloum dénonce aussitôt le traité signé par son prédécesseur avec la Libye et reprend le soutien aux rebelles libyens opérant depuis le Tchad.

En effet, de 1966 jusqu'en 1975, les mouvements armés se sont multipliés et ont réellement manifesté leurs intentions de prendre le pouvoir par les armes. Malheureusement pour le Tchad, depuis 1975 jusqu'à nos jours, la situation socio-politique et même économique n'a pas fondamentalement évolué en bien. Par contre, le nombre des mouvements armés n'a cessé de croitre.

Au départ, le FROLINAT, le premier mouvement armé qui avait donné du fil à retordre au premier président Ngarta Tombalbaye, justifiait sa lutte par l'absence de justice et d'égalité. Où en est-on aujourd'hui avec la justice et l'égalité après l'assassinat de Ngarta Tombalbaye ?

En dépit d'une période de crise, le bilan du président François Tombalbaye s'avère globalement positif[193] :

-La lutte pour l'indépendance nationale
-La mise en place d'une première Constitution
-Le projet de création d'un franc tchadien
-L'érection des premières unités industrielles
-La COTONCHAD, la société textile
-L'huilerie TABESHE
-Les brasseries du LOGOL
-Les boissons gazeuses du Tchad
-Quelques kilomètres de routes goudronnées
-L'organisation pour le développement rural, l'ONDR qui anime le développement agricole dans toute la zone septentrionale
-La construction de l'abattoir du FASHAD
-La société sucrière du Tchad
-La transformation de certaines unités de production

[193] Alain Foka. Ngarta Tombalbaye. Archives d'Afrique. Radio France International (RFI).

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

-Dans le domaine de l'élevage : Fonds d'innovation en vaccins pour le bétail afin d'enrayer la propagation des maladies animales
-La mise en place d'une révolution culturelle et sociale : La Tchaditude
-L'africanisation des noms des villes.

Homme de caractère et conviction. Ngarta Tombalbaye était instituteur de formation et avait accédé au pouvoir le 11 août 1960, occupant le poste de premier président de la République du Tchad pendant exactement 14 ans, huit mois et deux jours. Bien qu'il ait été l'un des 33 fondateurs de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), Tombalbaye a fait face à des mutineries fin mars 1975. Il a mené une révolution culturelle et sociale nommé la Tchaditude qui est un concept de réafricanisation des esprits et une philosophie d'éveil des consciences. François Tombalbaye a pu développer en partie l'industrie du Tchad. Il a œuvré également pour le développement du secteur de l'élevage. Il voulait faire du Tchad un grand pays d'élevage au Sahel. Ces dérives autoritaires étaient dues probablement aux circonstances de la crise tchadienne. Tombalbaye était confronté à une rébellion armée depuis le mois d'août 1968. Sa priorité principale était de garantir la souveraineté monétaire et économique de son pays. Par conséquent, il décida de créer une monnaie nationale souveraine : Le franc tchadien. Sous la présidence de Ngarta Tombalbaye, le Tchad était en marche vers la voie du développement local mais le coup d'Etat de 1975 va court-circuiter la révolution tchadienne.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no43-ALBERT LUTHULI (AFRIQUE DU SUD)



Né le 1er janvier 1898, à Bulawayo, en Rhodésie du Sud (actuel Zimbabwe), et décédé à Stanger, en Afrique du Sud, le 21 juillet 1967. Albert John Luthuli est un militant anti-apartheid, chef traditionnel et homme politique sud-africain. Il entre en politique sud-africaine et participe au mouvement anti-apartheid en 1935, lorsqu'il est élu chef de la réserve de la rivière Umvoti à Groutville. En tant que chef, il est confronté aux injustices subies par de nombreux Sud-Africains noirs en raison des politiques de plus en plus ségrégationnistes du gouvernement blanc sud-africain[194]. Cette ségrégation allait plus tard évoluer vers l'apartheid, une forme de ségrégation raciale institutionnalisée, après la victoire électorale du Parti national de Daniel Malan en 1948. Il rejoint le Congrès National Africain (ANC) en 1944 et est élu président provincial de la branche du Natal en 1951. Un an plus tard, en 1952. Il mène la Campagne de défiance pour protester contre les lois sur les laissez-passer et autres lois de l'apartheid. En conséquence, le gouvernement le destitue de son poste de chef, car il refuse de choisir entre être membre de l'ANC ou chef traditionnel à Groutville. La même année, il est élu président général de l'ANC. Après le massacre de Sharpeville, où soixante-neuf Sud-Africains noirs sont tués, des dirigeants de l'ANC, comme Nelson Mandela, estiment que l'organisation doit engager la résistance armée contre le gouvernement. Un sentiment légitime d'auto-défense. Néanmoins Albert John Luthuli est initialement opposé au recours à la violence. Pragmatique, il l'accepte progressivement par la suite, il opte pour une lutte de

[194] Encyclopédie Britannica. Albert John Luthuli. Leader sud-africain.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre
libération contre le régime raciste de l'apartheid. Il est un héros national en Afrique du Sud à l'instar de Steve Biko, Robert Sobukwe ou Nelson Mandela[195]. Il est l'idole du Dr. Shula Marks.

Albert John Luthuli grandit à la station missionnaire de Solusi, une station missionnaire des Eglises des Saints des Derniers Jours, en 1898 de John Luthuli et Mtonya Gumede qui s'installent dans la région de Bulawayo en Rhodésie du Sud aujourd'hui Zimbabwe. Il est le benjamin de trois enfants et a deux frères, Mpangwa, décédé à la naissance, et Alfred Nsusana. Le père de Luthuli est décédé alors qu'il a environ six mois, et Luthuli n'a aucun souvenir de lui. Suite à la mort de son père, il est principalement élevé par sa mère Mtonya, qui passe son enfance dans la maison royale du roi Cetewayo au Zululand. Son père John Luthuli appartient à l'aristocratie Zoulou. Mtonya se converti au Christianisme et vit avec l'American Board Mission avant son mariage avec John Luthuli. Durant son séjour, elle apprend à lire et devient une lectrice assidue de la Bible jusqu'à sa mort. Bien que sachant lire, Mtonya n'apprendra jamais à écrire. Après leur mariage, le père de Luthuli quitte le Natal et se rend en Rhodésie pendant la deuxième guerre Matabele pour servir dans les forces rhodésiennes. A la fin de la guerre, John reste en Rhodésie du Sud dans une mission adventiste du Septième Jour près de Bulawayo et travaille comme interprète et évangéliste. Mtonya et Alfred se rendent ensuite en Rhodésie du Sud pour retrouver John, et Luthuli y nait peu après. Albert Luthuli est élevé dans les traditions et les valeurs du peuple Zoulou et la philosophie ancestrale Ubuntu.

Les grands-parents paternels d'Albert Luthuli, Ntaba Ka Madunjini et Titsi Mthethwa, naissent au début du XIX ème siècle et participent à la résistance Zoulou de Shaka Ka Senzangakhona dit Chaka Zulu qui conduit à la victoire du peuple Zoulou contre l'Empire britannique à la bataille d'Isandlwana le 22 janvier 1879. Ils sont également parmi les premiers convertis des Eglises protestantes évangéliques d'Afrique du Sud. Ils rencontrent Aldin Grout, un missionnaire de l'American Board of Commissioners for Foreign Missions (ABM), basé près de la rivière Umvoti au Nord de Durban. Les abasemakholweni (les croyants), une communauté chrétienne convertie au sein de la station missionnaire d'Umvoti, élisent Ntaba comme chef en 1860. Cela marque le début d'une tradition familiale, puisque le frère de Ntaba, son fils Martin et son petit-fils Albert sont également élus par la suite comme chefs.

Vers 1908 ou 1909, les adventistes du Septième Jour expriment leur intérêt pour une mission au Natal et sollicitent les services d'Alfred, le frère de Luthuli, comme interprète. Certains membres de la communauté Zoulou ne parlent ni la langue anglaise, ni la langue afrikaner. Luthuli et sa mère les suivent et quittent la Rhodésie du Sud pour retourner en Afrique du Sud. La famille de Luthuli s'installe dans le district de Vryheid , au nord du Natal, et réside dans la ferme d'un mormon. Pendant cette période, Luthuli est chargé de s'occuper des mules du missionnaire, faute d'accès à l'éducation. Sa mère, consciente de son besoin d'éducation formelle, l'envoya vivre à Groutville sous la garde de son oncle. Groutville était un petit village peuplé principalement de pauvres agriculteurs chrétiens affiliés à la mission voisine, gérée par l'American Board of Commissioners for Foreign Missions (ABM). L'ABM, qui a débuté ses

[195] Albert Luthuli. L'héritage d'un héros africain. Département du Sport, des Arts & des Cultures.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre
opérations en Afrique australe en 1834, était une organisation congrégationaliste responsable de la création de la station missionnaire d'Umvoti. Après la mort du missionnaire de l'ABM, Aldin Grout, en 1894, la ville entourant la station missionnaire fut rebaptisée Groutville.

Luthuli réside chez son oncle, le chef Martin Luthuli, et sa famille. Martin est le premier chef démocratiquement élu de Groutville. En 1901, Martin fonde le Congrès Autochtone du Natal, qui deviendra plus tard la section du Congrès National Africain (ANC) du Natal. Son enfance, vécue dans un climat paisible, contribue à forger son équilibre intérieur, son oncle Martin, homme respecté de Groutville, est le tuteur de plusieurs enfants de la communauté, ce qui lui permet de se faire de nombreux amis de son âge. Dans la famille Zoulou traditionnelle de Martin, Luthuli accomplit les tâches ménagères d'un garçon Zoulou de son âge, comme aller chercher de l'eau, garder les troupeaux et faire du feu. De plus, il fréquenta l'école pour la première fois. Sous la tutelle de Martin, Luthuli acquit très tôt une connaissance de la politique et des affaires traditionnelles africaines, ce qui l'aidera dans sa future carrière de chef traditionnel. Il cultivera avec lui, des qualités de leadership comme l'intégrité morale, le courage politique, le sens du devoir, la vision éthique et inclusive, la patience et la résilience. Vers l'âge de dix-neuf ans, Luthuli décroche son premier emploi après l'obtention de son diplôme en enseignement : directeur d'une école secondaire rurale à Blaauwbosch, dans les Midlands du Natal . L'école est de dimension réduite et Luthuli est le seul professeur. Pendant qu'il enseigne à Blaauwbosch, Luthuli vit dans une famille méthodiste. Comme il n'y a pas d'églises locales indépendantes autour de lui, il devient l'élève d'un pasteur méthodiste local, le révérend Mthembu. Il est confirmé dans l'Eglise méthodiste et est promu plus tard prédicateur laïc. Le Premier ministre Hertzog adopte une série de projets de loi qui ont des conséquences négatives et restreint la population africaine. Parmi les projets de loi discriminatoires associés à James Barry Munnik Hertzog.

Il y a[196] :

-La loi sur le travail des indigènes (Native Labour Act, 1925) qui restreint l'accès des Noirs aux emplois qualifiés et aux syndicats blancs, renforçant la ségrégation économique.
-La loi sur les terres indigènes (Native Trust and Land Act, 1936) qui limite la possession de terres par les Noirs à certaines réserves, aggravant la spoliation foncière.
-La loi sur l'éducation des indigènes qui sépare les systèmes scolaires selon la race, réduisant les ressources pour les écoles noires.
Ces lois ont un impact très négatif en Afrique du Sud, notamment dans les communautés noires et indiennes :
-Elles sont les bases légales des discriminations structurelles.
-Elles créent un cadre légal qui isole les populations non blanches socialement, économiquement et politiquement.

[196] Albert Luthuli. L'héritage d'un héros africain. Département du Sport, des Arts & des Cultures. Afrique du Sud.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

-Ces mesures suscitent une forte opposition des mouvements noirs et multiraciaux de résistance.

En 1933, Luthuli est invité à succéder à son oncle, Martin, comme chef de la réserve de la rivière Umvoti. Il lui faut deux ans pour prendre sa décision. Son salaire d'enseignant lui permet d'expédier de l'argent chez lui pour subvenir aux besoins de sa famille, mais s'il accepte la chefferie, il gagne moins d'un cinquième de son salaire actuel. De plus, quitter un emploi à l'Adams College, où il travaille avec des personnes de différentes ethnies de toute l'Afrique du Sud, pour devenir chef Zoulou semble être une évolution vers un mode de vie plus insulaire. Luthuli opte pour le rôle de chef et déclare qu'il n'est pas motivé par un désir de richesse, de célébrité ou de pouvoir. A la fin de 1935, il est élu chef et relocalisé à Groutville. Il commence ses fonctions en janvier 1936 et continue à occuper ce poste jusqu'à ce que le gouvernement sud-africain le destitue en 1952.

Luthuli devient président de l'ANC, à une époque où l'Afrique du Sud est plongée dans la ségrégation institutionnalisée, marquée par l'adoption des lois raciales de l'apartheid par le régime afrikaner. Sous sa direction, l'ANC lance la Campagne de Défense de la Liberté, un mouvement massif de désobéissance civile et de résistance non-violente aux lois raciales. Inspiré par les principes gandhiens de satyagraha (résistance pacifique), Luthuli insiste sur l'importance de la morale, de la discipline et du sacrifice dans la lutte politique. Malgré les dangers, arrestations répétées et intimidations, il continue de mobiliser la population noire et d'attirer l'attention internationale sur l'injustice de l'apartheid.

En juin 1961, lors d'une session du groupe de travail du Comité exécutif national, Mandela propose que l'ANC adopte un programme d'autodéfense. Compte tenu de l'interdiction par le gouvernement de l'ANC et des manifestations non violentes, Mandela estime qu'attendre l'émergence de conditions révolutionnaires, ce que préconisent les communistes, n'est pas envisageable. L'ANC doit plutôt s'adapter à ses nouvelles conditions clandestines et s'inspirer des soulèvements réussis à Cuba, en Algérie et au Vietnam. Mandela soutient que l'ANC est la seule organisation anti-apartheid capable d'adopter la lutte armée et que si elle ne prend pas l'initiative, elle serait à la traîne dans son propre mouvement.

En octobre 1961, Luthuli reçoit le prix Nobel de la paix 1960[197], alors qu'il est sous le coup d'une interdiction aussi sévère. Il devient ainsi le premier Africain à remporter ce prix. Ce prix lui est décerné pour son recours à des méthodes non violentes dans sa lutte contre la discrimination raciale. Sa nomination est proposée par Andrew Vance McCracken, rédacteur en chef d'Advance, un magazine de l'Eglise congrégationaliste. Son nom est soutenu par les députés socialistes norvégiens qui le nomment en février 1961. Il se rend à Oslo, en Norvège, pour recevoir le prix avec sa femme et sa secrétaire, Massabalala Yengwa.

Le prix Nobel transforme Luthuli, passant d'un statut relativement inconnu à celui de célébrité mondiale. Il reçoit des lettres de félicitations de la part des dirigeants de 25 pays, dont le

[197] Afrique du Sud découverte. Le musée Luthuli – Une commémoration d'une vie audacieuse.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre
président américain John F. Kennedy. A Groutville, les journalistes ont fait la queue pour interviewer Luthuli, qui dédie le prix à l'ANC et exprime sa gratitude à son épouse Nokukhanya. Il utilise également son nouveau statut comme tribune mondiale et plaide auprès de l'ONU et des partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud pour qu'ils imposent des sanctions au gouvernement de Verwoerd. Ses commentaires à la presse attirent l'attention du monde sur l'apartheid et ses effets sur les Africains.

Récipiendaire du prix Nobel de la paix, il est reconnu internationalement pour sa non-violence, malgré les opérations de sabotage simultanées de l'uMkhonto we Sizwe . Le 22 octobre 1962, les étudiants de l'Université de Glasgow élisent Luthuli au poste de Lord Recteur en reconnaissance de sa « dignité et de sa retenue ». Le poste de recteur est honorifique. Le rôle de Luthuli serait de présider le tribunal universitaire, l'organe exécutif de l'université, qui se réunissait chaque mois. Les étudiants élisent Luthuli en sachant qu'il servirait par défaut. Bien que cérémonielle, l'élection de Luthuli est importante car il est le premier Africain et le premier non-Blanc à être nommé recteur. Le gouvernement sud-africain intercepterait tout le courrier de l'université destiné à Luthuli, une allégation que le gouvernement nie.

Le vendredi 21 juillet 1967, Albert John Luthuli quitte son domicile à 8h30, informant son épouse qu'il se rend à pied à son magasin situé près de la gare de Gledow. Ce trajet entre sa maison et son commerce, il effectue quotidiennement. Une heure plus tard, à 9h30, il atteint son magasin et y remet un colis à son employé. Vers 10 h, il repart en direction de son champ, annonçant qu'il reviendra plus tard, sans avoir croisé ses ouvriers agricoles, Luthuli repasse par la rivière pour regagner son magasin. C'est sur ce chemin de retour qu'il est percuté par un train de marchandises. Il succombe à ses blessures à 14h25 à l'hôpital. Son épouse Nokukhanya arrive à cinq minutes après son décès, sans avoir pu lui faire ses adieux.

La nouvelle de sa mort soulève, immédiatement des soupçons à l'échelle mondiale. Beaucoup de gens redoutent un acte criminel orchestré par le gouvernement blanc sud-africain. Bien qu'une enquête officielle conclût à accident ferroviaire, les doutes persistent, alimentant des spéculations tendances pendant plusieurs années. L'ANC et ses alliés, dès l'annonce de la tragédie, mettent en cause le régime de Pretoria, considérant que Luthuli représentait un obstacle majeur à sa politique raciste. Pour Nelson Mandela, les circonstances entourant la mort d'Albert Luthuli demeurent obscures et inacceptables.

Voici les principales actions militantes d’Albert Luthuli, figure emblématique de la lutte contre l’apartheid en Afrique du Sud, résumées en points clés :

-1935 : Elu chef tribal de Groutville – utilise sa fonction pour défendre les droits des siens contre les lois racistes du gouvernement blanc.
-1944 : Devient membre actif de l’ANC (African National Congress), rejoignant le mouvement nationaliste africain en plein essor.
-1952 : Dirige la Campagne de désobéissance civile contre les lois de l’apartheid - il est arrêté, destitué de son poste de chef et banni.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

-1952-1967 : Président national de l'ANC, période durant laquelle il structure et donne une dimension éthique et spirituelle à la lutte.
-1955 : Soutient et participe à l'élaboration de la Charte de la liberté (Freedom Charter), texte fondateur du projet démocratique sud-africain.
-1960 : Condamne avec fermeté le massacre de Sharpeville, tout en appelant à la persévérance dans la lutte non-violente.
-1961 : Devient le premier Africain à recevoir le Prix Nobel de la paix, pour sa résistance pacifique contre l'apartheid.
-1962 : Assigné à résidence durant de longues années, mais reste la conscience morale de la lutte, influençant les jeunes militants.
-1967 : Refuse d'abandonner la lutte malgré la surveillance, l'isolement et les pressions, gardant une position ferme mais humaniste.

Albert John Luthuli incarne l'un des visages les plus nobles et les plus spirituels de la lutte pour la liberté en Afrique du Sud[198]. Chef Zoulou enraciné dans les traditions africaines, intellectuel chrétien pétri de principes éthiques, militant inflexible contre l'oppression raciale, il fut l'artisan d'une résistance fondée sur la non-violence, la dignité et la foi en l'humanité. Son combat ne se résume pas à une opposition au régime de l'apartheid : Il fut aussi une résistance fondée sur la non-violence, la dignité et la foi en l'humanité. Albert John Luthuli revêt une vision, celle d'une Afrique du Sud réconciliée avec elle-même, inclusive, démocratique et respectueuse de toutes les cultures (africaine, indienne, européenne). Premier Africain à recevoir le prix Nobel de la paix, sa figure a franchi les frontières pour devenir un symbole universel de justice et de courage moral. Même assigné à résidence, même réduit au silence par le régime, Luthuli est resté une conscience vivante de l'Afrique du Sud, respecté au sein de l'ANC comme par les peuples du monde entier. Après le massacre de Sharpeville en 1960, il a appelé à une journée de deuil national et a brûlé publiquement son passeport intérieur en signe de protestation. Il a activement plaidé pour des boycotts économiques, des embargos sur les armes et une isolation diplomatique du régime sud-africain auprès de l'ONU et de la communauté internationale. Sa mort tragique en 1967, entourée de zones d'ombre, n'a jamais effacé l'éclat de son message. Elle a, au contraire, renforcé le mythe d'un homme dont l'engagement pacifique fut un acte de foi absolue envers la vérité et la liberté. Albert John Luthuli demeure une source d'inspiration pour toutes les luttes éthiques, non-violentes et humanistes dans le monde. Il inspira Nelson Mandela, Oliver Reginald Tambo et Walter Sisulu.

[198] Nofi. Albert Luthuli, de la chefferie Zulu à la présidence de l'ANC.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no44-WILLIAM TUBMAN (LIBERIA)



Né le 25 novembre 1895 à Harper au Libéria et mort le 23 juillet 1971 à Londres, William Tubman est un homme politique libérien, membre du True Whig Party et dix-neuvième président de la République du Libéria de 1944 jusqu'à sa mort en 1971. Considéré comme le « père du Libéria moderne », sa présidence est marquée par l'afflux d'investissements étrangers dans son pays et par sa modernisation. Le Libéria connaît alors une certaine prospérité. Il mena également une politique d'unité nationale dans le but de réduire les écarts sociaux et politiques entre Américano-Libériens (settlers) et Libériens autochtones (natives). A partir de 1960, le Libéria entre dans une période de vingt années de prospérité, grâce à des concessions offertes à des multinationales étrangères principalement américaines et allemandes pour l'exploitation des gisements de minerai de fer. Il est considéré comme l'ancêtre de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)[199]. William Tubman est avec Ellen Johnson Sirleaf l'un des rares grands hommes d'Etat libériens.

Fils d'un pasteur méthodiste afro-américain originaire de l'Etat américain de Géorgie, William Tubman devient avocat en 1917, après avoir fait des études de droit. Il exerce, par la suite, divers métiers comme juge à la cour de justice de Harper. Collecteur d'impôts, professeur ou encore colonel dans une milice. Tubman est aussi un membre de la franc-maçonnerie, un initié de la loge afro-américaine Prince Hall. Après avoir intégré le parti dominant le Libéria depuis

[199] Des Idées pour une Afrique prospère. CEDEAO – Communauté Economique Des Etats De L'Afrique De L'Ouest. Nations Unies Commission économique pour l'Afrique.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

1878, le True Whig Party, Tubman se lance dans la politique. En 1923, il est élu au parlement et devient le plus jeune sénateur de l'histoire du Libéria. Réélu en 1929, il intègre l'équipe du vice-président Allen Yancy comme conseiller juridique. Deux ans plus tard, la SDN révèle au grand jour un trafic d'esclaves impliquant directement le gouvernement. Tubman doit démissionner de ses fonctions de sénateur. Sa traversée du désert est de courte durée, en 1934 il retrouve son fauteuil. En 1937, il démissionne de nouveau afin d'accéder au poste de juge associé de la Cour suprême, une situation qu'il occupe jusqu'en 1943.

En décembre 1942 se pose, au Liberia, la question de la succession du président Edwin Barclay. Six candidats sont alors en liste, dont deux favoris : Tubman lui-même, et le Secrétaire d'Etat Clarence L. Simpson. Tubman l'emporte et est élu président le 4 mai 1943, à l'âge de quarante-huit ans ; il n'est, cependant, investi que le 3 janvier 1944. Bien que déjà allié aux Etats-Unis qui utilisent le Libéria comme base militaire, le nouveau président entre officiellement en guerre contre l'Allemagne et le Japon, le 27 janvier 1944. En matière de politique extérieure, Tubman, tout en s'alignant sur les Etats-Unis, participe à la conférence des pays non-alignés de Bandung en 1955, et à la première conférence des Etats Africains Indépendants, organisée par Nkrumah à Accra en 1958. En 1959, c'est même à lui que revient le privilège d'organiser la deuxième conférence des Etats Africains Indépendants. En 1961, à la suite d'une conférence panafricaine organisée dans sa capitale, Tubman joue un rôle diplomatique de premier ordre en formant le « groupe de Monrovia ». Cette association de dirigeants africains « modérés » souhaite l'unification progressive de l'Afrique, à la différence des « révolutionnaires » du « groupe de Casablanca ». Tubman exerce aussi une forte influence au sein de l'Organisation de l'unité africaine dont il est un des fondateurs lors du sommet africain d'Addis-Abeba en mai 1963. D'ailleurs, afin de s'y rendre, le président qui avait la phobie de l'avion, il refusa toujours d'en prendre un de son vivant, emprunta un bateau et partit, pour cela, un mois avant la conférence. Lors de son accession à la magistrature suprême, les infrastructures, dans le pays, sont quasi inexistantes. Tubman explique cette situation par le fait que le Libéria ne bénéficia jamais des « bienfaits de la colonisation ». Pour remédier à ce problème, il décide de mettre en place une politique économique, nommée « porte ouverte » (« open door »). Consistant à faciliter et à encourager les entreprises étrangères à s'installer au Libéria, cette politique pragmatique permet de multiplier, entre 1944 et 1970, par 2000 la valeur des investissements étrangers, essentiellement américains. Le Libéria connaît alors une croissance annuelle formidable de 11,5 % pour la période 1950-1960.

Cette réussite économique permet à Tubman de sortir le Libéria du néant et de commencer sa modernisation : les rues de Monrovia sont pavées, un système d'assainissement y est installé, des hôpitaux sont construits et un programme d'alphabétisation est lancé en 1948[200]. Tubman décide aussi de construire plusieurs milliers de kilomètres de routes ainsi qu'une ligne de chemin de fer reliant les mines de fer à la côte. Le port de Monrovia connaît aussi des transformations et se transforme en un port franc.

[200] Evelyn Kpadeh. Histoire. William Tubman : le modernisateur du Libéria. D.W.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Ce n'est réellement qu'à partir du début des années 1960 que le Libéria entre dans une ère de prospérité ; jusqu'alors, le pays vivait, pour l'essentiel, de sa production de caoutchouc. Grâce à la modernisation des infrastructures entreprise par Tubman, les ressources nationales sont mises en valeur. Des multinationales américaines, allemandes et suédoises viennent alors prendre part à l'exploitation des mines de fer, faisant du Libéria le premier exportateur de fer d'Afrique et le quatrième mondial. Afin de diversifier l'économie (le caoutchouc et le fer représentent 90 % des exportations), Tubman encourage le développement des cultures de café, d'huile de palme, de canne à sucre et tout particulièrement celle du riz à partir de 1966 avec l'aide de Taïwan. Le secteur secondaire connaît également un essor rapide avec l'installation d'industries de transformation tels que des sucreries, des briqueteries ou des savonneries. Cette économie florissante permet au budget libérien d'enregistrer, en 1968, une recette de 51,4 millions de dollars dont trois provenant directement de l'immatriculation de navires étrangers sous le pavillon de complaisance libérien ; Tubman peut alors se vanter de détenir la plus grande flotte marchande au monde.

Si ces résultats économiques sont impressionnants, le Libéria de Tubman connaît, en fait, une « croissance sans développement ». La croissance libérienne dépend largement des capitaux, initiatives et cadres fournis de l'étranger ; elle n'est donc pas autocentrée et auto-entretenue mais engendrée et entretenue de l'extérieur. A cette prospérité économique toute relative, apparaît au sein de la population de fortes inégalités sociales entre l'élite américano-libérienne privilégiée et corrompue et les autochtones. Cependant, si les inégalités sociales augmentent au sein de la population, Tubman tente tout au long de sa présidence de mener au mieux une politique d'intégration et d'unité nationale. En 1945, dans une optique d'égalité pour tous, il accorde le droit de vote aux femmes, et la pratique du vote devient secrète. Tubman innove surtout, en étant le premier président libérien à souhaiter, véritablement, l'intégration des populations autochtones. En effet, lors de sa prise de pouvoir, seuls les Américano-Libériens, représentant moins de 5 % de la population (le ratio en 1960 est de 30 000 Américano-Libériens pour une population totale de 1 250 000 habitants), sont considérés comme des citoyens à part entière. Il leur accorde donc en 1945, le droit de vote dès lors qu'ils possèdent au moins un bien foncier ou qu'ils payent la taxe des huttes. Il les visite également pour leur expliquer ses idées. Les Libériens autochtones obtiennent ainsi une représentation au parlement mais ne peuvent prendre part qu'aux débats les concernant. Pour permettre au mieux leur intégration, Tubman décide de désenclaver l'arrière-pays en installant des axes de communications et en mettant en place un programme de scolarisation pour tous.

Tout en consolidant la mainmise des Américano-Libériens sur le pouvoir, Tubman encourage les mariages mixtes avec les élites autochtones, et leur octroie certains postes administratifs, réduisant de cette manière les tensions sociales[201]. En 1958, la discrimination raciale est reconnue comme un délit, passible de sanctions. Enfin, en 1964, les trois provinces de l'arrière-pays obtiennent le même statut administratif et politique que les comtés côtiers. En 1949, Tubman qui en est à son deuxième mandat présidentiel, amende la constitution afin de supprimer la clause de 1935, interdisant à un président de briguer un troisième mandat. Se

[201]Encyclopédie Wikipédia. Biographie de William Tubman.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

présentant ainsi à sa propre succession en mai 1951, Tubman force à l'exil son principal opposant, le Libérien autochtone Didhwo Twe, chef du parti de la Réforme. Aux élections de 1955, Tubman accepte d'affronter un opposant en la personne de l'ancien président Edwin Barclay ; il est triomphalement élu avec 99,5 % des voix. Le même scénario se reproduit lors des élections de 1959 où il l'emporte face à William O. Davies Bright. Il est, par la suite, constamment réélu jusqu'à sa mort, sans aucune opposition. Le 22 juin 1955, Tubman échappe à un attentat perpétré par Paul Dunbar, un partisan de Edwin Barclay. La répression est terrible, l'auteur du complot, S. David Coleman, un ancien Ministre de l'Intérieur passé dans l'opposition, est exécuté sommairement avec son fils.

Surnommé par la population « oncle Shad », il lève un véritable culte à sa personne, et de nombreuses manifestations sont organisées en son honneur en « reconnaissance pour les progrès réalisés dans le pays grâce à l'incomparable Administration du président du Libéria, Dr W.V.S. Tubman. ». Au fur et à mesure du temps, ce culte prend même une coloration mystique ; la propagande répand que Tubman, protégé par Dieu, ne peut ni être empoisonné, ni être atteint par quelques balles que ce soit. Il est même dit que le président détient un appareil lui permettant de voir tout ce qui se passe et ainsi de déjouer tout complot. En 1960, Tubman institutionnalise le monopartisme avec le True Whigt. Durant cette décennie, le président, vieillissant, doit faire face aux nouvelles revendications de la population ; les interprétant comme des tentatives de renversement, il y répond à coup de répression.

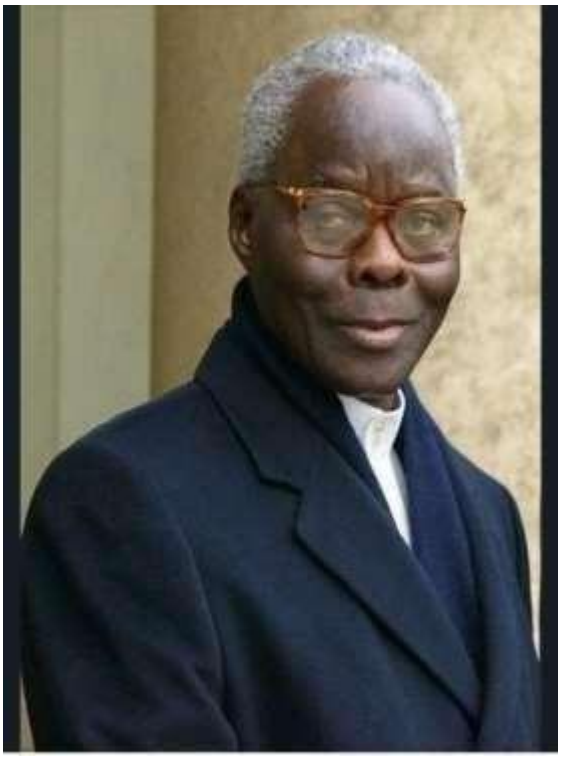
Tubman meurt finalement le 23 juillet 1971 dans une clinique de Londres, à l'âge de soixante-quinze ans, laissant derrière lui un héritage plutôt satisfaisant. William Tolbert, son vice-président depuis 1951, lui succède à la tête du Libéria.

William Tubman, est souvent considéré comme le père du Libéria moderne. Grâce aux investissements étrangers, il a pu construire une grande partie des routes et des chemins de fer du Libéria et rénover le port de Monrovia, créant ainsi l'infrastructure nécessaire à l'exportation du caoutchouc et du minerai de fer[202]. Au moment de sa mort, le Libéria possédait la plus grande flotte marchande du monde. De nombreux bâtiments représentatifs, comme le Capitole, l'Hôtel de Ville de Monrovia ou le Centre Culturel National - connu aujourd'hui sous le nom de Kendeja - remontent à l'époque de Tubman. Il a également été à l'origine du célèbre Hôtel Ducor International de Monrovia, le premier hôtel cinq étoiles d'Afrique de l'Ouest. La présidence de Tubman fut marquée par une forte croissance économique et une stabilité politique. Cependant, cette croissance économique ne profitait pas au grand nombre de Libériens. L'économie du pays dépendait de l'importation des produits manufacturés. Les Libériens autochtones ne bénéficiaient pas de certains privilèges de la société américano-libérienne. Toutefois, on note à cette période une évolution en matière de droits civiques et politiques. William Tubman demeure pour le Libéria le modernisateur et le promoteur de l'unité nationale. Il est l'un des pères-fondateurs de l'OUA.

[202] Philippe Decraerne. Décès du président libérien William Tubman. Perspective Monde.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no45-MATHIEU KEREKOU (BENIN)



Né le 2 septembre 1933 à Kouarfa, en colonie du Dahomey, et mort le 14 octobre 2015 à Cotonou, au Bénin, Mathieu Kérékou est un homme d'Etat béninois. Proclamé, après un coup d'Etat, président de la République du Dahomey, puis de la République Populaire du Bénin du 26 octobre 1972 au 1er août 1990, et enfin président de la République du Bénin du 1er août 1990 au 4 avril 1991 et du 4 avril 1996 au 5 avril 2006, date à laquelle il cède démocratiquement le pouvoir. Il est l'homme d'Etat qui a le plus marqué l'histoire du Bénin depuis l'indépendance[203]. Mathieu Kérékou appartient à la deuxième génération d'hommes politiques qui ont pris les rênes du pouvoir des mains des pères des indépendances africaines. Le Dahomey accède à l'indépendance en 1960, mais est très vite plongé dans l'instabilité chronique à cause d'une concurrence féroce pour le pouvoir entre les premiers administrateurs indigènes, pour la plupart originaires du sud. Il prend le pouvoir lors d'un coup d'Etat le 26 octobre 1972, à la suite duquel il fait mettre en prison les trois précédents présidents. Il lance une révolution active. Il renomme en 1975 le pays République Populaire du Bénin en l'honneur du puissant empire côtier fondé par les Edo qui a duré du XII ème au XIX ème siècle. Mathieu Kérékou adopte le marxisme-léninisme comme idéologie du régime.

Il grandit à Kouarfa, dans le nord-ouest du Bénin, Mathieu Kérékou rejoint l'Ecole des Enfants de Troupe à 14 ans. Sa formation militaire le conduit au Mali et au Sénégal. Il étudie ensuite en France, d'abord à Fréjus dans les troupes marines puis devient sous-officier de l'armée de terre à Saint-Maixent. En 1960, lors de l'indépendance, il est sous-lieutenant, et, l'année suivante, aide-de-camp du président Hubert Maga. Il terminera sa carrière avec le grade de

[203] Yves Tapay. Politique Panafricaine. Kérékou, Père de la démocratie béninoise s'en est allé. Médias Miroir.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

général. Ses pairs de l'armée le reconnaissent comme l'un des officiers les plus éminents de sa génération. En 1972, Kérékou participe avec d'autres officiers à un putsch qui le porte à la présidence du Dahomey. Le coup d'Etat se déroule sans un coup de feu. Après une période de transition, l'option socialiste est choisie et, en 1974, les putschistes imposent le marxisme-léninisme comme idéologie officielle de l'Etat et la révolution comme horizon.

Dès 1975, le gouvernement procède à la nationalisation des grandes entreprises et rebaptise le pays République Populaire du Bénin afin de réduire le poids de la tradition séculaire attachée à son ancien nom de Dahomey. Il apporte son soutien au Front Polisario de libération du Sahara occidental. En 1977, le régime est déstabilisé par une tentative de coup d'Etat et d'assassinat perpétrée par la France avec l'aide du mercenaire français Bob Denard. Le gouvernement français de Valéry Giscard d'Estaing craint une propagation du communisme en Afrique de l'Ouest et décide de réagir. Il est rejoint par Félix Houphouët-Boigny de Côte d'Ivoire, Gnassingbé Eyadéma du Togo, Mobutu Sese Seko du Zaïre et Hassan II du Maroc. Tous perçus par les partisans de Kérékou comme des valets de l'impérialisme français. De plus l'isolement diplomatique et les tentatives de déstabilisation économique aggravent la situation du Bénin. Le général Kérékou a pu déjouer l'opération Crevette[204]. Il a pu anticiper une tentative de renversement que préparaient les réseaux Jacques Foccart. Kérékou devient dès lors un symbole de résistance au Bénin et en Afrique. Le gouvernement s'engage dans une politique de répression contre les opposants et surtout contre les intellectuels dont beaucoup doivent alors fuir le pays. La police politique fait régner la terreur, torture et emprisonne les récalcitrants dans la tristement célèbre prison de Ségbana. Malgré la mise en place de programmes de développement économique et social, les communistes au pouvoir sous l'égide de Kérékou ne réussissent pas à faire décoller l'économie. C'est la faillite du marxisme-léninisme à la béninoise que l'opposition qualifie par ironie de « laxisme-béninisme ». Le gouvernement peine à lutter contre la corruption et le népotisme. A la fin des années 1980, la situation économique est catastrophique et Mathieu Kérékou doit accepter les contraintes du FMI pour redresser le Bénin sur le plan économique et social. Les mesures implacables dictées par le gouvernement déclenchent des grèves massives d'étudiants et de fonctionnaires, paralysant le pays. En décembre 1989, après des mois de contestations populaires et de pressions diverses, le président Mathieu Kérékou met fin au règne du parti unique, abandonne la doctrine marxiste-léniniste et convoque la conférence nationale des forces vives de la nation, qui doit définir les fondements d'un ordre nouveau.

Le grand mérite de Kérékou, c'est d'avoir anticipé l'instauration du multipartisme en Afrique, un an avant la conférence de la Baule[205]. Le dirigeant dahoméen aurait été influencé par les événements en Europe de l'Est. Son changement d'attitude diplomatique a probablement un lien avec la chute du mur de Berlin. Dans le contexte de la mutation démocratique de l'Europe de l'Est, Mathieu Kérékou comprend avant ses homologues que le temps est venu de procéder à une évolution politique de son pays. Fin 1989, il accepte de convoquer une conférence nationale destinée à établir de nouvelles institutions politiques. Il doit pour cela se libérer des

[204] Patrick Pesnot. Bob Denard au Bénin : Opération au Bénin. France Inter.
[205] Sandrine Blanchard. Les chemins de la démocratie : les conférences nationales. D.W.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

contraintes que font peser sur lui les cadres de son parti. Kérékou est ainsi le premier président du continent à ouvrir la voie au multipartisme sous la pression des événements, après avoir dirigé le pays pendant 18 ans de manière autoritaire.

En janvier 1990, la conférence nationale décide de changements drastiques : période d'une transition d'un an puis élections libres, nomination d'un Premier ministre. Kérékou accepte toutes les conclusions le jour de clôture de la conférence. Il laisse un pays en mauvais état économique mais vient de démontrer qu'il est capable d'engager avec habileté un processus démocratique. Cette capacité extraordinaire de Kérékou à s'adapter à toutes les situations politiques même les plus compromises lui fait valoir au Bénin le surnom de « Caméléon » par allusion à l'animal qui peut se camoufler à n'importe quel endroit dans la forêt. Bien qu'il soit perçu en Occident comme un autocrate. Il faut reconnaitre que Kérékou a deux grandes qualités. Primo. C'est un homme de compromis. Il est prêt à tout sacrifice en faveur de la nation béninoise. Secundo. C'est un homme de dialogue et d'ouverture d'esprit. Durant la Conférence nationale de 1990, Kérékou a prêté attention à toutes les revendications du peuple. Il a accepté toutes les critiques de l'opposition. Il a pris en compte toutes les propositions du clergé. Il a ouvert la voie à une nouvelle ère politique au Bénin et par de-là en Afrique. La conférence nationale a été un succès grâce à cet homme qui avait la fibre patriotique, qui était prêt à se sacrifier, qui avait la capacité de dire non et de tout compromettre, mais qui a dit oui. Si on ne peut lui délier ce grand mérite. Force est d'admettre que Kérékou pensait que la diaspora lui proposait un processus économique qui aboutirait à ce que la France aide financièrement le Bénin[206]. Il est battu lors de l'élection présidentielle de 1991 par Nicéphore Soglo. Kérékou reconnait la victoire de son adversaire malgré le soutien de l'armée et d'une partie du peuple. Il évite ainsi un bain de sang et facilite dans son pays une transition démocratique et pacifique. Le Bénin est cité en exemple lors de la conférence de la Baule par François Mitterrand. Il rencontre un pasteur pentecôtiste, renonce à l'athéisme ayant été un temps musulman et adopte la foi chrétienne, après avoir demandé pardon à la nation pour la sévérité de son pouvoir. Il entre dans l'histoire par la grande porte comme un digne fils de l'Afrique.

Après sa défaite en 1991, l'homme fort du Bénin fera preuve d'une grande maturité politique en se gardant de toutes critiques à l'encontre de son successeur. Par conséquent, il parvient par reconquérir peu à peu le cœur des Béninois, d'autant que son successeur Nicéphore Soglo se lance dans une politique d'obstruction à la mise en place des institutions démocratiques prévues par la conférence nationale de 1991. Fini les discours contre l'impérialisme et le capitalisme. Kérékou prend une retraite politique et se consacre entièrement à son métier de révérend pasteur.

Légitimé par la volonté populaire, le père de la révolution béninoise saura désormais se situer au-dessus des querelles partisanes, et se fera réélire à la présidence en 2001 pour un dernier mandat de cinq ans. Pour Alioune Fall, Kérékou est le meilleur garant de la démocratie au

[206] Jean-Luc Aplogan. Transition politique en Afrique de l'Ouest. Bénin, une démocratie apaisée. Le Monde diplomatique.

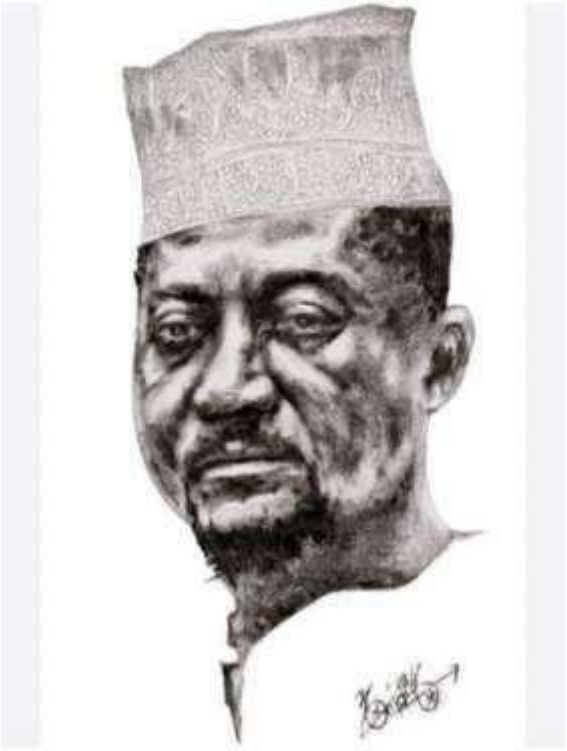
LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Bénin. Son sens fédérateur et son expérience de la vie politique lui servent d'atouts en tant que stratège. Le 28 Juin 2004, Kérékou, dont le pays assure la présidence du Bureau de coordination des pays les moins avancés (PMA) se fait l'écho des attentes de centaines de millions de personnes qui vivent dans une pauvreté prolongée, faute d'un partage équitable des fruits du développement, de la science et de la technologie. Il rappelle qu'au terme des travaux de la 3ème conférence des Nations Unies sur les PMA, la communauté internationale, en adoptant le programme d'action pour la décennie 2001-2010, s'est fixée comme but de réduire de moitié la pauvreté d'ici 2015. Il s'agit donc pour la communauté internationale d'envisager, selon un calendrier précis, des actions concrètes susceptibles de contribuer à inverser et à enrayer la paupérisation et la marginalisation sociale et économique des PMA. Le président Kérékou estime que le défi majeur est qu'une volonté politique réelle sous-tende les professions de foi de tous les dirigeants des Etats membres des Nations Unies. Durant ses deux mandats de 1996 à 2006, le président Kérékou a respecté de manière stricte la séparation des pouvoirs. Ainsi, le Bénin sous le général Kérékou occupait en matière de liberté de presse le premier rang au niveau africain, et 25ème sur le plan mondial. Contrairement à d'autres chefs d'Etat africains, sous la pression des médias, des intellectuels et de l'opinion publique, Kérékou n'a pas pu ratifier la constitution qui limite l'âge auquel il est possible d'accéder à la présidence ainsi que de briguer plus de deux mandats. Nicéphore Soglo subit la même contrainte d'âge. Sous la présidence de Kérékou. Le Bénin connait un progrès démocratique sans précédent. Le président de la Commission Electorale Indépendante est élu directement par le peuple et le président du Conseil Constitutionnel est élu par ses paires. Seul le Ghana en dehors du Bénin adopte ce système démocratique en Afrique de l'Ouest.

Dans les livres d'histoire, le nom de ce grand homme, est devenu synonyme de démocratie moderne. L'homme ayant présidé à la première transition réussie, en Afrique, d'un régime militaire dit autoritaire à un régime présidentiel multipartite. D'une certaine façon, grâce à lui, le Bénin, enclavé entre le grand Nigéria et le petit Togo, est devenu un pays modèle pour l'ensemble du continent. Kérékou comme Rawlings au Ghana a réussi un pari : établir un Etat de droit après une longue période de transition militaire. Sous une forme apparente de dictature, la révolution béninoise était en réalité l'expression de la volonté d'un peuple dans sa quête émancipatrice vis-à-vis de l'ex puissance colonisatrice. Ce qui explique l'option anti-impérialiste et anti-capitaliste de la politique de ce régime marxiste dans les années 1970. La pensée politique de Mathieu Kérékou, surnommé le « Caméléon », se caractérise par une évolution pragmatique et une adaptation constante des idéologies pour consolider son pouvoir et légitimer son autorité. Réélu président en 1996 puis en 2001, il respecte strictement la séparation des pouvoirs et la liberté de presse, tout en acceptant la limite constitutionnelle de deux mandats et la limite d'âge, quittant le pouvoir démocratiquement en 2006. Si son bilan économique est contestable. Son bilan politique est à saluer. Le Bénin est cité en l'an 2004 avec le Cap-Vert, le Botswana et le Ghana comme l'une des rares démocraties en Afrique où l'on ne constate pas d'irrégularités lors des échéances électorales.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no46-ALI SOILIHI M'TSASHIWA (COMORES)



Né le 7 janvier 1937 à Majunga, au Madagascar et décédé le 29 mai 1978 à Moroni, aux Comores. Ali Soilihi M'Tsashiwa est un nationaliste, homme politique et ancien président de l'Etat comorien. Le 3 août 1975, il renverse Ahmed Abdallah Abderemane, le premier chef d'Etat des Comores indépendantes par un coup d'Etat organisé par le mercenaire français Bob Denard sur l'île de la Grande Comore. Il tente de transformer le pays en une république laïque et socialiste mais est renversé en mai 1978 par un coup d'Etat mené lui aussi par Robert Denard et ses mercenaires en faveur de l'ancien président Ahmed Abdallah. Au commencement rattaché aux intérêts néocolonialistes français, il finit par lancer une révolution populaire et démocratique dans le but de rendre indépendant les Comores[207]. Il devient officiellement président du Conseil Révolutionnaire en janvier 1976. Il acquiert des pouvoirs étendus aux termes d'une nouvelle constitution et met en œuvre une politique économique socialiste. En 1977, il organise un référendum sur sa présidence, avec 56,63 % des électeurs qui l'approuvent comme le nouveau chef de l'Etat comorien. Sa politique en faveur de l'émancipation des jeunes et des femmes lui assure une très grande popularité aux Iles Comores. Ali Soilihi M'Tsashiwa était un leader proche des classes paysannes et ouvrières.

Il y fait ses études à Majunga à Madagascar jusqu'au lycée. Une fois obtenu son diplôme d'agronomie, il revient aux Comores et travaille dans l'agriculture pendant deux ans. Après ce stage dans l'Etablissement d'Enseignement d'Agriculture Tropicale de Nogent-sur-Marne, il étudie l'économie du développement et sort diplômé de l'Institut d'Etudes du Développement Economique et Social (IEDES) de l'Université de Paris.

[207] Ali Soilihi M'Tsashiwa (1939-1978). Le Sankara des Comores ?

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Revenu aux Comores, il est nommé directeur de la Société de développement économique des Comores (SODEC). En août 1967, il est élu député sur la liste verte. Changeant d'alliance, Said Ibrahim le nomme Ministre de l'Equipement et du Tourisme en septembre 1970. Il fonde avec ce dernier l'Umma-Mranda, anti-indépendantiste. Les partisans de l'indépendance du parti vert gagnent les élections en décembre 1972. En réalité, Ali Soilihi n'était pas pour une indépendance immédiate. Il souhaitait une indépendance par étapes. Il n'était pas réellement un anti-indépendantiste mais un nationaliste modéré. Il souhait d'abord l'autonomie et ensuite l'indépendance.

A la suite de la déclaration d'indépendance, l'opposition prend le pouvoir par un coup d'Etat le 3 août 1975 et renverse le président Ahmed Abdallah Abderemane. Ali Soilihi fait appel à des mercenaires commandés par Robert Denard. Il est chargé de la défense du nouveau gouvernement dirigé par le prince Said Mohamed Jaffar président du mouvement RDPC (Rassemblement Démocratique du Peuple Comorien). Ali Soilihi devient chef de l'Etat à partir du 3 janvier 1976, puis Mongozi (« Le Guide » en comorien) - président - du Conseil National Exécutif le 29 octobre 1977. Sensible aux théories socialistes maoïstes, il met en place une politique marxiste qui, étant donné la position stratégique des Comores dans l'océan Indien, le désigne comme un allié naturel de la Chine. Les Comores étant un pays de l'Océan Indien, autrefois appelés les Iles Malgaches par les navigants arabes se positionne en partenaire commercial des pays d'Asie du Sud-Est.

Au cours de son règne, il essaie de marquer la société en supprimant bon nombre de coutumes qu'il juge rétrogrades, favorise notamment l'émancipation des femmes, et développe l'alphabétisation en comorien. Autrefois les habitants de l'ile utilisaient uniquement les caractères arabes pour les langues nationales, Ali Soilihi va instaurer l'alphabet latin et officialiser la langue comorienne pour faciliter une alphabétisation à plus grande échelle des populations. D'importants efforts sur les infrastructures sont également entrepris. Sa modernisation de la société comorienne est inspirée de la révolution culturelle chinoise mais aussi de la révolution politique et sociale de Mustafa Kemal Atatürk en Turquie[208].

Le 13 mai 1978, le mercenaire français Bob Denard le renverse à son tour par un coup d'Etat. La chute de Soilihi provoque l'émoi. Ahmed Abdallah retrouve le pouvoir, Soilihi est assassiné par des partisans du nouveau régime deux semaines après le putsch. Ali Soilihi est considéré aujourd'hui par certains Comoriens comme un homme d'Etat intègre qui portait en lui une vision d'avenir car sinophile. Il reste le seul président comorien à avoir tenté d'imposer un vrai changement en s'appuyant sur des comités ruraux. D'autres Comoriens l'accusent d'avoir eu des tendances autoritaires.

Soulignons qu'Ali Soilihi était un brillant orateur qui subjuguait les esprits[209]. Il était aussi un réformateur. Les résultats obtenus au niveau de l'agriculture telles que les cultures par

[208] Houssamoudine Ankili. De la génération indépendantiste à la révolution socialiste d'Ali Soilihi aux Comores : 1958-1978.
[209] Kari Kweli. Les punchlines d'Ali Soilihi. 4 Etoiles Edition.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

vocation pédologique, la mise en place des structures d'encadrement, d'écoulement, de transformation, de conservation et de crédit ; de l'éducation : écoles de bases, collèges ruraux, enseignement secondaire par filière et en alternances, enseignement supérieur professionnel ; de la santé : création des dispensaires locaux, des pharmacies rurales, des hôpitaux, formation et recrutement directe du personnel de santé ; de l'administration : la refonte de la fonction publique, le recyclage des agents de l'Etat, la mise en place des moudiria (savants musulmans, éducateurs) et de la diplomatie : reconnaissance de la nation comorienne par le monde entier, adhésion dans les organismes internationaux, application de la coopération Sud-Sud, non-alignement positif, mobilisation de l'opinion internationale sur la libéralisation de l'île comorienne de Maoré constituent aujourd'hui la référence historique à laquelle le peuple comorien s'accorde à reconnaître comme sien. Ali Soilihi demeure une figure politique majeure aux Iles Comores et en Afrique en général. Déjà, il évoque la coopération Sud-Sud, alors que la plupart des chefs d'Etat africains de son temps ne parlent que de coopération Nord-Sud. Pour certains observateurs, Ali Soilihi n'était pas réellement un révolutionnaire bien qu'il se soit lancé dans une théorisation des idées. Son crédo n'était pas mapinduzi : révolution mais ufwakuzi : putschisme. Le révolutionnaire se distinguant du putschiste, ne se limite pas à une transition mais s'attèle à transformer radicalement la structure politique et sociale d'un Etat. Si on se limite à cette notion, Ali Soilihi est bel et bien un révolutionnaire car il a apporté un changement profond à la société comorienne à tous les niveaux et s'est chargé de sauvegarder ou de défendre la souveraineté politique, économique et diplomatique de l'Etat. M'Tshashiwa supprima certaines coutumes considérées comme inutiles et fastidieuses, comme l'Anda, le traditionnel grand mariage, ainsi que les cérémonies funéraires traditionnelles, critiquées pour leur coût trop élevé. Il réduit le droit de vote à l'âge de 14 ans. Dans certains Etats d'Europe, le droit de vote est aujourd'hui à l'âge de 16 ans (Autriche, Malte, Estonie, Ecosse, Pays des Galles, Allemagne, Italie, Belgique). Ali Soilihi envisage de fonder un Etat de droit. Cependant il estime que c'est la libération qui aboutira à la démocratie et non la démocratie à la libération. Pour Soilihi, il faut d'abord fonder un Etat souverain puis instaurer une démocratie moderne. Le régime militaire est nécessaire pour rétablir l'ordre et la sécurité de l'Etat. L'autoritarisme « soilihilienne » sert de régulation de la société.

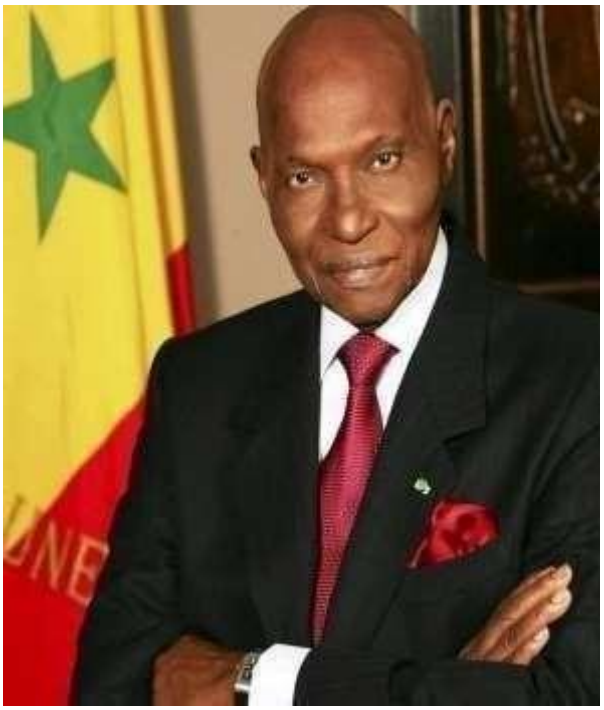
Le peuple comorien n'a pas compris ce que voulait faire Ali Soilihi, il avait un projet de société qui aujourd'hui est revu par la Banque Mondiale. Il avait une vision globale de l'archipel qu'il avait transformé en un vaste chantier. Sa conception du développement et de la justice tenait compte de tous les aspects de la vie sociale, économique, politique, administrative, culturelle et religieuse. Et s'il lui est arrivé de commettre des erreurs, la plupart de ses analyses s'avèrent, quarante ans après son accession au pouvoir, toujours pertinentes. L'objectif était de corriger les disparités économiques et sociales. Il y est parvenu en partie. Ali Soilihi M'Tsashiwa cherchait à créer des équilibres, à changer la nature des échanges avec l'extérieur et à multiplier les échanges internes. Comme Patrice Lumumba, Kwame Nkrumah, Thomas Sankara ou encore Ngarta Tombalbaye, Ali Soilihi M'Tsashiwa est arrivé 50 ans trop tôt.

Economiste réaliste, politicien charismatique, grand tribun, homme d'Etat de stature internationale, Ali Soilihi M'Tshashiwa s'était fait choisir par son audace et ses talents de meneur d'hommes. Il est certain qu'il était en avance sur son temps, il avait une culture qui

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre
forçait l'admiration. Une connaissance générale, doublée d'une connaissance politique hors du commun. Il était un savant de la politique. Il n'a eu aucun mal à trouver sa place au sein de l'administration et à devenir le premier cadre indigène dans le secteur de l'agriculture. Ali Soilihi a su se rapprocher du monde paysan, comprendre ses aspirations et analyser avec justesse ses conditions. Il a été le premier cadre des Iles Comores à expérimenter des cultures nouvelles. Ce qui a fait asseoir sa popularité dans les campagnes. Il a réussi à organiser des coopératives agricoles rentables. Mais M'Tshashiwa ne s'est pas contenté d'innover dans le domaine de l'agriculture, il a mené des réformes importantes dans le domaine de l'éducation, de la santé, de l'administration et de la diplomatie. Il a aussi œuvré pour l'émancipation féminine et l'amélioration des conditions des jeunes notamment dans le domaine de l'emploi. S'il est le troisième chef de l'Etat comorien, il est considéré par certains observateurs comme son véritable fondateur. Parce qu'il a légué malgré lui à Ahmed Abdallah et ses successeurs un Etat souverain. Il a pu obtenir la reconnaissance de l'indépendance des quatre îles de l'archipel par l'Organisation des Nations Unies (ONU), l'adhésion à l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA, aujourd'hui Union Africaine) et nouer des liens avec les pays musulmans qui ont débouché sur une adhésion des Comores à la Ligue Arabe. Il a pu porter la question mahoraise sur la scène mondiale et faire condamner l'attitude française par la plupart des pays membres de l'ONU. Il a enfin su manier avec la diplomatie pour obtenir des aides et des prêts sans renoncer à la souveraineté des Comores. Par sa mort Ali Soilihi emporte avec lui le secret de son plan, car il fut le seul homme d'Etat comorien capable de planifier ce projet et donc de pouvoir l'exécuter. Il demeure le chef d'Etat comorien qui aura marqué le plus la conscience collective de la nation. Il est aujourd'hui perçu comme un symbole de la révolution africaine.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no47-ABDOULAYE WADE (SENEGAL)



Né le 29 mai 1926 à Kébémer, Abdoulaye Wade dit « Doudou » est un homme d'Etat sénégalais. Président de la République du Sénégal du 1er avril 2000 au 2 avril 2012. Il est un opposant historique à Léopold Sédar Senghor. Abdoulaye Wade fut l'un des premiers opposants du Sénégal avec Cheikh Anta Diop qui ont composé avec Senghor pour une ouverture vers le multipartisme. Il est perçu par ses partisans et les observateurs comme le père de la démocratie sénégalaise. Chef du Parti Démocratique Sénégalais (PDS), il participe aux élections présidentielles de 1978, 1983, 1988, 1993, et 2000. Il finit par remporter l'élection face au président sortant Abdou Diouf[210]. Durant son premier mandat, il modifie la Constitution et établit le quinquennat en 2001. Réélu pour un mandat de cinq ans lors de l'élection présidentielle de 2007, il rétablit le septennat en 2008. Il se présente pour un troisième mandat lors de l'élection présidentielle de 2012, il est battu par son ancien Premier ministre Macky Sall, devenant son principal opposant. Il détient un record de participation aux élections présidentielles successives dans son pays ; en étant sept fois candidat à la présidence consécutivement. Abdoulaye Wade est avec Abdelaziz Bouteflika et Thabo Mbeki, l'un des fondateurs du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), créé le 1er juillet 2001 à Lusaka, capitale de la Zambie. Le NEPAD est un organisme de l'Union Africaine.

Le père et l'oncle d'Abdoulaye Wade ont servi dans les tirailleurs sénégalais durant les combats de la Première Guerre mondiale en France. Son père meurt en 1984 à l'âge de 99 ans. Abdoulaye Wade met en avant la longévité de son père pour sa propre carrière politique. En 1947, il obtient le diplôme de fin d'études à l'Ecole Normale William Ponty de Gorée, un institut colonial où sont formés les premiers cadres de l'administration en l'Afrique de l'Ouest

[210] Philippe Decraerne. 19 mars 2000. Election d'Abdoulaye Wade à la présidence. Perspective Monde.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

francophone. Entre 1951 et 1952, il suit en France un cursus en mathématiques élémentaires et supérieures au Lycée Condorcet, Paris 9ème arrondissement. De 1952 à 1957, il étudie à la Faculté des Sciences, puis à la Faculté des Lettres et enfin à l'Ecole Libre de Droit de Besançon. Il est ensuite avocat stagiaire au Barreau de Besançon. Il est titulaire d'un doctorat en droit et sciences économiques de l'Université de Grenoble.

Il rencontre à l'Université de Besançon, Viviane Vers en 1952. Onze ans plus tard, il l'épouse et s'installe avec elle au Sénégal. Viviane Wade est aussi une femme politique.

En 1973, il commence une carrière politique au sein de l'Union Progressiste Sénégalaise (UPS)[211]. Abdoulaye Wade occupe les fonctions de responsable local au sein du parti. L'année suivante, il forme avec Alioune Badara Niang, un nouveau parti : Le Parti Démocratique Sénégalais (PDS). Il est élu plus tard député à l'Assemblée nationale. Il se présente sans succès aux élections présidentielles de 1978, 1983, 1988 et 1993. D'avril 1991 à octobre 1992, il entre dans le gouvernement d'union nationale en tant que Ministre d'Etat auprès du président de la République du Sénégal Abdou Diouf. De 1995 à 1997, il occupe de nouveau, le poste de ministre d'Etat auprès du président de la République du Sénégal dans le gouvernement de Habib Thiam.

Le 15 mai 1993, Abdoulaye Wade et trois membres de son parti sont arrêtés, soupçonnés d'être impliqués dans l'assassinat de Me Babacar Sèye, alors vice-président du Conseil Constitutionnel qui est chargé de la proclamation des résultats de l'élection législative de février 1993. Ils sont acquittés trois jours plus tard par manque de preuves. Un livre, Affaire Me Sèye : un meurtre sur commande, dans lequel le journaliste sénégalais Abdou Latif Coulibaly traite de ces accusations fait objet de censure au Sénégal. En février 2002, Wade gracie les trois meurtriers de Me Sèye. Certains Sénégalais le soupçonnent d'avoir indemnisé la famille de ce dernier pour faire taire l'affaire Me Sèye.

Après une retraite, Abdoulaye Wade décide de se présenter pour l'élection présidentielle de 2000.

Orateur doué et fin tacticien, il mène une campagne sous le slogan du « Sopi » qui signifie « changement » en Wolof. Il parvient à mettre en ballotage le président sortant, Abdou Diouf, avec 31 % des suffrages au premier tour contre 41,3 %. Grâce notamment au soutien des autres candidats défaits, il obtient 58,1 % au second tour du scrutin. Il met fin à quarante ans de pouvoir socialiste au Sénégal. Les partisans du Parti Démocratique Sénégalais (PDS) sont en liesse. Wade ce jour-là remplit le stade de Dakar. Le 1er avril 2000, Abdoulaye Wade est investi président de la République du Sénégal. Il nomme son directeur de campagne Idrissa Seck au poste de Premier ministre en 2002. Cette victoire marque la première alternance à la tête du pays : pour la première fois, les Sénégalais élisent un président qui n'est pas du Parti Socialiste sénégalais (PS).

[211] SenegalDates.com. Le Répertoire Evénementiel du Sénégal. Abdoulaye Wade (29 mai 1926 à Kébémer).

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre
Abdou Diouf reconnait la victoire de son adversaire.

Wade est réélu, lors de l'élection présidentielle du 25 février 2007 dès le premier tour, face à quatorze candidats, avec 55,79 % des voix. Durant ses deux mandats, il lance la construction de centaines d'écoles, fait passer le nombre de collèges de 220 en 2000 à 749, et celui des lycées de 48 à 134 sur la même période. Il quadruple ainsi le budget de l'Education. Mais en 2009, le taux d'achèvement reste toujours l'un des plus bas du continent (60 %) et le bénévolat ne permet pas de produire un enseignement généralisé de qualité d'après le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU. Abdoulaye Wade lance de grands travaux pour moderniser le pays, tels que la corniche à Dakar et ses hôtels de luxe, la réhabilitation du port de Dakar, la construction de l'aéroport international Blaise-Diagne et l'autoroute, le développement du réseau routier secondaire et l'électrification des campagnes.

La politique de santé se traduit par la création de dispensaires, le doublement du nombre d'hôpitaux, l'ouverture de 18 centres médicaux, l'amélioration des conditions d'accès à l'eau potable et la baisse de la mortalité infantile. Wade développe une grande politique agricole, la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA). Cependant cette politique n'obtient pas les bénéfices escomptés, malgré les nombreuses terres cultivables disponibles, et les pénuries d'eau remettent en question les efforts liés au développement des infrastructures. L'avancée du désert rend la tâche compliquée.

Entre 2000 et 2010, Abdoulaye Wade parvient à redresser l'économie du pays avec un taux de croissance (+ 4 %) supérieur à celui des années 1990, une inflation contenue et des ressources de l'Etat en augmentation. Le pays conserve sa quatrième place dans les économies d'Afrique de l'Ouest, malgré la carence de la Côte d'Ivoire du fait de la crise militaro-politique de 2002, et l'afflux de l'aide internationale qui équivaut à plus de 10 % du PIB du Sénégal. Toutefois, des troubles liés à la vie chère naissent en 2008. Et la situation du chômage s'aggrave. Elle atteint 47 % de la population active. 54 % des Sénégalais vivent sous le seuil de la pauvreté. Wade n'arrive pas à régler le problème de la Casamance. Les aspirations sécessionistes des mouvements révolutionnaires de l'ile inquiètent le gouvernement sénégalais.

Au niveau international, Wade s'appuie sur des nouveaux partenaires économiques au Moyen-Orient et en Asie et fonde avec le président algérien Abdelaziz Bouteflika et le dirigeant sud-africain Thabo Mbeki le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), projet panafricain qui a pour objectif de faire entrer l'Afrique dans le commerce mondial et de libérer le continent de l'assistanat.

Les objectifs du NEPAD[212] sont :

-Connecter le continent. Relier les pays d'Afrique par le biais de l'Internet haut débit
-Attribuer plus de pouvoir aux femmes. Former les femmes dans les secteurs clés

[212] Emilie Baconnier. NEPAD, une réponse africaine à la mondialisation. Nord-Sud. Le Point.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

-Nourrir l'Afrique. Changer les politiques agricoles
-Bâtir les infrastructures du futur
-Favoriser la production de médicaments en Afrique.

Mais Wade s'isole diplomatiquement, en se positionnant contre l'avis de l'Union Africaine concernant la crise libyenne. Il s'oppose à une intervention militaire en Libye et propose des solutions pacifiques dans le cas de la résolution de crise en Libye. Cependant, sa solution n'est pas retenue par l'Union Africaine. Thabo Mbeki s'indigne de l'attitude agressive des puissances occidentales vis-à-vis de la Libye malgré le veto de la Russie et de la Chine au Conseil de Sécurité.

Le 13 septembre 2004, le prix Félix Houphouët-Boigny pour la paix est décerné au président sénégalais pour saluer ses efforts non seulement dans son propre pays où la recherche de la paix en Casamance a fait de notables progrès mais également en Guinée-Bissau, en Mauritanie, ou encore dans la recherche d'une solution à la crise qui secoue la Côte d'Ivoire depuis le 19 septembre 2002.

A l'issue du premier tour, lors duquel il vote sous les huées d'opposants, Abdoulaye Wade arrive en tête avec 34,81 % des suffrages exprimés, mis en ballotage par son ancien Premier ministre, Macky Sall, alors qu'il espère une large victoire dès le premier tour. Il est battu le 25 mars 2012 par Macky Sall, qui recueille 65,80 % des voix. Wade félicite le vainqueur au soir du second tour et quitte ses fonctions présidentielles le 2 avril 2012.

Abdoulaye Wade s'est engagé, dès les premiers moments de son mandat à travailler pour sortir l'Afrique d'une situation économique catastrophique après quarante ans d'indépendance. Pour Wade, l'Afrique doit procéder à des investissements massifs, d'origine externe, afin d'éliminer les disparités structurelles entre elle et le monde développé. Il fonde le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) le 1er juillet 2001 à Lusaka, en Zambie avec d'autres chefs d'Etat africains. Ce programme continental est destiné à faire sortir le continent africain du sous-développement[213]. Il se fonde sur une théorie du rattrapage. Abdoulaye Wade a œuvré pour le développement économique et social de son pays. Il ne s'est pas contenté de réhabiliter les infrastructures. Il a mené d'importantes réformes dans l'éducation, la santé, l'agriculture, l'élevage et le transport. En dépit d'une période de sécheresse, Abdoulaye Wade est parvenu à redresser l'économie du Sénégal. Il a ménagé ses efforts pour régler les crises politiques dans certains pays d'Afrique de l'Ouest. Il a réussi à l'opposé de Senghor qui a démissionné plutôt que de régler la crise de la Casamance, à désamorcer le potentiel conflit armé sénégalo-sénégalais. Excellent médiateur, il a fait également de notables progrès pour la recherche de la paix en Guinée-Bissau, en Mauritanie, ou encore dans la recherche d'une solution à la crise qui secoue la Côte d'Ivoire depuis le 19 septembre 2002. Il a reçu le prix Félix Houphouët-Boigny pour la paix le 13 septembre 2004.

[213] Dandi Gnamou-Petauton. Le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique dans l'architecture institutionnelle de l'Union Africaine. Persée.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no48-IBRAHIM TRAORE (BURKINA FASO)



Né le 14 mars 1988 à Kéra, Ibrahim Traoré est un révolutionnaire, militaire et homme d'Etat burkinabè. Il est chef d'Etat du Burkina Faso depuis le 30 septembre 2022. Président de la Transition du Burkina Faso et co-fondateur de la Confédération du Sahel avec son homologue malien Assimi Goita et son homologue nigérien Abdourahamane Tiani. Il renverse le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba par un coup d'Etat et prend la tête du Mouvement Patriotique pour la Sauvegarde et la Restauration (MPSR). Il est le plus jeune chef d'Etat au monde d'alors avec ses 34 ans au sein de l'armée burkinabè, il porte le grade de capitaine. Ibrahim Traoré est avec Assimi Goita, l'un des nouveaux Thomas Sankara du XXI ème siècle[214]. Il est l'une des figures les plus marquantes du réveil souverainiste africain contemporain. Il renverse un régime militaire jugé incapable d'assurer la sécurité nationale face au terrorisme international et à l'ingérence étrangère[215]. Dans un contexte régional marqué par la violence, l'instabilité et la dépendance géopolitique, Ibrahim Traoré se lève en héros national, porté par une population avide de rupture, de souveraineté et de dignité. L'arrivée au pouvoir de ce jeune homme charismatique symbolise un changement générationnel dans la classe militaire et politiquedu Burkina Faso. Il est une icône nationaliste.

Il est perçu comme un acteur politique déterminé à restaurer la souveraineté et la stabilité, malgré les défis sécuritaires et sociaux majeurs (terrorisme international au Sahel,

[214] Teehl Loé Konaté. La révolution populaire au Burkina Faso : réalité ou illusion ? D.W.
[215] Hervé Debonrivage. Midi Insoumis, Populaire et Citoyen. La révolution d'Ibrahim Traoré : que se passe-t-il au Burkina Faso ?

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

intervention militaire de la France, sanctions économiques de la CEDEAO). Il fait preuve d'une maturité politique exceptionnelle, alliant courage, lucidité stratégique et fidélité aux idéaux de Thomas Sankara, premier président du Faso dont il se revendique l'héritier spirituel. L'ascension d'Ibrahim Traoré n'est pas seulement militaire. Elle est d'abord idéologique et morale : refus de la soumission à toute puissance étrangère, volonté affirmée de bâtir une armée populaire, appel au patriotisme, à l'engagement citoyen, et à la solidarité panafricaine. Ibrahim Traoré rompt définitivement avec le néocolonialisme notamment français, et engage une réorientation profonde de la diplomatie et de la défense nationale au Burkina.

Ibrahim Traoré appartient à l'ethnie Dioulasso ou Dioula de Bobo-Dioulasso. Il débute ses études à l'école primaire publique de Bondokuy. Il poursuit ses études secondaires au Lycée Mixte d'Accart-Ville de Bobo-Dioulasso, où il obtient le baccalauréat série D en 2006. En 2006, il rentre à l'Université de Ouagadougou aujourd'hui Université Joseph Ki-Zerbo à la Faculté de Sciences et Techniques, au département de chimie-biochimie-biologie-géologie. Il en ressort avec une maîtrise en géologie, obtenue avec mention, en 2010. Il a été durant ses études, militant de l'Association nationale des étudiants du Burkina (ANEB), une organisation estudiantine d'inspiration marxiste. Il est par ailleurs proche d'associations musulmanes ainsi que membre de l'Association des étudiants musulmans.

Ibrahim Traoré prend le pouvoir par un coup d'Etat le 30 septembre 2022, après avoir annoncé la destitution de Paul-Henri Damiba. Il s'agit du deuxième putsch que vit le pays cette année. Le capitaine Traoré fait partie des officiers qui ont participé au coup d'Etat qui avait renversé le président Roch Marc Christian Kaboré, et conduit le lieutenant-colonel Damiba, président du MPSR, au pouvoir le 24 janvier 2022. En raison de la situation sécuritaire dégradée et du non-respect des engagements pris lors du premier coup d'Etat, ces officiers ont décidé de destituer le président Damiba le 30 septembre. Ils estiment que ce dernier ne répond pas aux aspirations des populations en quête de stabilité et de souveraineté[216].

Ibrahim Traoré est désormais à la tête de la Transition du Burkina Faso. Ce coup d'Etat fait suite à plusieurs attaques terroristes meurtrières, particulièrement celle de Gaskindé, au nord du Burkina Faso, où un convoi de ravitaillement est tombé dans une embuscade terroriste. Selon le bilan officiel, on dénombre 11 militaires tués et plusieurs civils portés disparus. D'autres sources évoquent une centaine de civils tués. Paul-Henri Damiba démissionne finalement le 2 octobre 2022.

Traoré annonce la désignation d'un président de la Transition, civil ou militaire, par des assises le 14 octobre 2022. Ses partisans organisent des manifestations appuyant sa nomination à la tête de l'Etat, ce qui conduit à sa désignation à la tête de la transition en sa qualité de président du MPSR. Il est investi le 21 octobre président de la Transition par le Conseil Constitutionnel. En novembre 2022, il renonce au salaire présidentiel, mais conserve son salaire de capitaine. Cette marque de modestie et de simplicité suscite l'admiration du peuple. Le 3 février 2023, Ibrahim Traoré annonce de grandes offensives à venir contre les djihadistes, et appelle au

[216] Yahya Habil. Les attaques de l'AFRICOM contre Traoré produisent l'effet inverse. TRT Afrika.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

soutien populaire. Les massacres antérieures des populations par les djihadistes en présence des bases militaires françaises ont remis en question la coopération franco-burkinabè. Les Burkinabé désormais réclament le départ des bases militaires françaises du territoire. En avril 2023, il décrète la mobilisation générale. En mai, il évoque les pays amis avec lesquels il construit ou se renforce une coopération militaire : la Russie, dont l'unité militaire Wagner pourrait être présente au Burkina Faso, la Turquie, qui lui fournit des drones Bayraktar TB2, ainsi que la Corée du Nord, qu'il envisage également comme un fournisseur d'armes.

Désormais, le peuple burkinabè peut espérer gagner cette guerre contre les terroristes[217]. Pour intensifier la lutte contre les groupes terroristes, le gouvernement organise un recrutement exceptionnel de 3 000 militaires de rang, ainsi que l'enrôlement de 50 000 supplétifs volontaires pour la défense de la patrie. Alors que le budget de l'Etat, affecté par les sanctions économiques, peine à financer l'effort de guerre contre les groupes armés, le gouvernement est contraint à augmenter les taxes. Grâce à son âge, son expérience du terrain et son langage lapidaire, Ibrahim Traoré séduit auprès de la jeunesse, qui compte pour plus de 70 % de la population mais reste largement sous-représentée au sein des institutions politiques. Il invoque régulièrement les idéaux de Thomas Sankara lors de ses discours, tels que la lutte pour la souveraineté nationale et le rejet total de l'impérialisme. Il adopte une politique anti-néocoloniale, obtenant ainsi le soutien des panafricanistes et des tiers-mondistes. Le 16 septembre 2023, Ibrahim Traoré, aux côtés du colonel Assimi Goita et du général Abdourahamane Tiani, crée l'Alliance des Etats du Sahel, un pacte de défense mutuelle entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso. Avant de quitter la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) le 28 janvier 2024. Pour Ibrahim Traoré, il n'est plus question de faire marche arrière. La création de l'AES est un événement historique qui rappelle la Fédération du Mali ou l'Union des Etats de l'Afrique de l'Ouest. Après avoir échappé à une tentative de coup d'Etat en septembre 2023, Ibrahim Traoré fait appel à des militaires russes pour assurer sa protection. En décembre, le nouveau Premier ministre, Apollinaire Joachim Kyélem de Tambèla annonce l'appui de la Russie dans le cadre d'une réorganisation de l'armée burkinabè, notamment la création de nouveaux bataillons d'intervention rapide, tandis que la Chine et la Turquie vont également apporter leur aide géostratégique.

Parallèlement, le gouvernement burkinabè signe un accord avec la Russie pour la construction d'une centrale nucléaire. La création d'une centrale nucléaire est une innovation en Afrique francophone. Le Burkina Faso est le premier pays d'Afrique francophone à lancer un projet industriel d'une telle ambition. Ibrahim Traoré fonde avec ses homologues malien et nigérien Assimi Goita et Abdourahamane Tchiani la Confédération du Sahel le 15 juillet 2024. Elle est la transmutation de l'AES.

Il ne s'agit plus dorénavant d'une simple coopération technique et financière régionale mais d'une confédération des Etats. Le projet de cette confédération est novateur : créer une

[217] Konate Sinaly. L'Alliance des Etats du Sahel : Fruit de l'échec de la communauté internationale (CEDEAO). Revue Internationale de la Recherche Scientifique (Revue-IRS).

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre
monnaie régionale souveraine : le sahel. Le franc CFA étant une monnaie régionale contrôlée à 95 % par le Trésor français d'après des sources n'est pas perçue comme une monnaie indépendante à l'opposé du franc guinéen. Pour les dirigeants de la Confédération du Sahel, le franc CFA est appelé à disparaitre d'ici quelques années.

Les grandes actions d'Ibrahim Traoré sont :

-Coup d'Etat contre Roch Marc Christian Kaboré (septembre 2022) : Traoré renverse le président burkinabè dans un contexte d'insécurité dramatique liée aux attaques terroristes.
-Discours nationaliste et anti-corruption : Mise en place d'un discours fort visant à restaurer la souveraineté et lutter contre la corruption endémique.
-Réorganisation des forces armées : Renforcement des capacités militaires et adaptation des stratégies contre les groupes djihadistes.
-Engagement communautaire : Tentatives de collaboration avec les populations locales pour réduire le soutien aux groupes armés et stabiliser les régions touchées.
-Promesse de réformes politiques : Annonce d'un calendrier de transition avec des engagements vers un retour à un pouvoir civil et démocratique.

Ibrahim Traoré est aujourd'hui l'un des symboles les plus forts du réveil souverainiste et panafricaniste en Afrique francophone[218]. A la croisée des chemins entre Sankara et les chefs militaires modernes, il incarne une rupture générationnelle, un esprit de sacrifice, et un engagement profond pour la libération nationale. Mais les défis sont énormes : sécurisation durable du territoire, renforcement des institutions et respect des libertés. Sa légitimité populaire est élevée, mais sa légitimité constitutionnelle demeure transitoire. Ibrahim Traoré est un homme, sobre, jeune, énergique, proche des troupes, craint par les élites anciennes, mais porté en héros par une partie de la jeunesse africaine, comparé à Sankara pour sa posture idéologique, bien qu'il reste moins révolutionnaire sur le plan social. Il se revendique comme un patriote révolutionnaire, inspiré par Thomas Sankara. Il défend un discours de rupture totale avec la Françafrique. Il prône une souveraineté radicale, la fin de la dépendance et un panafricanisme concret. Il s'engage dans la recomposition géopolitique du Sahel avec le Bloc AES. Les actes majeurs de son mandat sont : la rupture diplomatique avec la France, le retrait des troupes françaises, la coopération accrue avec la Russie et la Turquie, l'appui massif aux Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP), la revendication du contrôle des mines, la lutte contre la corruption et l'économie de prédation, et la rénovation des institutions nationales.

[218] Sahel Matin. Burkina Faso : Ibrahim Traoré reçoit le Manifeste pour un Nouveau Panafricanisme.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no49-AMADOU TOUMANI TOURE (MALI)



Né le 4 novembre 1948 à Mopti dans le Soudan français, actuel Mali et mort le 10 novembre 2020 à Istanbul en Turquie, Amadou Toumani Touré dit ATT est un militaire et homme d'Etat malien. Il est l'instigateur de la révolution de 1991 qui rétablit le multipartisme au Mali[219]. Il est surnommé le « Soldat de la Démocratie ». Il est chef de l'Etat de 1991 à 1992 puis président de la République de 2002 à 2012. ATT est l'un des derniers grands leaders africains. Il a réussi un exploit politique rare : se faire élire et réélire sans avoir une formation politique propre. D'autres grands hommes, dans les mêmes circonstances, ne l'ont jamais réussi. Preuve qu'il est un homme politique de génie. Les deux mandats d'ATT se caractérisent par un dynamisme économique, des chantiers tous azimuts, des progrès sociaux et sanitaires, des droits démocratiques. Si le bilan économique est aussi éclatant que le bilan politique, le bilan sécuritaire est une tout autre histoire, ATT n'a pas réussi à mettre fin à la rébellion armée Touareg qui a divisé le Mali en deux zones : Une partie nord occupée par les sécessionnistes du Mouvement pour la Libération de l'Azawad ; et une partie sud sous zone gouvernementale.

Le Mali se situe dans la même impasse que le Maroc à propos du Front Polisario dans la Guerre du Sahara Occidental. Ami personnel d'Abdoulaye Wade et de Laurent Gbagbo, ATT a joué un rôle de premier plan sur la scène politique africaine notamment en Afrique de l'Ouest.

Amadou Toumani Touré grandit à Mopti, où il fréquente l'école primaire. Entre 1966 et 1969, il fréquente le Lycée Général de Badalabougou à Bamako pour devenir enseignant. Il rejoint

[219] Serge Daniel. Mali : Amadou Toumani Touré (ATT) : le soldat de la démocratie.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

ensuite l'armée et fréquente le Collège Intermilitaire de Kati. Membre du Corps des parachutistes, il gravit rapidement les échelons et, après de nombreux stages en Union Soviétique et en France, il devient le commandant du 33ème Régiment des Commandos Parachutistes en 1984.

Arrivé au pouvoir par un coup d'Etat militaire en 1968, le président Moussa Traoré impose un parti unique, l'Union Démocratique du Peuple Malien (UDPM), fortement contesté en raison de graves crises économiques. La contestation s'intensifie à la fin des années 1980. Les sécheresses successives, la crise économique récurrente, les violations des droits humains, les arrestations d'opposants et la soif de démocratie dans ce contexte de multipartisme accentuent la révolte. Des grèves syndicales et estudiantines paralysent le pays. Le régime militaire de Moussa Traoré réprime dans le sang toutes velléités démocratiques. La répression violente des manifestations anti-gouvernementales n'arrête pas la révolte qui se transforme en révolution populaire contre 23 ans de régime militaire et d'oppression. Les forces armées refusent de tirer plus longtemps sur le peuple malien et Amadou Toumani Touré, chef de garde profite de la situation pour arrêter le général président. Connu universellement sous ses initiales ATT, le colonel Touré devient le chef du Comité de Transition pour le Bien-Etre du Peuple et le chef de l'Etat par intérim tout au long des efforts du comité pour faire passer le gouvernement du pays à la démocratie. Un civil, Soumana Sacko est nommé chef du gouvernement. ATT préside la Conférence nationale qui, entre le 29 juillet et le 13 août 1991, élabore la Constitution du Mali et fixe les élections législatives et présidentielles de 1992. Une fois les résultats des élections proclamés, Touré cède le pouvoir au président nouvellement élu, Alpha Oumar Konaré. Pour la première fois en Afrique, un régime militaire rend le pouvoir à un gouvernement civil après des élections libres et démocratiques. ATT entre par la grande porte dans l'histoire. Il est surnommé « Le Soldat de la Démocratie »[220]. Le peuple malien est en liesse. Il salue son héros. Alpha Oumar Konaré est réélu en 1997, pour un second mandat qui s'achève en 2002.

En juin 2001, Amadou Toumani Touré sert temporairement comme envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, en République centrafricaine, après un coup d'Etat militaire manqué contre Ange-Félix Patassé.

Le 1er septembre 2001, Amadou Toumani Touré obtient sa mise en retraite de l'armée. Il décide de se lancer dans la vie politique en posant sa candidature pour l'élection présidentielle de 2002. Il est élu président de la République le 12 mai 2002 avec 64,35 % des voix au second tour. Son adversaire Soumaïla Cissé, ancien ministre, obtient 35,65 % des voix.

ATT n'appartient à aucun parti politique et son gouvernement regroupe tous les partis du pays. Rares sont les chefs d'Etat en Afrique qui ont été élus et réélus sans une formation politique propre. Lors de son élection en 2002, il nomme Ahmed Mohamed ag Hamani comme Premier ministre. Celui-ci démissionne le 28 avril 2004 et il est remplacé par Ousmane Issoufi

[220] Chérif Ouazani. En attendant 2012, la fin de la décennie. Jeune Afrique.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Maïga. Amadou Toumani Touré annonce sa candidature à l'élection présidentielle malienne le 27 mars 2007 à Nioro-du-Sahel.

Soutenu par la majorité des partis politiques, dont quatorze sont rassemblés à l'initiative de l'Alliance pour la Démocratie au Mali-Parti Africain pour la Solidarité et la Justice (ADEMA/PASJ) et de l'Union pour la République et la Démocratie (URD), au sein de l'Alliance pour la Démocratie et le Progrès (ADP) mais également par le Mouvement Citoyen et plusieurs associations, le président sortant axe sa campagne sur son bilan qu'il qualifie de positif, sur son modèle de gouvernance basé sur le consensus et sur un programme pour le développement économique et social autour de neuf objectifs : le renouveau de l'action publique en matière de démocratie et de gouvernance ; une plus forte croissance économique avec à la clef un taux de croissance d'au moins 7 % par an ; le développement du secteur privé ; celui des ressources humaines ; l'emploi des jeunes ; une plus grande implication des femmes dans le développement ; le soutien aux initiatives culturelles et au sport ; la participation des Maliens de l'extérieur au développement du pays et l'institution d'une diplomatie plus militante. Lors d'un meeting à Koulikoro, il annonce un programme d'embauche de 50 000 jeunes diplômés dans la Fonction Publique. Il permet ainsi l'éclosion d'une nouvelle génération de cadres dans l'Administration.

Les mérites d'ATT sont salués à l'étranger car ses performances ont été réalisées dans une conjoncture internationale des plus défavorables[221]. Trois mois après son investiture, le 8 juin 2002, une crise militaro-politique frappe de plein fouet le pays voisin : la Côte d'Ivoire et le port d'Abidjan, par où transitent plus de 80 % des échanges extérieurs du Mali. Jamais le pays n'a paru aussi enclavé. Les recettes douanières, principal pourvoyeur du Trésor public, chutent de manière immodérée, le coût des importations monte et les produits maliens à l'export sont de moins en moins compétitifs. Cependant par sa grande capacité politique ATT redresse la situation économique et sociale du pays. Il lance alors un ambitieux programme d'infrastructures routières. Le projet coûte 800 milliards de F CFA soit 1,2 milliard d'euros. Amadou Toumani Touré construit à Bamako un port par voie terrestre qui est l'un des quatre ports en eau profonde d'Afrique de l'Ouest avec le port de Dakar, au Sénégal par voie ferroviaire, à la suite de la réhabilitation du Transrail ; le port de Lomé, au Togo ; le port de Cotonou, au Bénin ; le port de Takoradi au Ghana. Le marché malien atteint un tel seuil de rentabilité que les administrations portuaires de ces pays jugent utile d'ouvrir des représentations commerciales à Bamako.

ATT est confronté à d'autres obstacles internes : une révolte d'une partie du peuple Touareg à tendance séparatiste, sous la forme d'une rébellion armée, en 2006, et une sérieuse menace salafiste depuis qu'Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) décide d'occuper le nord du Mali en menant une « bataille afghane » dans le Sahel. Cela est dû à la découverte de plusieurs ressources minières par les soldats français dans le septentrion malien. La rébellion Touareg de 1990-1996, conflit armé qui a opposé dans le passé les Touareg aux gouvernements du Mali et du Niger s'est achevé par la cérémonie symbolique de la Flamme de la Paix.

[221] Lamine Savané. Amadou Toumani Touré, trajectoire d'un général qui n'aimait la guerre.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Néanmoins, elle refait quelques années avec la présence militaire française. Les Maliens accusent la France de ne pas réagir face aux attaques terroristes dans le désert. D'aucuns affirment que les soldats français sont complices avec les rebelles Touareg qui commettent des massacres au nord. ATT appelle à la solution militaire pour éradiquer la rébellion Touareg, il privilégie la voie du dialogue en obtenant une médiation algérienne avec un succès retentissant.

Le président Amadou Toumani Touré peut se réjouir de ces travaux accomplis à la fin de son second et dernier mandat. Bamako est aujourd'hui une capitale moderne, avec ses larges avenues, ses centres commerciaux, sa nouvelle cité administrative, son parc d'attractions et de loisirs, l'élargissement de son réseau de distribution d'eau potable et d'évacuation des eaux usées. Il lui reste un dernier objectif : La rédaction du Code de la famille et de la personne. N'ayant pas l'obsession paralysante du pouvoir, ATT renonce à un troisième mandat et préfère laisser la place à la nouvelle génération. Il en profite pour réhabiliter la mémoire et l'œuvre du père de la Nation : Modibo Keïta en offrant un satisfecit à Mariam Travélé en l'honneur du premier président de la République du Mali.

Amadou Toumani Touré est un homme d'honneur, un homme de parole, un digne fils de l'Afrique. Le jour de la fête nationale du 14 juillet en France. Les chefs d'Etat africains des ex colonies françaises sont invités. Lorsque débute le défilé de l'armée française, tous les chefs d'Etat africains francophones se lèvent, excepté ATT. Il reste assis jusqu'à ce que commence le défilé de l'armée malienne. Ce geste n'est pas resté inaperçu dans les chaines TV en Afrique. ATT a toujours incarné ce sentiment d'indépendance, de dignité et de liberté propre aux grands libérateurs d'Afrique comme Kwame Nkrumah, Thomas Sankara, Patrice Lumumba, Nelson Mandela ou Sékou Touré. Il a pu faire du Mali un pays souverain et respecté pour la fierté et la dignité des Africains et de l'Afrique.

ATT a été un grand leader charismatique et un éclaireur politique, mais il n'a pas été un prophète, un annonciateur de la nouvelle génération des leaders maliens incarnée par Assimi Goita et Choguel Kokalla Maiga. Certes, il a réussi à l'instar de Jerry John Rawlings au Ghana et de Mathieu Kérékou au Bénin à rétablir un Etat de droit. Les deux mandats d'ATT ont été caractérisés par un dynamisme économique, des chantiers tous azimuts, des progrès sociaux et sanitaires, des droits démocratiques. Touré a construit à Bamako un port par voie terrestre qui est l'un des quatre ports en eau profonde dans la sous-région avec le port de Dakar, au Sénégal par voie ferroviaire, à la suite de la réhabilitation du Transrail ; le port de Lomé, au Togo ; le port de Cotonou, au Bénin ; le port de Takoradi, au Ghana. Le marché malien a atteint un tel seuil de rentabilité que les administrations portuaires des pays voisins ont jugé utile d'ouvrir des représentations commerciales à Bamako. Malgré une conjoncture internationale des plus défavorables, il a pu redresser la situation économique et sociale de son pays. ATT a le statut au Mali de sauveur de la République, car il a restauré la démocratie après une transition réussie[222]. Cependant, il n'a pas pu mettre fin à la rébellion Touareg au nord du Mali.

[222] Serge Daniel. Mali : Amadou Toumani Touré (ATT) : le soldat de la démocratie.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no50-ASSIMI GOITA (CONFEDERATION DU SAHEL)



Né le 9 novembre 1983 à Bamako, Assimi Goita est un révolutionnaire, militaire et homme d'Etat malien. Il est président du Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP) du 19 août 2020 au 18 janvier 2021 et chef de l'Etat du Mali du 24 août au 25 septembre 2020, à la suite d'un coup d'Etat, puis vice-président de la Transition à partir du 25 septembre 2020. Etant demeuré l'homme fort du pays, il reprend officiellement la tête du Mali en mai 2021, à la suite d'un nouveau putsch, puis promu général d'armée le 16 octobre 2024. Alors qu'une énième prolongation de la durée de la transition était censée expirer le 26 mars 2024, la junte organise en 2024 et 2025 des consultations auxquelles l'opposition n'est pas conviée, pour prolonger son mandat de cinq années supplémentaires et dissoudre les partis politiques. En mai 2025, alors que ceux-ci manifestent contre la mesure et appellent à la tenue d'élections d'ici la fin de l'année, la junte interdit leurs activités, puis procède à leur dissolution le 13 mai 2025. Le colonel Assimi Goita est une figure montante du renouveau politique africain. Officier formé au sein des forces spéciales maliennes et des académies militaires, il incarne une nouvelle génération de leaders panafricanistes, forgée dans le feu de la guerre, des humiliations diplomatiques et aspirations populaires à la souveraineté[223] intégrale et à la justice sociale. Assmi Goita est l'un des nouveaux Sankara du XXI ème siècle avec le capitaine Ibrahim Traoré.

Il entre dans l'histoire en août 2020 lorsqu'il prend la tête du Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP), à la suite d'un soulèvement militaire, contre un pouvoir jugé corrompu, inefficace et soumis aux dictats des étrangers. Loin de n'être qu'un acteur militaire, Assimi Goita devient très vite le porte-drapeau d'une jeunesse africaine en quête de dignité, de

[223] Dr. Amzat Boukari-Yabara. La Conférence des Etats du Sahel : une renaissance panafricaine ?

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

sécurité et de souveraineté. Il incarne l'exigence d'un changement radical : refuser la soumission aux puissances occidentales, combattre le terrorisme avec lucidité et restaurer la souveraineté nationale sur l'ensemble du territoire malien. Il est une figure du nationalisme africain contemporain.

Assimi Goita est membre de l'ethnie des Minianka, un sous-groupe du peuple Sénoufo[224], il est le fils d'un officier des forces armées maliennes, il est formé dans les académies militaires du Mali et fréquente notamment le Prytanée Militaire de Kati et l'Ecole Militaire Interarmes de Koulikoro. Il coordonne les forces spéciales maliennes dans le centre du pays avec le grade de colonel. Il est ainsi confronté à l'insurrection djihadiste au Mali. Assimi Goita découvre lors de cette mission une armée française indifférente face aux attaques des djihadistes d'ethnie Touareg sur les populations. Il décide de dénoncer à travers des vidéos, des documents et des photos la complicité de l'armée française avec les rebelles maliens. La situation sécuritaire du Mali inquiète vivement la communauté internationale.

Assimi Goita est, avec Ismaël Wagué, Malick Diaw et Sadio Camara, Modibo Kone l'un des organisateurs du coup d'Etat de 2020 contre le président Ibrahim Boubacar Kéita. Le 19 août 2020, il est désigné président du Comité National pour le Salut du Peuple. Le 24 août 2020, l'acte fondamental mis en vigueur par le CNSP fait de lui de facto le chef de l'Etat du Mali. Grand admirateur de l'ancien président burkinabè Thomas Sankara, il rencontre l'ancien président ghanéen Jerry John Rawlings. Les deux dirigeants révolutionnaires s'étaient rencontrés au Ghana dans le cadre du sommet de la CEDEAO à Peduase. Cette rencontre portait sur la question de la transition militaire au Mali en 2020. L'ancien président ghanéen devient pendant un moment éphémère le conseiller en communication marketing du nouveau chef de l'Etat. Il l'encadre sur le point stratégique, tactique, militaire et diplomatique.

Le 24 mai 2021, peu après l'annonce d'un second gouvernement civil conduit par Moctar Ouane se caractérisant par la mise à l'écart de deux membres de l'ex-CNSP, il s'agit des colonels Koné et Camara, Bah N'Daw, le Premier ministre et le Ministre de la Défense sont interpelés puis conduits sous escorte militaire à Kati. Le lendemain, le colonel Assimi Goita annonce qu'il a démis de leurs prérogatives le président et le Premier ministre, qu'il accuse de sabotage de la transition malienne, leur reprochant d'avoir formé un nouveau gouvernement civil sans se concerter avec lui, alors que la charte de la transition lui confère pleinement un droit de regard sur le choix du Ministre de la Défense et celui de la Sécurité, anciennement occupés par ses alliés militaires Sadio Camara et Modibo Koné.

Assimi Goita fait un second coup d'Etat et devient président de la Transition par intérim jusqu'à nouvel ordre. Le 28 mai, constatant la vacance à la présidence, la Cour constitutionnelle du Mali le déclare président de la Transition par succession constitutionnelle jusqu'au terme de la période transitoire. Rapidement, il tend la main à l'Union Nationale des Travailleurs du Mali, qui organise des grèves. Cet acte de grande portée accroit sa popularité auprès des populations locales qui voient en lui un héros.

[224] Les Minianka sont une branche du peuple Sénoufo résidant au Mali.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Le 28 mai, il annonce que la fonction de Premier ministre reviendra à la coalition d'opposition Mouvement du 5 juin - Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP). Assimi Goita désigne son chef de gouvernement, Choguel Kokalla Maiga, pour coordonner l'action gouvernementale, ce qui est effectif le 7 juin, après la prestation de serment de Goita à la Cour suprême. Ce fonctionnaire devient le numéro deux de la révolution malienne du 28 mai 2021. Tribun hors-pair et charismatique, Choguel Kokalla Maiga est décrit par la classe politique comme un dirigeant politique au style emblématique.

En juillet 2021, deux individus tentent de poignarder Assimi Goita à la Grande Mosquée de Bamako, durant l'Aïd al-Adha, après la cérémonie et alors que l'imam se dirigeait vers la sortie du lieu de culte pour égorger le mouton. Le dirigeant n'est pas blessé. Les partisans d'Assimi Goita soupçonnent la main de la France ou encore celle la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dans cet attentat. La CEDEAO a mainte fois désapprouvé la transition militaire au Mali.

En décembre 2021, à l'issue des Assises nationales pour la refondation, qui proposent de prolonger la transition de six mois à cinq ans pour mener des réformes politiques et administratives, Assimi Goita annonce qu'il souhaite prolonger de cinq ans la transition malienne. Il propose ainsi d'organiser le référendum constitutionnel en janvier 2024, les élections législatives et sénatoriales en novembre 2025 et une élection présidentielle en décembre 2026. Cette proposition est discutée lors du sommet extraordinaire de la CEDEAO du 9 Janvier suivant. A l'issue de celui-ci, l'organisation, qui rejette également une proposition d'une transition de quatre ans, décide la fermeture des frontières avec le Mali, le rappel des ambassadeurs et un blocus économique. Ceci est perçu par les populations soudano-sahéliennes comme un affront à la souveraineté de leurs Etats et une menace à leur stabilité. Le 21 février, la charte de la transition est effectivement amendée pour prolonger la durée de la transition pour une durée indéterminée maximale de cinq ans. Par ailleurs, Assimi Goita est inéligible à la prochaine élection présidentielle, sauf s'il démissionne de ses fonctions d'officier. Enfin, le président du CNT devient de fait le successeur constitutionnel du président de la Transition. Le 21 août 2022, il nomme Abdoulaye Maiga, Premier ministre par intérim pour remplacer Choguel Kokalla Maiga, fragile de santé, hospitalisé depuis le 10 août 2022. Abdoulaye Maiga va se charger de défendre la cause malienne aux Nations Unies. Il expliquera que le Mali ne peut organiser des élections présidentielles dans un contexte de guerre. Une enquête d'opinion réalisée en 2023 par la fondation allemande Friedrich-Ebert-Stiftung indique qu'une très large majorité de citoyens maliens se déclarent pleinement satisfaits du régime de transition militaire présidé par le colonel Assimi Goita. La création de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) le 16 septembre 2023 ravive l'espoir d'une fédération en Afrique de l'Ouest francophone[225]. Assimi Goita, Ibrahim Traoré et Abdourahamane Tiani ressuscitent en quelques sortes la Fédération du Mali créée par Modibo Kéita et Léopold Sédar Senghor. Mais cette confédération ouest-africaine plus souverainiste, plus panafricaniste, plus nationaliste au sens africain du terme rappelle par son idéologie et sa stratégie une autre confédération

[225] Radiodiffusion Télévision du Burkina. Traité portant création de la Confédération des Etats du Sahel (AES).

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

sous-régionale : L'Union des Etats d'Afrique de l'Ouest (UEAO) ou simplement l'Union des Etats Africains (UEA) fondée par Ahmed Sékou Touré, Kwame Nkrumah et Modibo Kéita le 23 novembre 1958[226]. L'objectif principal était de créer un bastion économiquement fort, politiquement stable et si possible militairement indépendant afin de résister aux puissances capitalistes qui représentent une menace réelle pour la souveraineté des Etats africains. Le renversement de Kwame Nkrumah le 27 avril 1972 au Ghana et de Modibo Kéita le 16 mai 1976 au Mali met fin à ce rêve panafricain. Les leaders de l'AES apparaissent dans ce contexte comme les nouveaux héros panafricanistes du XXI ème siècle qui ont décidé de reprendre le flambeau panafricain et de continuer la lutte des pères des indépendances. L'Association des Etats du Sahel (AES) se présente comme une réponse potentiellement appropriée à une crise politique et sécuritaire. L'AES a un rôle majeur : la lutte contre le terrorisme international notamment dans le Sahel d'une part et la criminalité transnationale dans les régions septentrionales de l'Afrique de l'Ouest d'autre part. La fondation de l'AES pourrait faire peser sur le fonctionnement d'autres organisations sous-régionales telles que la CEDEAO (Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest) et l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine) qui semblent être désuètes depuis l'échec du projet de l'ECO en juillet 2020. Certains analystes politiques comme Kebi Seba paraphrasent Thomas Sankara : « Nous voulons une CEDEAO des peuples et non une CEDEAO des Etats » c'est-à-dire une CEDEAO qui représente directement les aspirations des peuples et non les intérêts personnels des dirigeants.

La période de transition se termine le 26 mars 2024 sans que des élections ne soient organisées. Les dirigeants du pays estiment qu'on ne peut organiser librement des élections présidentielles dans un contexte de conflit militaro-politique. Le Mali n'ayant pas retrouvé son intégrité territoriale et sa pleine souveraineté. Il n'y a pas d'élections possibles. Une situation similaire a eu lieu en Côte d'Ivoire de 2002 à 2010. Le président Laurent Gbagbo voulait organiser des élections présidentielles en 2005. Mais les groupes armés n'avaient pas déposé les armes, ce qui prolongeait son mandat présidentiel. En avril 2024, le Premier ministre Maiga annonce la tenue du scrutin après le dialogue inter-malien et la fin de la stabilisation du pays. En parallèle, l'activité des partis politiques est suspendue par la junte, qui interdit à l'ensemble des médias pro-occidentaux de couvrir leurs activités. Le 10 mai, le dialogue inter-malien propose de prolonger la transition de deux à cinq années supplémentaires, de réduire le nombre de partis politiques, et appelle Assimi Goita à prolonger la transition militaire compte tenu de la résistance des terroristes au nord du Mali. Parallèlement, les dirigeants de l'AES invitent le Maroc à rejoindre la Confédération du Sahel. L'approbation de Sa Majesté le roi Mohammed VI du Maroc est en cours. La Confédération du Sahel nait le 15 juillet 2024. Elle est la transmutation de l'AES. Désormais il ne s'agit plus d'une simple coopération technique et financière régionale mais d'une confédération des Etats. Le projet de cette confédération est novateur : créer une monnaie régionale souveraine : le sahel. Le franc CFA étant une monnaie régionale contrôlée à 95 % par le Trésor français d'après des sources n'est pas perçue comme une monnaie indépendante à l'opposé du franc guinéen. Pour les dirigeants de la Confédération du Sahel, elle est appelée à disparaitre d'ici quelques années.

[226] Encyclopédie Wikipédia. Union des Etats Africains.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

Le chef de la junte malienne, le colonel Assimi Goita, reçoit en octobre 2024 une délégation parlementaire de la Turquie dans l'optique de diversifier ses partenariats économiques mais également sécuritaires, dans une région marquée par l'instabilité. Au cours des discussions, la Turquie exprime également son soutien aux Forces Armées Maliennes (FAMA) dans leur lutte contre le terrorisme au Sahel. Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, assure son soutien à son homologue malien Assimi Goita lors d'un échange téléphonique en juillet 2024. Vladimir Poutine, l'actuel président de la Fédération de la Russie devient le principal partenaire et allié de la Confédération du Sahel. Le 20 novembre 2024, il limoge le Premier ministre Choguel Kokalla Maiga, qui accuse la junte de ne pas le laisser gouverner et de refuser de fixer une date pour les élections présidentielles, et dissout son gouvernement. D'aucuns affirment que Choguel Kokalla Maiga collaborait secrètement avec les pouvoirs français. Assimi Goita nomme le lendemain son frère cadet le général Abdoulaye Maiga pour lui succéder. Ce dernier forme un nouveau gouvernement malien pour assurer la transition militaire.

Sous le leadership d'Assimi Goita, le Mali amorce un redressement stratégique : expulsion des forces étrangères jugées inefficaces, renforcement des capacités nationales, partenariat militaire diversifié notamment avec la Russie et la Turquie, et surtout rupture avec le modèle imposé depuis des décennies[227]. Il s'affirme comme un homme d'action austère, discret, mais déterminé, au service d'un idéal : la reconquête de la liberté du peuple malien. Il est à l'instar de Laurent Gbagbo en Côte d'Ivoire, le champion de la reconquête de la souveraineté nationale. Le général Assimi Goita ne limite plus sa vision à la tradition des grandes figures de l'Unité africaine comme Kwame Nkrumah, Gamal Abdel Nasser ou Thomas Sankara. Il redonne à l'idée d'un Etat fort et indépendant toute sa pertinence contemporaine. Critiqué à l'extérieur, mais respecté profondément par de larges couches populaires, Goita reste fidèle à une ligne : l'honnêteté, du silence stratégique, de la rigueur morale, et du rejet des compromissions. Son autorité morale, sa posture patriote, et sa vision souverainiste font de lui une figure montante du panafricanisme du XXI ème siècle avec Ibrahim Traoré et Abdourahamane Tiani. En quelques années, Assimi Goita est devenu un symbole de résistance, de dignité et de rupture avec l'ordre établi. A l'instar des grands leaders africains qui l'ont précédés (Kwame Nkrumah, Thomas Sankara, Ahmed Sékou Touré, Patrice Lumumba, Gamal Abdel Nasser, Julius Nyerere, Mouammar Kadhafi, Samora Machel, Agostinho Neto, Modibo Kéita), il reprend le flambeau panafricain des Grands, et redonne l'espoir à une jeunesse en quête de souveraineté intégrale et de justice sociale.

Les grandes actions du colonel Assimi Goita[228] sont :

-Renversement du président Ibrahim Boubacar Kéita (août 2020) : Goita joue un rôle clé dans le coup d'Etat qui met fin au mandat d'IBK critiqué pour sa gestion de la crise sécuritaire et politique

[227] Michèle Pépé. Neema Media. Coopération Mali-Turquie : Bamako accueille la première édition du Salon international de la défense et de la sécurité.
[228] Bakary Bamba. Assimi Goita. La nouvelle figure du panafricanisme ? Sahel Tribune.com.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

-Formation du Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP) : Organisation d'une junte militaire assurant le pouvoir transitoire, avec Goita comme figure centrale
-Second coup d'Etat (mai 2021) : Eviction du président de la transition civile Bah N'Daw et du Premier ministre Moctar Ouane, ce qui le propulse à la présidence de la Transition
-Gestion de la transition : Mise en place d'un gouvernement militaire avec un discours axé sur la question de la restauration de la sécurité face aux groupes djihadistes au centre et au nord du Mali
-Négociation avec les partenaires internationaux : Tentatives de conciliation avec la CEDEAO, l'Union Africaine et la communauté internationale.

Dirigeant énigmatique, stratège politique débutant mais tacticien très habile, Assimi Goita incarne par son modèle de gouvernance : honnêteté, silence stratégique, rigueur morale, rejet des compromissions[229]. Son autorité morale, sa posture patriote et sa vision souverainiste font de lui un symbole de résistance, de dignité et de rupture avec l'ordre établi. Il est le porte-flambeau d'une révolution qui s'étend aux frontières du Mali et de la Confédération du Sahel. Assimi Goita représente dans les pays francophones comme anglophones le renouveau politique au sens historique et panafricain. Il reprend avec son compagnon de lutte le capitaine Ibrahim Traoré du Burkina Faso le combat des pères des indépendances : réaffirmer la souveraineté intégrale et rétablir une justice sociale en Afrique. Dès lors il mène des actions majeures : renforcement de la souveraineté nationale, sécurisation du territoire, refondation politique et institutionnelle, panafricanisme affirmé, nationalisme africain assumé. Sa maitrise du tempo politique, son utilisation stratégique de la communication, sa reconfiguration des alliances, sa neutralisation des oppositions internes démontrent une grande habilité tactique. Assimi Goita semble être l'héritier des grands visionnaires d'Afrique : Kwame Nkrumah[230], Nelson Mandela, Thomas Sankara, Julius Nyerere, Gamal Abdel Nasser, Patrice Lumumba. Samora Machel. Son courage, son patriotisme, son sens de l'honneur, son sens du sacrifice font cas d'école. Il incarne un nouvel espoir pour de nombreux jeunes Africains d'aujourd'hui.

[229] El Hadj A.B. Haidara. Recomposition stratégique au sommet de l'armée malienne. Mali Jet.
[230] Bruno Djito Segbedji. L'homme fort du Mali. L'essentiel des relations internationales.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

CONCLUSION GENERALE :

L'histoire politique de l'Afrique est celle d'un long combat pour la liberté, la dignité et la souveraineté. Des résistances à la colonisation aux luttes pour les indépendances, des mouvements de libération nationale aux combats contemporains pour l'affirmation des Etats africains, des hommes et des femmes d'exception ont consacré leur existence à la défense de leur peuple et à l'émancipation du continent. Ce classement des plus grands hommes politiques africains de tous les temps rend hommage à ces bâtisseurs de l'histoire. Malgré leurs différences idéologiques, leurs parcours parfois opposés et les controverses qui entourent certaines de leurs actions, tous ont contribué, à leur manière, à façonner le destin de l'Afrique moderne. De Kwame Nkrumah à Thomas Sankara, de Patrice Lumumba à Nelson Mandela, de Gamal Abdel Nasser à Amílcar Cabral, une même aspiration traverse les générations : celle d'une Afrique libre, unie, forte et maîtresse de son destin. Le panafricanisme demeure aujourd'hui plus qu'une simple doctrine politique. Il représente une exigence historique. Dans un monde marqué par les rivalités géopolitiques, les mutations économiques et les défis technologiques, l'avenir du continent dépendra largement de sa capacité à renforcer son unité, à protéger ses intérêts stratégiques et à parler d'une voix plus forte sur la scène internationale. Les grandes figures de ce classement nous enseignent que les peuples africains sont capables de produire leurs propres modèles politiques, leurs propres solutions de développement et leurs propres visions du progrès. Elles rappellent également qu'aucune nation ne peut atteindre sa pleine grandeur sans confiance en elle-même, sans conscience de son histoire et sans ambition pour son avenir. L'Afrique n'est pas un continent condamné à subir l'histoire ; elle est appelée à l'écrire. Les générations futures jugeront notre époque à sa capacité à poursuivre l'œuvre commencée par les pionniers de la liberté africaine, à approfondir l'intégration continentale et à bâtir une civilisation africaine prospère, souveraine et respectée. Ce classement n’est pas une simple énumération de noms : il est un hommage vibrant aux architectes du destin africain. Chacun de ces hommes politiques, à sa manière, a porté le poids de son peuple, de ses espérances, de ses luttes, parfois de ses douleurs. Ils ont défié l’histoire, redéfini la souveraineté, porté haut la voix d’une Afrique debout, digne, en marche vers sa libération totale. Certains ont rêvé, d'autres ont agi. Quelques-uns ont échoué, mais aucun n’a été insignifiant. Ils ont inscrit leurs noms dans les sillons de la mémoire collective, non sans contradictions, mais toujours avec une part de grandeur. C’est dans cette diversité d’itinéraires, de convictions, de choix stratégiques, que se révèle la richesse politique du continent africain. Ce classement est aussi une invitation à la réflexion pour les générations présentes et futures : comprendre le passé pour mieux bâtir l’avenir. Il ne s’agit pas d’idéaliser, mais de transmettre l’héritage. Car l’Afrique a besoin de mémoire pour ne pas se perdre, de repères pour se projeter, et de courage pour continuer. A travers ce travail, c’est un message que nous voulons porter : l’Afrique a connu, connaît et connaîtra de grands hommes politiques. A nous de reconnaître leur valeur, d’apprendre d’eux, de nous en inspirer, et d’écrire la suite de l’histoire avec foi, exigence et lucidité. A travers les luttes de Nelson Mandela et Laurent Gbagbo, à travers leurs procès respectifs – Rivonia en 1963, La Haye en 2011 – se dessine une constante dans l’histoire politique contemporaine de l’Afrique : la justice devient un champ de bataille où se jouent les destins des peuples et la souveraineté des nations. Mandela et Gbagbo, bien que séparés par les époques, les contextes

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

et les régimes politiques, incarnent une même posture : celle de l'homme traîné en justice non pour ses crimes, mais pour ses idées, sa vision, son engagement radical en faveur d'une Afrique libre, maîtresse de son destin. L'un est accusé de sabotage contre un régime raciste ; l'autre de crimes contre l'humanité dans un contexte de guerre civile. Mais tous deux transforment le prétoire en tribune, et la soumission attendue en acte de défiance historique. Mandela, dans un système d'apartheid brutal, fait du procès de Rivonia un plaidoyer pour une démocratie multiraciale et une Afrique du Sud réconciliée. Gbagbo, face à une justice pénale internationale instrumentalisée, érige son procès en dénonciation du néocolonialisme et de l'ingérence occidentale. Le premier sera condamné à perpétuité et deviendra l'icône d'une liberté conquise par la dignité. Le second sera acquitté, et deviendra le symbole d'une souveraineté injustement piétinée mais fièrement revendiquée. Ces deux procès illustrent comment la figure du résistant africain n'est jamais dissociée de celle du bouc émissaire judiciaire. Ils révèlent une vérité profonde : lorsque l'Afrique tente de se libérer, elle affronte non seulement des adversaires politiques, mais aussi des systèmes judiciaires érigés en remparts de l'ordre établi. Pourtant, loin d'être réduits au silence, Mandela comme Gbagbo ont gagné la bataille du sens. Leurs procès ont éveillé les consciences, brisé les récits officiels, et inscrit dans l'Histoire l'idée que la justice, parfois, juge plus qu'un homme – elle juge l'émancipation d'un peuple. En définitive, ce parallèle entre Rivonia et La Haye, entre Mandela et Gbagbo, nous rappelle ceci : la justice sans souveraineté n'est qu'un masque, et le tribunal, parfois, n'est qu'un théâtre où une Afrique rejoue inlassablement son combat pour la liberté.

Evariste Arthur Assi.
1er mai 2025.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

ANNEXES

EVALUATION STRATEGIQUE

I-CLASSEMENT STRATEGIQUE DES CHEFS D'ETAT AFRICAINS PAR ORDRE

DU GENIE POLITIQUE

NIVEAU STRATEGIQUE TRES ELEVE

no1-KWAME NKRUMAH - Stratège politique de génie et panafricaniste visionnaire.

no2-NELSON MANDELA - Stratège de la transition pacifique et de la réconciliation nationale.

no3-THOMAS SANKARA - Visionnaire radical de l'émancipation africaine sur tous les plans.

no4-JULIUS NYERERE - Architecte du socialisme africain (Ujaama).

no5-AHMED SEKOU TOURE - Promoteur de la souveraineté absolue, stratège du refus.

no6-PATRICE LUMUMBA - Stratège oratoire et mobilisateur de l'indépendance nationale.

no7-GAMAL ABDEL NASSER - Architecte du nationalisme arabe et de la souveraineté économique.

no8-HAILE SELASSIE - Vision d'un Etat africain ancien modernisé, promoteur du panafricanisme.

no9-MODIBO KEITA - Idéaliste rigoureux, porteur d'un projet socialiste structuré.

no10-SAMORA MACHEL - Vision révolutionnaire, appui aux luttes continentales.

NIVEAU STRATEGIQUE ELEVE

no11-MOUAMMAR KADHAFI - Maître tacticien. Promoteur de l'unité économique de l'Afrique.

no12-ROBERT MUGABE (Période 1980-1990) - Grande intelligence politique initiale.

no13-JOMO KENYATTA - Stratège institutionnel conservateur.

no14-AGOSTINHO NETO - Stratège révolutionnaire idéologique.

no15-LAURENT GBAGBO - Stratège du contre-pouvoir en Afrique francophone, intellectuel engagé.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no16-BARTHELEMY BOGANDA - Stratège visionnaire du compromis.

no17-HOUARI BOUMEDIENE - Bâtisseur étatique, stratège de la souveraineté algérienne.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no18-JERRY JOHN RAWLINGS - Double transition (militaire vers démocratique).

no19-PAUL KAGAME - Stratégie sécuritaire et reconstruction solide de l'Etat.

no20-AHMED BEN BELLA - Porteur de la révolution algérienne, mais limité dans la durée.

no21-ALI SOILIHI M'TSASHIWA - Stratège politique pragmatique et visionnaire.

no22-MOHAMED BOUDIAF - Stratège politique à la fois idéologue et homme d'action.

no23-SYLVANUS OLYMPIO - Stratège du nationalisme modéré et de l'indépendance progressive.

no24-ANOUAR EL SADATE - Stratège de la rupture tactique et du repositionnement géopolitique.

no25-MATHIEU KEREKOU - Adaptation politique et résilience idéologique.

NIVEAU STRATEGIQUE RELATIVEMENT ELEVE

no26-JOHN POMBE MAGUFULI - Stratégie du nationalisme économique et de l'efficacité stricte.

no27-KENNETH KAUNDA - Stratège du consensus panafricain et de la diplomatie militante.

no28-LEOPOLD SEDAR SENGHOR - Stratège culturel et politique mais non souverainiste.

no29-ABUBAKAR TAFAWA BALEWA - Tacticien politique prudent et conciliateur.

no30-LAURENT-DESIRE KABILA - Stratège de la résistance armée et de la mobilisation populaire.

no31-BENJAMIN NNAMDI AZIKIWE - Stratège visionnaire et pragmatique.

no32-FELIX HOUPHOUET-BOIGNY - Maître du jeu d'équilibre, mais stratégie limitée à la France.

no33-MOHAMMED V - Stratège politique prudent et visionnaire, maître du jeu d'équilibre.

no34-HABIB BOURGUIBA - Maître de la manœuvre progressive. Stratégie étatique rationaliste.

no35-SERETSE KHAMA - Stratégie institutionnelle du développement pacifique.

no36-SAM NUJOMA - Tacticien de la libération nationale. Tacticien de la résistance prolongée.

no37-ELLEN JOHNSON SIRLEAF - Stratège institutionnel et de reconstruction post-conflit.

no38-OLUSEGUN OBASANJO - Tacticien du consensus national et de la survie politique.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no39-SEYNI KOUNTCHE - Stratège de l'autorité régalienne et de la restauration nationale.

no40-WILLIAM TUBMAN - Maître de l'ajustement politique pragmatique.

no41-PHILIBERT TSIRANANA - Stratège du compromis et de la stabilité post-coloniale.

no42-MOKTAR OULD DADDAH - Tacticien du compromis ethno-politique.

no43-ABDOULAYE WADE - Tacticien de la résilience politique et de la conquête électorale.

no44-JOAQUIM CHISSANO - Résilience institutionnelle et compromis politique.

no45-NGARTA TOMBALBAYE - Tacticien du maintien du pouvoir par la centralisation.

no46-MARIEN NGOUABI - Tacticien révolutionnaire pragmatique et militaire.

no47-ASSIMI GOITA - Tacticien de l'ajustement militaire et souverainiste.

no48-IBRAHIM TRAORE - Stratège révolutionnaire de rupture souverainiste.

no49-AMADOU TOUMANI TOURE - Stratège institutionnel et consensuel.

no50-ARISTIDES PEREIRA - Tacticien de la consolidation post-indépendance.

NOTA BENE :

En politique, la stratégie révèle de l'intelligence, la tactique de la ruse. Certains présidents comme Houphouët-Boigny, Wade ou Tsiranana étaient surtout des tacticiens, excellents dans la gestion politique à court ou moyen terme, mais une vision stratégique souvent limitée ou opportuniste. D'autres comme Sankara, Sékou Touré ou Nkrumah étaient d'authentiques grands stratèges, parfois au prix de leur efficacité tactique (Olympio, Nyerere, Ben Bella) ou de leur survie politique (Lumumba, Machel). Rares sont les chefs d'Etat qui furent hybrides (Mandela, Kadhafi, Mugabe). La stratégie est supérieure, elle repose sur l'intelligence conceptuelle, la vision, la capacité à penser au-delà de l'immédiat. C'est elle qui permet de bâtir une œuvre politique durable, de laisser une trace dans l'histoire. Mais, la tactique est indispensable, car sans elle la stratégie ne se réalise pas. En conclusion, la stratégie fonde la grandeur politique. La tactique assure la survie politique.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

II-CLASSEMENT STRATEGIQUE DES HOMMES D'ETAT AFRICAINS PAR ORDRE DU GENIE POLITIQUE

NIVEAU STRATEGIQUE TRES ELEVE

Ces leaders ont démontré une vision politique exceptionnelle, articulée autour d'objectifs de transformation profonde, souvent à l'échelle continentale ou civilisationnelle.

no1-KWAME NKRUMAH - Architecte du panafricanisme moderne, visionnaire d'un Etat africain unifié.

no2-THOMAS SANKARA - Révolutionnaire intégral, promoteur d'une rupture totale avec le néocolonialisme.

no3-AMILCAR CABRAL - Stratège de libération, alliant rigueur intellectuelle et organisation militaire.

no4-NELSON MANDELA - Maître du compromis historique, stratège de la réconciliation nationale.

no5-GAMAL ABDEL NASSER - Leader du nationalisme arabe, promoteur de la souveraineté économique.

no6-JULIUS NYERERE - Visionnaire du socialisme africain, fondateur de l'Ujaama.

no7-AHMED SEKOU TOURE - Stratège du refus colonial, promoteur de la souveraineté absolue.

no8-PATRICE LUMUMBA - Tribun de l'indépendance congolaise, stratège de la rupture politique.

no9-HAILE SELASSIE - Empereur modernisateur, promoteur du panafricanisme institutionnel.

no10-SAMORA MACHEL - Leader révolutionnaire, soutien actif aux luttes de libération africaines.

NIVEAU STRATEGIQUE ELEVE

Ces figures ont su articuler une vision politique cohérente avec des capacités tactiques notables, influençant durablement leur pays et parfois au-delà.

no11-MOUAMMAR KADHAFI - Promoteur de l'unité économique africaine, stratège géopolitique complexe.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no12-MODIBO KEITA - Stratège africain de la cohérence idéologique et de la rigueur institutionnelle.

no13-ROBERT MUGABE (Période 1980-1990) **-** Intellectuel politique, stratège du nationalisme noir.

no14-JOMO KENYATTA - Leader du compromis institutionnel, père de l'indépendance kényane.

no15-AGOSTINHO NETO - Poète-révolutionnaire, stratège idéologique de la libération angolaise.

no16-LAURENT GBAGBO - Intellectuel engagé, stratège du contre-pouvoir en Afrique francophone.

no17-BARTHELEMY BOGANDA - Visionnaire de la fédération africaine, promoteur du compromis politique.

no18-AHMED BEN BELLA - Porteur de la révolution algérienne, stratège de la légitimation révolutionnaire.

no19-JERRY JOHN RAWLINGS - Leader de la double transition, du militaire au démocratique.

no20-PAUL KAGAME - Stratégie sécuritaire, architecte de la reconstruction rwandaise.

no21-HOUARI BOUMEDIENE - Bâtisseur étatique, stratège du non-alignement et de la réforme interne.

no22-ALI SOILIHI M'TSASHIWA - Réformateur pragmatique, promoteur d'une politique visionnaire aux Comores.

no23-MOHAMED BOUDIAF - Idéologue et homme d'action, stratège politique algérien.

no24-SYLVANUS OLYMPIO - Leader du nationalisme modéré, promoteur de l'indépendance progressive.

no25-ANOUAR EL SADATE - Stratège de la rupture tactique, repositionnement géopolitique de l'Egypte.

NIVEAU STRATEGIQUE RELATIVEMENT ELEVE

Ces leaders ont montré une certaine vision stratégique, souvent limitée par des contraintes internes ou externes, mais ont laissé une empreinte notable.

no26-MATHIEU KEREKOU - Adaptateur politique, résilience idéologique.

no27-JOHN POMBE MAGUFULI - Nationaliste économique, promoteur de l'efficacité stricte en Tanzanie.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no28-KENNETH KAUNDA - Stratège du consensus panafricain, diplomatie militante en Zambie.

no29-LEOPOLD SEDAR SENGHOR - Stratège culturel et politique, promoteur de la Négritude.

no30-ABUBAKAR TAFAWA BALEWA - Tacticien politique prudent, conciliateur au Nigéria.

no31-LAURENT-DESIRE KABILA - Stratège de la résistance armée, mobilisation populaire en RDC.

no32-BENJAMIN NNAMDI AZIKIWE - Visionnaire pragmatique, promoteur du nationalisme pacifique au Nigeria.

no33-FELIX HOUPHOUET-BOIGNY - Maître du jeu d'équilibre, stratégie limitée à la France.

no34-MOHAMMED V - Stratège politique prudent, visionnaire de l'indépendance marocaine.

no35-HABIB BOURGUIBA - Maitre de la manœuvre progressive. Stratégie étatique rationaliste en Tunisie.

no36-SAM NUJOMA - Tacticien de la libération nationale, patience diplomatique en Namibie.

no37-ELLEN JOHNSON SIRLEAF - Stratège institutionnel, reconstruction post-conflit au Liberia.

no38-OLUSEGUN OBASANJO - Tacticien du consensus national, survie politique au Nigeria.

no39-SEYNI KOUNTCHE - Stratège de l'autorité régalienne, restauration nationale au Niger.

no40-WILLIAM TUBMAN - Maître de l'ajustement politique pragmatique au Liberia.

no41-PHILIBERT TSIRANANA - Stratège du compromis, stabilité post-coloniale.

no42-MOKTAR OULD DADDAH - Tacticien du compromis ethno-politique en Mauritanie.

no43-ABDOULAYE WADE - Tacticien de la résilience politique, conquête électorale au Sénégal.

no44-JOAQUIM CHISSANO - Résilience institutionnelle, compromis politique au Mozambique.

no45-NGARTA TOMBALBAYE - Tacticien du maintien du pouvoir par la centralisation au Tchad.

no46-MARIEN NGOUABI - Tacticien révolutionnaire pragmatique et militaire au Congo.

no47-ASSIMI GOITA - Tacticien de l'ajustement militaire, souverainiste au Mali.

no48-IBRAHIM TRAORE - Stratège révolutionnaire de rupture souverainiste.

no49-AMADOU TOUMANI TOURE - Stratège institutionnel et consensuel au Mali.

no50-ARISTIDES PEREIRA - Tacticien de la consolidation post-indépendance au Cap-Vert.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

NOTA BENE :

En politique, l'intelligence stratégique est supérieure à la ruse tactique. Des hommes d'Etat comme Houphouët-Boigny, Wade ou Tsiranana étaient surtout des tacticiens, excellents dans la gestion politique à court ou moyen terme, mais une vision stratégique souvent limitée ou opportuniste. D'autres comme Sankara, Sékou Touré ou Nkrumah étaient d'authentiques grands stratèges, parfois au prix de leur efficacité tactique (Olympio, Nyerere, Ben Bella) ou de leur survie politique (Lumumba, Machel). Rares sont les chefs d'Etat qui furent hybrides (Mandela, Kadhafi, Mugabe). La stratégie est supérieure id est elle repose sur l'intelligence conceptuelle, la vision, la capacité à penser au-delà de l'immédiat. C'est elle qui permet de bâtir une œuvre politique durable, de laisser une trace dans l'histoire. Mais, la tactique est indispensable, car sans elle la stratégie ne se réalise pas. En conclusion, la stratégie fonde la grandeur politique. La tactique assure la survie politique.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

III-CLASSEMENT STRATEGIQUE DES REVOLUTIONNAIRES AFRICAINS PAR ORDRE DU GENIE POLITIQUE

NIVEAU STRATEGIQUE TRES ELEVE

no1-THOMAS SANKARA - Stratège révolutionnaire intégral.

no2-KWAME NKRUMAH - Stratège continental et idéologue du panafricanisme.

no3-AMILCAR CABRAL - Stratège de libération et intellectuel-organisateur.

no4-GAMAL ABDEL NASSER - Stratège d'envergure géopolitique.

no5-JULIUS NYERERE - Stratège visionnaire du socialisme africain.

no6-MOUAMMAR KADHAFI - Stratège géopolitique complexe.

no7-AHMED SEKOU TOURE - Stratège de la rupture anticoloniale.

no8-NELSON MANDELA - Stratège révolutionnaire du compromis historique.

no9-PATRICE LUMUMBA - Maître de la stratégie politique de rupture.

no10-AHMED BEN BELLA - Stratège de la légitimation révolutionnaire.

NIVEAU STRATEGIQUE ELEVE

no11-HAILE SELASSIE - Stratège révolutionnaire impérial.

no12-FRANTZ FANON - Archétype du stratège intellectuel révolutionnaire.

no13-STEVE BIKO - Stratège de la conscience et du réveil identitaire.

no14-SAMORA MACHEL - Stratège militaire et politique.

no15-MODIBO KEITA - Stratège de l'indépendance souveraine et de l'intégration régionale.

no16-ROBERT SOBUKWE - Stratège puriste du panafricanisme révolutionnaire.

no17-MEHDI BEN BARKA - Stratège intellectuel de la solidarité tiers-mondiste.

no18-AGOSTINHO NETO - Stratège poète-révolutionnaire.

no19-HOUARI BOUMEDIENE - Stratège étatique du non-alignement et de la réforme interne.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no20-JOMO KENYATTA - Stratège du compromis révolutionnaire.

NIVEAU STRATEGIQUE RELATIVEMENT ELEVE

no21-RUBEN UM NYOBE - Stratège clandestin du nationalisme révolutionnaire.

no22-SYLVANUS OLYMPIO - Stratège de l'indépendance économique.

no23-ROBERT MUGABE - Stratège radical du nationalisme noir.

no24-JERRY JOHN RAWLINGS - Stratège populiste et réformateur.

no25-MARIEN NGOUABI - Stratège marxiste de la rupture étatique.

no26-EDUARDO MONDLANE - Stratège de la préparation révolutionnaire.

no27-BARTHELEMY BOGANDA - Stratège visionnaire de la fédération africaine.

no28-OBAFEMI AWOLOWO - Stratège du développement régional et social.

no29-KENNETH KAUNDA - Stratège humaniste du socialisme africain.

no30-FELIX-ROLAND MOUMIE - Stratège révolutionnaire insurrectionnel.

no31-JONAS SAVIMBI - Stratège militaire efficace mais controversé.

no32-SAM NUJOMA - Stratège de la patience diplomatique.

no33-ABUBAKAR TAFAWA BALEWA - Stratège modéré de l'unité nationale.

no34-ANOUAR EL SADATE - Stratège du basculement géopolitique.

no35-BENJAMIN NNAMDI AZIKIWE - Stratège intellectuel du nationalisme pacifique.

no36-BOUBACAR DIALLO TELLI - Stratège panafricain du droit et des institutions.

no37-LAURENT-DESIRE KABILA - Stratège opportuniste de la révolte.

no38-PIERRE MULELE - Stratège maoïste de la guérilla.

no39-ARISTIDES PEREIRA - Stratège discret de la construction nationale.

no40-CHRIS HANI - Stratège de la fusion armée-politique.

no41-HABIB BOURGUIBA - Stratège du gradualisme national.

no42-HOLDEN ROBERTO - Stratège du nationalisme prudent.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no43-LAURENT GBAGBO - Stratège du nationalisme constitutionnel.

no44-RICHARD RATSIMANDRAVA - Stratège réformateur interrompu.

no45-VICTOR BIAKA BODA - Stratège verbal du nationalisme culturel.

no46-AMADOU TOUMANI TOURE - Stratège de la transition démocratique.

no47-NGARTA TOMBALBAYE - Stratège révolutionnaire visionnaire mais anarchiste.

no48-JOHN POMBE MAGUFULI - Stratège du redressement économique et social stricte.

no49-IBRAHIM TRAORE - Stratège insurrectionnel émergent.

no50-ASSIMI GOITA - Stratège militaire de la réorientation souverainiste.

NOTA BENE :

Chez les leaders révolutionnaires africains, la stratégie est l'expression suprême de l'intelligence politique : elle traduit une vision de transformation radicale de la société, souvent à l'échelle nationale, continentale ou mondiale. Des figures emblématiques comme Thomas Sankara, Kwame Nkrumah ou Amilcar Cabral furent des stratèges révolutionnaires purs. Leur démarche s'appuyait sur une idéologie forte, une structuration rigoureuse des objectifs à long terme, et une volonté de rupture historique avec le système colonial ou impérialiste. Ils ont pensé la révolution au sens strict du terme, comme une œuvre totale - sociale, économique, culturelle et géopolitique. D'autres, comme Patrice Lumumba, Ahmed Ben Bella ou Samora Machel, ont incarné une stratégie de la confrontation, du basculement rapide, parfois au prix de leur survie politique ou d'une instabilité politique. Certains ont combiné stratégie et adaptation tactique : Nelson Mandela, par exemple, a su faire du compromis un levier stratégique, tandis que Mouammar Kadhafi, malgré ses contradictions, a articulé vision géopolitique et flexibilité régionale. A l'inverse, d'autres révolutionnaires comme Jonas Savimbi ou Ngarta Tombalbaye ont parfois excellé tactiquement (guérilla, contrôle militaire, instrumentalisation des clivages), mais avec une stratégie floue ou instable, rendant leur héritage plus controversé. La grande stratégie révolutionnaire se distingue par sa capacité à transformer une société et à inscrire une vision de grande portée dans l'histoire.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

IV-CLASSEMENT STRATEGIQUE DES ORATEURS POLITIQUES AFRICAINS PAR ORDRE

DU GENIE POLITIQUE

RHETORIQUE POLITIQUE TRES HAUTE

no1-PATRICE LUMUMBA - Orateur passionné, symbole de la lutte anti-coloniale, ses discours enflammés ont galvanisé l'indépendance.

no2-KWAME NKRUMAH - Pionnier du panafricanisme, orateur visionnaire avec un charisme immense.

no3-THOMAS SANKARA - Révolutionnaire et excellent orateur, maitre du discours engagé et mobilisateur.

no4-AMILCAR CABRAL - Stratège et poète politique, ses discours sont d'une force morale et intellectuelle rare.

no5-AHMED SEKOU TOURE - Orateur de terrain, son discours nationaliste a inspiré toute une génération.

no6-NELSON MANDELA - Symbole de la résistance, ses discours conciliateurs et forts ont fait basculer l'Afrique du Sud.

no7-LAURENT GBAGBO - Tribun passionné avec un discours nationaliste marqué par la résistance.

no8-JULIUS NYERERE - Orateur humaniste, ses discours éducatifs ont forgé la conscience nationale.

no9-MODIBO KEITA - Tribun profondément enraciné dans le peuple.

no10-SAMORA MACHEL - Orateur révolutionnaire et panafricaniste.

no11-GAMAL ABDEL NASSER - Tribun de la révolution, de l'émancipation et de l'unité africaine.

no12-FRANTZ FANON - Théoricien engagé, ses écrits et discours ont nourri les luttes anti-coloniales.

no13-HAILE SELASSIE - Orateur international, figure majeure de la défense de la souveraineté africaine.

no14-STEVE BIKO - Orateur et militant, leader de la conscience noire.

no15-MOUAMMAR KADHAFI - Tribun de la souveraineté continentale. Discours percutants.

no16-BARTHELEMY BOGANDA - Orateur nationaliste avant-gardiste.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no17-MEHDI BEN BARKA - Leader charismatique, orateur panafricaniste et tiers-mondiste.

no18-AHMED BEN BELLA - Premier président algérien, orateur de la guerre de l'indépendance.

no19-JERRY JOHN RAWLINGS - Orateur populaire et charismatique, symbole d'une nouvelle Afrique.

no20-HOUARI BOUMEDIENE - Stratège et orateur puissant, moteur de la révolution algérienne.

no21-ALI SOILIHI M'TSASHIWA - Orateur engagé pour la justice sociale.

no22-SYLVANUS OLYMPIO - Premier président, grand orateur nationaliste.

no23-LEOPOLD SEDAR SENGHOR - Poète et orateur éloquent, père de la Négritude.

no24-ABUBABAR TAFAWA BALEWA - Orateur modéré, symbole de l'indépendance nigériane.

no25-ROBERT MUGABE - Orateur redoutable, discours dénonçant l'impérialisme et revendiquant la souveraineté intégrale.

RHETORIQUE POLITIQUE RELATIVEMENT HAUTE

no26-RUBEN UM NYOBE - Figure de la lutte indépendantiste, orateur convaincant.

no27-LAURENT-DESIRE KABILA - Chef révolutionnaire et orateur déterminé.

no28-BENJAMIN NNAMDI AZIKIWE - Premier président du Nigéria, orateur panafricaniste.

no29-MARIEN NGOUABI - Orateur engagé et charismatique.

no30-EDUARDO MONDLANE - Leader du FRELIMO, orateur passionné.

no31-KENNETH KAUNDA - Orateur calme, père de l'indépendance zambienne.

no32-JONAS SAVIMBI - Orateur militaire et politique controversé.

no33-MARIO PINTO DE ANDRADE - Tribun de l'ombre, plus intellectuel qu'agitateur.

no34-HABIB BOURGUIBA - Orateur réformateur et modernisateur.

no35-FELIX HOUPHOUET-BOIGNY - Orateur pragmatique et conciliateur.

no36-ROBERT SOBUKWE - Orateur radical de la résistance.

no37-PHILIBERT TSIRANANA - Orateur modéré.

no38-PAUL KAGAME - Orateur pragmatique et direct.

no39-NGARTA TOMBALBAYE - Orateur nationaliste.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no40-FELIX-ROLAND MOUMIE - Orateur anticolonialiste.

no41-WILLIAM TUBMAN - Orateur nationaliste.

no42-ARISTIDES PEREIRA - Orateur révolutionnaire.

no43-MARCELINO DOS SANTOS - Orateur marxiste-léniniste.

no44-OLUSEGUN OBASANJO - Orateur pragmatique et charismatique.

no45-JOSEPH KASA-VUBU - Orateur pragmatique et déterminé.

no46-KWAME TURE - Panafricaniste et militant des droits civiques.

no47-MOHAMED BOUDIAF - Orateur engagé contre la corruption post-indépendance.

no48-ABDOULAYE WADE - Tribun de terrain. Maître de l'adresse directe.

no49-SAM NUJOMA - Ses discours portaient un message d'espoir et de libération.

no50-CHEIKH ANTA DIOP - Intellectuel, défenseur de l'histoire africaine.

NOTA BENE : Ce classement des tribuns africains et de leur niveau de rhétorique politique, couvrant la période 1955-2025, repose sur une analyse rigoureuse des qualités oratoires, de l'impact politique et de l'influence historique de chaque leader. Il prend en compte non seulement la puissance et le charisme de leurs discours, mais aussi leur capacité à mobiliser les peuples africains autour des idéaux de souveraineté, d'unité, de justice sociale et d'émancipation politique. Les figures retenues sont issues de divers contextes nationaux et idéologiques, reflétant la richesse et la diversité des luttes politiques africaines au cours de ces sept décennies. Ce classement n'a pas vocation à hiérarchiser la valeur globale de ces leaders, mais à mettre en lumière leur talent spécifique en tant que tribuns, orateurs et porteurs de discours politiques capables de marquer l'histoire. Certaines personnalités controversées ou moins connues ont été intégrées pour leur qualité rhétorique exceptionnelle, et non pour cautionner leurs choix politiques. De même, les figures sécessionnistes ou divisant les peuples n'ont pas été retenues, conformément à une vision panafricaine unificatrice. Il s'agit d'honorer les orateurs tribunitiens.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

V-CLASSEMENT STRATEGIQUE DES THEORICIENS DU PANAFRICANISME PAR ORDRE

DU GENIE POLITIQUE

PENSEE STRATEGIQUE TRES HAUTE

no1-KWAME NKRUMAH - Père du panafricanisme moderne, théoricien de l'Afrique Unie, fondateur de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA). Précurseur de l'Union Africaine (UA).

no2-CHEIKH ANTA DIOP - Historien, physicien et penseur visionnaire, défenseur d'un Etat fédéral africain fondé sur une conscience historique et culturelle commune.

no3-MARCUS GARVEY - Fondateur du mouvement « Back To Africa », promoteur de l'unité noire mondiale à travers l'UNIA. Précurseur du nationalisme noir transcontinental.

no4-FRANTZ FANON - Théoricien de la libération violente des peuples colonisés.

no5-W.E.B DU BOIS - Premier intellectuel noir américain, initiateur du panafricanisme académique et politique, instigateur des premiers congrès panafricains.

no6-AMILCAR CABRAL - Théoricien de la lutte de libération nationale, il a insisté sur l'importance de la culture dans la résistance.

no7-THOMAS SANKARA - Chef d'Etat et penseur de l'auto-développement, excellent théoricien.

no8-STOKELY CARMICHAEL - Militant radical du Black Power devenu panafricaniste convaincu, défenseur du socialisme africain et membre du PAIGC.

no9-PATRICE LUMUMBA - Théoricien de la révolution africaine par son discours politique, sa vision stratégique, son combat éthique et son influence intellectuelle.

no10-JULIUS NYERERE - Philosophe politique africain, théoricien de la politique de l'Ujaama.

no11-AHMED SEKOU TOURE - Théoricien révolutionnaire panafricaniste de premier plan.

no12-STEVE BIKO - Fondateur de la Conscience noire sud-africaine, penseur de la libération mentale et identitaire.

no13-MEHDI BEN BARKA - Théoricien du Tiers-Mondisme panafricain, organisateur de la Conférence Tricontinentale de 1966.

no14-MALCOM X - Penseur et militant noir américain ayant évolué vers une vision panafricaniste et internationaliste dans ses dernières années, notamment après son voyage en Guinée.

no15-MOUAMMAR KADHAFI - Penseur d'un panafricanisme pragmatique basé sur une diplomatie offensive et une vision unificatrice de l'Afrique (Union Africaine, monnaie unique, armée panafricaine).

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

no16-ROBERT SOBUKWE - Penseur panafricaniste intransigeant, porteur d'une vision claire et radicale de l'émancipation noire. Sa pensée repose sur l'affirmation de la dignité africaine, la souveraineté totale et l'unité continentale fondée sur la conscience noire. Robert Sobukwe incarne une pensée politique de rupture, de cohérence morale et de radicalité stratégique.

no17-GEORGE PADMORE - Théoricien marxiste puis nationaliste panafricain, il fut un mentor idéologique de Kwame Nkrumah.

no18-MOLEFI KETE ASANTE - Fondateur de l'afrocentricité comme paradigme intellectuel de libération, influent dans les milieux académiques panafricanistes.

no19-RUBEN UM NYOBE - Penseur anticolonial radical, promoteur du multipartisme et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

no20-JOMO KENYATTA - Théoricien de la culture et de l'émancipation africaine, reconnaissance de la culture africaine comme fondement de la souveraineté politique et économique.

no21-AGOSTINHO NETO - Il est une icône de la lutte anti-coloniale, célébré pour son intégrité, sa vision socialiste souverainiste et son attachement exclusif au peuple. Il demeure l'un des grands architectes de la souveraineté angolaise, aux côtés de leaders historiques comme Amilcar Cabral ou Samora Machel.

no22-NELSON MANDELA - La pensée panafricaniste de Nelson Mandela s'enracine dans la solidarité africaine, l'unité continentale et la libération des peuples africains du colonialisme et du racisme institutionnalisé. Bien qu'il ne soit pas défini comme un panafricaniste idéologique au sens strict, son engagement pratique, diplomatique et symbolique le place au cœur du panafricanisme contemporain.

no23-KENNETH KAUNDA - Théoricien de l'Humanisme zambien. Il définit l'humanisme zambien comme un socialisme africain adapté aux valeurs culturelles africaines. Il repose sur : la dignité humaine comme valeur suprême, l'égalité entre les individus, la solidarité communautaire (Ubuntu), le rejet de l'égoïsme et du capitalisme sauvage, une spiritualité fondée sur la foi chrétienne mais ouverte au dialogue.

no24-ROBERT MUGABE - Penseur politique révolutionnaire panafricain, dont la pensée conjugue anticolonialisme radical, souveraineté économique africaine, socialisme indigène et rejet intransigeant de l'impérialisme occidental. Sa pensée politique révolutionnaire panafricaine s'articule autour de 5 axes majeurs : Anticolonialisme militant, réforme agraire radical, panafricanisme combatif, socialisme africain et éducation, résistance à l'Occident.

no25-GAMAL ABDEL NASSER - Homme d'action de la révolution arabe et africaine. Sa pensée politique s'articule autour de la souveraineté, la coopération Sud-Sud, et le développement autonome. Nasser prônait une solidarité stratégique : économique, militaire et diplomatique.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

PENSEE STRATEGIQUE RELATIVEMENT HAUTE

no26-EDUARD WILMOT BLYDEN - Précurseur du panafricanisme moderne. Promoteur du retour en Afrique des descendants d'esclaves africains notamment via le Libéria et la Sierra Léone, il défendait une Afrique unifiée, indépendante et moralement supérieure à l'Occident matérialiste.

no27-MARIO DE ANDRADE - Mario Pinto De Andrade est un penseur discret mais fondamental du panafricanisme de la lutte armée et de la culture révolutionnaire. Il appartient à la même matrice idéologique que Cabral, partageant l'idée d'un panafricanisme culturel, radical et socialiste. Mario Pinto De Andrade est une des figures de l'indépendance angolaise avec Neto.

no28-ELDRIGE CLEAVER - Penseur radical influent du mouvement afro-américain et panafricaniste des années 1960-1970. Membre éminent des Black Panthers. Sa pensée révolutionnaire et panafricaniste peut s'articuler autour de 5 idées : la libération noire mondiale, la critique du capitalisme et de l'impérialisme, l'unité révolutionnaire, l'exil africain comme retour aux racines, le nationalisme noir radical.

no29-AIME CESAIRE - Maitre et fondateur de la Négritude, penseur radical de l'anti-colonialisme, il a inspiré plusieurs générations d'Africains et d'Afro-descendants. Son œuvre allie poésie, philosophie politique et action parlementaire. Sa critique du colonialisme est une boussole intellectuelle pour tout projet panafricaniste.

no30-WALTER RODNEY - Penseur marxiste panafricaniste, critique radical du néocolonialisme.

no31-OBAFEMI AWOLOWO - Penseur du fédéralisme africain, il a tenté de concilier tradition et modernité dans une vision nationaliste nigériane et panafricaine. Moins panafricaniste dans sa portée directe, sa pensée reste pertinente dans la gouvernance institutionnelle et le développement éducatif.

no32-BENJAMIN NNAMDI AZIKIWE - Précurseur du nationalisme nigérian, partisan du fédéralisme, panafricaniste modéré, nationaliste déterminé. Il surnomma son ami d'université et compagnon de lutte Kwame Nkrumah le Messie ou le Libérateur. Sa pensée politique s'articule autour de 5 idées-clefs : nationalisme modéré et inclusif, fédéralisme politique, éducation et élite éclairée, panafricanisme modéré, Zikisme, philosophie de la libération mentale et identitaire.

no33-EDUARDO MONDLANE - Intellectuel, anthropologue et fondateur du FRELIMO, il a su allier lutte armée et diplomatie internationale dans un contexte colonial brutal. Son assassinat prématuré a interrompu une pensée politique révolutionnaire en construction, mais son œuvre théorique et politique reste fondatrice dans la lutte pour l'indépendance totale.

no34-FELIX-ROLAND MOUMIE - Médecin et dirigeant de l'UPC, il incarne un panafricanisme radical et anti-colonialiste. Ses écrits et ses discours traduisent une pensée politique lucide et visionnaire. Stratège clandestin, il a été un combattant de l'indépendance totale au Cameroun.

no35-LAURENT GBAGBO - Historien, écrivain, essayiste, politologue et homme d'Etat. Sa pensée panafricaniste révolutionnaire contemporaine peut se résumer en 5 points : défense de la souveraineté africaine, panafricanisme militant, résilience politique, réflexion historique, justice sociale et développement autonome. Panafricanisme militant tardif mais capital.

no36-JARAMOGI OGINGA ODINGA - Odinga a prôné une libération complète non seulement politique mais aussi économique des peuples africains, dénonçant le néocolonialisme et les inégalités héritées du colonialisme. Il défendait une unité africaine solidaire contre les puissances impérialistes, estimant que l'indépendance politique était insuffisante sans souveraineté économique.

no37-MARIEN NGOUABI - Chef d'Etat marxiste panafricain, il a théorisé et mis en œuvre une politique d'unité et de souveraineté continentale. Son engagement en faveur de l'intégration africaine et de la classe ouvrière donne à son action une cohérence doctrinale forte.

no38-SLIM MARZOUK alias LE MALCOM X TUNISIEN - Il est un militant panafricaniste afro-arabe emblématique et un héros nationaliste effacé de l'histoire de la Tunisie. Sa pensée politique s'articule autour de 3 idées-clefs : un engagement citoyen actif, une solidarité entre peuples, un pouvoir démocratique véritable, une justice sociale et économique notamment pour la communauté noire tunisienne. Il milite pour un panafricanisme contemporain, ancré dans la défense des droits fondamentaux et la démocratie, plutôt qu'une simple unité formelle.

no39-OMAR BLONDIN DIOP - Penseur politique révolutionnaire dont la pensée allie marxisme tiers-mondiste, lutte anti-impérialiste et critique de la bourgeoisie néocoloniale africaine, avec une vision émancipatrice pour la jeunesse et les peuples opprimés par le système capitaliste.

no40-PLO LUMUMBA - Patrick Loch Otieno Lumumba. Penseur politique contemporain emblématique du panafricanisme militant. Juriste, professeur de droit kényan et ancien directeur de la Kenya Anti-Corruption Commission, il est aujourd'hui reconnu pour la rigueur de ses discours panafricanistes et révolutionnaires et l'acuité de sa pensée politique.

no41-MARCELINO DOS SANTOS - Intellectuel marxiste de premier plan en Afrique lusophone. Il a contribué à l'ancrage idéologique du FRELIMO dans le socialisme scientifique, jusqu'à l'adoption du multipartisme dans les années 1990. Pour Dos Santos, le marxisme n'est pas un dogme, mais une méthode d'analyse historique et politique utile à la libération des peuples africains.

no42-TAVIO AYAO AMORIN - Penseur panafricaniste éminent, lucidité politique rare, rigueur idéologique, courage éthique, penseur stratégique majeur.

no43-NGARTA TOMBALBAYE - Chef d'Etat. Il incarne une pensée politique révolutionnaire ambiguë et nationaliste, marquée par une volonté de refondation culturelle et d'autorité souveraine. Sa pensée s'inscrit dans une tentative d'africanisation radicale de l'Etat.

no44-LEOPOLD SEDAR SENGHOR - Nationalisme de façade, attachement à la France, indépendance conservatrice, absence de vision politique révolutionnaire. Senghor n'en demeure pas moins un auteur majeur du panafricanisme. Il est le concepteur de la Francophonie.

no45-C.L.R JAMES - Il relie les luttes africaines aux mouvements révolutionnaires mondiaux. Il est une figure importante du panafricanisme militant. Sa pensée se construit sur 3 points : révolution noire, anti-colonialisme, histoire populaire, réveil identitaire, culture africaine.

no46-DJIBO BAKARY - Indépendantiste nigérien. Malgré une marginalisation politique après l'indépendance du Niger, sa pensée stratégique reste pertinente. Il anticipait les pièges du

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

néocolonialisme, il prônait des alliances régionales souverainistes. Il comprenait les rapports géopolitiques et économiques. Il est un nationaliste panafricain de rupture. Mais un héros effacé.

no47-CHRISTOPHER OKIGBO alias CHRIS OKIGBO - Poète intellectuel, activiste panafricaniste et souverainiste nigérian. Martyr de la guerre du Biafra. Il est très critique à l'égard des courants comme la Négritude, il défend une vision panafricaine révolutionnaire.

no48-TOM MBOYA - Nationaliste kényan radical. Sa pensée révolutionnaire tourne autour du nationalisme unificateur, du socialisme démocratique, du syndicalisme révolutionnaire, du panafricanisme pragmatique et du leadership éthique. Il est un martyr de l'Afrique progressiste.

no49-SAMIR AMIN - Economiste marxiste, fondateur de la théorie de la déconnexion, penseur de l'économie politique du panafricanisme et de l'auto-centrage africain.

no50-KEBI SEBA - Militant panafricaniste. Théoricien radical du panafricanisme et du suprématisme noir contemporain. Président fondateur de l'ONG Urgences Panafricanistes.

NOTA BENE :

Ce classement est une tentative rigoureuse de hiérarchisation des théoriciens du panafricanisme militant selon la puissance, la cohérence, l'impact historique et stratégique de leur pensée entre 1955 et 2025. Il repose sur une analyse croisée de leurs écrits, discours, actions politiques, mais aussi de leur influence durable, sur la pensée politique africaine, les mouvements panafricanistes, souverainistes et révolutionnaires du continent et de la diaspora. Deux catégories ont été établies
: Pensée stratégique très haute : ce sont les figures dont la pensée a eu une portée théorique et stratégique exceptionnelle, structurant durablement les idéaux panafricanistes révolutionnaires. Leur vision a influencé à la fois les institutions continentales (Union Africaine, OUA, Cen-Sad), les luttes de libération, et les grandes doctrines intellectuelles du panafricanisme moderne. Pensée stratégique relativement haute : Ces penseurs ont également marqué le panafricanisme, mais de manière moins structurante ou systémique. Leur influence a parfois été entravée par un engagement inachevé, une pensée partiellement théorisée ou un impact géopolitique plus restreint, sans diminuer la valeur militante ou

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre
intellectuelle. Ce classement n'est ni figé ni absolu.

EVALUATION POLITIQUE

GRILLE COMPARATIVE DES GRANDES FIGURES POLITIQUES AFRICAINES
SELON LES 5 NIVEAUX DU POLITIQUE

PARTIE 1 : APPROCHE PAR CARACTERISTIQUES

1.NIVEAU 1 – MAUVAIS POLITICIEN
(logique de prédation, dérive autoritaire, rupture avec l'intérêt général)
*Mobutu Sese Seko – personnalisation extrême de l'Etat
*Idi Amin Dada – violence politique et désorganisation institutionnelle
*Sani Abacha – corruption systémique et prédation
*Jean-Bédel Bokassa – dérive autocratique personnelle
*Francisco Macias Nguema – effondrement institutionnel de l'Etat. Caractéristique commune : pouvoir sans projet historique structurant.
2. NIVEAU 2 – POLITICIEN MOYEN
(logique de gestion pragmatique du pouvoir, mais portée historique limitée)
*Abdelaziz Bouteflika – restauration de la stabilité mais transformation politique limitée
*Macky Sall – gestion efficace mais absence de transformation historique majeure
*Patrice Talon – réformes et modernisation de l'Etat mais portée historique limitée
*Goodluck Jonathan – gestion modérée du pouvoir et transition électorale pacifique
*Paul Biya – longévité politique et continuité de l'Etat sans portée historique majeure.
Caractéristique commune : gestion efficace, mais influence historique limitée.
3. NIVEAU 3 – BON POLITICIEN
(logique de stabilité, construction institutionnelle, gestion du réel)
*Félix Houphouët-Boigny – stabilité et construction étatique
*Jomo Kenyatta – consolidation post-indépendance
*Habib Bourguiba – modernisation institutionnelle
*Olusegun Obasanjo – gestion des transitions politiques
*Léopold Sédar Senghor – structuration culturelle et étatique.
4. NIVEAU 4 – GRAND POLITICIEN
(logique de transformation historique et idéologique)
*Thomas Sankara – révolution sociale et politique
*Kwame Nkrumah – panafricanisme politique et économique
*Patrice Lumumba – souveraineté radicale et rupture historique
*Nelson Mandela – transformation du système d'apartheid
*Julius Nyerere – projet socialiste africain (Ujaama)
*Samora Machel – construction post-indépendance révolutionnaire
*Amilcar Cabral – théorie et pratique de la libération
*Gamal Abdel Nasser – leadership anti-impérialiste et panarabe

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

*Ahmed Sékou Touré – rupture avec la puissance coloniale

*Laurent Gbagbo – polarisation et transformation du champ politique.

Caractéristique commune : transformation du champ politique et social.

5. NIVEAU 5 – GENIE POLITIQUE

(logique de refondation du cadre du politique lui-même)

*Kwame Nkrumah – projet continental panafricain

*Thomas Sankara – refondation éthique de l'Etat

*Amilcar Cabral – redéfinition de la libération comme processus culturel et politique

*Julius Nyerere – création d'un modèle politique endogène (Ujamaa)

*Patrice Lumumba – incarnation radicale de la souveraineté postcoloniale.

Caractéristique commune : création ou reconfiguration des paradigmes politiques.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

PARTIE 2 : APPROCHE DEFINITIONNELLE

1. NIVEAU 1 – MAUVAIS POLITICIEN
Logique de prédation, dérive autoritaire, rupture avec l'intérêt général
*Personnalisation extrême du pouvoir
*Corruption et prédation systémique
*Violence politique et répression
*Effondrement des institutions
*Absence de projet national
Exemples historiques :
-Mobutu Sese Seko (RDC)
-Idi Amin Dada (Ouganda)
-Sani Abacha (Nigeria)
-Jean-Bédel Bokassa (RCA)
-Francisco Macias Nguema (Guinée Equatoriale)
Caractéristique commune : pouvoir sans projet historique structurant.
2. NIVEAU 2 – POLITICIEN MOYEN
Logique de gestion pragmatique du pouvoir mais portée historique limitée
*Gestion relativement efficace de l'Etat
*Réformes ou résultats sectoriels significatifs
*Pragmatisme politique
*Capacité à maintenir la stabilité
*Absence de transformation historique majeure
Exemples historiques :
Abdelaziz Bouteflika (Algérie)
Macky Sall (Sénégal)
Patrice Talon (Bénin)
Goodluck Jonathan (Nigeria)
Paul Biya (Cameroun)
Caractéristique commune : gestion efficace, mais influence historique limitée.
3. NIVEAU 3 – BON POLITICIEN
Logique de stabilité, construction institutionnelle, gestion du réel
*Stabilité politique
*Construction de l'Etat
*Gestion pragmatique
*Modernisation progressive
*Consolidation post-indépendance
Exemples historiques :
-Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)
-Jomo Kenyatta (Kenya)

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre
-Habib Bourguiba (Tunisie)
-Olusegun Obasanjo (Nigeria)
-Léopold Sédar Senghor (Sénégal)
Caractéristique commune : efficacité administrative et stabilité politique.
4. NIVEAU 4 – GRAND POLITICIEN
Logique de transformation historique et idéologique
*Transformation du champ politique
*Rupture avec l'ordre établi
*Projet de société clair
*Mobilisation populaire
*Impact historique majeur
Exemples historiques :
-Thomas Sankara (Burkina Faso)
-Kwame Nkrumah (Ghana)
-Patrice Lumumba (RDC)
-Nelson Mandela (Afrique du Sud)
-Julius Nyerere (Tanzanie)
-Samora Machel (Mozambique)
-Amilcar Cabral (Cap-Vert)
-Gamal Abdel Nasser (Egypte)
-Ahmed Sékou Touré (Guinée)
-Laurent Gbagbo (Côte d'Ivoire)
Caractéristique commune : transformation du champ politique et social.
5. NIVEAU 5 – GENIE POLITIQUE
Logique de refondation du cadre du politique lui-même
*Création ou reconfiguration des paradigmes politiques
*Pensée politique originale
*Vision continentale ou universelle
*Refondation éthique de l'Etat
*Héritage civilisationnel
Exemples historiques :
-Kwame Nkrumah (Ghana)
-Thomas Sankara (Burkina Faso)
-Amilcar Cabral (Guinée-Bissau)
-Julius Nyerere (Tanzanie)
-Patrice Lumumba (RDC)
Caractéristique commune : création ou reconfiguration des paradigmes politiques.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

BIBLIOGRAPHIE

1) ABDOULAYE BATHILY. PANAFRICANISME ET RENAISSANCE AFRICAINE

2) ALBERT MEISTER. LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE ORIENTALE

3) ANNE-CECILE ROBERT. THOMAS SANKARA (1949-1987). PRESIDENT DES PAUVRES

4) BINTOU SANANKOUA. LA CHUTE DE MODIBO KEITA. AFRIQUE CONTEMPORAINE.

IBRAHIM BABA KAKE

5) GEORGES FISCHER. L'INDEPENDANCE DE LA GUINEE ET LES ACCORDS FRANCO-GUINEENS

6) JEAN NANGA. KWAME NKRUMAH ET LA LUTTE DE CLASSE

7) JEAN-PAUL SARTRE. LA PENSEE POLITIQUE DE PATRICE LUMUMBA

8) JEAN-PHILIPPE REMI. STEVE BIKO. L'AUTRE MANDELA

9) KWAME NKRUMAH. VERS LA LIBERATION NATIONALE - L'AFRIQUE DANS LA LUTTE

CONTRE L'IMPERIALISME

10) JOACHIM VOROUMA. MOUAMMAR KADHAFI : DU PANARABISME AU PANAFRICANISME

11) MARCO BAZZAN. LE DEVENIR AFRIQUE DE LUMUMBA, NKRUMAH ET SANKARA

12) MARIO DE ANDRADE. AMILCAR CABRAL : ESSAI DE BIOGRAPHIE POLITIQUE

13) MICHEL-YVES GATEPAILLE. AFRIQUE. UJAAMA. LE GRAND REVE DE JULIUS NYERERE

14) MOUAMMAR EL KADHAFI. LE LIVRE VERT

15) PHIDIAS A. SENGE MILEMBA. L'URGENCE DE REVEIL DE L'HERITAGE DE LUMUMBA

POUR UNE GOUVERNANCE D'ESPERANCE EN AFRIQUE

16) SAID BOUAMAMA : AMILCAR CABRAL. LE MILITANT ARME : 50 ANS APRES SA MORT

17) SAMIR AMIN. LE DEVELOPPEMENT DU CAPITALISME EN AFRIQUE NOIRE

18) SAMIR AMIN. LA REFORME AGRAIRE DE L'EGYPTE NASSERIENNE

19) VLADIMIR CAGNOUARI. LUMUMBA. HEROS NATIONAL

20) ZEUS K. A. DOUVO. SYLVANUS OLYMPIO. PANAFRICANISTE ET PIONNIER DE LA CEDEAO.

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

TABLE DE MATIERES

INTRODUCTION GENERALE.....PAGE 5

RANG DES HOMMES POLITIQUES AFRICAINS.....PAGE 7

01- KWAME NKRUMAH (GHANA).....PAGE 8
02- THOMAS SANKARA (BURKINA FASO).....PAGE 18
03- NELSON MANDELA (AFRIQUE DU SUD).....PAGE 24
04- PATRICE LUMUMBA (CONGO-LEOPOLDVILLE).....PAGE 29
05- AHMED SEKOU TOURE (GUINEE).....PAGE 35
06- GAMAL ABDEL NASSER (EGYPTE).....PAGE 42
07- AMILCAR CABRAL (GUINEE-BISSAU).....PAGE 47
08- JULIUS NYERERE (TANZANIE).....PAGE 51
09- MOUAMMAR KADHAFI (LIBYE).....PAGE 56
10- HAILE SELASSIE (ETHIOPIE).....PAGE 62
11- SAMORA MACHEL (MOZAMBIQUE).....PAGE 66
12- MODIBO KEITA (MALI).....PAGE 70
13- JOMO KENYATTA (KENYA).....PAGE 74
14- AHMED BEN BELLA (ALGERIE).....PAGE 78
15- AGOSTINHO NETO (ANGOLA).....PAGE 82
16- SYLVANUS OLYMPIO (TOGO).....PAGE 88
17- FRANTZ FANON (ALGERIE).....PAGE 94
18- RUBEN UM NYOBE (CAMEROUN).....PAGE 97
19- STEVE BIKO (AFRIQUE DU SUD).....PAGE 101
20- LAURENT GBAGBO (COTE D'IVOIRE).....PAGE 106
21- MEDHI BEN BARKA (MAROC).....PAGE 114
22- JERRY JOHN RAWLINGS (GHANA).....PAGE 118
23- KENNETH KAUNDA (ZAMBIE).....PAGE 122
24- BARTHELEMY BOGANDA (CENTRAFRIQUE).....PAGE 126
25- ROBERT MUGABE (ZIMBABWE).....PAGE 132
26- ROBERT SOBUKWE (AFRIQUE DU SUD).....PAGE 138
27- HOUARI BOUMEDIENE (ALGERIE).....PAGE 142
28- BENJAMIN NNAMDI AZIKIWE (NIGERIA).....PAGE 147
29- EDUARDO MONDLANE (MOZAMBIQUE).....PAGE 153
30- ANOUAR EL SADATE (EGYPTE).....PAGE 157
31- ABUBAKAR TAFAWA BALEWA (NIGERIA)..... PAGE 161
32- MARIEN NGOUABI (CONGO-BRAZZAVILLE).....PAGE 166
33- HABIB BOURGUIBA (TUNISIE).....PAGE 171
34- LEOPOLD SEDAR SENGHOR (SENEGAL).....PAGE 175
35- FELIX HOUPHOUET-BOIGNY (COTE D'IVOIRE).....PAGE 180
36- ARISTIDES PEREIRA (CAP-VERT).....PAGE 185
37- SAM NUJOMA (NAMIBIE).....PAGE 188
38- PAUL KAGAME (RWANDA).....PAGE 192

LIRE EN LIGNE propose gratuitement ce livre

39- JOHN POMBE MAGUFULI (TANZANIE).....PAGE 196
40- LAURENT-DESIRE KABILA (RDC).....PAGE 200
41- OLUSEGUN OBASANJO (NIGERIA).....PAGE 205
42- NGARTA TOMBALBAYE (TCHAD).....PAGE 208
43- ALBERT LUTHULI (AFRIQUE DU SUD)..... PAGE 212
44- WILLIAM TUBMAN (LIBERIA).....PAGE 218
45- MATHIEU KEREKOU (BENIN).....PAGE 222
46- ALI SOILIHIM'TSASHIWA (COMORES).....PAGE 226
47- ABDOULAYE WADE (SENEGAL).....PAGE 230
48- IBRAHIM TRAORE (BURKINA FASO).....PAGE 234
49- AMADOU TOUMANI TOURE (MALI)..... PAGE 238
50- ASSIMI GOITA (CONFEDERATION DU SAHEL)..... PAGE 242

CONCLUSION GENERALE.....PAGE 249

ANNEXES.....PAGE 250

BIBLIOGRAPHIE.....PAGE 272

TABLE DE MATIERES.....PAGE 273.